

DES CONTRAVENTIONS AU TRAITÉ D'UNION
ENTRE
LA BRETAGNE ET LA FRANCE
DE 1532 A 1715

— * —

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 27 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Yves BONVALLET

Jury :

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants { M. LE BRAS, Professeur.
M. Félix OLIVIER-MARTIN, Professeur.

— ✂ —

TEPAC

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (VI^e)

1942

DES CONTRAVENTIONS AU TRAITÉ D'UNION

ENTRE

LA BRETAGNE ET LA FRANCE

DE 1532 A 1715

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

**DES CONTRAVENTIONS AU TRAITÉ D'UNION
ENTRE
LA BRETAGNE ET LA FRANCE
DE 1532 A 1715**

✱

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 27 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Yves BONVALLET

Jury :

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants { M. LE BRAS, Professeur.
M. Félix OLIVIER-MARTIN, Professeur.

✱

TEPAC

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (VI^e)

1942

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs*



INTRODUCTION

Trois côtés de l'hexagone qu'elle forme exposent la France aux invasions par voie de terre. Aussi doit-elle être au moins assurée de la sécurité la plus complète sur ses faces maritimes.

Or précisément dans l'angle ouest formé par deux de ces faces, dans cette Armorique — presque la mer — qui s'avance comme un coin dans les eaux, vint s'établir, aux ^{v^e}, ^{vi^e} et ^{vii^e} siècles, une population particulière. Les nouveaux arrivants étaient de race celte, donc apparentés aux Gaulois romanisés chez qui ils arrivaient, et quittaient l'île de Bretagne, fuyant devant l'invasion anglo-saxonne. Ils donnèrent à leur nouvelle patrie le nom de celle qu'ils avaient dû abandonner. D'abord soumis aux rois francs, ils s'affranchirent de toute tutelle au ix^e siècle et formèrent un état indépendant.

Cet état, redoutant toujours une France trop forte capable de l'absorber, s'alliait facilement avec le parti opposé, et ouvrait une brèche permanente dans les défenses naturelles du royaume, par où tout ennemi de ce dernier pouvait s'infiltrer pour l'attaquer à revers. Dans chaque conflit, la création d'une nouvelle zone de combats était à craindre, entraînant la dispersion des forces françaises. Aussi nos anciens rois cherchèrent-ils bientôt à supprimer cette menace qui entravait tout développement dans les autres directions. Il leur fallait être tranquilles à l'Ouest.

En 1378, Charles V crut venu le moment de recueillir les fruits d'une politique déjà ancienne par laquelle ses prédécesseurs avaient toujours tâché d'entraîner la Bre-

tagne dans l'orbite de la France. Il proclama la réunion du duché à la couronne. Mais il était trop tôt. D'une seule voix les Bretons rappelèrent aussitôt leur duc Jean IV, qu'ils venaient pourtant de chasser comme trop anglophile.

Louis XI ne jugea pas encore la chose possible. Cependant, à tout hasard, il acheta à Nicole de Bretagne, arrière-petite-fille de Jeanne de Penthièvre, fille elle-même de Guy de Bretagne, le frère du duc Jean III, ses droits éventuels à la succession ducale.

L'inévitable allait se produire. Sans cesse tirillée entre les influences française et anglaise, la Bretagne devait s'intégrer au royaume. Ce ne fut pas sans peine, ni l'œuvre d'un jour. Le duc François II mourut, ne laissant qu'une fille, Anne, qui fut fiancée à Maximilien, l'empereur d'Allemagne. C'était là un sérieux danger pour la France. Aussi Charles VIII, avant que Maximilien pût agir, envahit la Bretagne, convoqua les Etats en son propre nom (octobre 1491) et obligea la jeune héritière à l'épouser (déc. 1491). En fait, la Bretagne se trouvait, par le contrat de ce mariage, annexée à la couronne, et devait ensuite être transmise selon la loi française de succession au trône. Toutefois, il stipulait que si le roi mourait avant elle, sans qu'un enfant fût issu de leur union, la reine devait récupérer sa souveraineté sur la Bretagne, à condition de rester veuve ou d'épouser le nouveau roi ou son héritier (1). Dans ce contrat, il n'était pas question de franchises reconnues à la Bretagne. Mais Charles VIII comprit que le duché ne pouvait passer si brusquement de l'indépendance au rang de simple province. Aussi, à différentes reprises assura-t-il qu'il n'en transgresserait pas tel ou tel usage : ainsi, par son traité du 15 novembre 1491 avec la duchesse Anne (2), par ses articles accordés à la Bretagne sur les remontrances des Etats (3) (7 juillet 1492), et par son édit de novembre 1493 (4). L'existence de ces libertés était

(1) D. Morice Preuves, t. III, col. 715.

(2) Ibid, col. 707.

(3) Ibid, col. 728.

(4) Ibid, col. 743.

cependant fort précaire. Le roi les avait reconnues par bonne volonté pure, pour bien disposer le Duché, et rien ne garantissait qu'il en serait toujours ainsi.

En avril 1498, Charles VIII mourut sans enfants. Anne reprit aussitôt la possession de son duché. Selon son engagement, elle épousa le nouveau roi de France. Mais l'amour se joignait cette fois à la politique pour dicter leur union. Anne profita d'une inclination qu'elle partageait cependant pour faire signer à son époux des clauses qui risquaient de compromettre toute l'œuvre des rois précédents. Son traité de mariage avec Louis XII (7 janvier 1498) stipula qu'à la mort de l'époux survivant, la Bretagne reviendrait au deuxième « enfant mâle, ou fille à défaut de mâle », né de leur union (et non au premier qui, lui, aurait la France) et à défaut d'enfants, aux héritiers collatéraux de la reine Anne, sans que nul successeur de Louis XII « en puisse quereller » (5).

Puis, en janvier 1498, le roi reconnut à la reine-duchesse le droit d'administrer le duché, qu'il confirma dans toutes ses franchises et libertés, soit en général, soit expressément. Il promettait en outre de prendre le titre de duc de Bretagne dans tous les actes la concernant (6).

Ainsi la Bretagne se trouvait dans une sorte d'union personnelle transitoire avec la France. A la mort des souverains conjoints, duché et royaume reprendraient leurs chemins respectifs un moment confondus.

Mais les projets d'Anne furent déjoués. Deux filles naquirent de son mariage avec Louis XII. La Bretagne revenait à Claude, l'aînée, tandis que la France, selon sa loi sa dévolution, revenait à François d'Angoulême. Malgré la résistance d'Anne de Bretagne, Louis XII fiança Claude à François (7) et leur mariage fut célébré en 1514, trois

(5) D. Morice Preuves, t. III, col. 813.

(6) Ibid, col. 815.

(7) Les Etats Généraux de Tours, et les Etats de Bretagne avaient supplié Louis XII de ne pas marier sa fille à Charles de Luxembourg, mais à François, son héritier présomptif. Anne avait cédé à contre-cœur. « Si la reine mère eût vécu, jamais le roi François ne l'aurait épousée, car elle prévoyait bien les mauvais traitements qu'elle en

mois après la mort de la duchesse. Louis XII la suivit dans la tombe le 1^{er} janvier 1515. Claude, légitime souveraine de la Bretagne, en transmet alors la propriété viagère à son époux, devenu roi de France (22 avril 1515) (8). Puis, à l'inverse de sa mère qui avait voulu attribuer le duché à son puîné pour le maintenir distinct du royaume, Claude à sa mort, légua la Bretagne à son fils aîné, le dauphin. François I^{er} en conservait l'usufruit. Toutefois, ce testament ne constituait qu'une convention de droit privé, et l'on pouvait toujours voir surgir le traité de droit public entre Louis XII et Anne, qui attribuait la Bretagne au second fils du roi. Ce n'était donc pas l'union définitive.

Mais après trois mariages franco-bretons, et quarante ans d'une demi-union, elle apparaissait plus désirable que jamais au roi et à son conseil. Comment la réaliser ? « Ils » ne savaient pas trop bien tout d'abord le moyen de par-
« venir là... et pour ce fut le roi François conseillé de
« faire un voyage en Bretagne pour traiter de cela » (9). François I^{er} suivit cet avis et arriva dans le duché quatre mois avant l'ouverture des Etats, se rapprochant peu à peu de Vannes où ils devaient se tenir. Mais pendant ce temps, le cardinal du Prat, chargé d'étudier la question, n'avait encore trouvé aucune solution présentable. Le premier président du Parlement de Bretagne des Déserts vint le voir. Le cardinal lui confia son embarras et lui montra les mémoires qu'il avait rédigés. Le président répliqua qu'il « ne trouvait rien de bon de tous ces expédients ». — « Il me semble, ajouta-t-il, qu'il y a de meilleurs moyens que tous ceux-là. — Et quels ? dit le chancelier. — Mon avis, répondit des Déserts, serait qu'on traitât avec les Etats qu'ils voulussent requérir l'union. » Cette parole

devait recevoir ». (Brantôme, Discours sur Mme Claude de France, cité par Montigny : François I^{er} et la Bretagne, Revue de Bretagne et de Vendée, 1861, p. 417).

(8) D. Morice Pr., t. III, col. 939.

(9) D'Argentré, p. 1168, édition de 1582 (celle qui fut saisie et condamnée comme rapportant « des faits contre la dignité des rois du royaume et du nom français »), cité par La Martinière, Les Etats de 1532 et l'Union de la Bretagne à la France, dans le Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan, 1911, p. 177.

« mit le chancelier en merveilles. — « Avec les Etats, dit-il, « et serait-il possible de faire cela avec eux ? — Oui, dit « le président, les Etats consistent de beaucoup de gens, « mais il n'en faut gagner que trois ou quatre de la no- « blesse et quelques-uns de l'Eglise et du tiers-état et tou- « tes choses s'y feront à dévotion. Le roi a bien moyen de « faire cela avec peu de gratifications. » Le chancelier, à « ces paroles, ploya tout ce qu'il avait de papiers et de « mémoires et sans plus essayer autre adresse se donna « cette part. On besogna à meshuy par cette voie » (10).

Malgré ce travail préparatoire, dont les détails sont restés assez mystérieux, lorsque les Etats se réunirent, et qu'on discuta de l'union, de nombreux tiraillements se produisirent. « Il y en avait d'opiniâtres auxquels il sou- « venait de l'ancienne liberté du pays sous les ducs, qui « disputaient et disaient qu'ils allaient entrer et se sou- « mettre au joug de toute servitude et asservir le pays à « toutes tailles, impositions et subsides, gabelles, truages « de France, à toutes les volontés des Rois absolument, « que comme il ne fallait pas douter pour entrer promet- « taient assez, mais ils ne garderaient ni franchises ni « libertés ni privilèges du pays lorsqu'ils y auraient le « pied... » Et ces opiniâtres d'énumérer tout ce qu'ils re- « doutaient (11). Leurs adversaires n'étaient pas muets. « Les autres débattaient qu'il ne se pourrait faire chose si « nécessaire pour maintenir et assurer la paix perpétuelle « du pays; que l'on devait prévoir que jamais les rois « n'avaient cessé de tenir les ducs en querelle sur plusieurs « prétentions qu'ils avaient au duché, que de duc en duc « jusqu'au dernier cela s'était vu par expérience; que tant « qu'il y aurait chef en Bretagne jamais cette occasion ne « cesserait, et ne fallait espérer nulle paix et continuerait « la guerre; la Bretagne était un camp et terre de fron- « tière pour être pillé d'Anglois, de François et de leurs « associés et alliés habitants même étant en guerre et en

(10) D'Argentré, op. cit., p. 1169.

(11) Ibid, p. 1169, 1170, et la remarque de La Martinière dans le Bulletin de la Soc. Polymathique du Morbihan.

« divers partis et quant aux privilèges du pays et des sei-
« gneurs, il y avait moyen de s'en mettre en sûreté en
« stipulant une assurance des libertés et privilèges de
« tous états, tant de la noblesse que de l'Eglise et du tiers-
« état, et en prendre lettres; que les princes particuliers
« du pays ne laissaient de faire semblable levée de tailles
« et impositions que l'étranger et était bien forcé qu'ils
« en fissent s'ils étaient nécessités de soutenir les guerres
« contre les plus puissants, que jamais les seigneurs du
« pays n'avaient eu tant d'affection aux princes et ducs
« au passé qu'il n'y en eût toujours quelqu'un qui pour
« ses commodités particulières ne s'adjoignit au parti du
« roi et qu'on savait assez que ce qui avait tant travaillé
« les plus vaillants des ducs, Pierre Mauclerc et Jean le
« Conquérant ce n'étaient autres que les barons du pays
« s'étant départis de leur obéissance naturelle pour s'ad-
« joindre au parti de France et qui par tant de fois les
« plus apparents avaient abandonné leur parti pour suivre
« le plus fort, et qui n'avait ouï ou lu cela aussi bien en
« l'endroit de ceux qui avaient succédé à ceux-là dont la
« mémoire était encore fraîche; que le roi de France était
« un grand roi qui ne souffrirait jamais cet angle du pays
« en repos s'il n'en était seigneur; que les seigneurs du
« pays ne pouvaient tant être éloignés de lui que, faisant
« les services qu'ils pouvaient bien, ils ne fussent appro-
« chés et élevés et au vrai dire que l'assurance de la paix
« qui se pouvait avoir par l'union était à préférer à tout
« ce qu'on saurait dire et opposer » (12).

Ces arguments ne marquaient aucun enthousiasme pour la France, mais une résignation à l'inévitable, et la compréhension claire et réaliste que seule l'union pouvait procurer la paix à la Bretagne.

Mais il ne suffisait pas de consentir à l'union. Il fallait prendre l'initiative de la demander au roi, ce qui rendait la pilule particulièrement amère. Plusieurs regimbaient,

(12) D'Argentré, op. cit., p. 1170. Le père de l'historien assistait à la tenue.

quoique partisans de l'union. Chaque député exprima son opinion. Les députés de Nantes, Jean Moteil et Julien le Bosec'h furent les plus violents. Ce dernier déclara qu'il n'avait pas été mandaté à cette fin et réclama une consultation des corps constitués. L'énoncé de cette prétention déclencha un incident. Le président de Montejean, outré, voulut se précipiter sur le Bosec'h, ce qui provoqua une bagarre. Cependant les plus sensés comprenaient bien que si l'on ne demandait pas l'union en se faisant garantir ses franchises, le roi saurait bien l'imposer sans conditions. Aussi finit-on par se décider à la solliciter. Une requête fut rédigée et adressée au roi, le 4 août 1532. Elle était conçue en ces termes :

« Au roy, nostre souverain seigneur, usufruitaire de ce
« pays et duché de Bretagne, père et légitime administra-
« teur de Monseigneur le Dauphin, duc et seigneur pro-
« priétaire du duché. Supplient et requièrent très hum-
« blement les gens des troys Estatz de ced. pays de Bre-
« taigne qu'il vous plaise leur accorder et permectre que
« Monseigneur le Daulphin qui est leur duc et prince natu-
« rel, estant à présent en ced. pays, soit receu et face son
« entrée à Rennes qui est le chef de sa duché comme duc
« et prince propriétaire de ced. pays requérans davantaige
« que toutes autres choses faictes par cy devant au con-
« traire de ce que dessus soient révoquées cassées et ad-
« nullées comme faictes sans ce que lesd. Estatz l'ayent
« consenty et entendu, en réservant touteffoys à vous, Sire,
« l'usufruit et administracion totale d'icelluy pays.
« Oultre vous supplient, Sire, les d. gens des troys Estatz
« qu'il vous plaise unir et joindre par union perpétuelle
« les d. pays et duché de Bretagne avec le royaume de
« France, à ce que jamais ne se trouve guerre, dissention
« ne inimitié entre lesd. pays, gardant touteffoys et entre-
« tenant les droictz, libertéz, et privilèges dud. pays, tout
« ainsi qu'il vous a pleu, Sire, et à voz prédécesseurs roys
« et ducz de ced. pays tant par les chartres anciennes que
« autrement les y maintenir et garder et que mond. Sei-
« gneur le Daulphin ainsi le jure faire de quoy, Sire, vous

« plaira leur faire dépescher voz lettres patentes. Aussi,
« Sire, vous supplient très humblement qu'il vous plaise
« deffendre à tous ceux qui ont prins le nom de Bretagne
« à cause de leurs mères de non le porter et mectre dif-
« férence aux armes davantaige, Sire, vous supplient très
« humblement que vostre plaisir soit adonner que ceulz
« qui sont venuz de bastardise porteront doresenavant
« une barre en leurs armes, leur en joignant et deffendant,
« sur grosses peines, de non en user autrement... »,
etc. (13.)

On aperçoit clairement les bases du traité passé entre les Etats et le roi. Abandonnant notre indépendance incontestée, nous consentons à l'union si vous promettez de respecter nos droits.

Comme en le pense, François I^{er} accueillit favorablement cette requête et proclama l'union, insistant sur les bienfaits qu'en ressentirait la Bretagne. « ...Nous considérant
« le contenu de ladite requête être très juste, raisonnable,
« utile, commode et profitable audit pays et le soulagement
« repos et tranquillité d'icelui et que plus grand bien ne
« leur pourrait advenir attendu que le pays moyennant
« ce demeurerait en grande et grosse sûreté, ayant le
« Royaume de France d'un côté et la mer de l'autre; dont
« les ports et entrées sont dangereuses et difficiles pour
« y entrer et par ainsi éviterait les incon vénients et rui-
« nes qui se sont trouvés par cy devant et en ce que le
« contenu de leur requête était fondé en droit et en raison,
« pour ces causes et autres bonnes considérations à ce
« nous mouvant, de notre certaine science, pleine puis-
« sance et autorité, avons accepté et eu pour agréable le
« contenu en la requête et ce faisant avons déclaré et
« déclarons notre dit fils aîné être vrai Duc, propriétaire
« dudit pays et Duché de Bretagne, moyennant la cou-
« tume par laquelle les aînés succèdent audit Duché et ce
« nonobstant toutes choses qui pourraient auparavant
« avoir été faites au contraire, comme faites contre la

(13) D. Morice Pr., t. III, col. 997 et sq.

« coutume dudit pays et sans que le sceu et consentement
« des gens de ses dits trois états, lesquelles choses ainsi
« faites nous avons déclaré et déclarons nulles... » (14).

Acceptant l'offre des Etats, François I^{er} en accepta aussi la condition. Par les édits de Vannes (août 1532), et du Plessis-Macé (septembre 1532) il confirma tous les droits reconnus au duché par les anciens ducs, par Charles VIII et Louis XII, et s'engagea à n'y rien changer sans l'assentiment des Etats de la province. L'ensemble de ces actes forme le traité d'union de la Bretagne à la France.

Voilà donc un contrat synallagmatique solennellement établi. Mais les engagements internationaux sont les moins respectés. D'abord ils s'étendent sur un laps de temps considérable : ici le roi et les Etats traitaient pour toujours. Ensuite, il n'y a pas d'autorité supérieure aux parties qui puisse interpréter le contrat en cas de désaccord et au besoin en imposer l'exécution.

Or, il est évident que les choses ne sont pas toujours restées telles qu'en 1532. Bientôt les rois ont dû surmonter d'autres difficultés et se sont habitués au progrès que constituait la suppression, à l'ouest de la France, d'un pays indépendant, foyer d'intrigues et menace perpétuelle. Aussi le traité de 1532, qui avait été le dernier succès couronnant un travail long et patient, leur parut peu à peu un acte tout à fait naturel, et bientôt un embarras. A mesure que s'écoulaient les années, il devenait archaïque. Les rois, ayant à peu près terminé de la constituer, s'aperçurent que la France ressemblait trop à un manteau d'arlequin. La centralisation et l'unification apparaissaient donc de plus en plus nécessaires et se heurtaient au traité de 1532, alors qu'on se rappelait de moins en moins quel bienfait il avait été. Aussi fut enfreinte plus d'une fois une promesse qui s'imposait pourtant tout particulièrement au roi, puisqu'il n'y avait pas souscrit par force ni par mesure de faveur, mais librement, et qu'elle lui avait valu l'une des plus belles provinces de son royaume.

(14) D. M. Pr., T. III, col. 997 et sq.

Ce sont ces infractions (15) aux clauses qui avaient amené la Bretagne à se donner à la France que nous allons étudier.

Quand pourrons-nous dire que ces clauses sont violées ? La réponse paraît facile puisque les Etats devaient consentir à chaque innovation. Ce sera donc chaque fois que le roi modifiera ou introduira quoi que ce soit en Bretagne sans leur assentiment. Mais ici tout se complique, car il fut admis pratiquement que le consentement tacite des Etats, résultant de leur silence, pouvait suffire, sauf en matière d'impôts. Et même, dans ce cas, on ne le sollicitait en fait, comme on le verra, que pour les impôts accordés périodiquement, et dont le taux devint rapidement fixe, ce qui rabaisa ce consentement exprès au niveau d'une simple formalité. Les Etats essayèrent bien de faire admettre la nécessité d'un tel consentement pour l'exécution des édits, déclarations, arrêts du Conseil. etc., quel qu'en fût l'objet. Le contrat de 1655 et plusieurs suivants leur reconnurent ce droit, mais sans aucun résultat.

Le plus souvent on se contentait donc en pratique du consentement tacite. Nous devons alors admettre la déficience de ce consentement, si les Etats font entendre des doléances et remontrances au sujet d'une décision gouvernementale, forment opposition à son encontre, etc., bref, prouvent nettement qu'ils sont d'un avis tout opposé. Même lorsque le retrait d'une mesure quelconque était obtenu, moyennant le versement d'une somme, on peut dire que cette mesure portait atteinte aux franchises bretonnes. Ce rachat ne pouvait être qu'un pis-aller. On n'y recourait qu'après avoir épuisé tous les autres moyens d'obtenir satisfaction. Il avait alors au moins l'avantage de placer la province à l'abri de l'innovation indésirable, sans que le fisc royal intervînt dans la levée de la somme

(15) Le terme de « contravention », qui figure au titre de cette thèse, était un terme technique réservé d'abord pour les atteintes aux contrats passés à la fin de chaque session. Puis on l'employa dans un sens plus général, à propos de toute atteinte aux droits de la province.

sacrifiée au roi. Mais si les Etats rachetaient, c'était bien la preuve que, libres de dire oui ou non, en toute indépendance, ils n'auraient pas consenti. D'ailleurs, comme on recourait au rachat en désespoir de cause, il intervenait souvent alors que la violation durait depuis des années. Il ne pouvait donc la faire disparaître rétroactivement, même si l'on essaie de le considérer comme une sorte d'approbation indirecte.

Bien que nul roi ne s'en abstint, c'est surtout, ainsi qu'on le remarquera, pendant les guerres de religion et au dernier tiers du ^{xvii}^e siècle que l'on enfreignit le traité d'union, pour la période qui nous occupe. La nécessité de réprimer les troubles civils et de ramener l'ordre explique que les derniers Valois et Henri IV aient agi souvent sans le consentement des Etats, qui pourtant accueillirent favorablement bien des demandes. Avec la paix, Henri IV revint à une meilleure observance des libertés bretonnes. Richelieu lui-même s'y soumit dans l'ensemble.

Mais sous Louis XIV elles eurent à souffrir des atteintes sans cesse plus nombreuses. Le roi ne chercha pas à excuser ses agissements comme ses prédécesseurs du ^{xvi}^e s., en affirmant qu'il n'entendait pas préjudicier aux droits de la province, mais se trouvait dans un cas de force majeure. Avec Colbert naquit une théorie nouvelle qui, sans rejeter catégoriquement le traité de 1532, le déformait et le ramenait pratiquement à zéro. Tel que l'entendaient les Etats, il eut été une capitulation peu honorable pour le roi, disait-on. Aussi ne fallait-il pas y voir autre chose qu'un acte de pure faveur, octroyé à la province, et dont seul le prince pouvait apprécier la portée. Cet acte, vieilli et suranné au surplus ne s'appliquait qu'aux impôts anciens. On ne pouvait l'opposer aux lois édictées pour l'ensemble du royaume, suivant des considérations tirées du bien public, et en particulier aux nouveaux impôts créés pour l'ensemble de la France. Il ne signifiait pas non plus que le roi ne pût taxer de sa propre autorité les villes, corporations et autres corps constitués, établir des droits commerciaux

ou de douane, et créer de nouveaux offices (16). Telle est la théorie profondément injuste dont furent imbus contrôleurs, ministres, intendants, conseillers du roi sous Louis XIV.

Quelle était l'attitude de la Bretagne pendant que le roi en prenait trop souvent à son aise avec ses promesses ? Comment remplit-elle ses engagements ? Elle n'avait subi la réunion à la France que pour s'assurer la paix, mais n'eut pas à regretter cette sage résignation. Plus d'une fois, s'en fût-elle repentie, elle eût pu profiter d'une période de troubles pour reconquérir son indépendance. Au contraire, elle conserva toujours un loyalisme admirable et demeura en toutes circonstances la province la plus fidèle. Lors de la révolte de Mercœur, l'occasion était peut-être unique. Pourtant il ne reçut l'adhésion que d'une partie seulement de la province. L'autre se déclara pour Henri IV. Et les Bretons qui suivirent Mercœur désiraient si peu une scission avec la France que leur chef qui, lui, sans doute y songeait et n'aurait pas demandé mieux que de ceindre la vieille couronne ducale, n'osa même pas tenter de ressusciter ce rêve chez ses partisans (17). Donc « c'est la Bretagne qui a manqué à Mercœur » (18).

Pendant la période d'agitation qui suivit la mort de Henri IV, la Bretagne demeura parfaitement tranquille et fut la province qui causa le moins de tracas au pouvoir. Personne ne suivit la folle tentative du gouverneur César de Vendôme. La régente et le jeune Louis XIII furent au contraire accueillis à Nantes en 1614 avec un immense enthousiasme.

La Bretagne voulait son indépendance ? Que ne cherchait-elle alors à la reconquérir pendant la Fronde ? Au lieu de quoi elle resta parfaitement calme. Ses parlementaires eux-mêmes s'intéressèrent peu à l'agitation de leurs confrères parisiens.

Le grave mouvement insurrectionnel de 1675 ne tendit

(16) Rébillon, les E. de B. de 1661 à 1789, p. 231.

(17) De Carné, les E. de B., t. I, p. 156.

(18) Ibid, p. 160.

aucunement à rompre l'union avec la France. Les révoltés protestaient contre une série de taxes et d'impôts nouveaux, et réclamaient des réformes sociales.

Dans les difficultés et dans les épreuves que traversa notre pays, la Bretagne fut donc toujours la plus loyale des provinces. C'est bien la preuve qu'elle ne regrettait pas sa réunion au royaume.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISMES UTILISÉS

POUR DEFENDRE LES DROITS DE LA BRETAGNE

Le traité de 1532 n'eut jamais le caractère d'un engagement sur lequel on peut s'endormir après l'avoir signé. Il fut au contraire une « création continue », une sorte de lutte même, dans laquelle la Bretagne, si elle devait obéissance au roi, ne manquait ni d'armes, ni d'agents pour les utiliser. Elle qui s'était donnée librement, avait le droit de défendre les clauses que lui avait values son sacrifice.

Avant d'étudier en détail le sort de ces clauses, il est donc nécessaire d'examiner comment la Bretagne pouvait les défendre.

**§ 1. — L'Assemblée des Gens des Trois Etats
du Pays et Duché de Bretagne**

HISTORIQUE

En Bretagne, comme en France, nous trouvons au Moyen-Age une société féodale organisée sur le même type. Au-dessus des groupements d'individus, qui représentent des intérêts plus particuliers, on trouve une classification tripartite, basée sur la plus importante des différences séparant alors les membres d'un même état souverain.

Les hommes qui prient forment le clergé; ceux qui combattent, la noblesse; tous les autres enfin le tiers-état. Chaque ordre, avec son rôle et ses privilèges, est donc un pilier essentiel de la société féodale, à la tête de laquelle se trouve un chef : en Bretagne un duc, depuis Pierre Mauclerc. Un lien unit ces trois ordres au duc : ils lui doivent obéissance. Mais cela ne signifie pas que le duc puisse à son gré modifier ou supprimer l'un de ces ordres. Il leur commande, parce que toute société est hiérarchisée et qu'il faut une tête et des membres, mais leurs droits à tous sont aussi anciens, aussi respectables et d'égale valeur.

L'obligation de fidélité que tout sujet doit à son seigneur est assez vague. Mais la coutume a précisé certains services que ce devoir consiste à remplir. C'est le service d'ost (service militaire), le service de cour ou de plaids (en vertu duquel le sujet peut se voir requis pour être « jugeur » à la cour de son seigneur), et le service de conseil. Pour accomplir ce dernier service, le sujet doit, chaque fois qu'on le lui demande, donner son avis au seigneur sur tout ce qui concerne le groupement féodal. Il peut paraître assez paradoxal qu'en un temps où le choix des gouvernants était si peu laissé aux gouvernés, leur opinion compétente ait revêtu une telle importance qu'il leur soit devenu obligatoire de l'exprimer. Mais aucun suzerain ne se croyait infaillible, quoiqu'ayant seul le droit de prendre une décision. Aussi cherchait-il à connaître la pensée de ses sujets et en cas d'accord, il en retirait un appui moral pour ses actes.

Il va donc se constituer autour du seigneur un petit groupe de vassaux dont il a éprouvé la sagesse. Pour les Capétiens, c'est la curia regis; la curia ducis en Bretagne, la cour du duc. Les principales décisions s'y arrêtent. On y rend les jugements les plus importants. Y viennent ceux qui en reçoivent l'ordre. Ce n'est pas un droit, mais un devoir pour eux. Le duc appelle qui lui plaît, en fait ceux dont il peut espérer des avis autorisés, ceux qui possèdent une certaine instruction et une suffisante connaissance des affaires. Quant aux autres, le duc ne leur demande

rien, non qu'il les méprise, mais de quelle utilité lui seraient-ils ?

Donc, de temps à autre, le duc consulte ceux de ses vassaux qui sont susceptibles de l'éclairer : surtout des grands vassaux et des dignitaires ecclésiastiques, plus aptes au rôle de conseillers. Ces assemblées n'ont rien de périodique. Ce qui les rendra telles sera le besoin pour le duc de recourir à d'autres ressources que les revenus de son domaine et les aides qui lui étaient dues en quatre cas. Or, le consentement des vassaux était nécessaire au suzerain pour la levée d'aides supplémentaires, d'impôts. Le duc fut obligé de réunir ses vassaux chaque fois qu'il lui fallait de l'argent. A l'origine de l'assemblée des gens des trois Etats de Bretagne, dont la première tenue connue eut lieu en 1352 (1), on trouve donc la double idée d'aides et de conseil.

COMPOSITION

La composition de cette assemblée n'était fixée par aucune règle écrite. On suivait la coutume, qui n'était pas toujours très nette. Il en fut ainsi longtemps après la réunion. Le roi de France, comme le duc, pouvait faire venir qui il voulait aux assemblées. En fait l'habitude s'était prise d'appeler toujours les mêmes vassaux. Ainsi la composition du clergé ne varia guère. Avant même la réunion, cet ordre comprenait les neuf évêques de Bretagne, les quarante abbés et les neuf députés des chapitres. Les représentants de l'Eglise bretonne devaient assister aux tenues en personne et non par procureur (2). Le président de l'Eglise et de l'Assemblée était l'évêque dans le diocèse de qui se tenait la session en son absence, le plus ancien des

(1) Dom Lobineau et Dom Morice ont placé en 1309 cette première tenue. M. B. Pocquet du Haut-Jussé a prouvé leur erreur (Rébillon, les Etats de Bretagne de 1601 à 1789).

(2) Pellerin, Droit public de la province de Bretagne, p. 86.

évêques, puis des abbés ou des députés des chapitres, suivant la date de leur sacre ou nomination.

Pour le deuxième ordre, la noblesse, l'évolution finit par donner à tout gentilhomme breton le droit de se rendre aux Etats. Naturellement, chaque noble avait toujours été apte à y siéger si le duc le jugeait bon. Mais avant la réunion, à part les neuf barons que Pierre II institua, aucun noble n'avait été appelé de façon si régulière que le devoir d'aller aux assemblées eût pu finir par se transformer en droit. Toutefois, il n'y avait rien de définitivement fixé. Toute innovation qu'on réussissait à perpétuer se transformait en usage. C'est ainsi que peu à peu, sans qu'on puisse dire exactement à quelle époque la chose fut admise, les gentilshommes bretons se trouvèrent au début du xvii^e s. posséder tous le droit de siéger aux Etats (3).

Le tiers n'était pas représenté aux premières assemblées des Etats, nous avons vu pourquoi. Toutefois, à mesure que dans les villes il s'enrichit et s'éleva par l'étude, on se mit à demander son avis. Après le duc, le roi appela aux Etats les députés des villes les plus importantes. Le nombre des villes ainsi représentées varia beaucoup au cours du xvi^e siècle. A la fin de ce siècle, les commissaires du roi lançaient au hasard leurs lettres de convocations (4). Les municipalités obéissaient si elles le voulaient. A chaque tenue, le greffier inscrivait les villes qui s'étaient fait représenter, ajoutant « et pour les autres villes et communautés, il ne s'est présenté personne » (5). Ainsi cessèrent de venir des villes qui autrefois avaient député. A peu près à l'époque où l'usage finissait par donner à tout noble le droit de siéger, les Etats demandèrent l'établissement

(3) Dom Morice prétend que pendant la ligue chaque parti ouvrit les portes de ses Etats à tout gentilhomme, pour se donner plus d'importance, et que la noblesse entière se trouva ainsi posséder le droit d'aller aux Etats. On a démontré que le nombre des nobles commença de s'accroître en 1576, douze ans avant la révolte de Mercœur et qu'il n'y eût que très peu de nobles à chacune des deux assemblées pendant les troubles. (Rébillon, Les Etats de Bretagne de 1661 à 1785, p. 84).

(4) A. I. V. c. 2648, p. 621.

(5) A. I. V. c. 2642, p. 568.

d'une liste comprenant les communautés ayant le droit de députer. Cette liste fut faite en 1614 et quarante-quatre villes y furent inscrites, nombre qui fut réduit de quelques unités par la suite.

En principe, les députés représentant ces communautés aux Etats étaient librement élus par les corps de ville. Mais cette liberté souffrait bien des restrictions. Le premier magistrat de la municipalité, maire ou procureur syndic, était député né. Il ne restait donc plus en fait qu'à lui élire un remplaçant s'il ne se rendait pas à la tenue, et à lui adjoindre un ou plusieurs autres députés. Cette dernière possibilité disparut le 6 juin 1667. A cette date, une ordonnance décida que, à part Rennes et Nantes, les communautés bretonnes ne pourraient envoyer qu'un député aux Etats; un syndic ou habitant ayant été nommé pour une tenue d'Etats, à l'assemblée suivante on enverrait un officier (6). On continua cependant à convoquer les villes, non les députés, quoiqu'ils fussent en quelque sorte propriétaires du droit de représenter la communauté. On procédait à une élection fictive qui leur conservait leur caractère de mandataires. A leur retour, ils faisaient un compte rendu (7).

Ainsi composées, les assemblées des gens des Trois Etats, par abréviation les Etats, avaient lieu, au moment de l'union à la Couronne, tous les ans en septembre. Cette périodicité n'était pas un droit; on l'obtenait en ne votant les deniers d'octroi que pour la durée d'un an. A partir de 1630, les tenues, qui coûtaient cher aux membres des Etats, n'eurent lieu que tous les deux ans, et les impôts y furent votés pour ce laps de temps.

(6) Du Bouetiez de Kerorguen, *Recherches sur les Etats de B.*, t. I, p. 69.

(7) Chaque ville pouvait, avec la permission du gouverneur ou du commandant en chef, envoyer aux Etats autant d'agregés qu'elle voulait pour assister son député. Ces agregés n'étaient pas remboursés, n'avaient qu'une voix consultative et ne prenaient la parole qu'à la chambre du Tiers. Le sénéchal de la sénéchaussée et siège présidial, dans le ressort duquel se tenait l'assemblée, présidait le Tiers. En son absence, le plus ancien des sénéchaux des trois autres sièges présidiaux, à leur défaut le plus ancien sénéchal des juridictions royales; sinon, le président était élu.

Cependant, au xvi^e s., le roi convoqua assez souvent entre les sessions des assemblées restreintes composées de « quelque petit nombre d'hommes choisis pour lever plus « facilement de nouvelles taxes sur le peuple et sous le « nom des Etats, anéantir leurs délibérations et leur auto- « rité » (8).

RÔLE DES ETATS

C'est à ces trois ordres ainsi assemblés que se trouva tout naturellement confiée la garde du traité de 1532, lorsque, de l'ancienne société comprenant le duc et les Etats, ceux-ci furent demeurés seuls. Déjà c'était eux qui avaient sollicité l'union, et en avaient posé les conditions. Il était normal qu'ils veillassent à leur observation.

Les clauses du traité même le plaçaient sous la protection des Etats. La Bretagne devait conserver ses franchises, privilèges, libertés, etc. Elle se trouvait alors dans une situation qu'elle désirait conserver malgré la perte de son indépendance. Mais quelque modification pouvait cependant apparaître indispensable un jour ou l'autre. Le cas était prévu. Rien ne sera changé, disait l'édit d'août 1532 « réservé toutefois ce que les gens mêmes des dits « Etats nous pourrons requérir être réformé ou mué pour « le bien, profit et utilité dudit pays » (9). Louis XII avait déjà promis « Item et en tant que peut toucher que « s'il advenait que de bonne raison il y eut quelque cause « de faire mutation, particulièrement en augmentant, di- « minuant ou interprétant les dits droits, coutumes, cons- « titutions ou établissements que ce soit par Parlement et « Assemblées des Etats dudit pays ainsi que de tout temps « est accoutumé et que autrement ne soit fait » (traité de mariage entre Louis XII et Anne de Bretagne). Le con-

(8) A. I. V. c. 2641, remontrances de 1578.

(9) Phrase qui ne fut jamais interprétée comme attribuant aux seuls Etat l'initiative des réformes.

sentement des Etats, ainsi nécessaire d'une façon générale pour toute innovation, était encore plus indispensable en matière d'impôts. Voilà donc le rôle primordial de l'assemblée bretonne : ne permettre qu'à bon escient tout changement à l'état de la Bretagne avant 1532, avant la perte définitive de son indépendance.

Il était logique, avons-nous dit, que ce rôle fût confié aux Etats. Cependant ce n'était pas celui pour lequel ils avaient été créés. Ils étaient nés du devoir de conseil que tout vassal doit à son suzerain. Evidemment, sauf Pierre Mauclerc, capétien à tendances centralisatrices, aucun duc n'avait pensé pouvoir se passer de leur appui moral dans toutes les questions graves, et la nécessité pour lui de se procurer de l'argent avait accru leur importance. Mais après la réunion, leurs droits furent à la fois mieux déterminés, puisque fixés par écrit, et augmentés, car dans tous les domaines leur consentement et non seulement leur avis, devenait indispensable. Or, autrefois, en la personne du duc s'incarnait toute la Bretagne. Evidemment, le roi de France, successeur des ducs, représente toute la France, Bretagne y comprise. Mais après 1532, il n'y eut plus que les Etats pour incarner les différences (privileges, franchises, coutumes, etc.), qui séparaient la Bretagne des autres provinces de la Couronne. L'idée d'une assemblée représentative de la Bretagne n'existait même pas alors, et ne pouvait pas exister. Le représentant national, c'était toujours un souverain, jamais une assemblée. Donc, dans la Bretagne réunie, ce ne sera plus le duc, et ce ne sera pas les Etats. Cependant ceux-ci vont jouer en quelque sorte le rôle de ce que nous appellerions une représentation nationale. Et ils ne « représentent » pas la Bretagne. On ne les a nullement créés pour cela. A la rigueur pourrait-on dire qu'à une certaine époque le noble parle au nom de son fief tout entier, vassaux y compris. Mais c'est chose insoutenable lorsque le droit de siéger est devenu un droit personnel. Si le mouvement qui avait fait admettre aux tenues les députés du tiers s'était poursuivi, on eût obtenu une assemblée où tous les intérêts divers de la Bre-

tagne eussent pu se faire entendre. Au lieu de quoi, les Etats constituaient un groupe de personnages certes bien intentionnés, mais « Charité bien ordonnée commence par soi-même » Ils pensaient à leurs propres privilèges, à leurs propres affaires avant celles des autres. Les intérêts que personne ne défendait étaient trop souvent oubliés. Voilà l'assemblée qui engagera toute la Bretagne.

Ce qui compliquait encore la question, c'est que tout en luttant contre le roi de France pour maintenir leurs privilèges, les Etats lui devaient obéissance. Il fallait résister sans désobéir, ce qui rendait impossible toute intransigeance devant un roi fort et décidé. Alors on cédait, moyennant certaines compensations, on finissait par conclure un marché. Les Etats affectaient au début de traiter avec le roi presque sur un pied d'égalité, pourrait-on dire. Mais à mesure que passèrent les années, les avantages procurés par ces marchandages se firent de plus en plus minces. Toute résistance était aussitôt brisée.

Sans parler de ses moyens d'action illégaux (10), le roi parvient à influencer très fortement les décisions des Etats. Il fixe le lieu de la tenue, choisissant du même coup le président des Etats, puisque c'est l'évêque du diocèse où se passe la session (11). Il peut agir sur le président de la noblesse, le baron de Léon ou celui de Vitré. Ainsi le prince de Tarente « s'est laissé conduire par les commissaires » dans l'exercice de cette fonction (12). Pour le tiers, c'est un officier royal qui préside. Et il est toujours utile de compter sur les présidents des ordres pour un vote difficile (13).

Le gouvernement empêche que l'on vote par bulletin secret. « Nous avons cru devoir appuyer les présidents » pour éloigner cette manière de voter par billet qui est

(10) Cf. *infra*, p. 64 et suiv. et 115.

(11) Lemoine, *La révolte des Bonnets-Rouge*, pièces annexes, Chaulnes à Colbert, 1675.

(12) Depping, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. I, p. 536.

(13) *Ibid*, p. 543. Le duc de Chaulnes raconte comment en 1673 on a fait voter séparément le rachat des édits et le don gratuit.

« plus cachée et qui ôterait fort de l'autorité des présidents
« et de la connaissance des commissaires » (14).

Les votes sont soigneusement relevés et signalés au gouvernement (15). Aussi la crainte de déplaire au pouvoir peut-elle être puissante. D'autant plus que le roi distribue les récompenses sous forme de pensions ou de charges et décide de l'annoblissement des officiers du tiers.

On ne se gêne nullement pour recourir à l'achat des voix, procédé déjà classique afin de modifier les décisions d'une assemblée. Pour le clergé, il y a les promesses de bénéfices, et pour les autres ordres, « le fonds de pension ordinaire que S. M. paie aux Etats », dont l'utilité est fort prisee. Colbert autorise « la distribution de 60.000 l. que le roi a trouvé bon de faire donner pour gratification aux députés qui le serviraient le mieux dans l'assemblée » (17).

La partie n'est donc pas égale. D'un côté un personnage indépendant avec tout son prestige de roi de France. De l'autre une assemblée de sujets, facile à mener, acheter, intimider comme toutes les assemblées. Les Etats ne sont guère faits pour leur rôle de gardien principal du traité de 1532 et manquent de puissance pour le jouer intégralement, c'est-à-dire ne céder que dans l'intérêt de la Bretagne, devenue province française.

COMMENT LES ETATS EXERCENT CE RÔLE

AU COURS DES SESSIONS

Quoi qu'il en soit, ils agissent tantôt eux-mêmes, pendant leurs tenues, tantôt entre les sessions, par l'intermédiaire d'organes comme leur Procureur Général Syndic, ou leurs députés en cour.

1° Chaque fois que sont rassemblés les représentants des trois ordres, ils rafraîchissent d'une façon ou d'une

(14) Ibid, p. 461.

(15) Ibid, 498, 514, 525, 536.

(16) Depping, op. cit., p. 552. Chaulnes à Colbert.

(17) Ibid, p. 516.

autre la mémoire royale au sujet de leurs droits. En 1567, répondant à la commission générale, ils rappellent que le roi a souvent promis de ne rien innover sans leur consentement. En 1569, ils montrent au roi combien ils lui sont restés fidèles pendant les troubles et ajoutent qu'ils espèrent pour « la reconnaissance de leurs bienfaits qui sont « à tous communs et notoires », être maintenus « en leurs « anciens droits et privilèges ». En 1588 ils disent : « Par « les traités de l'heureuse et perpétuelle union du duché « de Bretagne à l'état et couronne de France, vos prédé-
« cesseurs rois promirent et jurèrent garder, entretenir et
« observer inviolablement les anciens droits, libertés et
« franchises ». Sans cesse ils font ainsi valoir leur fidélité et leur espérance d'être toujours conservés en leurs anciens droits.

2° A l'avènement d'un nouveau roi, ils ne manquent pas de lui demander confirmation de leurs privilèges. Louis XIII, par exemple, répond : « Nous... conservons, « continuons et confirmons et de nouveau en tant que
« besoin sera à cause de notre avènement à cette cou-
« ronne, concédons, accordons et octroyons tous et cha-
« cuns les privilèges, facultés, droits, etc., qui leur ont
« été donnés et octroyés par les ducs rois de France nos
« prédécesseurs » (18). Louis XIV, par lettres patentes de novembre 1645, confirme à cause de son accession au trône tous les privilèges, franchises, droits, libertés dont la province jouissait sous ses ducs (19).

3° Au cours de chaque tenue, le roi soumet aux Etats un certain nombre de demandes. Si les Etats n'acquiescent pas, la lutte commence. Parfois cependant il suffit d'un refus nettement prononcé, et le roi n'insiste pas. Aussi en 1571, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, les Etats « s'excusent de ne pouvoir accorder » 30.000 l. demandées pour l'artillerie (20). L'assemblée extraordinaire de 1574 refuse

(18) De Fourmont, Histoire de la Chambre des Comptes de B., p. 161.

(19) A. I. V. c. 2645. Etats de 1649.

(20) A. I. V. c. 2640, c. 2641, c. 2642.

90.000 l. qu'on lui sollicitait (21). Voilà ce qui se produirait souvent si les parties étaient de force égale, et si l'une en fin de compte ne reconnaissait pas elle-même devoir obéissance à l'autre. La réalité n'étant pas telle, ce non pur et simple après lequel tout est dit se rencontre rarement. Le plus souvent on assiste à des discussions, à des marchandages souvent interminables.

4° **Quoi qu'il en soit, refus net** ou solution intermédiaire, pourquoi le roi n'impose-t-il pas sa volonté ? C'est que, pour défendre le traité de 1532, les Etats possèdent une arme très efficace : les besoins d'argent du roi. Si le roi ne manquait pas d'argent, il pourrait entièrement se passer des Etats, et ne les convoquer jamais. Il pourrait facilement transgresser les clauses du traité. Mais son trésor est toujours plus ou moins bas et pour le remplir, il lui faut réunir les Etats. Ceux-ci alors ne manquent pas de faire remarquer telle ou telle atteinte à leurs droits. Le roi doit la réparer sous peine de ne pas voir ses demandes satisfaites. Qu'aucune somme de deniers ne soit levée sans leur consentement est donc absolument essentiel non seulement à l'existence des Etats, mais encore au maintien des libertés reconnues en 1532. Aussi est-ce le privilège défendu le plus farouchement. Du jour où Louis XIV perçut à sa guise tel ou tel impôt, toutes les autres clauses du traité d'union furent également violées. Le consentement en matière de levées de deniers est la clé de voûte de la constitution bretonne. Il est à la fois une fin en soi et un moyen de pression sur le roi.

a) *Impôts, billots et fouages*

Nous verrons plus loin ce que sont exactement l'impôt, le billot et les fouages. Déjà nous savons que les Etats n'accordaient au roi ces subsides que pour un an, deux après 1630, ce qui rendait nécessaire la périodicité de leur tenue.

(21) A. I. V. c. 2641.

(22) A. I. V. c. 2641, p. 503.

Si la manière dont le roi tenait ses engagements ne satisfaisait pas les Etats, ils pouvaient menacer de ne pas voter les impôts au taux demandé, ou de les refuser complètement. Ainsi en 1578 (22) dans leur réponse à la commission générale où étaient expliquées les demandes royales, ils supplient humblement le roi de ne pas trouver mauvais que si l'on ne répond pas à leurs remontrances ils refusent à l'avenir d'accorder aucun fouage, ni même les impôts et billots. Mais le consentement aux impôts et billots, et aux fouages devint vite une simple formalité. Leur taux fut inamovible. Les Etats se seraient alors trouvés impuissants, si ces impositions n'avaient pas été nettement insuffisantes pour les besoins du roi. Celui-ci dut donc solliciter des subsides extraordinaires en supplément, et les Etats continuèrent d'être armés.

b) *Subsides extraordinaires*

Plus le roi leur demande, plus longue est la liste de leurs réclamations, plus forte leur volonté de ne tolérer aucune infraction aux droits qu'ils doivent souvegarder. A la tenue extraordinaire de 1571, les Etats accordent 120.000 l. à condition que le roi les libérera de toute autre imposition extraordinaire (23). En 1572, 300.000 l. sont votées pour le rachat du domaine par les petits Etats. Le roi doit, entre autres conditions, supprimer l'office de contrôleur des ports et hâvres et l'édit interdisant le trafic des aluns, fils et autres marchandises. Si pendant le terme de ce « racquit », le roi veut imposer de nouvelles charges, la subvention ne sera plus levée (24). En 1577, on promet 200.000 l. au roi en deux ans sous de nombreuses conditions, dont la suppression de plusieurs infractions au traité d'union (25). Même chose en 1582; si le roi recourt de nouveau à des levées non consenties, on cessera de lui verser

(23) A. I. V. c. 2640.

(24) Ibid.

(25) A. I. V. c. 2641.

les 70.000 écus d'or qu'on lui promet pendant cinq ans, plus 23.000 écus la première année (26). En 1605, le roi demande aux Etats une somme de 30.875 écus pour le duc de Montpensier. Les Etats déclarent qu'ils ne paieront cette somme qu'après avoir reçu les lettres de révocation d'un édit illégal ordonnant une levée sur les fouages (27). La menace est donc nette et efficace. On comprend sans plus d'exemples comment les Etats profitent de ces subsides extraordinaires qui ne peuvent être levés sans leur consentement, pour défendre efficacement les franchises de la Bretagne. Et même après avoir voté ces sommes, les Etats rappellent sans cesse au roi combien ils lui ont été dévoués; ils font valoir tout ce qu'ils ont accordé, pour obtenir décharge de nouvelles prétentions. Ainsi en 1564, 1568 (28), etc. Ces levées extraordinaires, nécessitées par la pression de besoins immédiats et variables, et que le roi demandait souvent à des petits Etats, existèrent pendant toute la fin du xvi^e et le début du xvii^e siècle.

c) *Le don gratuit*

A partir de 1614, nous rencontrons chaque année un autre subside accordé au roi, quoique non prévu en 1532, et qui prit au contraire un caractère régulier. Les impôts et billots, les fouages et les deniers extraordinaires n'égalèrent pas en effet ce que produisaient dans les autres provinces la taille et la gabelle. Il fallait un appoint voté chaque année et dont le taux varierait selon les nécessités. Ce fut le don gratuit, grâce auquel les Etats continuèrent de pouvoir peser sur le gouvernement central. Henri IV avait au début de son règne demandé des levées extraordinaires comme ses prédécesseurs. En 1604 la Bretagne lui avait racheté son domaine. En 1614 eut lieu la première demande d'un don gratuit, et l'habitude fut prise d'en

(26) A. I. V. c. 2642.

(27) A. I. V. c. 2646.

(28) A. I. V. c. 2640.

accorder un à chaque tenue. Il dépassa 2 millions pour deux ans après 1639. Avant de voter, les Etats négociaient le plus possible, essayant d'obtenir un rabais sur la demande royale, ou l'abrogation de mesures contraires à leurs franchises. Les exemples d'une telle utilisation du don gratuit ne sont pas rares. En 1616, en cas de refus d'une seule condition mise à son octroi, les Etats n'accordent plus rien (29). En 1623, ils refusent d'en délibérer si le bail des impôts et billots n'est pas fait en leur assemblée, et si l'on ne révoque pas l'édit créant le Bureau des généraux des finances. A Guérande, en 1626, les Etats vont plus loin encore. Comme leurs réclamations restaient sans effet, ils suspendent le vote du don gratuit et s'engagent à ne se réunir pour l'accorder qu'après avoir été satisfaits, et aux lieu et date indiqués par le gouverneur. Et la session est effectivement interrompue (30). Le 8 janvier 1628, les Etats décident de ne pas délibérer sur la demande royale jusqu'à l'évacuation des troupes stationnées en Bretagne et la révocation d'une levée de 100.000 l. pour payer les gens de guerre (31). En 1632, c'est la révocation de l'édit de bouette qui est exigée préalablement à toute délibération sur le don gratuit. Mais les Etats n'osent pas toujours parler ainsi. Ce n'est que pour l'accord du don gratuit, et non pour la délibération avant l'accord qu'ils posent le plus souvent leurs conditions. Ainsi en 1637 contre un don gratuit de 2 millions ils obtiennent l'abrogation de certains édits, et pareillement en 1638, la suppression de l'édit affranchissant 1.193 feux de fouages (32) et l'anoblissement de 1.450 autres. En 1641 c'est la main-levée des saisies faites sur les ecclésiastiques pour le droit d'amortissement qu'ils exigent en contre-partie (33). Ainsi à chaque session disparaissent de nombreuses infractions aux droits reconnus en 1532, grâce à la nécessité pour le roi d'obtenir

(29) A. I. V. c. 2649.

(30) A. I. V. c. 2651.

(31) Ibid.

(32) A. I. V. c. 2653.

(33) A. I. V. c. 3150.

un don gratuit. Et les Etats prennent leurs précautions pour le cas où le roi n'observerait pas leurs conditions. Ils stipulent très fréquemment qu'alors leur trésorier ne pourra être contraint de payer ce qui a été accordé (34).

Enfin si le roi se montre intraitable sur quelque point, les Etats ont encore une ressource : offrir d'augmenter le don gratuit. Le 13 juillet 1621 ils font savoir que si le roi fait sortir de Bretagne ses troupes, le don gratuit sera plus élevé (35). Il s'agit alors d'un véritable rachat et ce procédé auquel on recourait en désespoir de cause devint de plus en plus fréquent. Le gouvernement central, affermi, ne cédait plus que devant l'argent.

Colbert comprenait mal toutes les discussions. Pourquoi la Bretagne réclamait-elle contre des mesures dont les autres provinces s'accommodaient ? Et le traité d'union était toujours entaillé plus profondément. En 1671, dans l'espoir de bien disposer le roi, les Etats, pour la première fois, « signent le contrat avant d'avoir obtenu la réponse sur leurs prétentions » (36), écrit le duc de Chaulnes à Colbert. « Sans faire aucune offre, ce qui ne s'était pas encore « pratiqué, ils me députèrent hier MM. les Présidents des « ordres pour savoir ce que S. M. souhaitait; je leur dis « 2.500.000 l. Ils en ont rendu compte ce matin aux Etats, « qui m'ont d'abord député pour m'assurer de la conces- « sion de 2.500.000 l. pour marquer à S. M. jusqu'où peut « aller leur soumission » (37). Et il ajoute : « Sans offres « ni discussions, les Etats obéissent aveuglément, ce à « quoi je tâcherai toujours de les porter » (38). Le don gratuit est voté à condition que S. M. ait pour agréable de révoquer toutes les déclarations et édits qu'elle a faits après la dernière tenue, tant vérifiés que non vérifiés (39),

(34) Par exemple en 1624 (A. I. V. c. 2650), 1673 (A. I. V. c. 2658), 20 déc. 1673, etc.

(35) A. I. V. c. 2650.

(36) Depping, Correspondance administrative sous Louis XIV, tome I, p. 518.

(37) Depping, op. cit., t. I, p. 498.

(38) Ibid., p. 499.

(39) A. I. V. c. 2658.

ce qui resta lettre morte, rendant inutile tant de docilité. Et le gouvernement avait compris l'avantage qu'offrait le vote du don gratuit avant tout autre examen. Ayant dompté la révolte du papier timbré, il en profita pour imposer ce vote préalable. Craignant pour leur existence même, les Etats ne purent réagir, et l'usage fut établi : le roi indiquait la somme qu'il lui fallait et elle lui était votée aussitôt par acclamations, sans délibération préalable, sans examen de quoi que ce fût, sans conditions. En 1689, dans son mémoire sur les tenues des Etats, l'intendant de Nointel pouvait dire : « Autrefois, avant de délibérer sur le don gratuit, on examinait les contraventions aux précédents « contrats et l'on en portait les plaintes à MM. les commissaires du roi, mais l'usage est présentement de l'accorder aussitôt après que MM. les commissaires sont sortis « même sur le théâtre et sans se retirer aux chambres « pour en délibérer » (40). Mme de Sévigné écrit : « Les « Etats ne sont pas longs; il n'y a qu'à demander ce que « veut le roi; on ne dit plus un mot; voilà qui est fait. » Cependant en 1703 les Etats firent une tentative pour se ressaisir. On parla de discuter le chiffre du don gratuit et d'examiner au préalable la situation. L'intendant attribua « cet événement à une cabale qui s'était formée en vue de « reprendre une espèce de liberté sur le don gratuit qu'ils « ont perdue ». Cette liberté consistait « à marchander ou « pour mieux dire négocier sur le plus ou moins du don « gratuit » (41). Mais dès le lendemain le don gratuit était voté et l'incident terminé.

d) *La capitation*

Un moment pourtant on put croire que les Etats allaient pouvoir retrouver un moyen d'action sur le roi. C'était à la session de 1695. La capitation avait été introduite en

(40) Depping, op. cit., t. I, p. 461.

(41) Letaconnoux, « Les relations du pouvoir central et de la province de Bretagne », p. 102.

Bretagne. Et le gouvernement central voulait la faire abonner et aurait même désiré que les Etats demandassent eux-mêmes cet abonnement. Aussitôt le Tiers se mit à parler de conditions. On n'avait pas entendu ce langage depuis qu'avait disparu la liberté de vote pour le don gratuit. On stipula entre autres, et c'était là toujours le même droit reconnu lors de l'Union, que le roi « ne pourrait envoyer « aucun édit, déclaration et arrêt du conseil tendant à « faire aucune nouvelle levée dans la province ». La capitation devait en outre conserver son caractère de subsidie librement voté au roi. Le gouvernement accepta ces conditions mais aussitôt les viola en ce qui concerne le consentement aux impôts. Après le rétablissement de la capitation, nous avons vu qu'il se produisit une petite tentative pour poser des conditions au vote du don gratuit (42). On voulut en poser aussi à l'abonnement de la capitation. Là non plus, il n'y eut aucune suite à cet essai.

Les Etats étaient alors complètement désarmés. Les innovations pleuvaient dans tous les domaines et le consentement des Etats n'était jamais plus sollicité. Les choses n'auraient pas été différentes si aucun traité n'avait été passé en 1532. Les Etats protestaient vaguement, mais comment agir sur le roi ? C'était la preuve que le consentement en matière financière était leur arme principale (43). Ils le savaient. Au xviii^e s., ils diront : « Le silence qu'on oppose à nos mémoires nous montre qu'ils doivent toujours précéder l'acceptation des impôts ». A quoi servent alors les Etats ? A peu près à rien. C'est un corps sans âme, un ensemble de cérémonies cristallisées.

e) *Le contrat*

Levées extraordinaires et dons gratuits étaient consentis par un acte solennel : le contrat. Il y eut des contrats au

(42) Poser des conditions au don gratuit fut considéré comme une rébellion (Rébillon, les E. de B. de 1661 à 1785, p. 237).

(43) Leurs récriminations étaient parfaitement indifférentes à Colbert, qui écrivait : « Je suis si accoutumé de voir à l'égard de tous

xvi^e s., mais c'est lorsque ces subsides extraordinaires devinrent réguliers sous le nom de dons gratuits qu'un contrat apparut à la fin de chaque tenue, constatant les bases de l'accord entre les Etats et les commissaires royaux. C'était donc l'acte le plus important de la session, la convention en vue de laquelle l'assemblée s'était réunie. On y énumérait les avantages que chaque partie accordait à l'autre : ce que les Etats votaient, et les conditions acceptées par le roi. Ces conditions formaient une série d'articles dont certains étaient reproduits à chaque session. On y rappelait les traités de mariage de Charles VIII et de Louis XII, et les édits de l'Union. On énumérait les principaux privilèges, reconnus par ces actes, et les autres étaient résumés en bloc par un article spécial. D'autres articles enfin mentionnaient les infractions à ces droits et les abus que le roi promettait de supprimer.

Ce contrat qu'avaient rédigé les commissaires du roi et les députés des Etats était lu à haute voix en l'assemblée. Puis, sous Louis XIV le commandant en chef en signait deux expéditions. L'intendant signait l'une et le président des Etats l'autre. Commissaires du roi et députés des Trois Ordres signaient aussi. L'exemplaire signé par l'intendant était sans valeur. Celui du président de l'Assemblée était le véritable texte. Les secrétaires du roi le conservaient et en faisaient une expédition pour obtenir des lettres patentes de ratification (44). Le contrat était présenté par le P. G. S. à la session suivante avec ces lettres patentes. Toutes ces pièces, après avoir été enregistrées par le Parlement de Rennes, étaient déposées au greffe des Etats.

Ainsi dans cette lutte contre toute atteinte aux droits de la province, l'arme principale des Etats était le droit de consentir les levées de deniers nécessaires au roi, et le contrat était une sorte de traité de paix renouvelé tous les

les Etats des plaintes continuelles sans aucun fondement que je ne prétends pas changer cette habitude qu'ils ont de se plaindre ». (Depping, op. cit., p. 556).

(44) On chargeait souvent le P. G. S. de s'opposer à toute levée même consentie jusqu'à ratification du contrat (en 1630 par exemple).

deux ans où l'on stipulait la suppression de toutes les infractions au traité d'Union.

Colbert s'exprimait ainsi sur les contrats. Il écrivait à son frère en 1663 : « S. M. s'est remise à vous de ne pas « leur (aux Etats) expliquer ni en détail ni en particulier... « que la plus grande partie des points sur lesquels ils « font instance ne se pourraient pas bien exécuter par la « suite, encore bien qu'ils leur soient accordés par les « contrats » (45).

f) *La Commission des Contraventions*

Ces infractions que le contrat réprime (ou est censé réprimer), qui les a relevées ? Par quel organe sont-elles parvenues à la connaissance de l'assemblée. C'est là le rôle d'une commission spéciale dite commission des contraventions, nommée avec les autres commissions dans les quinze premiers jours de la session. Elle comprend un nombre variable de députés des trois ordres (46). Son travail consiste à examiner si tous les édits rendus depuis la dernière session sont conformes aux franchises bretonnes, et, d'une façon générale, à rassembler « les objets sur lesquels les Etats croiront devoir présenter des remontrances » (47). Elle fait ensuite un rapport devant l'assemblée.

g) *Le grand Bureau*

Ce rapport approuvé, ou bien retouché, va d'abord servir aux Etats pour obtenir avant même contrat, la suppression de quelques mesures auxquelles ils sont hostiles. La commission des contraventions est chargée d'aller trouver les commissaires royaux et de leur exposer les

(45) Depping, op. cit., t. I, p. 477.

(46) Depuis 1665, six membres de chaque ordre, un évêque à la tête. A partir de 1659, elle se mit à préparer aussi les articles du contrat, ce dont une commission particulière s'occupait auparavant.

(47) De Carné, Les Etats de Bretagne, t. I, p. 327.

plaintes de la Bretagne et de faire toutes les instances et les représentations propres à obtenir satisfaction. En général il y a plusieurs conférences entre les commissaires et les députés des Etats sur tel ou tel point particulier. Mais la plus importante de ces entrevues c'est le Grand Bureau (48). Elle se déroule suivant un cérémonial rigoureusement fixé (49).

Après avoir entendu les remontrances et représentations des députés, les commissaires peuvent y remédier, afin de bien disposer les Etats à octroyer les sommes nécessaires au roi. Les commissions générales leur donnent en effet le droit de pourvoir à certaine affaires. Celle de 1567, par exemple, contient cette phrase : « ...et au demeurant si ceux des dits Etats baillent par écrit quelques plaintes et doléances, vous, commissaires,... leur pourvoirez, savoir est ès choses qui ne sont de grande conséquence et quant aux autres, vous les renverrez par devers nous » (50).

Il s'agit donc de difficultés secondaires. Toutefois, exceptionnellement les commissaires tranchent des problèmes importants. Ainsi à propos de la déclaration de 1579 sur l'indult du Parlement de Paris et sur les privilèges scholastiques, les commissaires, ayant à leur tête le Dauphin, décident que cet indult « n'a pas lieu en Bretagne » (51). Quoiqu'il en soit, les commissaires renvoient au roi tout ce qui excède leur compétence en lui donnant leur avis (52). Parfois ils promettent aux députés leurs bons offices.

Après cette séance, l'évêque présidant la commission fait son rapport à l'assemblée et indique les réponses des commissaires à chaque article. Généralement on inscrit ceux qui ont été refusés dans le cahier de remontrances qui sera porté au roi.

(48) Ou séance des contraventions. Mais on donnait aussi ce nom à la séance où les Etats décidaient quels articles seraient représentés aux commissaires du roi.

(49) Cf. le mémoire de Nointel, Depping, op. cit., t. I, p. 465. Les Etats se plaignent souvent qu'on ne leur offre à cette conférence que des bancs nus, alors que l'évêque et le premier député de la noblesse doivent avoir des fauteuils, les autres, des bancs rembourrés, couverts d'étoffe verte.

(50) A. I. V. c. 2640.

Lorsque, après 1675, le don gratuit est voté sans conditions au début des tenues, le Grand Bureau perd à peu près toute utilité. On n'en continue pas moins d'en observer scrupuleusement le cérémonial.

LE PROCUREUR-GÉNÉRAL-SYNDIC ET L'OPPOSITION

Les sessions des Etats étaient relativement courtes, et n'avaient lieu que tous les deux ans après 1630. Aussi leur action défensive pendant leurs tenues aurait-elle été insuffisante si elle ne s'était trouvée prolongée à tout moment par deux groupes d'agents : le Procureur Général Syndic des Etats et ses substituts, et d'autre part les députés des Etats en Cour.

Le Procureur Général Syndic (ou P.G.S.) est l'un des plus importants officiers des Etats. Il en est le « mandataire permanent » (53). Il doit être noble et originaire de la Bretagne, et on le choisit souvent parmi les conseillers au Parlement, plus aptes que d'autres à sa mission complexe. Il est élu par les Etats avec l'agrément du roi, d'abord sans limitation de temps, puis en principe pour quatre ans après 1628. A partir de 1705 (54), il y a deux P.G.S. L'un réside à la cour, l'autre reste en Bretagne. Le premier est « l'ambassadeur, l'agent diplomatique accrédité par les Etats auprès du pouvoir central » (55). Il doit s'occuper de tout ce qui intéresse la Bretagne ou les Bretons, remplir certaines missions dont il est plus particulièrement chargé (56), et s'occuper des affaires de la province pendantes au Conseil. Il accompagne les députés en cour. L'autre P.G.S. suit les affaires en cours devant les juridictions bretonnes « ...s'oppose à toutes levées de deniers « extraordinaires, créations d'offices de justice et de finan-

(51) De Carné, *Les Etats de B.*, T. I, p. 327.

(52) D. Morice, *Preuves*, T. III, coll. 1467.

(53) Rébillon, *Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789*, p. 135.

(54) De 1706 à 1718, les Etats érigèrent leurs charges en offices vénaux.

(55) D'Haucourt, *Les Etats de B.*

(56) On lui remet un cahier de charges depuis 1622.

« ces, impositions et innovations dans la province » et intervient « contre les entreprises au préjudice des libertés et franchises d'icelle » (57).

Depuis 1575, on adjoint au P.G.S. des substituts. Les actes de leur nomination sont conçus dans les mêmes termes que ceux des P.G.S. Ils agissent en l'absence de ceux-ci et dans les mêmes conditions.

Donc, parmi toutes les affaires dont sont chargés les P.G.S. et leurs substituts, la défense du traité d'union tient une bonne place. Comment vont-ils agir pour cette défense ? D'abord en recevant les pétitions des particuliers, en avertissant les Etats des infractions ainsi connues, en dressant ces mémoires avec pièces à l'appui. Mais surtout, ils ont à leur disposition une arme très efficace : l'opposition au nom des Etats à l'enregistrement ou à l'exécution de toute décision jugée incompatible avec les libertés bretonnes.

L'opposition n'est pas une voie de droit spéciale aux Etats de Bretagne (58). Tout groupement ou particulier peut s'en servir pour attaquer un acte du gouvernement, fût-il législatif, s'il estime ses droits lésés. C'est une conséquence du devoir du conseil du sujet envers le roi. Il doit faire savoir ce qu'il pense d'une mesure qui l'atteint. Son silence est une approbation. Mais, chose particulière à la Bretagne, l'opposition faite au nom des Etats est basée sur le traité de 1532 qui exige leur consentement à toute réforme. Elle est donc plus forte que celle des autres groupements, à qui le roi n'a rien promis et qui n'ont rien donné.

L'édit de 1579, rendu sur les remontrances des Etats, leur reconnaît formellement le droit d'opposition : « advenant qu'il se présente aucune lettre ou édit soit en la

(57) Actes de nomination des P. G. S., cité par du Bouetiez de Kerorguen, *Recherches sur les Etats de Bretagne*, T. I, p. 163.

(58) « Il est démontré que ce droit n'est autre que celui de tout Français a d'intervenir dans un tribunal où a été rendu un jugement auquel il n'a pas été appelé et qui lui préjudicie ». Sans ce droit « celui de consentir les impôts ne serait plus qu'un droit passif, nul et illusoire » (Mémoire adressé le 13 avril 1770 au Chancelier par le Parlement de Rennes. A. I. V., B 75).

« cour du Parlement ou ailleurs préjudiciant aux privilèges et libertés du pays; les Etats d'icelui ou le Procureur syndic pourront se pourvoir par opposition et voies accoutumées à bons et loyaux sujets, permises en justice, nonobstant tout ce qui pourrait avoir fait au contraire » (59). Lorsque des lettres patentes arrivent dans une cour souveraine de Bretagne pour y être enregistrées, le P.G.S. en prend connaissance. S'il les juge incompatibles avec les libertés bretonnes, il s'y oppose, au nom des Etats qui ratifient cette opposition à leur session suivante. D'autres fois les Etats lui donnent l'ordre de s'opposer à telle ou telle décision et même à chaque tenue il est régulièrement chargé d'agir ainsi contre tout ce qui lèserait les droits de la province (60).

Un P.G.S. ou un substitut ont formé une opposition que la cour souveraine a accueillie. L'enregistrement n'a pas lieu. Les lettres patentes, l'édit, ou la déclaration, etc., n'ont pas force de loi et sont inapplicables. Le Parlement exerce des poursuites contre quiconque tente d'exécuter ou de continuer d'exécuter la décision (61). Lorsque le gouvernement veut l'imposer, il envoie des lettres de jussion ordonnant d'enregistrer sans s'arrêter à l'opposition. Si celle-ci est maintenue, arrivent des lettres d'itérative jussion. Il peut y en avoir plusieurs. Le litige finalement est parfois évoqué au Conseil. Tout cela dure un certain temps. Le roi a donc le loisir de mieux peser sa décision, si par hasard il l'a prise hâtivement. Il se rend compte de l'effet qu'elle produit et, aux réactions provoquées, mesure l'énergie nécessaire à l'application. Comme il faut bien que tout débat finisse, le roi doit avoir le dernier mot, s'il

(59) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445. Ce droit fut encore confirmé à de nombreuses reprises.

(60) Dans la liste d'affaires dont les P. G. S. sont chargés à chaque tenue par les Etats, il se trouve toujours une phrase analogue à celle-ci : « Le P. G. S. s'opposera à toutes autres choses que l'on y voudrait établir de nouveau contre les lois et droits dudit pays et icelles oppositions ou appellations relever et poursuivre partout où il appartiendra généralement faire en cela et ce que en dépend ce que faire pourrions, promettant par les dites présentes avoir agréable tout ce que par vous en sera fait et négocié sans en faire révocation ».

le veut. Mais il peut hésiter à heurter de front des corps comme le Parlement et les Etats de Bretagne. Il prévoit la force d'inertie, et la mauvaise volonté qui contrecarreront sa décision. Aussi tout se termine souvent par des marchandages, des accommodements peut-être illogiques mais qui contentent tout le monde.

L'efficacité de l'opposition varie, comme celle des autres armes des Etats, suivant les difficultés qui embarrassent le roi. Quand il a besoin des Etats, il lui faut les satisfaire. Même lorsque sa volonté triomphe, ce n'est qu'avec un long retard. Aussi l'opposition est-elle, avec le droit des Etats de consentir à toute levée de deniers, le plus puissant des moyens mis à leur disposition pour protéger le traité de 1532.

Louis XIV, sans supprimer l'opposition, en modifie la procédure par sa déclaration du 24 février 1673. Il interdit toute opposition à l'enregistrement des « ordonnances, « édits, déclarations et lettres patentes concernant les affaires publiques émanés de notre autorité et propre mouvement ». Mais les plaignants peuvent encore « se retirer « par devers nous pour leur être pourvu ». Les P.G.S. formeront toujours opposition mais ce sera le roi, en fait son conseil, et non plus les cours qui en connaîtra. Pendant ce temps, la décision sera déjà exécutable. C'est retirer tout effet pratique à l'opposition.

Les P.G.S. (ou leurs substituts) mettent aussi en œuvre la procédure de la prise à partie lorsque les Etats les en chargent. Cette procédure est dirigée contre les agents royaux qui exécutent les ordres du roi malgré les Etats. Par exemple on lit dans les cahiers rédigés en 1576 pour les députés de la Bretagne aux Etats Généraux de Blois que les plaintes et doléances de la province ne sont pas écoutées, qu'on proteste d'avance contre toutes les infractions que pourraient faire les généraux des finances, juges

(61) Rébillon, Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789, p. 209 : l'opposition peut aussi intervenir contre l'exécution d'une décision enregistrée. Ses effets sont semblables.

et commissaires, et qu'ils seront pris à partie (62). Les Etats déclarent encore en 1582 qu'ils prendront à partie ceux qui feront des levées extraordinaires (63). Ce n'est guère qu'une menace à vrai dire, et plus tard elle ne se renouvelle même plus.

Enfin le P.G.S. intente un procès, fait appel d'une décision ou intervient dans tout litige chaque fois que les franchises de la Bretagne sont en jeu. Aussi en 1630 il est chargé de se joindre aux habitants de la paroisse du Pertre pour faire informer contre les violences et excès commis par les archers de la gabelle qui ont poursuivi ces habitants à coups d'arquebuse jusque dans l'église où ils sont entrés à cheval, saccageant tout (64). En 1580, ordre est donné aux P.G.S. et aux procureurs des villes de se pourvoir devant les juges des lieux pour l'élargissement des marguilliers des paroisses emprisonnés pour avoir refusé de fournir les munitions en argent (65).

Dans ce dernier exemple, nous voyons entrer en action les procureurs des villes. Les Etats les chargent en effet parfois de seconder leur P.G.S. : en 1577 (66), en 1581 (67), en 1587 (68), etc.

Des commissions spéciales peuvent éventuellement être créées pour aider le P.G.S. à découvrir et réprimer les atteintes aux libertés bretonnes. En 1586, on nomme dans chaque évêché des députés pour s'opposer « par tous moyens de justice et autres licites et raisonnables » à l'exécution de certains édits en particulier, et à tout ce qui est contraire aux franchises bretonnes en général. Même ordre est donné au P.G.S. et aux procureurs des villes, qui doivent avertir la commission de ce qu'il apprendrait à ce sujet (69). Le duc de Mercœur désirant la révocation de cette commission, les Etats décident seulement de l'ajour-

(62) A. I. V. C 2641.

(63) A. I. V. C 2642, session extraordinaire de 1582.

(64) A. I. V. C 2652, 28 août 1630.

(65) A. I. V. C 2642.

(66) A. I. V. C 2641.

(67) A. I. V. C 2642.

(68) Ibid.

(69) A. I. V. C 2642, p. 516.

ner à la prochaine tenue (70) et l'année suivante en effet elle est nommée et créée réellement (71). En 1552, nouvelle commission semblable afin de s'opposer avec le P.G.S. à toute levée non consentie (72). Même chose en 1596 : elle s'opposera avec le P.G.S. aux infractions qu'on voudrait faire dans l'intervalle des tenues (73). Les députés en cour des Etats sont quelquefois eux aussi chargés de former opposition.

Enfin des groupements quelconques ou de simples particuliers ont le droit de s'opposer à un acte nuisible aux franchises de la province. Les Etats ratifient ainsi en 1579 une opposition faite en leur nom au Parlement par M^e Jean Gautier, chanoine de Rennes et François le Clerc, procureur au Parlement contre la publication et l'exécution de lettres patentes pour lever les deniers en Bretagne (74). Le P.G.S. est chargé de poursuivre cette opposition. Il reçoit en 1584 l'ordre de se joindre aux habitants d'Hennebont contre une levée de 30 s. par tonneau de froment et d'avoine, et de 20 s. par tonneau de seigle chargé en ce port pour être exporté et que prétend faire le receveur des deniers du roi à Hennebont (75). Même chose lors d'une levée sur soixante-treize paroisses du comté Nantais dont les habitants ont pris l'initiative de l'opposition (1616) (76). Ou encore c'est M^e Louis Michel, avocat au présidial de Nantes qui a fait opposition, au nom des Etats à la vérification des lettres patentes obtenues par un nommé de la Lande pour établir un bureau et taxer les épiceries et drogueries entrant en Bretagne (77), etc. Ces exemples n'ont rien que de très compréhensible. Chaque particulier est membre de l'un des trois ordres constitutifs de la province et a droit d'en défendre les franchises

(70) Ibid., 15 oct. 1586.

(71) Ibid, p. 594. Elle comprend deux députés de la noblesse et de l'église par évêché et les procureurs des villes.

(72) A. I. V. C 2643, p. 151.

(73) A. I. V. C 2644, p. 646.

(74) A. I. V. C 2642.

(75) A. I. V. C 2642.

(76) A. I. V. C 3249.

(77) A. I. V. C 2642.

aussi bien que l'assemblée de ces trois ordres. Cependant de telles interventions se font plus rares au ^{xvii}e s. Le P.G.S. est mieux averti, et c'est à lui qu'incombe normalement la charge de mettre en œuvre l'opposition au nom des Etats.

LES DÉPUTÉS EN COUR

Pour préserver les libertés bretonnes, il existe encore une autre arme traditionnelle : ce sont les remontrances. Les remontrances ou doléances sont les plaintes des Etats. Elles sont transmises au roi par des membres de l'Assemblée que celle-ci députe spécialement en cour pour y porter un cahier où sont exposés en un certain nombre d'articles les griefs de la province envers le gouvernement central et ses agents.

Les remontrances dérivent, comme l'opposition du devoir féodal de conseil dû au seigneur par ses sujets. Nous rencontrons en 1493 pour la première fois des députés portant au roi des remontrances. Mais ce n'est qu'après 1540 que l'on en retrouve régulièrement trace. Cependant il est à croire qu'il y en eut toujours, car ces remontrances ne sont pas une chose extraordinaire. Tout groupement avait le droit d'en adresser au roi, pourvu que la forme en fût respectueuse.

D'abord chaque ordre a généralement plusieurs députés (78). Mais depuis 1593 le chiffre se fixe à un député par ordre (79). Ils sont en principe élus : deux ordres choisissent les députés du troisième (80). En réalité, pour éviter les brigues et les cabales, c'est le gouverneur qui les désigne aux Etats. « Le principal commissaire du roi

(78) Quatre de chaque ordre en 1563, trois en 1581, deux en 1572, 1577, 1578, 1582. Parfois il n'y avait en tout que deux députés ou même un, qui pouvait être un officier des Etats. Le greffier ou le P. G. S.

(79) Sauf cinq ou six exceptions (manuscrit Pontbriand, L. I, chap. IV).

(80) Ibid.

« vers la fin des Etats, entre incognito et sans cérémonie
« sur le théâtre. Il y déclare par forme de convention les
« noms de ceux pour qui le gouvernement demande la
« députation et les Etats ne manquent pas de se conformer
« à sa demande » (81). A cette députation se joint le P.G.S.
qui réside à la cour, et de 1623 à 1679, des agrégés choisis
pour leur crédit ou leur parenté.

Le cahier de remontrances est dressé par une commission spécialement nommée dans ce but pas les Etats. Elle extrait certains articles de l'ancien cahier des remontrances. D'autres proviennent des représentations faites aux commissaires du roi lors du Grand Bureau. Elle utilise en outre les requêtes et autres matériaux centralisés d'avance par le P.G.S. Enfin les Etats ont souvent indiqué eux-mêmes que pour telle ou telle question un article serait fait au cahier. Parfois cette commission n'existe pas. Son travail est alors confié à la commission des contraventions; ainsi en 1671, 1679, 1687, 1691, 1697, et depuis 1703. Une fois rédigé, le cahier est lu en l'assemblée et arrêté par elle, signé du greffier et remis aux députés.

En même temps on leur confie d'autres documents. Le 31 décembre 1622, il est arrêté pour la première fois qu'il sera dressé à l'avenir un cahier de mémoires et charges pour les députés en cour, et depuis cet usage est régulièrement observé (82). Les mémoires sont des documents qui viennent appuyer les articles des remontrances. Les charges sont des instructions sur différentes affaires qu'ils poursuivent à Paris. Par exemple en 1713, ils doivent demander la subrogation des droits de M. d'Armagnac sur les litières, et la subrogation des droits de francs fiefs, amortissements et usages (83). Souvent ils reçoivent le pouvoir de s'engager jusqu'à une certaine somme pour racheter tel ou tel

(81) Manuscrit Pontbriand, L. I, chap. IV. Toutes sortes d'intrigues influence le choix du gouverneur car la charge de député en cour est très enviée. Dans une de ses lettres, Mme de Sévigné dit qu'elle espère voir son fils nommé député de la noblesse.

(82) Comme on l'a vu, le cahier de charges pour le P. G. S. date de cette année.

(83) A. I. V. C 2666, p. 112 V°.

édit. A la fin du procès-verbal de chaque tenue, on trouve insérés : le cahier des remontrances, celui des mémoires et charges des députés en cour, et celui de charges au P.G.S.

Nantie de ces documents, la délégation se rend à la cour où sa fonction sera de « présenter au roi et à Nosseigneurs « de son conseil le cahier de nos remontrances, en obtenir « des réponses favorables et les lettres et expéditions nécessaires, même sur les mémoires et instructions données sur le dit cahier, ...avec pouvoir de faire en toutes « affaires ce » qu'elle jugera « nécessaire pour le service « du roi et le bien de la province » (84). Les députés font d'abord des visites aux ministres, aux contrôleurs généraux, et demandent audience au roi pour la remise du cahier, ce qui a lieu avec des rites très précis (85). Puis ils s'occupent des affaires dont ils sont chargés et entrent en rapport avec l'avocat des Etats au Conseil. Une cérémonie moins importante a lieu quand le roi rend le cahier avec ses réponses inscrites en marge, et la députation regagne sa province. Elle rend compte de sa mission au début de la session suivante.

Au xvi^e s. surtout, ces remontrances sont utiles, et suivies de résultats effectifs. Ainsi un vrai Parlement est créé en 1553, selon les remontrances des Etats. Leurs plaintes aboutissent encore à l'édit de 1579. Le cahier de doléances est un excellent moyen pour le roi de se renseigner sur la Bretagne. Mais plus tard, quand la royauté est plus forte, mieux au courant des affaires bretonnes, les remontrances portées par les députés en cour ont de moins en moins d'effets. Une sorte d'ossification se produit. D'un cahier à l'autre, ce sont bientôt les mêmes plaintes, exprimées avec les mêmes termes. Le roi y fait les mêmes réponses, ou encore, sans en prendre la peine, renvoie simplement à ce qu'il a écrit sur les cahiers antérieurs. Dès 1616, les

(84) Actes de députation à la Cour.

(85) Arch. Nat. H. 553. Le roi donne une fête en leur honneur; tous les Bretons de Paris y assistent; on fait jouer les grandes eaux de Versailles.

Etats constatent : « C'est un cuisant regret... de voir les
« lois de leur union à la Couronne de France si librement
« et si souvent enfreints et violés... et qu'il arrive que leurs
« doléances soient souvent reçues par le Conseil avec in-
« différence, leurs députés renvoyés avec peu ou point
« d'effet, et eux privés du fruit de leurs espérances » (86).
Et les choses ne font qu'empirer au long du xvii^e s.

Si les députations étaient envoyées pendant les tenues, elles auraient un autre résultat, pendant les beaux jours des Etats tout au moins, exerçant un chantage au don gratuit. Mais le gouvernement l'interdit toujours, prétextant que ses commissaires sont là pour le représenter près des Etats. Ceux-ci en 1623 réussissent cependant à faire partie des députés pendant leur session, et attendent leur retour pour délibérer sur le don gratuit. Cette délégation obtient d'ailleurs gain de cause, moyennant un fort subside (87).

Depuis 1675, la députation en cour n'accomplit qu'un ensemble de formalités sans réelle utilité, du moins pour la province, car les députés, eux, en retiraient toujours quelque avantage.

Signalons qu'à chaque réunion des Etats Généraux les Etats de Bretagne y envoyaient leurs députés avec un cahier de remontrances.

Avec leurs assemblées périodiques dont le consentement était nécessaire à toute innovation, surtout en matière d'impôts, avec leurs officiers tels que le P.G.S. et leurs délégués comme les députés en cour, les Etats de Bretagne étaient armés pour défendre les clauses convenues en 1532. Mais composée de sujets liés par un devoir de fidélité et d'obéissance envers le souverain, perméable à toutes les influences, et même achetable, trop souvent mue par l'égoïsme de ses membres, l'assemblée bretonne remplit avec un bonheur décroissant une tâche trop lourde pour elle. Elle était presque sans défense devant la volonté royale lorsque Louis XIV lui enleva les derniers tronçons d'armes qu'elle agissait encore.

(86) A. I. V. C 3148.

(87) A. I. V. C 2650.

§ 2 — Le Parlement de Bretagne

Les Etats ne sont pas seuls dans leur résistance aux réformes qui leur déplaisent. Un autre organisme vient souvent les aider puissamment : le Parlement de Bretagne. Ce Parlement est, comme les Etats, issu de l'ancienne curia ducis. Le duc François II l'a en 1485 rendu distinct du conseil ducal. Charles VIII l'a remanié en 1495. Mais, suivant les remontrances des Etats, Henri II le refond en mars 1553 (88) et en fait une cour souveraine semblable à celle de Paris.

Tous les Parlements de l'ancienne France d'avant 1789 jouent un rôle politique. Celui de Bretagne ne se cantonne pas non plus dans ses fonctions judiciaires. Il intervient dans d'autres domaines, notamment dans la défense des franchises provinciales. Voici comment il définit lui-même son rôle à cet égard : « Votre Parlement, Sire... gardien « des franchises et libertés de la province... » (89); ou encore « Votre Parlement... défenseur, gardien et conserva- « teur des droits, franchises et libertés de la province... » (90). C'est donc un rôle de tout premier plan qu'il s'attribue, sans nier pourtant celui des Etats. « Lorsque cet « édit ou tous autres portant impositions nouvelles auront « été présentés aux gens des trois Etats assemblés, alors « votre Parlement, ce corps toujours subsistant et qui « peut seul donner la plénitude à la loi, les examinera de « nouveau, les comparera aux lois anciennes dont il est « le dépositaire et les combinera avec les véritables intérêts de V. M. ...pour y donner l'authenticité par un enregistrement libre, essentiellement nécessaire, et que rien « ne peut suppléer » (91). « Le consentement des Etats « de Bretagne est... une condition essentielle de l'établissement de l'impôt. C'est après ce consentement que votre

(88) Bibliothèque de Rennes, ms 320, p. 318.

(89) A. I. V. B 76.

(90) A. I. V. B 80.

(91) A. I. V. B 72.

« Parlement sera en état de délibérer sur les engagements
« que la nation aura su prendre, de mettre le sceau à leur
« exécution, d'y ajouter la publicité par le concours et
« l'adhésion des formes prescrites par les ordonnances
« (92). Ces textes prouvent que le Parlement se prétend
dans une situation analogue par certains côtés à celle du
Sénat de la III^e République par rapport à la Chambre : il
veut délibérer sur tout ce qui est soumis à l'approbation
des Etats, sans être lié par leur consentement. Ceux-ci
n'auraient en matière d'impôts, qu'un droit d'antériorité.
« Le consentement des Etats ne peut être objecté à votre
« Parlement et l'on n'en peut tirer aucune induc-
« tion » (93).

Toute autre est la thèse soutenue par les Etats. Chacun
de leurs contrats après 1653 porte que les édits, déclara-
tions, lettres patentes, etc., vérifiés aux Cours souveraines
ne peuvent être exécutés sans leur consentement. Quoique
soutenant énergiquement la nécessité de l'enregistrement
aux Cours souveraines après leur approbation (94) ils ne
considèrent le Parlement que comme un vérificateur. Lors-
qu'il s'agit de lever des deniers, leur approbation est défi-
nitive, aussi bien que leur refus. Le Parlement ne peut
s'assurer que de l'existence du consentement et repousser
ce qui n'a pas été accordé. Ce qui l'a été doit être enregistré
tel quel. Dans les autres matières qui intéressent bien
moins les Etats (quoique tout problème ait un côté fiscal),
le Parlement a un droit d'appréciation plus grand, sans
pouvoir cependant passer outre au refus des Etats (95).

Ces deux thèses n'ont jamais été conciliées. Il est assez
avantageux pour le roi que les deux grands corps princi-
paux de la Bretagne ne s'entendent pas trop, et qu'il y ait
une rivalité entre eux. D'ailleurs, l'ancienne monarchie ne

(92) Ibid.

(93) A. I. V. B 78.

(94) A. I. V. C 2654, 30 avril 1647.

(95) Cependant, l'Assemblée demanda elle-même en 1572 que toute
commission extraordinaire pour lever les deniers expédiés dans l'in-
tervalle des sessions fut envoyé au Parlement. (A. I. V. C 2640).

recherche pas les constructions logiques. En fait le Parlement enregistre de nombreux édits, déclarations, lettres patentes, etc., que les Etats ont refusé d'accepter, même en matière financière (par exemple pour l'impôt des garnisons). Le gouvernement ne voit pas d'un mauvais œil ces agissements qui aigrissent les rapports entre la Cour et l'Assemblée. Il flatte le Parlement en lui envoyant toutes sortes d'actes à vérifier, avant de les avoir soumis aux Etats (96). Ainsi l'orgueil des magistrats les poussant à vérifier ce qu'ils ne doivent pas, confère un vernis de légalité à bien des infractions aux clauses de l'Union.

Comment le Parlement peut-il défendre les franchises bretonnes ? On a vu que devant lui sont formées les oppositions des Etats. Dans ce cas il essaie de jouer le rôle d'un tribunal jugeant un conflit entre le roi et l'assemblée (97). Après avoir cité une liste d'exemples où on le voit faire informer des droits des Etats (3 octobre 1634, etc.), recevoir leurs députés (en 1663, etc.), donner des ordres à ces députés (16 mars 1596), au P.G.S. (21 février 1598), admettre les plaintes des Etats et leur ordonner de fournir leurs moyens par écrit (25 sept. 1584), les remontrances du Parlement d'octobre 1718 se terminent ainsi : « Ces « exemples, sire, prouvent que les Etats se sont toujours « adressés au Parlement et ont reconnu sa juridiction dans « les affaires générales et particulières, et que le Parlement est en possession de connaître même pendant la tenue des Etats de ce qui concerne le service du roi, les « intérêts des provinces et la discipline des Etats. » Le Parlement se complaît dans ce rôle d'arbitre.

Lorsque les Etats font opposition, la Cour est en meilleure posture pour résister. L'autorité des deux corps s'ajoute. Cependant le Parlement lutte parfois seul. Il n'est pas impuissant en cas d'inaction des Etats. C'est par le refus d'enregistrer, joint à l'envoi de remontrances, qu'il agit efficacement.

(96) A. I. V. C 2655, 15 juin 1655; C 2654, 31 mars 1647, par exemple.

(97) A. I. V. C 2705, p. 559.

Pour avoir pleine valeur légale et être exécutable en Bretagne (98), tout acte du gouvernement royal doit être vérifié et enregistré à la cour de Rennes (99). Telle est la source du pouvoir de cette cour. Mais il n'y a pas là qu'une simple formalité. Le Parlement examine très sérieusement ce qu'on lui présente (100). Il peut refuser l'enregistrement et son devoir de conseil l'oblige à exprimer son avis par des remontrances. Les rois ne veulent pas voir enregistrés automatiquement leurs ordonnances, édits, etc. Mais s'il s'y trouve « quelques difficultés raisonnables, » ils voulaient que les juges leur fissent connaître les « scrupules dont ils étaient saisis, qu'ils pussent eux-mêmes, si bon leur semblait, revenir sur leurs décisions; » il est d'ailleurs constant que nombre de lettres étaient « arrachées au prince à force d'importunités » (101).

Le refus d'enregistrer ne peut être définitif si le roi tient à sa mesure. Le Parlement finit par céder aux lettres de jussion ou va jusqu'au lit de justice tenu par un officier délégué par le roi. Comme on l'a dit à propos des Etats, le dernier mot doit revenir au roi (102). Mais la résistance n'est jamais inutile. L'intérêt du roi est que le Parlement, soit avec lui, quoi qu'il puisse lui imposer ses vues. Une mesure qui rencontre l'assentiment général est mieux obéie que si elle est appliquée par la force. Partout, le roi cherche à persuader avant d'engager son autorité.

Les remontrances ne sont pas forcément liées au refus

(98) Chaque contrat contient un article semblablement rédigé « accordent nosseigneurs les commissaires qu'aucuns édits, déclarations et arrêts du conseil et généralement toutes lettres patentes et brevets contraires aux privilèges de la province n'aurent d'effet s'ils n'ont été consentis par les états et vérifiés aux cours souverainés de la province, quoiqu'ils soient faits pour le général du royaume ».

(99) A. I. V. B registres secrets, 5 juin 1604.

(100) Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 435.

(101) Bibl. de Rennes, ms 170, p. 34 V^o.

(102) Le Parlement le reconnaît lui-même. « Vos Parlements, Sire, ne se départirent jamais de la maxime qu'ils ont de s'opposer dans ces cas à l'exécution des arrêts jusqu'à ce que V. M. ait déclaré qu'elle entend qu'ils soient exécutés sans être revêtus des formes ordinaires, après quoi il ne nous restera plus que la voie des remontrances respectueuses » (A. I. V. B 71).

d'enregistrer. Parfois la cour enregistre et remontre ensuite. Quoi qu'il en soit, elles sont établies par un conseiller (103) ou plus tard par une commission du Parlement (104). Elles sont divisées en articles comme celles des Etats (105) et le roi répond à chaque article (106). Les chambres assemblées élisent un, deux ou trois députés, quelquefois cinq, qui vont encore porter les remontrances. A leur retour, ils rendent compte de leurs efforts (107).

Au lieu de refuser nettement l'enregistrement, la cour peut le retarder par des procédés dilatoires, aboutissant en fin de compte au même résultat. Elle décide que l'acte sera communiqué aux Etats et en attendant surseoit à l'enregistrement. Elle espère provoquer ainsi l'opposition de l'assemblée bretonne et renforcer sa propre résistance. Elle arrête aussi parfois de ne rien décider à propos de l'enregistrement avant que les Etats n'en aient délibéré à leur prochaine tenue (108). C'est toujours du temps gagné.

Le droit des Etats de consentir aux innovations est beau-

(103) A. I. V. B reg. secrets, 26 nov. 1590.

(104) A. Le Moy, Les Remontrances du Parlement de B. au xviii^e, p. xvii^e.

(105) Le Parlement conserve dans leur rédaction une plus grande liberté de termes que les Etats, surtout au xviii^e siècle. Ainsi il fait remarquer au roi combien il est illogique de signer à chaque tenue certaines clauses du contrat et d'ordonner aussitôt le contraire : « Le roi ne peut pas avoir deux volontés contraires. Les clauses du contrat des Etats ne sont point illusoires et on ne peut dire sans faire injure à V. M. qu'elle veut et entend que les clauses ne soient point exécutées dans le même temps qu'elle adresse le contrat au Parlement afin d'en faire observer les conditions. L'arrêt de votre conseil, sire (il s'agit d'un arrêt opposé précisément au contrat des Etats) nous jettera dans un embarras fâcheux lorsque suivant l'usage et la règle on nous apportera le contrat passé avec V. M. dans la dernière tenue Si, par rapport à la clause portée dans l'article 25 du contrat des Etats (celle que viole l'arrêt) nous refusons de l'enregistrer, nous donnons atteinte aux lois de la province et nous résistons aux volontés de V. M. qui y sont conformes. Si nous l'enregistrons, c'est prononcer les mêmes défenses portées par notre arrêt (arrêt du Parlement que le roi avait cassé), puisque le contrat contient la même clause » (A. I. V. B 71).

(106) A. I. V. B reg. secrets, 11 février 1599.

(107) Si les remontrances accompagnées d'un refus d'enregistrer, à chaque lettre de jussion ou d'itérative jussion le Parlement peut répondre par de nouvelles remontrances.

(108) Le Moy, Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir royal au xviii^e siècle, p. 40.

coup plus absolu que celui du Parlement à refuser l'enregistrement. Les Etats tirent leurs prérogatives de principes féodaux et le traité de 1532 les a nettement spécifiés. Le Parlement ne peut qu'invoquer une délégation de la puissance royale et doit céder lorsque le « très exprès commandement du roi » dégage sa responsabilité. Cependant sa résistance est souvent plus efficace que celle des Etats. D'abord ceux-ci sont une assemblée temporaire et disparate, composée surtout de privilégiés qui défendent d'abord leurs propres intérêts. Le Parlement au contraire est permanent, pénétré de la grandeur de son rôle, et moins maniable que les Etats. C'est un bloc façonné par l'hérédité des charges et l'identité des fonctions. Sa force d'inertie et son entêtement prolongent éternellement les choses. S'il ne consent pas à l'enregistrement, les contribuables sont autorisés à ne pas payer l'impôt, il peut interdire aux officiers royaux d'exécuter telle ou telle décision non encore vérifiée, rendre des arrêts qui ont une grande répercussion sur le public, et aller jusqu'à cesser le service. Aussi le gouvernement central le craint-il plus que les Etats.

Mais le Parlement pense lui aussi d'abord à ses propres intérêts, avant ceux de la province, refusant des réformes que l'assemblée accepte, mais qui le menacent particulièrement, enregistrant malgré le manque de consentement de celle-ci des mesures qui l'atteignent pas. Aussi a-t-on pu dire que son rôle fut moins honorable que celui des Etats (109).

Louis XIV désarme le Parlement aussi bien que l'assemblée. Avant de lui supprimer le droit de recevoir les oppositions des Etats (110) (24 février 1673) et de l'obliger à enregistrer sans attendre, le roi lui défend de leur communiquer ce qu'on lui présente à vérifier (arrêt du conseil du 17 septembre 1672). A la fin de 1673 un décret renouvelle cette défense même pour les édits détruisant les privilèges des Etats (111). Après la révolte du papier timbré, le Par-

(109) Carré, *Le Parlement de B. après la Ligue*, p. 479.

(110) Cf. *supra*, p. 38.

(111) Depping, *op. cit.*, T. I, p. 527.

lement n'a même plus le droit de faire entendre ses remontrances.

§ 3. — La Chambre des Comptes

Les ducs l'avaient créée à Nantes pour vérifier et juger les comptes financiers, recevoir la foi, l'hommage et l'aveu de tout possesseur de fief relevant directement d'eux-mêmes, et enregistrer les lettres patentes sur les anoblissements, concessions de titres, etc.

Ayant à transcrire sur ses registres les édits fiscaux que le roi lui adressait, et pouvant refuser cet enregistrement et faire des remontrances, elle avait le moyen de défendre les franchises bretonnes.

Elle le fit parfois. Ainsi elle refusa d'enregistrer un édit de novembre 1555 créant de nouveaux offices (112). Au moment du siège de la Rochelle, les lettres patentes du 8 mai 1627 avaient ordonné de lever chaque année en Bretagne 100.000 l. par augmentation du taillon pour subvenir en partie au paiement des gens de guerre. Parlement et Chambre des Comptes refusèrent de vérifier ces lettres (113).

Mais le roi faisait facilement céder la Chambre. Et les Etats dirent en 1628 qu'elle avait trop de facilité à enregistrer les nouveaux édits, tandis que le Parlement n'y procédait qu'après en avoir ordonné la communciation aux Etats (114).

Aussi son action pour la défense du traité d'union fut-elle de peu d'importance.

**

Pour conserver les avantages stipulés en 1532 en contrepartie de son indépendance perdue, la Bretagne ne devait

(112) De Fourmont, Histoire de la Ch. des Comptes, p. 69.

(113) A. I. V. C 2651.

(114) Ibid., 8 janvier 1628. Pourtant la Chambre reconnaissait pleinement la nécessité du consentement des Etats. Un de ses arrêts du 17 février 1617 ordonna qu'aucun édit ni commission ne serait vérifié qu'après avoir été communiqué au P. G. S. des Etats (A. I. V. C 3126).

compter que sur ces trois organismes. Aucun n'avait été créé dans ce but. Ils n'avaient rien de semblable à ces chambres spéciales établies dans certains pays et dont le rôle est de garder les constitutions. C'étaient des corps féodaux analogues à ceux des provinces voisines, de France même. Le traité de 1532 ne leur donna même pas d'arme spéciale ou nouvelle. Il ne fit que leur adapter les vieux principes : le vassal doit conseiller son seigneur; le seigneur ne peut imposer ses vassaux sans leur consentement. Tout au plus certains points furent-ils formulés avec plus de précision.

Organismes, moyens d'action, rien n'était conçu pour défendre le traité d'union. Comment s'étonner s'il subit de nombreuses entorses ? (115).

(115) Un discours sur la Noblesse du Parlement de Bretagne démontre combien les Etats et le Parlement furent inférieurs à leur tâche. « Si le Parlement a presque seul exercé le droit national de consentir la législation, c'est aux Etats mêmes qu'il faut en faire le reproche. Ils ont pendant longtemps ignoré ou méconnu leurs droits inaliénables sur cet objet important. Mais ce qui est encore plus inexcusable dans la conduite passée du Parlement de Bretagne, ce qui soulève également la noblesse et le Tiers-Etat, c'est que cette Cour ait, dans tous les temps, enregistré toutes sortes d'impôts directs ou indirects, sans le consentement préalable des Etats et quelquefois malgré leur opposition sur laquelle on se permettait de renvoyer les Etats se pourvoir par devers le roi » (Bibl. municipale d'Angers, H 1559, Recueil de Pièces, tome XVI, p. 8 et s., cité par A. Le Moy, *Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir royal au xviii^e*, p. 539).

CHAPITRE II

INFRACTIONS RELATIVES AUX INSTITUTIONS BRETONNES

Les différentes chartes bretonnes n'ont pas donné une énumération limitative des privilèges reconnus à la province. Çà et là certains points de détail y sont bien précisés. Mais comme il s'agissait surtout de maintenir la Bretagne en l'état où elle se trouvait lors de son union à la Couronne, on rencontre dans ces chartes des phrases générales qui confirment en bloc tout ce qui n'est pas expressément traité.

« C'est à savoir que en tant que touche de garder et
« conduire le pays de Bretagne et les sujets d'icelui en
« leurs droits, libertés, franchises, usages, coutumes et
« style tant au fait de l'église, de la justice comme Chan-
« cellerie, Conseil, Parlement, Chambre des Comptes, Tré-
« sorerie Générale, et autres de la noblesse et commun
« peuple en manière que aucune nouvelle loi, ou consti-
« tution n'y soit faite fors en la manière accoutumée par
« les Rois et Ducs... nous voulons, entendons, accordons
« et promettons garder et entretenir ledit pays et sujets
« de Bretagne en leurs dits droits et libertés ainsi qu'ils
« en ont joui du temps des feux Ducs (1) ». C'est le pre-
mier des articles accordés par Louis XII sur les privilèges
et droits de la Bretagne (janvier 1498).

(1) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 815.

« Davantage voulons et nous plaît que les droits et privilèges que ceux dudit pays et Duché ont eu par ci devant et ont de présent leur soient gardés et observés inviolablement ainsi par la forme et manière qu'ils ont été gardés et observés jusques à présent sans y rien changer ni innover... » (Edit d'Union d'août 1532) (2).

Les Etats ayant demandé au roi de « les entretenir, garder et observer ès privilèges, franchises, libertés, exemptions à eux ci-devant octroyés et accordés par les Ducs de Bretagne » ses « prédécesseurs et dont ils ont ci devant joui, tant en l'Etat de l'Eglise, noblesse et peuple, dudit pays qu'en la justice, ville, lieux et communautés d'icelui et d'iceux privilèges, franchises et libertés leur octroyer et concéder nos lettres de confirmation... » François I^{er} leur répond ainsi : « Avons continué, confirmé, loué, ratifié et approuvé par la teneur de ces présentes, de notre grâce spéciale pleine puissance et autorité Royal et Ducal confirmons, louons, ratifions et approuvons tous et chacun les dits privilèges, exemptions, franchises et liberté à eux octroyés, et concédés comme dit est par nos dits précédesseurs Ducs de Bretagne, et dont ils ont ci devant joui en chacun desdits Etats » (3) (août 1532).

Enfin la charte du Plessis Macé s'exprime ainsi : « Nous avons reçu l'humble supplication de nos très chers et très amés les gens des trois Etats des dits pays et Duché de Bretagne par laquelle ils nous ont remontré que... nous ayons à confirmer, tous les autres privilèges dont ils ont chartes anciennes et jouissance immémorable jusques à présent, Nous désirant gratifier les dits suppliants non seulement de leur confirmer les dits privilèges, ains de les augmenter par le grand amour et fidélité qu'avons connu par effet qu'ils ont envers nous, de notre certaine science, pleine puissance et autorité, avons confirmé et agréé, confirmons et agréons les dits

(2) A. I. V. C 3732. D. Morice, Preuves, T. III, col. 997.

(3) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1000.

« privilèges, lesquels en tant que métier serait, avons
« donné et donnons de nouveau pour iceux jouir pleine-
« ment et entièrement tant et si avant qu'ils ont par ci
« devant dûment et justement joui et usé, jouissent et
« usent encore à présent... »

Si quelque modification devait être introduite dans un état de choses aussi solennellement reconnu, le roi prévoyait, comme on le sait déjà (4) qu'il y serait procédé « par Parlement et Assemblées des Etats dudit pays ainsi « que de tout temps est accoutumé et que autrement ne « soit fait » (5).

Tels étaient les textes généraux qui garantissaient les droits bretons. Ils furent à la base de toute résistance aux changements indésirables, à la Bretagne. Leur importance se manifesta donc lorsqu'il s'agit de maintenir intactes les institutions politiques, administratives et judiciaires du Duché indépendant devenu une province de France (6).

§ 1. — Institutions politiques

Le système politique de la Bretagne était, nous l'avons dit, essentiellement féodal. Le seigneur gouvernait, assisté du conseil de ses vassaux. Le seigneur, c'était le duc — le conseil des vassaux : l'assemblée des gens des trois Etats de Bretagne.

(4) Cf. supra, p. 20 et suiv.

(5) D. Morice, Preuves, T. III, col. 815.

(6) L'article XII de l'édit de juin 1579 est ainsi conçu : « Et à ce que aucunes commission, soit pour lever deniers extraordinairement ou autre innovation à l'état dudit pays soit sur les ecclésiastiques ou autres pour quelque cause ou pour quelque couleur que ce soit ne soient exécutées qu'elle n'aient été préalablement vues, délibérées et consenties par les Etats dudit pays suivant leurs anciens privilèges, avons ordonné et ordonnons que les formes anciennes seront gardées et observées, et les sujets dudit pays conservés en leurs privilèges et libertés ». Enfin, tous les contrats passés avec le roi depuis l'institution du don gratuit spécifient que les édits, déclarations, commissions et arrêts du conseil contraires aux privilèges de la Bretagne n'y auront aucun effet s'ils n'ont été consentis par les Etats et vérifiés dans les cours souveraines, quoi qu'il en soit fait par le reste du royaume.

I. — LE GOUVERNEUR

A la réunion, l'une de ces deux pièces principales disparut, ou plutôt vint s'unir à la personne du roi de France qui délégua dans la province un gouverneur. Celui-ci représentait donc le duc. Il fut l'occasion d'une intéressante affaire, celle de l'amirauté de Bretagne (7).

Au temps de l'indépendance, la fonction d'amiral n'était pas en Bretagne ce qu'elle était en France. En France : un amiral nommé à vie, avec des attributions de police et de justice, levant de nombreux droits sur le commerce maritime. En Bretagne : des chefs purement militaires, désignés temporairement pour commander un convoi ou de la partie maritime d'une expédition, ne jouissant d'aucune attribution de justice et ne percevant d'autre droit utile que le droit de convoi sur les navires escortés. C'était le duc qui exerçait la justice maritime, la déléguant à ses officiers ordinaires, et qui levait les mêmes taxes attribuées en France à l'amiral. Après l'union ce fut son représentant en Bretagne, le gouverneur. Or, comme on se mit à nommer amiral de Bretagne l'amiral de France, ce personnage prétendit à l'encontre du gouverneur jouir dans la province des mêmes droits utiles et juridictionnels qu'en France. D'où le conflit.

1^{re} période : l'amiral viole les privilèges de la province. La première atteinte fut portée sur ce point aux droits bretons par les lettres patentes du 14 avril 1544 qui déclarèrent que « sous l'amirauté de France a été et est toujours « comprise celle de Bretagne » et pour supprimer toute incertitude, le roi ajouta qu' « en pourvoyant et baillant « audit sieur d'Annebault la dite amirauté, elle (Sa Ma- « jesté) a entendu que celle dudit pays de Bretagne y a

(7) Cf. Bourde de la Rogerie, *Origine et organisation des sièges d'Amirauté établis en Bretagne*. Du Crest de Villeneuve, *Essai historique sur la défense des Privilèges de la Bretagne concernant l'Amirauté depuis son union à la France jusqu'en 1681*, dans le *Bulletin de l'Association bretonne*, 3^e série, T. 16, 1897.

« été et y a dû être comprise et en tant que besoin est la
« joint, unit et incorpore à la dite Amirauté de France,
« pour n'être plus à l'avenir qu'une même chose ». Ces lettres patentes n'eurent cependant qu'une portée théorique. Les amiraux de France, ajoutant à ce titre celui d'amiral de Bretagne distinguaient donc ces deux amirautés l'une de l'autre, sans empiéter sur les prérogatives du gouverneur.

Dix ans plus tard, l'édit de Fontainebleau ôta aux juges ordinaires la connaissance des causes maritimes et créa un siège général d'amirauté (Table de Marbre), à Rennes et sept sièges particuliers. Le Parlement enregistra l'édit, mais les Etats protestèrent et il ne fut pas exécuté.

Des lettres patentes du 10 janvier 1574 confirmèrent l'amiral de Villars dans ses prétentions de posséder en Bretagne les mêmes droits qu'en Picardie et en Normandie. Les Etats répondirent en affirmant les prérogatives du gouverneur et la compétence des juges ordinaires (8). Mais les lettres patentes du 12 février 1576 interdirent à ces juges la connaissance des causes maritimes.

Tout s'envenima quand Anne de Joyeuse, beau-frère d'Henri III, fut nommé amiral (1582). Reprenant les principes de l'édit de Fontainebleau, le roi lui accorda les mêmes pouvoirs en Bretagne qu'en Normandie, lui attribua d'intéressants droits utiles, et l'autorisa à ériger toutes les juridictions d'amirauté qui lui sembleraient nécessaires. Les Etats, dont on prétendait se passer pour la réforme, et le Parlement firent bloc avec le duc de Mercœur, gouverneur, et le soutinrent de toutes leurs forces. Après l'habituelle série des remontrances, oppositions, arrêts du Parlement, etc. (9), on aboutit à un accord qui n'enlevait au gouverneur qu'une partie de ses droits en matière maritime (1584) (10). Cependant les Etats n'avaient pas encore désarmé quand Joyeuse se fit tuer à Coutras.

(8) A. I. V. C 2641.

(9) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1478.

(10) Voici les principaux arguments des Etats et du Parlement : Les

2^e période : le gouverneur recouvre ses droits. Mercœur s'empessa de faire annuler l'accord de 1584 par une déclaration du 17 août 1588 qui rendit tous ses droits au gouverneur de Bretagne (11). La province n'était plus sous la juridiction de l'amiral.

César de Vendôme devint gouverneur de Bretagne en 1598. Ses lettres de provision portaient qu'il jouirait des mêmes honneurs, prérogatives, pouvoir et droits d'amirauté que ses prédécesseurs (12). Mais l'amiral de France amiral de Bretagne ne se jugea pas battu, aussi le conflit se poursuivit-il. Le gouverneur, le duc de Vendôme, était naturellement le plus acharné, allant jusqu'à faire emprisonner un infortuné capitaine flamand, Ruskin, qui, après avoir obtenu de l'amiral des lettres de courses, voulait faire juger à la Table de Marbre de Paris un pirate turc pris sur les côtes de Bretagne. Pour croiser sur ces côtes, tous les capitaines corsaires durent avoir l'attache du gouverneur. Les successeurs du duc de Vendôme délivrèrent même des commissions en leurs noms et obligèrent les corsaires d'arborer en mer l'écusson de Bretagne.

Pendant ce temps-là, les Etats ressassaient leurs arguments : pas de comparaison possible entre l'amiral de France et celui de Bretagne — aucune juridiction particulière d'amirauté n'avait jamais existé dans la province. Les droits prétendus par l'amiral y étaient domaniaux.

Le Parlement, lui, luttait plus spécialement contre toute tentative de création de tribunaux maritimes. Les lettres de nomination des amiraux de France amiraux de Bretagne furent enregistrées avec réserves (13). La résis-

amiraux de Bretagne n'avaient jamais été que des chefs transitoires nommés pour telle ou telle expédition. — Les gouverneurs représentants des rois successeurs des ducs avaient toujours en toute autorité en Bretagne, et avaient fait trancher les causes maritimes par les juges ordinaires à la satisfaction générale. — Le commerce serait ruiné par les nouvelles lettres qui « altéraient l'état ancien et privilégié de la province » au point de vue militaire et judiciaire.

(11) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1487.

(12) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1639.

(13) « Sans que l'impétrant puisse rien entreprendre au préjudice des privilèges du pays de Bretagne ni du commerce public, ni prendre autre devoir que les anciens et accoutumés et sans qu'il puisse tirer

tance de la Cour fut cependant plus faible. Elle laissa enregistrer de nombreuses commissions pour armer en course délivrées par l'amiral, et des jugements de bonne prise rendus par l'amirauté.

Quant au roi, il confirmait les privilèges bretons et les attributions du gouverneur (1609-1611-1615) sans pour autant mettre fin à la lutte.

3^e période : réunion des deux fonctions sur une seule tête. En 1626, les charges d'amiral de France et d'amiral de Bretagne furent supprimées. Cette disparition cadrerait avec le caractère passager de l'institution dans la province. Au profit du Cardinal de Richelieu on érigea un office de Grand Maître, Chef et Surintendant de la Navigation et du Commerce de France, analogue d'ailleurs à la charge supprimée. Le Parlement enregistra ses lettres patentes avec les restrictions devenues traditionnelles (14). Bientôt il se produisit de nombreux tiraillements entre la province et le cardinal qui délivrait même pour la Bretagne congés et passeports, percevait des taxes, voulait abolir l'antique droit de bris et naufrage, etc., bref intervenait sans droits dans les coutumes bretonnes concernant les choses de la mer. Le Parlement faisait des difficultés pour enregistrer; les Etats protestaient, s'opposaient. Le Cardinal eut alors une idée fort habile : concilier les deux charges ennemies, en les fusionnant entre ses mains, et se fit nommer gouverneur de Bretagne (15). Un moment, il parut céder devant le Parlement et accepter la solution moyenne qui ne modifiait pas la compétence maritime des juges ordinaires mais les obligeait à prendre près de lui des lettres d'attache et à tenir des registres séparés. Mais peu après l'édit de Saint-Germain (novembre 1640) créait sept sièges de l'amirauté

ni convenir les habitants de ce pays hors icelui, ni établir aucun siège juridiction, ni officiers pour le fait de l'amirauté dont la connaissance demeurera aux juges royaux des lieux comme par le passé » (D. Morice, Preuves, T. III, col. 1551).

(14) A. I. V. B reg. 148, f^o 36. Ces lettres ordonnent aux juges de tenir des registres distincts pour les causes maritimes, mesure qui ne fut pas exécutée.

(15) Histoire de B., T. V, par Pocquet, p. 401 à 405.

en Bretagne. La connaissance des causes maritimes fut retirée aux juges ordinaires, et le Surintendant de la Navigation nommait les nouveaux officiers. Après avoir protesté et rappelé leurs droits, les Etats baissèrent pavillon et consentirent la nouvelle mesure (16). Celle-ci n'eut pas le temps d'être exécutée. Le Cardinal mourut trois ans plus tard. Les Etats demandèrent suppression des sièges d'amirauté, ce qui leur fut accordé.

Entre les titulaires des fonctions désunies, la lutte reprit. Etats et Parlement soutenaient toujours le gouverneur, au nom des droits bretons. Ce fut à la demande expresse de l'assemblée (17) qu'en 1647 Anne d'Autriche, déjà surintendante du commerce et de la navigation, fut nommée gouverneur de Bretagne, solution inaugurée par Richelieu et qui ramena la paix.

Anne d'Autriche se démit de la charge de Surintendant de la Navigation. Le duc de Vendôme l'y remplaça, mais il n'acquit aucun droit sur la Bretagne, où la reine conserva toutes les prérogatives du gouverneur.

A sa mort, le duc de la Meilleraie lui succéda comme gouverneur de 1666 à 1669 et eut quelques démêlés avec l'amiral de France. Cette charge avait été en effet rétablie et son titulaire, le duc de Beaufort, voulut aussitôt placer la Bretagne sous sa coupe. Les frictions continuèrent entre gouverneurs et amiraux successifs. Plus d'une fois les droits bretons furent violés.

Pour tout faire cesser définitivement, on dut revenir à la seule formule possible : le cumul des charges de gouverneur de Bretagne et d'Amiral de France. Et même depuis 1718 tous les contrats portèrent que le nom d'Amiral de France serait employé avec le nom du Gouverneur de Bretagne comme Amiral dans l'étendue de cette province.

Le problème ainsi résolu en fait, on put reconnaître d'une façon catégorique les droits de la Bretagne. Un

(16) A. I. V. C 2653, 24 décembre 1640.

(17) A. I. V. C 2654.

arrêt du Conseil d'Etat du 30 mai 1701 déclara formellement qu'en Bretagne le gouverneur devait exercer les prérogatives de l'amirauté. Les Etats furent fort contents de cette décision.

Le pouvoir central n'avait pas lieu d'être moins satisfait. L'arrêt était sans grand intérêt pratique depuis le cumul des fonctions. De plus, une nouvelle réglementation était intervenue dans le domaine maritime avec l'ordonnance de la marine de 1681, supprimant toute différence entre la Bretagne et le reste de la France. Organisation et impôts étaient devenus similaires. Enfin depuis 1691, la juridiction maritime spéciale s'était définitivement implantée dans la province. Les mêmes sièges d'amirauté que dans tout le royaume appliquaient les mêmes lois avec la même procédure. Mais la justice n'était pas rendue au nom de l'amiral. Les privilèges étaient saufs.

II. — LES ETATS

L'assemblée des gens des trois Etats du pays et duché de Bretagne était le deuxième organisme politique principal, lors de l'indépendance. Devenue à l'Union gardienne des libertés bretonnes, on pense bien que cette assemblée veilla tout spécialement à ce que rien ne fût changé à ses propres constitution et prérogatives « fors en la manière « accoutumée par les Rois et Ducs ».

Petits Etats

L'habitude de réunir des « petits états » composés de membres choisis pour leur docilité aux demandes royales faillit, à la fin du xvi^e s., ruiner « l'autorité des légitimes assemblées ». Le roi y recourait pour obtenir un semblant de consentement à quelque levée extraordinaire. En soi, elles n'avaient rien d'anormal : le roi était bien libre de solliciter les conseils de qui il voulait. La France connaissait de semblables assemblées restreintes, qui n'étaient pas

des Etats Généraux. Mais il est évident que ce n'était pas à de telles assemblées que le traité de 1532 avait confié le soin d'entériner toute levée d'impôt, ou toute innovation à l'ancien état de choses.

Dans les registres des tenues, il n'est pas question de petits états avant 1571. Après cette date, il y en eut presque tous les ans jusqu'à la fin du xvi^e s. Toutefois ceux qui furent réunis par Henri IV au début de son règne étaient autorisés par les Etats ordinaires qui ne pouvaient se tenir à cause des troubles. Pour les autres, l'assemblée régulière réclamait de son mieux, les qualifiant de « moyen nouvellement excogité pour, sous le nom des Etats, anéantir » leurs délibérations et autorité (18). Le roi, par l'article 13 de l'édit de 1579, promit qu'il ne ferait aucune levée sans convoquer les Etats ordinaires. Mais, en cas d'urgence entre deux termes, il recourrait cependant à des Etats extraordinaires.

L'apparition d'un don gratuit régulièrement voté et remplaçant les levées extraordinaires ôta toute raison d'être aux petits Etats, qui cessèrent (19).

Clauses insérées dans la Commission Générale

La commission générale était l'acte par lequel le roi expliquait aux Etats ses besoins et ses demandes. Dans celle de 1629 on inséra une défense à l'Assemblée de faire des gratifications (20). Peu après s'y ajouta une autre clause lui imposant une partie du paiement des postes. Elle jugea que ces deux clauses tendaient à restreindre sa liberté et préjudiciaient à ses droits, et elle s'y opposa énergiquement. Chaque année, on délégua à plusieurs membres des Etats le soin d'examiner si la nouvelle commission générale respectait les traditions. Au cas où l'on y

(18) A. I. V. C 2641, décembre 1576.

(19) Ceux de 1626 furent dus au fait que les Etats s'étaient séparés sans avoir voté le don gratuit.

(20) Les Etats avaient déjà enregistré un arrêt du conseil de 1624 portant cette interdiction.

trouvait les deux clauses les commissaires étaient priés de la réformer, ce qu'ils faisaient parfois. Ils promettaient toujours de ne plus les insérer à l'avenir. Elles se trouvèrent cependant dans les commissions de 1630, 1636, 1638, 1640, 1643, 1645, 1647, 1653, 1667, 1669, 1671, 1675 1705 (21).

Infractions aux Privilèges des Membres des Etats

Pendant les tenues, les membres des Etats jouissaient de certains privilèges analogues à ceux des parlementaires sous la III^e République. « Rien ne serait plus contraire à « la bonne foi et à l'équité que d'inviter des personnes à « une assemblée et même les obliger de s'y trouver tandis « qu'on se réserverait le pouvoir de les faire arrêter ou « qu'on permettrait aux autres d'attenter à leur liberté. Il « a donc été sagement établi qu'aucuns membres des Etats « ne pourraient être arrêtés pour quelque sujet que ce fût « pendant la tenue des Assemblées... » (22). Furent cependant emprisonnés au cours des sessions, les sieurs de la Garenne et de la Heusselaie (23) (1595), de la Varière (1597), de la Jallière (1632) (24), Jacques Daillon, s^r de la Glanderie (1637). Les Etats purent faire libérer quelques-uns de ces prisonniers, et finirent par obtenir que le roi fit défense d'arrêter tout membre de l'assemblée non seulement pendant la tenue, mais encore quinze jours avant et quinze jours après (25). Mais le sieur de Kersa-

(21) Les Etats, dans la crainte d'une innovation préjudiciable, voulaient d'ailleurs que ces commissions fussent rigoureusement semblables que possibles, aux anciennes, et spécialement à celle de 1624, dont ils remettaient à chaque fois un exemplaire aux commissaires du roi.

(22) D. Morice, Preuves, T. III, p. XX.

(23) A. I. V. C 2644, 25 nov. 1595.

(24) A. I. V. C 3126.

(25) A. I. V. C 3132. Le 21 avril 1671, une déclaration étendit la même sur séance aux affaires et procès des membres des Etats. Mais la Chambre royale du Domaine et la Chambre de Réformation de la Noblesse assignèrent les gentilshommes pendant la tenue de 1673. (Histoire de B., T. V, par Pocquet, p. 465).

laün fut encore emprisonné au cours de la session de 1663 (26).

Mesures destinées à gêner l'action des Etats

Une fois réunis, les Etats avaient à consentir au roi les subsides qu'il désirait et à examiner toutes les innovations qui s'étaient produites depuis la dernière session, afin d'obtenir révocation de celles qu'ils jugeaient inopportunes ou préjudiciables. L'exercice de cette fonction fut grandement troublé lorsqu'en septembre 1672 un arrêt du Conseil défendit au Parlement de communiquer aux Etats les Edits qu'on lui présentait pour l'enregistrement.

Les droits des Etats reçurent un nouveau coup lorsque la déclaration de février 1673, comme on l'a expliqué (27), vint bouleverser l'ancienne procédure de l'opposition à l'enregistrement des édits, déclarations, lettres patentes, etc. (28).

Mesures restreignant le libre arbitre des Etats

Fallait-il s'opposer à telle décision gouvernementale ? accorderait-on les demandes royales ? Discuter ces problèmes remplissait les séances de l'assemblée bretonne, qui de toute évidence, devait pouvoir en délibérer librement. Or, la pression royale s'affirma parfois d'une façon contraire à cette liberté.

Les Etats ne pouvaient examiner une demande en toute indépendance lorsqu'on les menaçait de dissolution s'ils ne l'accordaient pas. C'est ce qui se produisit pourtant parfois : « Je dis à tous ceux que je vis que je ne croyais

(26) A. I. V. C 2657, 17 sept. 1665.

(27) Cf. supra, p. 38.

(28) Déjà une déclaration du 11 novembre 1578 avait paru vouloir restreindre l'exercice du droit d'opposition devant l'énergie résistante des Etats, le roi, par l'édit de 1579, avait dû leur confirmer ce droit.

« pas que lorsque le roi serait informé de ce procédé, S. M. jugeât à propos de laisser ici ses commissaires spectateurs inutiles des divertissements de Mrs des Etats, et que si le roi les séparait, l'on ne savait pas quand il lui plairait de les rappeler », écrit Colbert jeune à son frère (29). Et pourtant voici comment le Parlement appréciait en 1717 la séparation effective des Etats de Dinan. « Cet événement dont le temps passé ne fournit pas d'exemples change la forme du gouvernement de cette province et donne atteinte au Traité d'Union de la Bretagne à votre Courozne. C'est ce titre, sire, qui nous unit à la France, et s'il n'est pas permis de prévoir les dangereuses conséquences qu'il y aurait d'y toucher, il est toujours plus sage de les prévenir » (30).

Il y avait encore bien d'autres mesures illégales dont on les menaçait : on se passerait, par exemple, de leur consentement s'ils refusaient telle demande : ainsi en 1703, alors qu'ils hésitaient à faire un fonds pour les arrérages d'un emprunt (31). Ou bien on menaçait la province de lui envoyer 25 cornettes de cavalerie et 6 régiments d'infanterie si elle ne consentait pas à l'aliénation des impôts et billots. Cet argument fut irrésistible (1638) (32).

Quelques membres des Etats se signalaient-ils par leur résistance au gouvernement central ? Le gouverneur les avertit qu' « il saura les noms des turbulents »... « S. M. pourrait bien les traiter selon leur mérite » (33). Le duc de la Meilleraye était d'avis de résoudre les difficultés en emprisonnant ceux qui seraient contraires (34) et le duc de Chaulnes écrit à Colbert qu'on ne pourra que par des exemples redoublés d'autorité régler des esprits aussi opiniâtres (35). Ce même duc alla, ainsi qu'on le verra

(29) Depping, Correspondance adm. sous Louis XIV, T. I, p. 489.

(30) Du Bouëtiez de Kerorguen. Recherches sur les Etats de Bretagne, p. 288.

(31) A. I. V. C 2661, 15 décembre 1703.

(32) A. I. V. C 2653, p. 323.

(33) Depping, Corresp. administrative sous Louis XIV, T. I, p. 489.

(34) Ibid., p. 483.

(35) Ibid., p. 532.

(36) jusqu'à entrer dans la salle des Etats et à interdire toute délibération qui ne porterait pas sur le don gratuit (37). L'intervention d'un commissaire dans l'ordre des délibérations était une infraction flagrante aux droits de la province.

Enfin si, malgré tout, quelque membre des Etats continuait trop ouvertement son opposition, on l'expulsait de l'assemblée, ce qui était certes le meilleur moyen de le faire taire. Aussi en 1657, alors qu'on discutait le montant du don gratuit, l'on s'aperçut un beau matin que l'abbé de Lanvaux n'était pas venu à la séance. Le héraut d'armes des Etats revêtit sa cotte blasonnée et, s'étant rendu au domicile du dit abbé, il y apprit que celui-ci avait été enlevé pendant la nuit. M. de la Meilleraye tira la morale de l'histoire : en faisant comprendre qu'il en agirait ainsi avec quiconque se permettrait de critiquer les ordres du roi. L'abbé de Lanvaux avait eu des mots assez vifs à propos d'un édit sur le domaine royal. Pour obtenir son retour les Etats durent payer 2 millions de don gratuit alors qu'ils en proposaient initialement 1.400.000. Etrange marché !

En 1673 on procéda à de semblables expulsions. « Les « Etats ont eu hier beaucoup d'empirement de se voir « refuser les offres qu'ils croyaient pouvoir faire à S. M. « Je fais dessein de chasser de l'assemblée deux gentils- « hommes qui ont aujourd'hui parlé avec le plus de cha- « leur ». Et en effet ces deux membres des Etats qui avaient « prononcé des discours trop pathétiques sur l'état « de la province » (38) furent mandés par le gouverneur qui les fit sortir de la ville dans son carrosse avec un officier et six gardes. La liberté de délibération était indubitablement violée.

En 1697, les sieurs Blouan, du Tiers et du Couëtly de la Noblesse furent expulsés de la même façon, mesure qualifiée d'utile « pour tenir les gentilshommes et le tiers

(36) Cf. p. 116.

(37) Depping, *op. cit.*, T. I, p. 531.

(38) Depping, *op. cit.*, T. I, p. 537. Il s'agit de MM. de Saint Aubin-Freslon et Duclos.

« dans les bornes plus étroites de soumission car ces deux ordres sont fort échauffés par un esprit de cabale » (39).

La composition du Tiers avait cependant été soigneusement étudiée de façon à le rendre inoffensif. Le roi avait d'abord exigé « que le député que la communauté de Nantes envoie avec le maire de la ville aux Etats de Bretagne soit choisi alternativement dans les bourgeois et les officiers de justice » (40). Cette mesure fut étendue à toute la province par ordonnance du 6 juin 1667; « or donne S. M. que toutes les communautés de ladite province ne pourront envoyer plus d'un député aux Etats (excepté celles de Rennes et de Nantes) et qu'un syndic ou habitant ayant été nommé pour une tenue d'Etats, en l'Assemblée suivante un officier soit député » (41). Les Etats n'agréèrent nullement cette modification. Ils en demandèrent la révocation et adressèrent un mémoire aux commissaires, réclamant le retour à la liberté d'autrefois (42). Même chose en 1669, toujours sans résultat.

Tant d'infractions répétées finirent par modifier complètement le caractère de l'Assemblée bretonne. On lui extorquait son consentement quand on ne s'en passait pas. Elle devint une machine à dire oui, à émettre protestations et vœux dont nul ne se souciait, et à racheter. Heureuse encore si dans le dernier cas on ne la trompait sur l'étendue de la transaction, lui laissant croire qu'elle rachetait des édits que l'on était décidé à maintenir, comme en 1675, ou recréant ce qu'elle venait de racheter.

§ II. — Institutions administratives

Ces institutions elles non plus ne demeurèrent pas toujours telles qu'en 1532. Plusieurs créations ou modifica-

(39) Letaconnoux : Les Relations du pouvoir central avec la province de B., p. 53.

(40) Boislisle, Corresp. administrative sous Louis XIV, T. I, p. 401.

(41) Du Bouëtiez de Kérorguen, Recherches sur les Etats de Bretagne, T. I, p. 69.

(42) A. I. V. C 2657, 7 octobre et 6 novembre 1667.

tions se produisirent sans les conditions nécessaires : consentement des Etats et enregistrement aux Cours Souveraines (43).

Grand Maître des Eaux-et-Forêts

Ainsi, à la fin du xvi^e s., « quelque particulier, par im-
« portunité ou par surprise » obtint un édit réunissant la
Grande Maîtrise des Eaux et Forêts de Bretagne à celle
de l'Anjou, du Maine et de la Touraine. Le sieur de Fon-
tenay, Grand Maître dans ces trois provinces, prétendit
aussi l'être en Bretagne (44). Les Etats résistèrent et fini-
rent par obtenir que le Grand Maître et Général Réfor-
mateur des Eaux et Forêts de Bretagne fût maintenu sui-
vant son ancien grade et établissement sans être subor-
donné au Grand Maître de Touraine (45).

Précurseurs des Intendants

La création d'un nouveau rouage administratif tel que
l'intendant ne s'opéra pas sans difficultés (46). Avant son
installation définitive, différents personnages envoyés par
le roi intervinrent à plusieurs reprises dans l'administra-
tion bretonne, munis de commissions d'une portée variable.

Un nommé Maupeou eut ainsi à s'occuper d'un certain
nombre d'affaires, à la fin du xvi^e s. Il eut des démêlés
avec le Parlement où il n'avait pas fait enregistrer sa com-
mission comme il l'aurait dû.

Le maître des requêtes Trelon fut chargé de « faire
recherches des levées des deniers employés durant les
troubles ». Il se mit à tracasser les agents fiscaux pour obte-

(43) L'établissement forcé de nouveaux offices tant d'administra-
tion que de justice pourrait trouver sa place dans ce paragraphe et
le suivant. Voir p. 146 les raisons qui ont fait ranger cette catégorie
d'infractions au Chapitre III.

(44) A. I. V. C 146; C 2642, p. 94, 372, 420, 472.

(45) A. I. V. C 3477.

(46) Voir Canal, Origines de l'Intendance de Bretagne.

nir et vérifier les pièces de leur comptabilité et leur infligea des amendes recouvrées par des huissiers et sergents poitevins. Les Etats s'en plaignirent en 1603. Mais le roi refusa de rappeler son agent avant qu'il n'eût terminé sa besogne, ce qui d'ailleurs ne tarda guère.

Des personnages analogues, tels que Turquant, Lefranc, Machault, d'Etampes de Valançay ne soulevèrent pas l'opposition des Etats. Mais le Parlement tâchait d'entraver (47) leurs agissements, ne perdant pas une occasion de manifester son hostilité à leur égard. Il protestait lorsqu'ils présentaient leur commission à l'enregistrement, protestaient encore bien plus lorsque, cas beaucoup plus fréquent, ils ne les présentaient pas, ce qui aggravait les nombreux abus de pouvoirs qu'ils commettaient, intervenant résolument dans le jeu des institutions bretonnes (48).

Les autres provinces étaient déjà toutes munies d'un intendant de police, justice et finance, installé d'une façon permanente, et l'on se décida à en introduire un en Bretagne. En vue de se concilier tout le monde et surtout le Parlement qui paraissait devoir être le principal adversaire, on choisit un Breton membre de cette Cour : Coëtlogon de Méjusseume. Sa commission de deuxième commissaire royal à la tenue de 1647 lui donnait le titre d'intendant. Les Etats enregistrèrent cette commission, en spécifiant que « la qualité d'intendant de la justice, police » et finance en cette province, attribuée à M. de Méjusseume... ne pourra nuire ni préjudicier aux droits, « franchises et libertés de la province » (49). Mais le Parlement, plus menacé par ce nouvel agent, fut aussi plus énergique. Sans se croire lié par l'acceptation des Etats, il menaça Coëtlogon de lui supprimer sa charge de conseiller s'il conservait le titre et les fonctions d'intendant (50). Coëtlogon dut revenir exercer sa charge au Parle-

(47) Histoire de Bretagne, T. V, par Pocquet, p. 416.

(48) A. I. V. B registres secrets n° 100, f° 24 V°.

(49) A. I. V. C 2654, p. 249.

(50) A. I. V. B registres secrets 188, p. 91.

ment qui l'avait rappelé, lui interdisant ainsi pratiquement toute activité extra-judiciaire. Puis le 21 octobre 1647 la Cour arrêta d'examiner sa commission d'intendant et de lui faire déclarer qu'il ne prétendait pas « prendre ladite « qualité ni en faire aucune fonction, faute de quoi... y « sera pourvu comme il appartiendra » (51). La riposte fut énergique. Cet arrêt ainsi que les autres rendus sur cette affaire furent annulés par le Conseil qui ordonnait que Coëtlogon fût reconnu en Bretagne comme intendant de justice, police et finances et défendait de le troubler dans ses fonctions (52). Cinq conseillers du Parlement furent en outre appelés à Paris par lettres de cachet.

Le Parlement ne se laissa pas faire. Le 10 décembre, il décida que « très humbles remontrances seront faites au « roi sur la conséquence dudit arrêt, préjudiciable au bien « de son service, au repos et tranquillité de ses sujets, qui « tend à l'anéantissement et subversion totale de la jus- « tice, dégrade les magistrats de l'autorité que S. M. leur « a commise, est contraire aux privilèges » de « cette pro- « vince... ». Les cinq conseillers vaquèrent à leurs habituelles occupations (53). Des députés furent envoyés pour expliquer l'attitude du Parlement au roi et à la reine, prouvant l'inutilité des intendants (54). On écrivit au chancelier, au gouverneur, au duc d'Orléans et à Condé pour obtenir leurs bons offices. Il y eut des tractations de part et d'autre. Le temps s'écoulait. La Fronde allait commencer. L'arrêt d'Union eut lieu le 13 mai 1648 et la suppression des intendants figurait au programme des revendications formulées par les Parlements. Finalement, le 6 juillet tous les intendants furent supprimés, sauf six d'entre eux. Celui de Bretagne n'était pas maintenu. On déchargea les conseillers appelés de l'obligation d'aller à Paris, et la déclaration du 6 novembre 1648 révoqua la commission de Coëtlogon. Celui-ci ne put reprendre sa place à la Cour

(51) A. I. V. B registres secrets n° 189, p. 25 et 26.

(52) A. I. V. B registres secrets, n° 189, p. 47.

(53) A. I. V. B registres secrets, n° 189, f° 48 et 49.

(54) A. I. V. B Correspondance du Parlement, 24 décembre 1647.

qu'en renonçant définitivement aux fonction et qualité d'intendant de justice, police et finance en Bretagne. Il dut même renvoyer au chancelier l'original de sa commission. La Cour interdit à qui que ce fût de se qualifier d'intendant dans la Bretagne ou d'en exercer les fonctions (55).

Le Parlement aurait-il dû nécessairement vérifier cette commission puisque les Etats l'avaient eux-mêmes fait ? L'on sait que tel était le point de vue de l'Assemblée, mais que cette question ne fut jamais tirée au clair. Quoi qu'il en soit, pour être légalement admis en Bretagne, tout acte y introduisant quelque innovation devait être enregistré par la Cour. Ce ne fut pas le cas de la commission de Coëtlogon, aussi son activité en tant qu'intendant peut être considérée comme en dehors des conventions établies en 1532.

Après l'échec de cette tentative, le roi n'en continua pas moins à envoyer dans la province des agents extraordinaires. Ils y procédaient à des enquêtes, réprimaient des abus, instruisaient et tranchaient certaines affaires, dessaisissaient plus ou moins les rouages réguliers. Ainsi agirent entre autres les sieurs du Moulinet, qui parut à trois reprises en Bretagne; de Ribeyre, en 1688, et surtout Béchameil de Nointel, chargé de nombreuses missions de 1679 à 1682. Etats et Parlements laissèrent faire, même Nointel qui multiplia cependant les ingérences, mais c'était après 1675 : la Cour se trouvait en exil, et l'assemblée impuissante (56).

Au moment où le gouverneur de Bretagne était éloigné de sa province et ses pouvoirs militaires transférés à un commandant en chef, ses pouvoirs civils lui furent enlevés et attribués au sieur de Pommereu (1689). Ce personnage

(55) A. I. V. B registres secrets, n° 192, p. 70. Satisfait alors, le Parlement de Bretagne se mêla si peu à la Fronde que ses députés suivirent la Cour à Saint-Germain. Toute la province conserva d'ailleurs un admirable loyalisme.

(56) Toutefois, les Etats avaient réussi à empêcher ces agents, et Nointel en particulier, de devenir permanents (Saint Simon, Mémoires, T. IV, p. 16, cité S. Canal, op. cit., p. 150). Et en 1681, les Etats tentèrent de s'opposer à une partie des pouvoirs attribués à Nointel par sa commission. Ce fut en vain (A. I. V. C 2659, p. 115 V°).

ne porta jamais d'autre titre que celui de commissaire départi pour exécuter les ordres du roi. En fait, il exerça toutes les prérogatives d'un véritable intendant. Ni les Etats ni le Parlement ne tentèrent la moindre opposition (57).

Chambre des Comptes

Dès 1552, le roi voulut modifier la physionomie traditionnelle de la Chambre des Comptes de Bretagne et la rendre semblable à celle de Paris. Mais les lettres qu'il envoya dans ce but restèrent sans effet (58). L'idée fut reprise quatre ans plus tard et trois officiers de la Chambre des Comptes de Paris arrivèrent à Nantes. Leurs lettres de commission portaient qu'ils devaient réformer la Chambre de Nantes à l'instar de celle de Paris. Les officiers de la Chambre bretonne protestèrent très violemment contre cette assimilation et contre tout essai de réglementer la Chambre autrement qu'elle ne l'avait été par les Ducs. Le règlement fut fait cependant. Mais quand les commissaires parisiens voulurent le publier en la Chambre, les Auditeurs sortirent, les laissant seuls avec les deux Présidents et les Maîtres. Malgré tout, le Conseil, devant lequel la Chambre s'était pourvue, approuva le règlement en octobre 1557. On ignore ce que pensèrent les Etats (59).

Une assez longue contestation s'éleva dans la seconde moitié du xvi^e s. entre Etats et Chambre des Comptes pour la reddition des aveux et le renouvellement des hommages et serments de fidélité. La Chambre avait obtenu que ces formalités eussent lieu devant elle à chaque mutation, ce que les Etats jugeaient « chose inusitée » (60), réclamant qu'on ne violât pas les privilèges bretons et qu'on

(57) Le Parlement demanda dans ses remontrances de 1715 la suppression de l'intendant et le retour à l'état antérieur (A. I. V. B 71).

(58) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes de B., p. 74.

(59) Ibid., p. 75 et suiv.

(60) A. I. V. C 3145.

(61) C'est-à-dire devant les juges ordinaires. A. I. V. C, 2642.

revînt à l'ancienne forme (61). Un accord finit par intervenir au cours du xvii^e s. (1613 et 1647) (62).

Louis XIV porta un sérieux coup à la Chambre de Nantes, lui enlevant une partie de ses attributions pour les donner à une juridiction nouvellement créée : le bureau des finances (1694) (63). Ce bureau devait, selon la déclaration royale, « veiller à la conservation de notre domaine, « avoir l'administration et direction d'icelui et de toutes « nos autres finances ordinaires et extraordinaires, des « ponts, chaussées et autres ouvrages publics, grande et « petite voirie, faire exécuter les états de nos finances, « domaines, levées et autres, arrêtés en notre conseil.

« Recevoir ainsi que notre Chambre des Comptes la loi « et hommages que sont tenus de nous faire ceux qui possèdent des fiefs et terres nobles et les aveux et dénominations ». Or, la Chambre des Comptes était compétente en toutes ces matières depuis l'époque ducal ! Malgré leur abaissement, les Etats ne laissèrent point passer sans réclamations une mesure qui créait une institution administrative nouvelle et en défigurait une ancienne (64). A ces remontrances se joignirent celles de la Chambre elle-même. Le pouvoir central finit par revenir sur sa décision en 1700 seulement. Les gens des Comptes durent rembourser tous les offices du bureau supprimé (65).

Chambre des Eaux-et-Forêts et Chambre du Domaine

Par un édit de janvier 1664 le roi institua une Chambre Souveraine des Eaux, Bois et Forêts en Bretagne (66) pour faire restituer aux gentilshommes les bois du do-

(62) A. I. V. C 3724, 3726, 3728, 3730.

(63) De Fourmont, Hist. de la Chambre des Comptes, p. 194.

(64) A. I. V. C 2660, remontrances de 1695, 1697, 1699.

(65) Un édit du 11 avril 1713 enleva à la Chambre d'anciens privilèges remontant aux ducs, tels que l'exemption du droit de lods et vente, quints et requients, rachats et autres droits seigneuriaux (ils avaient déjà été supprimés en 1667 puis rétablis en 1669). Les Etats n'intervinrent pas. La Chambre allégua en vain l'ancienneté de ses droits, mais dut enregistrer.

(66) A. I. V. C 3677.

maine royal qu'ils s'étaient appropriés, délimiter d'une façon exacte les triages et les cantons et juger les délits forestiers. Le Parlement enregistra cet édit sous certaines réserves. Mais les Etats, eux, réclamèrent aussitôt : 1° La révocation de cette chambre; 2 °Une déclaration du roi portant qu'à l'avenir il n'en serait établi aucune sans le consentement exprès des Etats et la vérification des Cours Souveraines; 3° La révocation d'une commission que la Chambre avait fait exécuter au sujet des îles de la Loire; 4° Enfin la restitution aux particuliers des triages et afféagements dont ils avaient été dépossédés (67). Le contrat de 1665 supprima cette chambre moyennant une forte augmentation du don gratuit (68).

Une Chambre royale du domaine fut créée en novembre 1673 pour rechercher les empiètements commis par les particuliers aux dépens du domaine royal, et faire réintégrer les usurpations. Les Etats s'élevèrent aussitôt contre cet organisme nouveau, refusant de l'approuver. « Quant « à la Chambre du domaine, on peut dire que pour « 200.000 l. peut-être qu'il pourra en revenir au roi de « cet édit, il en coûtera plus d'un million aux particu- « liers; mais ce qui me confirme davantage la peine que « leur (aux Etats) fait cette recherche, c'est... qu'en por- « tant leurs plaintes ils font voir un désir commun de sub- « venir par d'autres voies aux besoins pressants et de « faire tous les efforts possibles pour satisfaire S. M. » (Chaulnes au contrôleur général, le 3 décembre 1673) (69). Cette Chambre, à propos de laquelle le gouverneur lui-même s'exprimait en ces termes, fut comprise dans le nombre des innovations dont les Etats obtinrent suppression moyennant 2 millions, en 1673. Mais tandis qu'avec une mauvaise foi évidente (70) le gouvernement remettait en vigueur une partie des édits rachetés, il ne fit pas revivre ceux qui atteignaient la noblesse, plaçant

(67) A. I. V. C 2657, 21 et 25 août 1665.

(68) A. I. V. C 3151.

(69). Cité par de Carné, Les Etats de Bretagne, T. I.

(70) De Carné, Les E. de B., T. I.

ainsi cet ordre dans une situation fausse au moment de l'insurrection. Or, la nécessité de la Chambre de domaine, ainsi que de celle des eaux et forêts, était indéniable. L'attitude des Etats refusant d'y consentir, exigeant leur suppression et la faisant payer par ceux-là mêmes qui souffraient des usurpations, ne forme pas une belle page de leur histoire.

Municipalités

« Véritables républiques, régies par des coutumes particulières dont la tradition verbale est malheureusement le seul code, les villes libres de Bretagne gardent leur physionomie et leur vie propre, dans cette fédération si intime et si profonde qui fait la force du duché; c'est la décentralisation la plus absolue au sein de l'unité politique la plus compacte et la plus dévouée » (71). François I^{er} s'était engagé à conserver leurs privilèges aux villes, lieux et communautés d'iceux pays et Duché, voulant que d'iceux ils jouissent dorénavant ci-après perpétuellement et toujours » (72). La ville de Rennes avait antérieurement fait l'objet d'un article dans le traité entre Charles VIII et Anne le 15 novembre 1491. « Item que tant les gens d'Eglise que les séculiers de la dite ville de Rennés seront gardés et entretenus en leurs anciens privilèges, libertés et franchises accoutumées » (73).

Henri IV essaya de restreindre les libertés municipales (74). Nantes lui donna du fil à retordre (75). Il renouvela le personnel de la mairie sans suivre le mode normal. Il changea les règles présidant au choix des maire, sous-

(71) Ropartz, cité par du Bouetiez de Kerorguen, *Recherches sur les Etats de B.*, T. I, p. 92.

(72) D. Morice, *Pr.*, T. III, col. 1000.

(73) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 770.

(74) S. Canal. *Origines de l'Intendance en B.*, p. 46. Les Etats avaient déjà en 1574 demandé l'abrogation des offices de juges, consuls, maires et échevins de Nantes et le retour à l'ancienne constitution nantaise : *A.*, I, V, C 2641, p. 186.

maire et capitaines des compagnies bourgeoises. A Rennes, il se mit à nommer lui-même les échevins (76). Les Etats protestèrent.

Ces efforts centralisateurs furent vains, et les villes de la province retournèrent à leurs anciennes coutumes (77). De même les édits rendus pour les villes du royaume ne furent jamais enregistrés en Bretagne (78).

Louis XIV, par ses édits fiscaux qui créèrent tant d'officiers, troubla profondément l'aspect des municipalités bretonnes. Les Etats luttèrent vainement contre ces innovations, dont le but à peine caché était de remplir le trésor. C'est uniquement à propos de ces offices nouveaux que les Etats essayèrent de s'opposer aux réformes municipales qui eurent lieu à la fin du xvii^e s. (79). Ils admirèrent sans murmurer les autres mesures qui transformèrent l'aspect administratif des villes, aussi bien en Bretagne que dans le reste du royaume.

Tous les offices créés sur les villes furent abolis en 1714, mais elles durent rembourser les acquéreurs. Les constitutions municipales redevinrent à ce point de vue ce qu'elles étaient avant 1690 (80).

Un problème un peu particulier se posa à propos des comptes des villes. L'usage breton traditionnel voulait qu'ils fussent rendus tous les ans uniquement devant les juges de chaque localité (81). Cependant un édit d'août 1560 leur en enleva la compétence pour l'attribuer à la Chambre des Comptes. Les Etats n'entérinèrent pas cette innovation et demandèrent qu'il fût « interdit à la Cham-

(75) S. Canal, op. cit., p. 65.

(76) De Carné, Les E. de B., T. I, p. 225 et 255.

(77) Dupay, Etudes sur l'Administration municipale en Bretagne au xviii^e siècle, p. 37.

(78) Du Bouetiez de Kerorguern, op. cit., T. I, p. 89.

(79) Cf. infra, p. 170.

(80) A. I. V. C 238.

(81) « Que les comptes des deniers des villes soient rendus par devant les capitaines juges et aux maisons communes des dites villes, les procureurs de S. M., à ce appelés tout ainsy qu'ils ont fait cent ans et plus et comme François II avait ordonné sur les plaintes des habitants des villes; ce privilège est certain ». (A. I. V. C 2640, remontrances de la session ordinaire de 1572).

« bre des Comptes de connaître des deniers communs et
« d'octroi des villes et communautés » et qu'on revînt à
l'ancien système (82). Un arrêt du 20 janvier 1576 vint
maintenir la modification; toutefois les miseurs n'étaient
obligés d'aller à la Chambre que tous les trois ans. Les
corps des villes en connaissaient entre temps. Peu de mi-
seurs obéirent, et l'on dut prendre des sanctions à l'égard
des récalcitrants. Aussi de nouvelles lettres de novembre
1572 édictèrent d'une façon plus nette l'obligation de ren-
dre les comptes devant la Chambre de Nantes (83). Ce
qui ne musela nullement les Etats. En 1586, ils protestaient
toujours. La connaissance de ces comptes fut définitive-
ment enlevée aux corps de ville en 1690. Ils furent rendus
tous les deux ans devant le commissaire départi, et la
Chambre des Comptes les examinait ensuite. En même
temps les Etats perdirent tout droit de regard sur l'emploi
des deniers d'octroi et les comptes. Le clergé et la noblesse
s'élevèrent en vain contre cette innovation (84).

*
* *

Somme toute, les Etats ne s'opposèrent qu'à quelques
modifications administratives plutôt secondaires, à des
créations qui dissimulaient un but fiscal, ou risquaient de
léser certains intérêts particuliers dont ils se firent trop
facilement l'organe à cause de leur composition. Leur atti-
tude indifférente à l'égard d'un agent aussi centralisateur
que l'intendant prouve que le reste pouvait être oublié
lorsque ces intérêts-là étaient saufs.

(82) A. I. V. C 2640, p. 136, 226, 307, 334, 339, 373, 397.

(83) La ville de Quimper reçut même l'ordre de rendre ses comptes
devant la Chambre des Comptes de Paris. A. I. V. C 2640, p. 514.

(84) Kerhuel, Les Privilèges financiers de la Bretagne au xviii^e siècle,
p. 88.

§ III. — Institutions judiciaires (85)

Ces institutions comprenaient à la réunion un certain nombre de juridictions jugeant suivant la Coutume de Bretagne tous les litiges qui pouvaient s'y élever.

I. — JURIDICTIONS

Les rois avaient pris des engagements particulièrement nets à l'égard de ces juridictions. « Item que la justice « et sujets seront conduits au dit pays et duché de Bre- « tagne selon les styles, us et coutumes gardés et observés « ci-devant en icelui pays » (86) (Traité entre Charles VIII et Anne, 15 novembre 1491) (86). En plus de l'article 1^{er}, par lequel, ainsi qu'on l'a vu, Louis XII promettait de garder les Bretons en leurs droits, libertés, etc., « ...au fait « ...de la justice, comme Chancellerie, Conseil, Parlement, « Chambre des Comptes », l'article 8 de son traité de mariage avec Anne (janvier 1498) était ainsi conçu : « Item « que en tant que touche que nuls prévôts, capitaines, ni « autres n'aient juridiction fors les Chancellerie, Parle- « ment, Sénéchaux et autres ordinaires chacun en son « regard comme ils avaient au temps et du vivant des « dits feux Ducs nous sur ce voulons entendons accordons « et promettons de ainsi le faire en la forme accutumée « d'ancienneté » (87). « Confirmons... les dits privilèges, « exemptions, franchises et libertés ...dont ils ont ci-devant « joui en chacun des dits Etats et pareillement au fait et « administration de la justice... » (août 1532) (88) « ...et « que la justice soit entretenue en la forme et manière

(85) Voir note 43, p. 68, et aussi ce qui a été dit des juridictions maritimes, p. 55 et suiv.

(86) D. Morice, Preuves, T. III, col. 707.

(87) Ibid., coll. 814.

(88) Ibid., coll. 1.000.

« accoutumée c'est à savoir le Parlement, Conseil et Chancellerie, Chambre des Comptes, Assemblées des Etats, les Barres et juridictions ordinaires dudit pays » (89) (sept. 1532).

Le Parlement

Du Parlement, il y a peu de choses à dire. L'ancienne juridiction supérieure de la Bretagne, issue comme les Etats de la Cour féodale, avait été réorganisée en 1485 par François II, sous le nom de Grands Jours. Charles VIII retoucha ce Parlement en 1495 et il comprit autant de Bretons que de Français (90). On pouvait interjeter appel de ses décisions devant le Parlement de Paris. Cette Cour n'était pas souveraine, et les Bretons, une fois que leur réunion fut définitivement consommée, réclamèrent à cor et à cri un Parlement semblable à celui des autres provinces (91). Cette requête pourtant fort juste se heurta à la résistance du Parlement de Paris. Le roi écouta cependant les Etats et par édit de 1553 (92) supprima l'ancien Parlement des Grands Jours et institua une cour de justice souveraine, aux décisions inattaquables, sauf par voie de cassation, pour vice de forme, excès de pouvoir, ou mauvaise interprétation de la loi.

Le président et la moitié des conseillers ne devaient pas être originaires de la province (93). Ces non originaires

(89) Ibid., coll. 1010.

(90) Les parlementaires français devaient soutenir et développer l'influence et les traditions judiciaires françaises dans le duché et réduire les manœuvres éventuelles du particularisme breton (F. Saunier, *Le Parlement de Bretagne*, Tome I, p. XXXI).

(91) Jusqu'ici ils se sont continuellement très bien acquittés » de leurs devoirs, firent-ils remarquer « de sorte que en cela et en tout ce qui en dépend, n'y a pour cette heure aucune distinction » et « différence entre eux » et « les vrais régnicoles » (Cité par La Martinière, « Le Parlement de Bretagne sous les Rois de France », *Annales de Bretagne*, T. 36, 1924-25).

(92) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 1106.

(93) « Que le roi réforme l'édit de création du Parlement en ce qu'il interdit à l'avenir aux Bretons d'y exercer la charge de Président » dirent les Etats, « ce qui est chose dure et étrange pour gens unis à la couronne et toujours loyaux et obéissants ». Le roi accorda cette demande (A. I. V. C 3144).

recevaient des traitements supérieurs à ceux des Bretons. Les Etats déclarèrent que le maintien de cette différence entre Français et Bretons et l'interdiction pour ces derniers d'accéder à toutes les charges était contraire à l'Union par laquelle ils étaient devenus régnicoles aussi bien que n'importe quel habitant du royaume — qu'elle était cause que les Bretons se voyaient « notés d'insuffisance ou de peu de « fidélité » (94) — Que les troubles n'avaient été introduits et fomentés dans la province que par quelques-uns des non-originaux (95) — Que cette distinction faisait « dire aux rebelles que les Bretons ne sont pas vrais « sujets du roi », etc. (96). La distinction demeura cependant. Mais avec les sessions de plus en plus longues, les conseillers français durent abandonner toute autre fonction. Ils se fixèrent en Bretagne, se mêlèrent aux familles locales et furent assimilés. « Il n'y a au Parlement que « deux sortes de charges, celles qu'on appelle bretonnes « et celles qu'on appelle françaises... il n'y a aucune différence entre ces deux sortes de charges tant pour le « rang, privilège, honneurs et fonctions... il n'y en a que « dans les gages qui sont plus forts pour les uns que pour « les autres » (Lettre de l'intendant à M. de Fesques de Marigny, 8 nov. 1764) (97).

Au préjudice du Parlement fut créée en août 1581 une Cour des Aides composée de dix maîtres et conseillers de la Chambre des Comptes avec attribution de la connaissance du domaine. Les Etats durent payer 23.000 écus pour obtenir la disparition de cet organisme dont ils ne voulaient pas.

Le Parlement perdit pratiquement en 1675 son droit de remontrances qu'il avait hérité du Parlement ducal.

(94) A. I. V. C 2641, remontrances de 1578, 6^e article.

(95) En effet ceux-ci, qui devaient être les champions en Bretagne de l'unité française, abandonnèrent presque tous Henri IV pour suivre la dissidence de Mercœur, tandis que les Bretons restaient fidèles au roi.

(96) A. I. V. C 2641, p. 375, 514. C 2643, j. 41, 106, 226. C. 2644, p. 444, 674. C 2645, p. 563.

(97) A. I. V. C 2479.

Pas plus que les Etats, il n'était capable de la moindre résistance. Il lui fallut attendre la mort de Louis XIV pour récupérer ce droit.

Chancellerie

L'ancienne Chancellerie des Ducs, un moment transformée par Charles VIII, avait été reconstituée après sa mort par la reine Anne sous le nom de Chancellerie et Conseil de Bretagne. Les Etats s'étaient déjà plaints de « plusieurs « entreprises de juridiction » du conseil « sur les barres « royales et ordinaires » du pays (98) quand une ordonnance de 1539 en fit un prolongement du Parlement. Un édit de 1549 alla presque jusqu'à lui en donner la place. Chose grave, le roi ordonna à la Chambre des Comptes d'exécuter l'édit « sans qu'il soit besoin de faire lire et « publier au dit Parlement ». Le P.G.S. des Etats s'opposa à l'enregistrement par la Chambre, ce qui fait croire que l'assemblée de 1549 ne trouva pas à son goût cette illégalité (99). En fin de compte, le Conseil fut supprimé par l'édit de novembre 1552, peu de temps avant la création du nouveau Parlement (100). Cependant la Chancellerie subsista, amputée de ses pouvoirs judiciaires.

Depuis le temps des Ducs, il y avait en cette Chancellerie dix notaires-secrétaires. Mais le 14 juillet 1582 un contrat fut passé entre le roi et les notaires-secrétaires de France leur attribuant le sceau de la Chancellerie de Bretagne et supprimant les dix offices de notaires secrétaires bretons. Les Etats firent remarquer qu'il était illicite d'opérer ce changement sans leur approbation et demandèrent le retour à l'ancien état de choses (101).

(98) La Martinière : Le Parlement de B. sous les rois de France. Annales de Bretagne, T. 36, 1924-25).

(99) Ibid.

(100) D. Morice, T. III, Preuves, col. 1084.

(101) A. I. V. C 2641, p. 279.

Présidiaux

En mars 1552 furent créés en Bretagne cinq Présidiaux à Rennes, Nantes, Vannes, Ploermel et Quimper (102). Aussitôt réclamation des Etats (103). Accédant partiellement à leurs désirs, le roi supprima le siège de Ploërmel (août 1552), puis les abrogea tous en 1561. Mais l'édit de Moulins (1566) les rétablit malgré qu'en eussent les Etats.

Petites juridictions royales

Un certain nombre de petites juridictions avaient été réunies aux principaux sièges royaux en 1564 (104). Mais le roi modifia de nouveau les juridictions et les désunit sans l'assentiment des Etats (1576) (105). A leurs remontrances, il fut répondu que cette décision avait été faite sur des requêtes particulières présentées pour le bien des sujets. Le roi ne pouvait la révoquer sans rembourser les officiers établis dans ces petites juridictions, mais il autorisait les Etats ou les particuliers qui voudraient les rembourser à le faire.

Dans leurs remontrances de 1671, les Etats exposèrent que « par certains articles de l'ordonnance du roi sur
« les eaux et forêts, la prévention et concurrence en plusieurs cas, l'attribution privative en d'autres, est faite
« aux officiers des eaux, bois et forêts au préjudice des
« juges ordinaires et des seigneurs, contre l'article 389
« de la coutume qui donne connaissance de la chasse aux
« hauts justiciers et les articles 26 et 27 rejetant la prévention... » (106).

Cette même année ils taxèrent de préjudiciables aux juges royaux des lieux les articles 11 et 15 du titre I de

(102) Dom Morice, Preuves, T. III, coll. 1084.

(103) H. Sée, Les Etats de B. du xvi^e siècle, p. 46.

(104) D. Morice, Preuves, T. III, coll. 1346.

(105) A. I. V. C 2642, 1580 et 1587.

(106) A. I. V. C 2658, remontrances de 1671.

l'ordonnance criminelle. « Cette ordonnance change les
« fonctions et exercices des juges, attribuant aux prési-
« diaux la connaissance de plusieurs cas qui appartenaient
« aux autres juges et même aux juges des hauts justiciers
« comme le crime de rapt et enlèvement par violence, les
« faits de police et que l'on ne peut changer cet ordre
« ancien » (107).

Juridictions seigneuriales

Elles existaient à côté des barres royales et nous venons de les voir figurer ensemble dans des remontrances contre l'ordonnance criminelle (108) et celle des eaux et forêts.

En 1576 et années suivantes, les Etats se plaignirent qu'on forçât les seigneurs hauts justiciers à payer les instances criminelles en appel devant le Parlement, ce qui ne se produisait pas avant la réunion (109). Les commissaires leur donnèrent satisfaction en 1575 (110). « Cela
« semble raisonnable », répondit le roi sur le cahier.

En 1665, le gouvernement fit supprimer un grand nombre d'officiers des juridictions seigneuriales, ce qui ne fut pas au goût des Etats. Leur P.G.S., au nom des franchises bretonnes, s'opposa à l'enregistrement de cette réduction (19 août 1665).

La Chambre instituée en 1673 pour rechercher les justices usurpées leur plut encore moins. Ils montrèrent à ce sujet « beaucoup d'emportement » (111).

Ces protestations, quoique fondées en droit, sont certainement injustifiées. Beaucoup de ces juridictions seigneuriales étaient usurpées et celles qui ne l'étaient pas entraînaient de nombreux abus. Quant aux officiers de ces justices, leur multiplication augmentait les frais, leur

(107) Ibid.

(108) Les états sollicitèrent en outre l'abrogation des articles 25 et 26 de cette ordonnance, relatifs à la nourriture des criminels par les seigneurs hauts justiciers.

(109) A. I. V. C 2641, p. 385, 520).

(110) A. I. V. C 2642, p. 38.

(111) Depping, T I, p. 532, Chaulnes à Colbert.

esprit de chicane, les procès. Aussi ne peut-on approuver les Etats d'avoir placé les édits de juin 1665 et de 1673 au nombre de ceux qui furent rachetés pour 2 millions, et empêché ainsi d'utiles réformes.

*Action des précurseurs des Intendants
en ce qui concerne la Justice*

Les différentes juridictions bretonnes furent assez fréquemment troublées et même dessaisies par ces agents dont il a déjà été question et que le roi envoyait avec des pouvoirs assez étendus parfois, non seulement dans le domaine administratif, mais aussi dans le domaine judiciaire. Ainsi le sieur Machault, en vertu d'une commission qui n'avait pas été enregistrée, fit arrêter de nuit le conseiller Le Levier (112). Le Parlement interdit à Machault d'utiliser sa commission, en évoja en Cour des députés porteurs de remontrances (113). Le gouvernement rappela Machault qui, d'ailleurs, avait terminé sa mission en Bretagne.

Un personnage analogue, Lasnier, s'occupa en 1638 d'une affaire entre un monastère briochin et les frères de Kergrist. Puis il reçut des pouvoirs spéciaux à propos d'une bande de brigands commandée par quatre gentilshommes, les quatre frères Gouyon, qui ravageait la région de Saint-Cast. Lasnier devait les arrêter, instruire leur procès, les juger en s'adjoignant le nombre d'assesseurs voulus, et faire exécuter ce jugement malgré tout appel ou opposition. Interdiction était faite à tout tribunal, cour ou Parlement d'intervenir. Le tribunal de Lasnier jugeait donc souverainement. Il arriva qu'un complice des Gouyon fut appréhendé. Le sénéchal de Loudéac avait à peine commencé l'instruction que Lasnier lui enleva l'affaire, la jugea et fit exécuter le condamné. Prévenu par le Sénéchal, le P.G.:S. prit feu et flammes au nom des privilèges bre-

(112) F. Saunier, *Le Parlement de Bretagne*, p. 587.

(113) A. I. V. B registres secrets, n° 148, f° 9.

tons si ouvertement violés. Non seulement les Etats n'avaient consenti à rien, mais les Cours Souveraines n'avaient pas enregistré la commission de Lasnier. Le Parlement demanda la convocation de l'assemblée, fit aussi ses remontrances, et défendit d'exécuter les arrêts de Lasnier. Lui-même reçut l'interdiction de continuer ses agissements (114). Le gouvernement réagit violemment. Entre autres mesures sévères, l'arrêt fut cassé et on ordonna qu'il serait arraché des registres. Lasnier resta encore de douze à dix-huit mois en Bretagne (115). Tout au plus les parlementaires osèrent-ils en dire encore qu'« il leur a semblé qu'une confusion propre à annuler la justice ordinaire était contraire aux instructions du roi » (116).

Coëtlogon de Mejusseaume, que le pouvoir central voulait implanter en Bretagne comme intendant de justice, police et finance, jugea en dernier ressort plusieurs causes civiles et criminelles (117). Nous connaissons ses démêlés avec le Parlement et comment ils se terminèrent.

Charles Colbert (118) intervint lui aussi dans le fonctionnement de la justice en Bretagne, dessaisissant de nombreux tribunaux, mais sans soulever de protestations, semble-t-il (119).

II. — EVOCATIONS ET COMMITTIMUS (120)

Plus encore que par ces agents extraordinaires, que le roi envoyait en Bretagne et qui y préparèrent l'installation définitive d'un intendant, les juridictions bretonnes furent dessaisies par la pratique des évocations et du committi-

(114) A. I. V. B registres secrets, 170, p. 45.

(115) Canal, Origines de l'intendance en Bretagne, p. 93.

(116) Cité par Canal, op. cit., p. 96.

(117) D. Morice; Preuves, T. III, préface, p. XXIII.

(118) Entre temps étaient arrivés en Bretagne plusieurs personnages chargés plus particulièrement de juger telle ou telle affaire : en 1638 Laubardemont, en 1652 Vilayer par exemple.

(119) Canal, op. cit., p. 151.

(120) Voir aussi infra les évocations en matière d'indult, p. 220.

mus (121). Les chartes bretonnes n'étaient pas muettes à ce sujet. Charles VIII déclara ne pas vouloir que les Bretons fussent « traités ni convenus en première instance « ailleurs que pardevant les juges dudit pays et duché de « Bretagne de barre en barre, ainsi qu'ils ont été d'ancienneté et que si aucuns par committimus par privilège « des Universités ou autrement s'efforçaient de faire le « contraire, que aux exécuteurs d'iceux ne soit obéi » (122) (7 juillet 1492).

« Item que en dérogeant aux droits, libertés et prééminence de notre dit pays de Bretagne èsquels nous avons « voulu maintenir nos sujets de Bretagne depuis que ledit « pays est entre nos mains et de ce octroyé nos lettres de « confirmation en forme due plusieurs ont fait et font « traiter, citer, ajourner et convenir iceux de nos sujets « hors icelui pays en première instance et autrement qu'en « la forme accoutumée du vivant de nos prédécesseurs les « Ducs de Bretagne... nous avons statué... statuons... que « dorénavant nos dits sujets d'icelui pays de Bretagne ne « seront plus traités, convenus ni mis hors le dit pays en « première instance pour quelque matière que ce soit ou « puisse être, soit par vertu de committimus, mandement « de scholarité ou autrement, sinon ès cas auxquels ils ont « de toute ancienneté accoutumés être tirés et ressortir « les droits royaux et de souveraineté réservée » (édit de novembre 1453) (123).

« Que les sujets d'icelui pays ne soient tirés hors icelui « en première instance ne autrement que de Barre en « Barre et en cas de ressort du Parlement de Bretagne et

(121) Committimus : privilège qui permettait à certaines personnes de porter directement leurs procès à la chambre des requêtes du Palais de Rennes ou de Paris. Beaucoup d'officiers royaux et certains ecclésiastiques jouissaient de ce privilège mal délimité, grâce auquel le Parlement de Paris enlevait de nombreuses causes aux juridictions bretonnes. (Carré, *Le Parlement de Bretagne après la Ligue*, p. 325.) Evocation : pratique par laquelle les Parlements de Paris ou de Rennes, le Grand Conseil ou le Conseil d'Etat prenaient connaissance de procès qui n'étaient pas normalement de leur compétence.

(122) D. Morice, *Preuves*, T. III, coll. 729.

(123) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 744.

(124) *Ibid.*, col. 814.

« en déni de droit, dénégation de justice, en la manière accoutumée du temps des Ducs » (traité de mariage entre Louis XII et Anne, janvier 1498) (124).

« Que les sujets d'icelui (pays) n'en soient tirés hors
« soit en première instance ou autrement fors aux cas
« ressortissants par appel à Paris en suivant (125) les
« déclarations qui ont été sur ce par ci-devant faites... »
(septembre 1532) (126). Ce dernier texte qui constitue la véritable charte d'union, est donc plus favorable à la province. Comme toutes les autres, ces franchises, au sujet desquelles les rois avaient donc été particulièrement explicites, furent confirmées à maintes reprises : d'abord au début de chaque règne avec les confirmations générales de privilèges, puis par de nombreux contrats (en 1647 par exemple) et réponses aux cahiers de remontrances, ce qui n'empêcha rien comme on va le voir (127).

Aucun des textes cités n'est totalement prohibitif. C'est qu'en 1231 le duc Pierre Mauclerc, selon l'expression de d'Argentré, avait mis « le pied au boisseau » et depuis « la Cour de Parlement de France... commença indistinctement à évoquer toutes causes et premières instances à plaisir et sans exception celles qu'il lui plaisait » (128).

(125) Allusion à l'ordonnance du 29 mars 1530. D. Morice, Pr., T. III, col. 991.

(126) Ibid., col. 1010.

(127) Dans les recueils de titres qu'ils composèrent pour lutter contre ces évocations les Etats joignirent à ces textes d'autres documents tels que : le traité de paix entre Saint Louis et Pierre de Dreux (1231), reconnaissant la pleine compétence et indépendance des juridictions bretonnes; — des lettres patentes de Philippe le Bel renvoyant Olivier et Jean de Machecoul se pourvoir devant les juges de Bretagne (1287); — des lettres du duc Jean II enjoignant aux moines de Redon de porter leurs causes en appel devant le sénéchal de Rennes (1289); — une lettre du roi sur l'abbaye de Marmoutiers (1302) et une autre contre les entreprises de l'abbé de Beaulieu pour décliner la juridiction du Duc (1308); — de Charles le Bel contre les commitimus de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem (1322); — une déclaration du même portant qu'il n'entend ni ne veut que le duc et ses sujets puissent être aucunement appelés par devant lui par simple ajournement en son Parlement (1324); — une autre de Charles V disant qu'il n'a aucune connaissance sur les sujets de Bretagne, etc. (A. I. V. C 3732).

(128) D'Argentré, p. 342, cité par La Martinières, Le Parlement de Bretagne sous les Rois de France, loc. cit.

Du Parlement de Bretagne à celui de Paris, l'appel s'était généralisé, sauf en trois cas (129). On ne peut donc pas dire qu'avant la réunion, aucun procès breton n'ait été jugé à Paris.

La création du Parlement de Bretagne supprima, avec la possibilité d'aller en appel à Paris, la seule restriction édictée par la Charte d'Union : « fors aux cas ressortis-
« sant par appel à Paris... ». Or, en complète contradiction avec les mots : « Que les sujets s'icelui n'en soient tirés
« hors, soit en première instance ou autrement », de très nombreux procès furent injustement enlevés aux juridictions bretonnes, même en première instance. En 1552, on traduisit devant le Conseil privé des particuliers qui avaient tiré sans permission du blé et autres marchandises hors du pays (130).

Les Etats écrivirent, dans leur cahier de 1561 que toutes les causes d'héritages, décimes, bénéfices, subsides, tailles ou autres semblables évoquées au Parlement de Paris, à la Cour des Aides, Grand Conseil, etc., devaient être renvoyées au Parlement de Rennes, et que les évocations n'étaient pas licites. « Ne se fera aucune évocation que
« pour grandes et raisonnables causes ». Telle fut la réponse du roi (131), à qui l'on réclama cependant en 1569 le renvoi devant des juridictions bretonnes suivant les anciens privilèges et libertés du pays des procès intentés contre Yvon Rocaz, André Rhuys, Jean de la Presse, Gefroy Drouet, Jean Jallier, René Hachon et autres (132).

Un différend entre Nicolas de Troyes, sieur du Boisregnaud et Jean Charruyer à propos de la désunion des offices de Trésorier de France et de Général des finances de la province, se jugeait hors de Bretagne. Le P.G.S. fut

(129) D. Morice, Preuves, T. III, col. 780. F. Saunier, Le P. de Bretagne, T. I, p. XVIII.

(130) A. I. V. C 3144. Déjà avant l'union définitive, les Etats s'étaient plaints en 1524 que le sire d'Alençon eut « convenu » le sire de Vauifleury « ailleurs que audit pays, de première instance, sans avoir regard à son dit privilège (de Calan, Doc. inédits relatifs à l'histoire de Bretagne).

(131) A. I. V. C 3145.

(132) A. I. V. C 2640, remontrances de 1567-1568.

chargé d'intervenir (133). En outre d'innombrables petites affaires furent évoquées à cette époque à Paris. « On convient si licencieusement » aux droits de la province « que nulle partie qui veuille avoir lettre d'évocation n'en est refusée par les moyens qui sont ouverts, et ces lettres sont demandées de peur qu'on ne fasse justice à leur partie. La partie plus faible, si ce procès est hors du pays est obligée de le quitter ou de céder. Depuis sept ou huit ans, tant pour réparations de meurtres, voleries, brigandages, falsités et autres cas que pour restitution de biens retenus injustement il y a deux cents procès civils et criminels qui ont été évoqués sans juste cause. Il y en a qui se disent officiers de la maison du roi » et qui prennent des committimus; « un s'étant dit officier et pour cette seule raison fit appeler en première instance par lettres patentes plus de trente ou quarante personnes du pays, en diverses instances, une fois aux requêtes du Palais, les autres aux requêtes de l'hôtel, autrefois au Conseil privé, et après au Grand Conseil » et il était question à chaque fois de si peu que ses adversaires ont préféré céder plutôt que d'aller se défendre à Paris (134).

Nouvelles réclamations en 1578 contre évocations et committimus (135), puis en 1579 (136). Cette année-là, notamment, un nommé Jean Sonnet et sa femme Jeanne Fourneaulx firent évoquer devant le Parlement de Paris un procès où ils étaient engagés à propos de la demande d'un droit naturel et successif de la maison noble de Rome-lins. La Cour parisienne, ignorant la Coutume bretonne, pour les partages nobles, la transgressa (137). L'édit de 1579, par son article X, répondit à toutes les doléances des Etats : « Et quant à ce qu'ils nous ont supplié de n'octroyer plus d'évocations des choses pendantes en notre dit pays

(133) Ibid., p. 186.

(134) A. I. V. C 2641, remontrances de 1576, article 8.

(135) A. I. V. C 2641, p. 516.

(136) « Il a été vérifié que les committimus et privilèges scholastiques ne peuvent avoir lieu audit pays », A. I. V. C 2642, p. 37.

(137) A. I. V. C 2642.

« comme il a été fait par le passé contre les privilèges
« dudit pays et préjudice des sujets d'icelui, nous ordon-
« nons qu'il ne sera dorénavant octroyé aucunes lettres
« d'évocation contre et au préjudice de leurs dits privi-
« lèges. » Etaient révoquées toutes celles qui seraient obte-
nues par surprise, importunité ou autrement. « Et quant
« aux committimus, nous ne voulons et n'entendons que
« autres en jouissent audit pays que nos officiers domes-
« tiques (138) qui sont obligés à un ordinaire service au-
« près notre personne et qui ne servent par quartier, révo-
« quant dès à présent tout ce qui s'en pourrait faire au
« contraire » (139).

Cet édit ne changea rien. En 1581, Artur Le Fourbeur, P.G.S. des Etats, en reçut l'ordre de demander au conseil privé où il était assigné par des trésoriers pour le remboursement de leurs offices, le renvoi de l'affaire devant les juges du pays (140). La même année, il fut encore chargé de faire renvoyer devant les juridictions bretonnes le procès entre Bertrand Rousseau, fermier des devoirs et certains marchands de la Loire (141) et celui entre M. de Cheigné et Heloy Lemaguer, que ce dernier avait fait évoquer à Paris par « sinistres moyens » (142). La fréquence de ces évocations, ajouta l'assemblée de 1581 « est telle tant aux causes civiles que criminelles qu'elle trouble et empêche la justice ordinaire et souveraine ».

Presqu'à chaque session, même lorsqu'on ne se plaint pas de telle ou telle évocation, en particulier, il se trouve dans le cahier un article où l'on réclame le renvoi devant les juges naturels de toutes les affaires évoquées hors du pays.

Un nommé Ringues, fermier des impôts et billots à Nantes obtient des lettres d'évocation pour les procès qui pourraient lui advenir sur ces fermes. Des particuliers

(138) Les Etats trouvèrent que c'était encore trop : article 19 du cahier de la session ordinaire de 1579. A. I. V. C 2642.

(139) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445.

(140) A. I. V. C 2642, session ordinaire de 1581.

(141) Ibid.

(142) Ibid, p. 161.

commissaires ont eux aussi des lettres pour faire juger irrégulièrement certains usuriers bretons hors de la province (143). Les Etats interviennent : — en faveur du sieur Loret, engagé dans un procès contre les généraux des finances et les trésoriers de l'extraordinaire des guerres, procès qui avait été évoqué (1593) (144); — du greffier de la maréchaussée placé dans une semblable situation (145). Ils sollicitent l'emprisonnement des porteurs de lettres de committimus, et font remarquer que des financiers concussionnaires ont pu échapper aux juges bretons à cause d'une évocation (146). Le greffier criminel du Parlement de Rennes est lui-même cité devant le Conseil d'Etat. Le Parlement, qui marche avec l'assemblée, doit lui interdire de quitter la province (147). Des sergents signifient aux juges du Parlement des lettres d'évocation jusque dans le Palais.

Quoique Henri IV ait promis de les faire cesser, les évocations continuent (148). Sont ôtés aux juges bretons : le différend entre le sieur Loret et un gentilhomme « turquois » (149), — l'instance contre le sieur Robichon, accusé de malversations pendant les troubles (159), — la connaissance des faits et violences commis par un certain Boissonnet, sergent du Châtelet de Paris (151). Un procureur du roi, nantais, ayant même été cité à Paris, le Parlement de Rennes lui défend d'obéir (152).

En toutes occasions, causes et matières, on accorde des

(143) A. I. V. C 2642, p. 578.

(144) A. I. V. C 2643, 22 oct. 1593.

(145) A. I. V. C 2644, p. 352.

(146) A. I. V. C 2705, p. 297.

(147) A. I. V. B registres secrets, 5 mars 1597.

(148) Henri IV, en janvier 1597, assura qu'il n'enverrait de lettres l'évocation que selon les édits de la Bordaisière (1529), de Chanteloup (1545), de Moulins (1566), de Blois (1579). Le premier édit établissant la nécessité d'une enquête préalable à l'octroi de la lettre d'évocation. La deuxième restreignait les cas où ces lettres pourraient être accordées. Les troisième et quatrième reprenaient les précédents (Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 336).

(149) A. I. V. C 2645, p. 249.

(150) Ibid., p. 295.

(151) Ibid., p. 685.

(152) A. I. V. B, registres 14 octobre 1603.

évocations, gémissent les Etats impuissants à les endiguer (153). Remontrances semblables et interventions pour les victimes des évocations se perpétuent à chaque session : — procès entre l'évêque de Vannes et les chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris; — entre l'évêque de Saint-Brieuc et l'abbé de Redon (15). On va même jusqu'à appeler à Paris en première instance quelques habitants de Tréguier qui avaient planté des arbres sur les bords des communs, obligeant ainsi des individus à tout un voyage pour un seul arbre ! (155).

Tous les procès au sujet de l'amirauté, quand l'amiral de France était partie principale ou intervenante sont évoqués au conseil (156) et les Etats détaillent en 1614 une série d'évocations accordées sans difficultés (157).

Sous Louis XIII, sans cesser de réclamer à chaque tenue la fin de toutes les évocations en cours, les Etats insistent particulièrement sur celles produites à propos des affaires suivantes : — affaire de la Ministrierie des Trinitaires de Châteaubriand (158); — procès en matières réelles où était impliqué un clerc de la musique du roi qui prétendait avoir obtenu un *committimus* (159); — procès entre l'abbé de Saint-Jean Desprez et certains particuliers qu'il avait fait assigner à Paris pour paiement de dîmes, rentes, etc. (160); — instances pour les différends concernant le droit des terres de la maison de Montmorency en Bretagne (1633) (161); — procès jugé par la Chambre de l'Arsenal de Paris contre des Malouins accusés d'avoir fait passer de l'or et de l'argent en Flandres et ailleurs (162); — procès intentés par les fermiers de la prévôté de Nantes

(153) A. I. V. C 2647, p. 192.

(154) A. I. V. B registres secrets, 21 octobre 1611.

(155) A. I. V. C 2647, p. 119.

(156) A. I. V. C 2648, 9 novembre 1613.

(157) Ibid., 28 août 1614.

(158) A. I. V. C 2650, 31 décembre 1622.

(159) Ibid., 14 déc. 1623.

(160) A. I. V. C 2651, 27 octobre 1625.

(161) A. I. V. C 3732.

(162) A. I. V. C 2652, 17 juin 1632.

(163); — procès du baron de la Hunaudaye et du marquis de Molac contre Mlle de Sausay pour la succession de Montaillant (164); — affaire du sieur de la Fontaine Belhomme qui pour s'être opposé au bail de la Monnaie à Rennes fut condamné en 6.000 l. par la Cour des Monnaies de Paris (165).

Des évocations générales furent accordées pendant ce laps de temps, quoiqu'elles eussent été interdites à plusieurs reprises par le roi lui-même. La Chambre des Comptes en obtint une pour tous ses officiers, et les Etats s'efforcèrent en vain de la faire cesser ou de la restreindre (166); la comtesse de Maine et de Mortemart se procura « subrepticement » le titre de patronne et fondatrice de plusieurs paroisses, au préjudice de MM. d'Avangour de la Lohière, et d'autres seigneurs bretons, avec privilège d'évocations. Aussi prit-elle à partie les juges royaux qui s'étaient crus compétents dans le procès que lui intentèrent ces gentilshommes (167). Plus tard elle porta au conseil une opposition à l'érection en châtellenie de la terre de la Lohière (168) et fit appeler devant cette juridiction MM. d'Avangour de la Lohière et les autres gentilshommes bretons (169). Le sieur Jouin, messenger juré de l'Université de Paris, prétendit lui aussi jouir d'une évocation générale (170). L'ordre de Malte obtint un tel privilège pour toutes les causes et affaires générales de l'ordre (171); — de même que les officiers des eaux, bois et forêts (172) et les Etats ne purent en obtenir l'abrogation avant 1730.

(163) A. I. V. C 2653, 23 décembre 1636.

(164) A. I. V. C 2653, 3 décembre 1638.

(165) Ibid., 5 janvier 1641.

(166) A. I. V. C 2649, 3 novembre 1620. C 2650, 31 décembre 1622.
1^{er} décembre 1623.

(167) A. I. V. C 2650, 14 janvier 1624.

(168) A. I. V. C 2651, 15 juillet 1626.

(169) A. I. V. C 2652, 9 avril 1629.

(170) A. I. V. C 2651, 31 janvier 1628.

(171) A. I. V. C 3732.

(172) A. I. V. C 3477. Mais le conseil débouta les officiers de la Chancellerie de Bretagne, qui prétendaient jouir d'un commitimus aux requêtes de Paris.

Sous Louis XIV, la pratique des évocations se poursuivait, en première instance. Les Etats s'en plaignaient dans tous leurs cahiers.

Les réponses du roi étaient, depuis le règne précédent, bâties sur le même modèle : le roi promet qu'il ne sera plus accordé d'évocations à l'avenir, car il y est fort opposé; pour le présent, qu'on lui cite des cas particuliers et il y pourvoira (173).

Ces cas particuliers consistèrent principalement en : — deux instances pendantes au conseil au sujet de dîmes (174); — un procès pour lequel des banqueroutiers avaient fait appeler leurs créanciers au Parlement de Paris (175); — un procès entre les habitants de Morlaix et le prévôt de la collégiale de Mûr porté devant le Conseil (176); — un procès pendant au Conseil entre la communauté et les bénédictins de Redon (177); — un arrêt qui évoquait au conseil toutes les appellations des jugements des commissaires pour la revente des domaines (178); — un procès suscité par Madame de Talhouët à MM. de la Sauvagère, du Molau et de Bray (179). Le mari de cette dame de Talhouët réussit même à obtenir un committimus pour ses causes excédant 150 l. (180); — un procès intenté par les religieuses de Saint-Gildas de Rhuys à M. de Quervillars (181); — un compte de tutelle qu'on voulait faire rendre au Parlement de Paris (182); — une autre affaire de tutelle évoquée au Châtelet de Paris et où se trouvait mêlée la veuve du sieur Soudan (183); — un procès évoqué au Grand Conseil et intenté par MM. de Carcado au sujet de la succession bénéficiaire de M. le marquis de Molac (184); — un procès contre le comte de Tournemine à propos de

(173) Et en effet les états obtinrent le renvoi de plusieurs affaires.

(174) A. I. V. C 2654, 30 janvier et 7 mars 1645.

(175) Ibid., 18 mars 1647.

(176) A. I. V. C 2656, p. 368 V°.

(177) Ibid., 9 juillet 1659.

(178) Ibid., 16 juillet 1659.

(179) Ibid., 17 juillet 1659.

(180) A. I. V. C 2656, 27 août 1661.

(181) Ibid., 15 septembre 1661.

la mouvance de la terre de Careil (185). L'ordre de Cîteaux « surprit » une évocation générale qui ne fut abrogée par rapport à la Bretagne que le 29 août 1728 (186).

La lutte menée par les Etats contre évocations et committimus ne fut pas inutile. Plusieurs furent révoquées (187), surtout au cours du xviii^e s. (188). Car leur usage se maintint jusqu'à la Révolution. Aussi malgré quelques succès, que de Bretons « tirés » hors de leur province, même en première instance, malgré les engagements royaux (188). Si les Etats soutenaient à la fois les franchises provinciales et les plaideurs ainsi entraînés au loin à grand frais devant des juges choisis par la partie adverse, si le Parlement défendait la compétence qui lui avait été attribuée et les tribunaux qui lui étaient subordonnés, les juridictions parisiennes cherchaient à accroître leurs attributions et par là leurs profits de justice. Cette tendance était accentuée par la vanité de certains justiciables flattés de se faire juger par privilège à Paris. Mais surtout le pouvoir royal, tout en paraissant les réprouver, favorisait en réalité les évocations. Elles lui semblaient un utile moyen de réduire le particularisme breton (189).

III. — COUTUME DE BRETAGNE

Tant pour les procès évoqués que pour ceux dont connaissaient les juridictions normalement compétentes, la coutume de Bretagne devait être observée. De même que les Etats avaient participé à sa rédaction, ainsi ne pouvait-on la modifier sans leur approbation (190) puisqu'il était

(182) Ibid., 17 septembre 1661.

(183) A. I. V. 2660, 2 novembre 1697.

(184) A. I. V. C 2661, 13 déc. 1703.

(185) Ibid., 15 décembre 1703.

(186) A. I. V. C 3732.

(187) A. I. V. C 2661, 17 août 1701. 30 octobre 1703, etc.

(188) Il n'a été cité ici qu'une partie des procès évoqués hors de Bretagne : ceux dont le Parlement ou les Etats eurent connaissance.

(189) Carré, *Le Parlement de B. après la Ligue*, p. 339.

(190) C. 2640, 3^e article des remontrances de 1572, sess. ord.

convenu que l'ancien duché verrait ses « styles, us et coutumes gardés et observés » au point de vue de la justice.

Fréquemment cependant les juridictions où étaient portés des procès évoqués rendaient des sentences qui contenaient des dispositions opposées à cette coutume (191).

Certains édits et ordonnances se trouvaient parfois en contradiction avec la coutume bretonne sur quelque point. En 1671, les Etats remontrèrent qu'un nouvel édit portant à six livres pour les présidiaux et à douze pour le Parlement, la consignation de l'amende de fol appel et la déclaration du 24 mars 1671 interdisant toute audience même à l'intimé, que cette consignation n'ait été faite, était contraire à l'article 663 de la Coutume. Le roi refusa de rien changer (192). Ils intervinrent aussi à cette tenue contre l'édit de secondes noces qui réduisait les donations mutuelles au moins prenant, contrairement à la Coutume (193).

L'ordonnance des eaux, bois et forêts régla la coupe des bois et taillis autrement que la Coutume (194). L'ordonnance criminelle se trouvait en opposition avec la Coutume de Bretagne dans les articles suivants : article 13 du Titre I sur les abolitions; articles 28, 30, 31, 32 du titre des défauts par contumace.

Enfin, et surtout, les Etats luttèrent contre la confiscation des biens que l'ordonnance édictait contre les sujets du roi qui allaient s'établir en d'autres royaumes (195). L'ancienne et nouvelle coutume confirmée en avril 1556 portait que cette confiscation ne devait pas avoir lieu en Bretagne (196). Après plusieurs réponses dilatoires, le

(191) Par exemple A. I. V. C 2642, p. 96 et 99. 25 août 1583. C. 2643, p. 106. C. 2649, 12 octobre 1619, etc. Voir manuscrit Pontbriand, T. III, opposition aux édits contraires à la coutume.

(192) A. I. V. C 2658, 8 août, 11 et 28 août 1671. 10 janvier 1674. Les Etats en 1673 avaient offert de racheter l'édit.

(193) A. I. V. C 2658, 27 août 1671.

(194) A. I. V. C 2658, article 9 du cahier de 1671.

(195) A. I. V. C 2658, article 10 du cahier de 1671.

(196) Ibid., 10 janvier 1674.

roi déclara que la confiscation n'aurait lieu que selon la Coutume de la province (197).

*
**

Il ne s'agit donc, à propos de la Coutume, que de légères atteintes au traité d'Union. Les plus grosses perturbations causées aux institutions judiciaires furent dues, sans contredit, aux évocations et committimus. Mais si ces institutions s'en trouvèrent troublées dans leur fonctionnement, évocations et committimus n'en changèrent pas l'aspect. Celui-ci ne fut modifié que par l'apparition d'un Parlement véritable, création qui constitua un progrès réclamé par les Etats eux-mêmes. Quant aux autres créations imposées à la province : présidiaux, juridictions maritimes, etc., les Etats ne prirent pas trop les choses au tragique.

Installation d'un intendant, transformation de la Chambre des Comptes, des municipalités : le roi introduisit plus d'innovation dans le domaine administratif. Là encore, l'assemblée bretonne ne se troubla pas outre mesure. Elle ne prenait feu et flammes que si l'on voulait toucher à sa bourse.

Mais lorsque, sans recourir à des bouleversements brutaux, à force de savantes manœuvres, parfois licites, souvent opposées aux chartes de 1532, le roi réduisit les Etats à n'être plus qu'une façade dans la vie politique provinciale, il accomplit la plus importante modification aux institutions bretonnes, puisque les Etats formaient la clef de voûte de l'édifice.

197) Ibid., 15 décembre 1675.

CHAPITRE III

INFRACTIONS D'ORDRE FINANCIER

D'après le droit féodal, on le sait, le seigneur ne pouvait lever aucune somme sur les terres de ses vassaux sans leur consentement. Dans les Etablissements de St Louis, il est dit au chapitre 24 du Livre I : « Bers si a toute justice en « sa terre ne li Roy ne peut mettre ban en la terre au « baron sans son assentement, ne li Bers ne peut mettre « ban en la terre au vavasseur sans son consentement ». Les mêmes principes étaient reçus en Bretagne où les ducs ne percevaient aucune imposition sans les Etats. Les rois, en réunissant le duché à leur couronne n'y changèrent rien (1). Outre les textes généraux cités précédemment (2) ils stipulèrent même tout spécialement le maintien du statu quo en ce qui concernait les levées de deniers. « Que ès « impositions des fouages et autres subsides levés et cueil- « lis au dit pays de Bretagne les gens des Etats soient con- « voqués et appelés en la forme accoutumée » promet Louis XII (3) et François I^{er} « que par ci-après comme il « a été fait par ci-devant aucune somme de deniers ne « pourra leur être imposée si préalablement n'a été de- « mandée aux Etats d'icelui pays et par eux octroyée » (4).

(1) Dans le traité passé en 1684 entre Charles VIII et quelques seigneurs bretons, il est dit qu'il ne se fera aucune levée sans l'avis et la délibération des Etats.

(2) Cf. *supra*, p. 53 et suiv.

(3) D. Morice, *Preuves*, T. III, coll. 814.

(4) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 1010.

Enfin certains détails furent fixés par ces chartes, ainsi qu'on le verra.

Toutes ces franchises furent souvent confirmées, en particulier par l'édit de 1579, particulièrement net (5), par les lettres patentes de Louis XIII en 1611 (6) et au début de chaque règne. Il n'était pas de session où les Etats ne rappelassent au roi ce droit qui leur était fondamental (7). Chaque contrat, lorsqu'il y en eut, promit qu'aucune levée ou imposition nouvelle sur quelque marchandise que ce fût, ne se ferait sans le consentement des Etats et la vérification des cours souveraines. Ce consentement nécessaire sans exceptions devait être formulé expressément, tandis que pour tout ce qui n'entraînait pas une levée de deniers on admettait que le silence des Etats équivalait à leur approbation. Deux ordres ne pouvaient forcer le troisième à s'engager, pour les questions d'impôts, de subsides, taxes. Il fallait leur consentement à tous les trois (8).

§ I. — Deniers accordés périodiquement par les Etats

ARTICLE 1. — LES FOUAGES

En temps de guerre, les revenus du duc de Bretagne ne lui suffisaient pas. Il devait, comme tout suzerain, réunir

(5) « Et à ce que aucunes commissions soit pour lever deniers extraordinairement ou autre innovation à l'état dudit pays, soit sur les ecclésiastiques ou autres, pour quelque cause et pour quelque couleur que ce soit ne soient exécutées, qu'elles aient été préalablement vues, délibérées et consenties par les Etats dudit pays suivant leurs anciens privilèges, avons ordonné et ordonnons que les formes anciennes seront gardées et observées et les sujets dudit pays conservés en leurs privilèges et libertés » (D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445).

(6) A. I. V. B 73.

(7) Ainsi en 1576 ils interdisent aux trésoriers de France, généraux des finances, sénéchaux, commissaires et autres de lever aucuns deniers sans leur consentement, qui devra être mentionné expressément dans les commissions.

(8) Kerhuel, Les privilèges financiers de la Bretagne au XVIII^e siècle, p. 28. Nous avons vu les prétentions réciproques des Etats et du Parlement en ces matières.

(9) D. Morice, Preuve, T. I, coll. 1604.

ses vassaux. Ceux-ci lui accordaient des sommes qui étaient levées sur chaque feu ou maison (en latin focus d'où focagium, fouage) (9). C'était l'impôt des fouages, perçu pour la première fois en 1364. Les ressources qu'il procurait furent d'abord réservées pour les moments de crise, puis devinrent peu à peu un revenu ordinaire, mais toujours consenti régulièrement. Certains lieux, dont les seigneurs en avaient toujours refusé la levée, conservèrent leur exemption primitive (10). Les rois de France s'engagèrent à ne rien innover à propos des fouages, spécialement par les passages suivants de leurs chartes : « Item
« nous avons déclaré et déclarons que notre vouloir et intention n'est pas de lever et faire lever dorénavant aucuns fouages, aides ou subsides sur les sujets d'icelui
« pays et Duché de Bretagne sinon ainsi et par la forme
« et manière que les ducs de Bretagne ont accoutumé de
« faire le temps passé » (11) (articles accordés aux Bretons par Charles VIII sur les remontrances des Etats — 7 juillet 1492). « Que ès imposition des fouages, ...les gens
« des Etats soient convoqués et appelés en la forme accoutumée » (traité de mariage entre Anne et Louis XII, janvier 1498) (12).

Le feu de fouage à cette époque n'avait plus un sens très défini. Il ne correspondait plus à une ou plusieurs maisons. Toute paroisse devait payer pour un certain nombre de feux, chacun étant imposé à un taux défini. Mais le feu n'avait plus aucun sens réel. C'était une unité d'assiette (13). Le taux en étant fixe depuis Henri IV (1), le consentement aux fouages avait fini par devenir une simple formalité. Aussi ne souleva-t-il guère de difficultés.

(10) Manuscrit Pontbriand, Chap. des Fouages.

(11) D. Morice, Preuves, T. III, col. 729.

(12) Ibid., col. 815.

(13) Rapport de l'intendant Ferrand-Boislisle, Corresp. des Contrôleurs généraux, T. III, n° 802.

(14) Rébillon, Les Etats de B. de 1661 à 1789, p. 31.

A) FOUAGES ORDINAIRES

Consentement aux fouages

En 1539, les Etats avaient « différé et délayé » d'accorder les fouages demandés par le roi, « en proposant plusieurs « frivoles clauses pour cuider empêcher de prendre et « lever icelui octroi ». François I^{er} commanda à ses agents de procéder « incontinent et sans délai » ou « département « assiette et imposition » du fouage à 7 livres monnaie par feu, ce qui était illégal (15).

Les généraux des finances ordonnèrent en 1594 la levée des fouages avant que la demande en eût été faite aux Etats (16).

En 1615, l'assemblée n'ayant pas été convoquée, le roi envoya aux généraux des finances une commission pour percevoir les fouages.

Il expliqua aux Etats suivants pourquoi les troubles l'avaient empêché de les réunir, et les assura qu'il n'entendait nullement préjudicier à leurs droits (17). Rétroactivement, « sans tirer à conséquence et pour cette seule fois », ils approuvèrent la levée.

En 1629, la perception commença avant leur approbation. Ils y consentirent plus tard et obtinrent des lettres de non préjudice pour le premier terme irrégulièrement perçu (18).

Aucune tenue n'eut lieu en 1631. Cependant on leva les fouages. Le Prince de Condé affirma que sans vouloir préjudicier aux droits de la province, S. M. avait été contrainte de les enfreindre par la nécessité d'acquitter les charges ordinaires assignées sur les fouages. Les Etats furent satisfaits et leur sessions s'espaçant de deux ans

(15) De Calan, Documents inédits relatifs à l'Histoire de B.

(16) A. I. V. C 2644, 23 janvier 1595.

(17) A. I. V. C 2649.

(18) A. I. V. C 2652, 3 mai 1629.

en deux ans, ils prirent l'habitude d'accorder les fouages pour cet intervalle.

Perception

A propos de la perception des fouages, il se produisit une petite discussion en 1617. Les receveurs des fouages exigèrent des droits de chevauchée, de quittances, de ports de billets et commissions. Le P.G.S. se pourvut à la Chambre des Comptes qui, le 6 février 1618, trancha l'affaire selon les précédents règlements de 1454, 1485, 1504, etc. (19).

L'édit de novembre 1493 avait reconnu un privilège spécial relatif à la perception des fouages « les contributifs
« aux dits fouages autres que les collecteurs d'iceux ne
« seront dorénavant pris, arrêtés, emprisonnés et empê-
« chés pour cause de non paiement de fouages de leur
« paroisse, allant, venant ou étant ès foires, marchés,
« plaids, assises, assemblées publiques ni ès bonnes villes
« où ils pourront aller pour leur négoce et affaires, ni
« aussi au service de Dieu les dimanches ni autres fêtes
« solennelles ni ailleurs... » (20). Ce privilège fut générale-
ment observé. Ce n'est qu'en 1621 que les receveurs des
fouages firent emprisonner des contribuables qui se ren-
daient aux messes, foires et marchés (21).

Feux d'ancienne et de nouvelle provision

Il y avait primitivement en Bretagne 46.400 feux de fouages (22). Au moment de la réunion, il n'en restait plus que 37.615. En 1577, 1638 et 1640 il en fut affranchi ou annobli 5.170. Restèrent donc 32.445 feux (23) dont

(19) A. I. V. C 2649, 30 octobre 1617, 30 octobre 1618.

(20) D. Morice, Preuves, T. III, col. 744.

(21) A. I. V. C 2650, 19 juillet 1621.

(22) Letaconnoux, Des relations du pouvoir central avec la province de Bretagne, p. 3.

(23) Caron, L'Administration des E. de B., p. 204.

quelques-uns étaient ambulatoires, c'est-à-dire qu'on pouvait le transporter d'une paroisse pauvre à une paroisse riche selon les circonstances (24).

Les premières exemptions de fouages accordées par les ducs portèrent le nom de feux d'ancienne provision. Elles furent motivées soit par le désir de récompenser des services rendus, soit pour alléger certaines paroisses trop chargées. D'autres exemptions suivirent : les feux de nouvelle provision. Le duc François II les accorda à cause de la dévastation causée par les guerres franco-bretonnes (25). Or, le roi adressa le 26 septembre 1581 au général des finances Miron une commission pour traiter chacun de ces feux comme des feux ordinaires. Il y aurait gagné 30.000 écus par an (26). Le P.G.S. s'y opposa et les Etats menacèrent de prise à partie ceux qui y procéderaient (27). Le roi consentit à révoquer cette commission en 1583 (28).

Les lettres patentes du 22 décembre 1602 firent une nouvelle tentative sur ces feux d'ancienne et de nouvelle provision. Sur l'opposition du P.G.S., le parlement arrêta le 24 mars 1603 de surseoir à cette levée (29). Le roi confirma cette surséance et voulut examiner les preuves des allégations bretonnes (30). L'année suivante, les Etats essayèrent de s'entendre avec les commissaires royaux qui ne purent rien ordonner à cet égard (31). Certains particuliers ayant été inquiétés malgré la surséance pour les feux d'ancienne et de nouvelle provision, les Etats intervinrent en leur faveur (32). Finalement le roi, espérant qu'elle rachèterait son domaine, prolongea la surséance pour bien disposer l'assemblée, puis révoqua complètement la levée (33).

(24) A. I. V. C 2640.

(25) Ibid., 1570.

(26) A. I. V. C 2642, etats extr. 1588.

(27) A. I. V. C 2642, p. 217.

(28) Ibid., p. 292.

(29) A. I. V. C 3367.

(30) A. I. V. C 2646, p. 327.

(31) Ibid., p. 412.

(32) Ibid., p. 438.

(33) A. I. V. C 2646, p. 475.

Les ducs avaient encore exempté une autre catégorie de feux, par l'annoblissement de certaines terres, d'où le nom de feux annoblis, ou d'annoblissement. Feux annoblis et feux d'ancienne et de nouvelle provision, pourtant définitivement libérés, durent sous François I^{er}, Charles IX et Henri IV faire l'objet de lettres de confirmation, délivrées moyennant finances (34).

En 1603, le roi voulut de nouveau lever les fouages sur les feux d'ancienne et de nouvelle provision ainsi que sur les feux annoblis. Mais en 1607, un édit affirma que ces feux ne seraient plus recherchés pour être taxés, ni sujets à confirmation (35). Promesse tenue pour les feux d'ancienne et de nouvelle provision. Mais il n'en fut pas de même pour les feux annoblis.

Ventes de feux de fouages

Cette catégorie de feux exemptée s'était en effet augmentée depuis la réunion du duché. Pressée par le manque d'argent, la monarchie dut procéder à des ventes de feux de fouages, opérations qui nécessitaient naturellement le consentement des Etats. Les feux ainsi aliénés s'appelèrent feux affranchis ou annoblis. Il en fut vendu un certain nombre en 1562, ce qui rapporta 360.000 l. au roi (36). Sept ans plus tard, il proposa un nouvel affranchissement perpétuel aux Etats (37). On lui répondit que les fouages n'étaient pas domaniaux, mais deniers d'octroi et on refusa de laisser aliéner les feux avec le domaine royal (38).

Un édit de mai 1577 (39) ordonna la vente de deux feux

(34) En 1564, les Etats obtinrent la révocation de la commission accordée à un certain Français de Soul pour lever une taxe de confirmation sur ces feux (A. I. V. C 3145).

(35) A. I. V. C 2647, p. 111.

(36) De Fourmont, Histoire de la Chambre des Comptes, p. 181.

(37) A. I. V. C 2640, p. 171 et 180.

(38) A. I. V. C 2640, p. 227.

(39) Quarante nobles furent créés en 1576, ce qui fut qualifié d'invention contraire aux biens et privilèges du pays et à la charge des contribuables (A. I. V. C 2641, p. 374).

par paroisse (40). Les acquéreurs devaient être affranchis des fouages, tailles et ustensiles. Les Etats refusèrent et chargèrent le P.G.S. et les procureurs des villes de s'opposer à la vérification de l'édit (41). Ils offrirent 200.000 l. au roi s'il était révoqué. Le roi le suspendit provisoirement (42) puis le remit en vigueur malgré l'assemblée et sans la vérification du Parlement ni de la Chambre des Comptes. On contraignit même les corps de paroisses à acheter des feux en emprisonnant leurs membres, à cause du manque d'acquéreurs. Les Etats voulurent instituer une commission pour informer de ces malversations (43). L'article 4 de l'édit de juin 1579 révoqua toute contrainte pour l'aliénation de ces feux, mais la vente continua. Plusieurs cahiers s'en plaignirent. Et quand on accordait les fouages annuels, comme il fallait bien déduire le montant des feux vendus, on ne manquait pas d'ajouter « sans approuver l'aliénation ». En fin de compte, sur 2.643 feux qui auraient pu se racheter, 1.193 l'avaient fait lorsque le roi en 1588 accorda la révocation de l'édit (44).

En 1595, le P.G.S. forma une opposition à l'entérinement de lettres d'affranchissement de fouage et d'annoblissement de terres obtenues par certains particuliers. L'affaire n'eut pas de suite (45).

Une nouvelle tentative d'affranchissement eut lieu en 1628. Cette fois il fallut augmenter le don gratuit et le porter à 640.000 l., moyennant quoi les commissaires promirent par contrat l'abrogation de l'édit (46).

Le mois d'octobre 1638 vit paraître un édit de vente. Il s'agissait cette fois des 1.450 feux qui n'avaient pas été aliénés en 1577 lors de l'affaire des deux feux par paroisse (47).

(40) Canal, *Origines de l'Intendance en Bretagne*, p. 21.

(41) A. I. V. C 2641, p. 726.

(42) Ibid., p. 449, 450, 451, 483.

(43) Ibid., session de 1578.

(44) A. I. V. C 2642, session extraordinaire de 1588.

(45) A. I. V. C 2644, p. 20.

(46) A. I. V. C 3128, 21 février 1628.

(47) De Fourmont, *Hist. de la Ch. des Comptes de B.*, p. 182.

Deux ans plus tard, en 1640, nouvelle série d'affranchissements. 1.640 feux furent vendus, les députés des Etats à la Chambre des Comptes tentèrent de s'y opposer (48). Le roi voulut recommencer encore l'opération en septembre 1654 sur 2.646 feux à raison de deux par paroisse. Mais le contrat de 1655, grâce à un don gratuit accru accorda la révocation de l'édit (49).

Le gouvernement pensa recourir derechef en 1701 à l'annoblissement de certains feux. Mais le P. G. S. en prouva les inconvénients. En 1710, on reprit encore cette idée. L'intendant Ferrand se montra d'un avis contraire (50).

Confirmations des Exemptions de Fouages

Après avoir ainsi perçu des sommes d'une façon onéreuse pour lui-même et peu conforme au traité d'Union, le roi recourut à un procédé encore plus illégal et qu'il avait déjà employé à propos des feux d'ancienne et de nouvelle provision et des feux annoblis. Les possesseurs de feux aliénés durent payer pour continuer à jouir d'une exemption prétendue perpétuelle. Louis XIII, tout en vendant les 1.450 feux en 1638, obligea les 1.193 autres qui avaient été affranchis en 1577 à payer une taxe de confirmation. Louis XIV continua dans ce sens. En 1659, une augmentation du don gratuit racheta une taxe sur les feux affranchis et annoblis en 1577, 1638, 1640 (51). Ce fut donc la masse des contribuables roturiers qui paya pour la confirmation des exemptions. Nouvelle taxe de confirmation en 1693. Alors affaiblis, les Etats se bornèrent à protester contre les traitants. Ceux-ci faisaient payer même les feux d'ancienne et de nouvelle provision. Le roi répondit qu'il ne pouvait rien changer à son édit (52) et en 1710

(48) A. I. V. C 2653, 30 décembre 1640.

(49) A. I. V. C 2655.

(50) F. Quessette, L'Admin. financière des E. de B. de 1689 à 1715 p.

(51) A. I. V. C 2656, 29 et 30 juin 1659.

(52) A. I. V. C 2660.

exigea encore des sommes pour les feux affranchis en 1577, 1638, 1640. Fort injustement les traitants ne prirent même pas la peine de rechercher ces feux. Ils répartirent ce que devait rapporter la taxe sur les contribuables aux fouages, qui payèrent à nouveau pour les exemptés. Les Etats tentèrent d'enrayer cette injustice. On leur répondit qu'il était trop tard, l'affaire étant presque terminée (53).

Constitution de rentes sur les fouages

Les fouages ordinaires donnèrent lieu à une autre sorte de manquements au traité d'Union : la constitution de rentes sur les fouages. Les Etats protestèrent toujours contre cette pratique, faisant remarquer que les fouages étaient des deniers d'octroi, et que le roi ne pouvait y constituer des rentes, d'autant plus que l'on obligeait certaines personnes d'en acheter. Ainsi des contraintes furent exercées dès 1575 contre plusieurs gentilshommes (54). D'autres rentes furent vendues en 1577 avec recours à la violence.

Quoique l'édit de juin 1579 eût porté dans son article 2 que les rentes seraient constituées ailleurs que sur les fouages deniers d'octroi (55), le roi, en 1586, créa sur cet impôt une rente de 2.000 écus, moyennant 24.000 écus de capital (57). Elle fut vendue avec contraintes et emprisonnements. Le roi répondit au cahier de doléances qu'étant extrêmement pressé de cette somme, la Bretagne n'en pouvait être déchargée, mais qu'il ne voulait aucune contrainte.

Les particuliers qui achetèrent ces rentes soit par force ou de bon gré ne touchèrent même pas régulièrement leurs arrérages. L'article 17 du cahier de 1577 le fit remarquer, et l'article 8 du cahier de 1578 demanda « qu'on n'use plus

(53) A. I. V. C 2665.

(54) A. I. V. C 2641, p. 281.

(55) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445.

(56) A. I. V. C 2642, p. 555.

d'aucun reculement de ces rentes constituées et acquises par contraintes et emprisonnement » (57). Mêmes plaintes en 1579, en 1580 et au cours des années suivantes (58). Le roi ne se contenta bientôt plus de payer avec retard les arrérages, il se mit à les réduire. En 1643 ils furent diminués de moitié. Le roi affirma qu'il les paierait à l'avenir le plus régulièrement que ses affaires le permettraient ! En 1645 ils furent rognés des trois quarts. Le roi répondait toujours la même chose aux Etats; ainsi qu'en 1649, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667. En 1669, il en vint à considérer le paiement intégral comme une innovation : « le roi ne peut rien innover à ce sujet », répondit-il sur le cahier ! (59).

B) IMPOSITIONS ACCESSOIRES

Avec les fouages ordinaires se levaient deux autres impositions principales et sept accessoires. Les fouages extraordinaires et les droits des offices sur les fouages rachetés pour les Etats n'occasionnèrent pas d'infractions aux franchises bretonnes, pas plus que la crue des prévôts et maréchaux et les 8.000 l. levées pour les Etats, qui sont deux des sept impositions accessoires. Parmi ces dernières, nous verrons plus tard l'impôt des garnisons, infraction permanente, et le taillon avec ses deux crues non consentis de 1580-82 et de 1627.

Les aides des villes étaient des subsides que versaient les communautés exemptes de fouages. Elles commencèrent en 1365 (60). La communauté de Rennes en avait été déchargée par le duc François II, et Charles VIII avait confirmé ce droit (61). Cependant elle fut parfois con-

(57) A. I. V. C 2641.

(58) A. I. V. C 2705, rentes constituées.

(59) A. I. V. C 2657.

(60) D. Morice, Preuves, T. III, p. XXX.

(61) « Item que tout les gens d'Eglise que les séculiers de ladite ville de Rennes seront gardés et entretenus en leurs anciens privilèges, libertés et franchises accoutumées ». Traité entre Charles VIII et Anne, 15 nov. 1491. D. Morice, Preuves, T. III, col. 707.

trainte de les payer, notamment en 1600 (62). La ville de Quimper jouissait « de tous temps » d'un semblable privilège. Pourtant on l'inquiéta souvent et en 1636 les députés en cour reçurent l'ordre d'intervenir en sa faveur (63).

Entre la Bretagne et les provinces voisines, la frontière ne formait pas une ligne nette, mais une bande de terrain, une zone neutre, appelée les marches communes. Les marches communes de Bretagne et de Poitou étaient exemptées de tout subside (64). En 1583 les clercs de l'élection de Thouars voulurent les faire contribuer aux tailles et autres impositions. Le conseil du roi examina leurs titres d'exemption et Henri III les confirma le 18 mars 1588 (65). Elles furent cependant inquiétées pendant toute la première moitié du *xvii*^e siècle, surtout par les élus de Mau-léon, qui voulaient les soumettre à des taxes et droits dont elles étaient déchargées. Le roi rendit plusieurs arrêts en leur faveur, sans arrêter cependant ces entreprises. Enfin en 163 sur les plaintes des États qui n'avaient pas cessé d'aider les Marches de tous leurs moyens, le roi ordonna l'exécution de l'arrêt du conseil du 8 juin 1629 qui réunissait les Marches à la Bretagne, moyennant 95.000 l. et reconnaissait qu'elles étaient exemptes de toute imposition en payant 728 l. ar an (66).

Enfin, septième taxe accessoire, les droits de nouvel acquêt des usages, pacages, glandages, etc., se levaient avec les fouages ordinaires des bourgs et communautés qui jouissaient des droits de pacage, glandage, chauffage et communage dans les forêts du roi voisines, et atteignaient le vingtième du revenu de ces droits (67). Les États obtinrent de les racheter par une déclaration de 1672. Malgré ce rachat, et sans le consentement de l'assemblée, ils furent

(62) Carré, *Recherches sur l'administration municipale de Rennes au temps d'Henri IV*, p. 15 et 17.

(63) A. I. V. C 2653, 7 décembre 1636.

(64) D. Morice, *Preuves*, T. III, p. XXX.

(65) *Ibid.*, coll. 1486.

(66) A. I. V. C 2653, 21 février 1643.

(67) Du Bouetiez de Kerorguen. *Recherches sur les E. de B.*, T. I, p. 390.

rétablis le 5 juillet 1689. Après en avoir sollicité en vain la révocation, les Etats se résignèrent à un nouveau rachat en 1691, pour 150.000 l. (68). Cette somme fut levée sur toutes les paroisses indistinctement au marc la livre des fouages. Le 9 mars 1700, le roi rétablit de nouveau ce droit et ses commissaires en proposèrent aussitôt un troisième rachat pour 120.000 l., ce qui fut refusé à la tenue de 1701 (69) et de 1703. Ce n'est qu'en 1709 que le troisième rachat fut accepté, moyennant 46.480 l. et les deux sols par l.

Certaines paroisses étaient, par privilège spécial, exemptées non seulement de fouages, mais de toute subvention quelconque. Les Etats se chargèrent de leur défense chaque fois que ces libertés locales furent menacées. Ainsi en 1576 pour le Croisic et le Bourg de Batz (70), en 1617 pour les « habitants de l'isle de Rhuys », dont les exemptions avaient été accordées par les ducs en 1439, 1444, 1454 et confirmées par les rois en 1558, 1577, 1598 sur l'intervention des Etats (71). Un arrêt du conseil du 3 octobre 1701 vint de nouveau confirmer les privilèges de Rhuys, du Croisic et du Bourg de Batz.

ARTICLE 2. — IMPÔTS ET BILLOTS

Les fouages constituaient l'impôt direct essentiel du système fiscal breton. Les impôts et billots en étaient l'impôt indirect fondamental. On levait l'impôt sur chaque barrique d'eau-de-vie venant du dehors et sur le vin du cru, le cidre et la bière débités en Bretagne. Quant au billot (72), il était perçu sur chaque barrique d'eau-de-vie, vin, cidre et bière de tous crus à raison du prix de chaque pot

(68) Caron, *L'administration des E. de B.*, p. 211.

(69) A. I. V. C 2661, 12, 17 et 18 août 1701. 14 novembre 1703.

(70) A. I. V. C 2641.

(71) A. I. V. C 2649, 10 nov. 1617.

(72) Tirant son nom de l'enseigne que les marchands suspendaient au-dessus de leur porte, le billot fut établi au temps des ducs pour la vérification des mesures qui servaient au débit de boissons (Caron, p. 363).

détaillé (73). Comme les fouages encore, les impôts et billots étaient qualifiés de deniers d'octroi. C'est-à-dire que les Etats devaient chaque année les accorder au roi qui ne pouvait de lui-même les percevoir. Quoique leur taux n'ait guère tardé à devenir invariable (74) et leur vote une formalité, les Etats se cramponnaient à cette qualité de deniers d'octroi. Ils la rappelèrent souvent et en 1598 le P.G.S. prouva que la confirmation des privilèges bretons par Henri IV y portait atteinte en réalité, car il y était dit que les impôts et billots étaient deniers ordinaires (75).

C'est qu'en se maintenant sur le terrain des deniers d'octroi il était bien plus facile de s'opposer aux agissements contraires au traité d'Union qui se produisirent à propos des impôts et billots. Il arriva d'abord que le roi les perçut sans consentement préalable de l'assemblée. Aussi en 1577 le roi omit de les lui demander, mais les fit quand même lever (76). En 1595 les généraux des finances les affermèrent avant même de les avoir demandés (77) et ils recommencèrent les deux années suivantes (78). Les Etats n'ayant pas été réunis en 1615, on dut cette année-là se passer de leur consentement pour les impôts et billots comme pour les fouages. Mais les Etats approuvèrent cette façon d'agir pour cette fois seulement (79).

Toujours malgré leur qualité de deniers d'octroi, le roi usa parfois des impôts et billots comme s'ils étaient domaniaux, lui appartenant en propre, sans que les Etats pussent les refuser. C'est ainsi qu'il les donna, les aliéna, y constitua des rentes, ou encore les loua à son gré pour long terme.

(73) Du Bouëtiez de Kerorguen, op. cit., T. I, p. 368.

(74) Impôt : 22 sols 10 deniers sur chaque barrique d'eau de vie et de vin étranger, 11 sols 5 deniers sur chaque barrique de vin, cidre, bière, poiré. Billot : valeur de six pots par barrique de boisson débitée (Caron, p. 362).

(75) A. I. V. C 2645, p. 257. En 1632, le roi déclara pareillement qu'ils étaient devenus ordinaires (A. I. V. C 2652, 21 déc. 1632).

(76) A. I. V. C 2641, p. 452 et 462.

(77) A. I. V. C 2643, p. 20.

(78) Ibid., p. 567. A. I. V. C 2645, p. 59 et 60.

(79) A. I. V. C 2649, 27 oct. 1616.

Catherine de Médicis reçut en 1583 le produit des impôts et billots comme don de son fils Henri III, les petits Etats de 1583 s'y opposèrent (80). Le roi révoqua d'ailleurs son cadeau l'année suivante (81).

En même temps qu'il aliénait des feux de fouages, Louis XIII voulut en juillet 1638 vendre les impôts et billots. Comme les Etats refusaient leur consentement, il dut, pour l'obtenir, recourir à des procédés parfaitement illicites, et qui le vicièrent. On menaça d'imposer à la province le logement et les étapes nécessaires à 25 cornettes de cavalerie et 6 régiments d'infanterie. Il fallut céder (82).

Quant à la vente de rentes sur les impôts et billots, on voit les Etats s'en plaindre dès 1569 (83) puis en 1571 et 1578. On força même les particuliers d'en acheter (84). En 1584, 12.000 écus de rente furent vendus sur les ports et hâvres et la Prévôté de Nantes, chose licite, mais aussi sur les impôts et billots, ce qui ne l'était plus (85). Puis en 1597 les Etats eurent de nouveau à protester contre l'aliénation de 30.000 écus de rentes sur les impôts et billots. Le roi argua qu'il n'avait pas d'autre moyen de s'acquitter envers les Suisses et passa outre.

La question du bail fut la plus grosse difficulté soulevée au sujet des impôts et billots. Jamais les Etats ne purent faire triompher leur droit. D'après l'usage ancien ce bail devait se faire en leur assemblée et d'année en année, puisque c'était eux qui les octroyaient au roi à chaque tenue. Pourtant dès 1569 le bail fut passé au conseil privé (86). Les années suivantes, on réclama encore contre cette infraction répétée aux usages confirmés en bloc en 1532 (87). La ferme fut même faite pour six ans au conseil (88).

(80) A. I. V. C 2642, p. 338.

(81) A. I. V. C 3275.

(82) A. I. V. C 2653, 5 janvier 1639.

(83) A. I. V. C 2640, p. 226.

(84) Ibid., p. 451.

(85) A. I. V. C 2642, p. 424.

(86) A. I. V. C 2640, p. 226.

(87) Ibid., p. 369. A. I. V. C 2641, 1576.

(88) A. I. V. C 2641, tenue de 1578.

On en demanda la cassation. Les commissaires répondirent qu'il avait été vérifié que la pratique ancienne était de faire le bail aux Etats et ils en ordonnèrent la surséance jusqu'à ce que le roi en eût décidé (89). Par la suite, le conseil adjugea de nouveau le bail pour sept ans à la dame Grand'-Rue (90). Les Etats continuèrent toutefois à n'accorder les impôts et billots que d'année en année, sans tirer à conséquence, sans approuver le bail passé par le roi et à condition qu'il fût désormais fait aux Etats. Le roi répondait qu'il y aviserait après l'expiration du bail actuel (91). Le moment venu, il fit pourtant adjuger de nouveau à long terme en son conseil, ce qui provoqua la continuation des plaintes, demandes de révocation, refus de consentir, si les anciens usages étaient violés, etc. Parfois les Etats semblèrent sur le point d'obtenir gain de cause. Les commissaires promirent que le bail se ferait dans l'assemblée (92). Mais dès 1604, on était retombé dans l'ornière. Les impôts et billots avaient été compris dans le bail général des Aides et le roi voulait que le fermier en jouît comme des autres droits de sa ferme. Et de nouveau ce fut la série des doléances prouvant qu'il s'agissait de deniers d'octroi, et des consentements sous conditions jamais observées. De 1611 à 1615 il y eut une période normale, puis on comprit encore les impôts et billots dans le bail général des Aides de France et le roi se remit à faire patienter les Etats en leur disant d'attendre la fin du bail. Le contrat de 1621 stipula qu'ils seraient distraits du bail général et adjugés chaque année en l'assemblée (93). En effet, les registres de cette époque portent la mention : « Le bail a été adjugé en l'assemblée », mais en 1624, le P.G.S. déclara qu'il n'y avait là qu'une pure fiction, les impôts et billots n'ayant jamais été distraits de la ferme générale des Aides (94).

Enfin l'arrêt du conseil du 28 mars 1626 vint reconnaître

(89) A. I. V. C 2642, p. 38.

(90) A. I. V. C 2642, p. 255.

(91) A. I. V. C 2643, p. 35.

(92) A. I. V. C 2645, p. 258.

(93) A. I. V. C 2650, 26 juillet 1621.

(94) Ibid., 14 juillet 1624.

les droits de la province (95). Le bail fut réellement adjugé comme il le devait. Les fermiers des Aides de France firent bien une tentative en 1636, mais le roi leur donna tort et fit distraire de leur ferme les impôts et billots (96).

L'aliénation de 1639 vint tout remettre en question. Puis quand les impôts et billots furent rachetés, le roi, en décembre 1664, les comprit dans le bail de plusieurs impositions du royaume (97) et en 1697 les réunit en une seule ferme avec le papier timbré. Les Etats ne réagirent plus avec la vigueur d'autrefois. Jamais plus ils ne récupérèrent l'adjudication et le contrôle de la ferme des impôts et billots.

Le billot présentait une particularité. Le roi devait en affecter le produit à des catégories bien nettes de dépenses. Charles VIII confirma cette pratique qui datait des ducs par ses lettres patentes du 7 juillet 1492. « Aussi avons
« déclaré et ordonné, ordonnons et déclarons que le droit
« de billot et appetissage, qui par nous sera ordonné lever
« pour la réparation et entretenement des villes, places
« fortes, ponts et péages dudit pays, soit employé aux dits
« usages et non ailleurs et défendons à nos receveurs et à
« ceux des Barons et seigneurs dudit pays de Bretagne
« et à leurs gens et officiers de non convertir ni ailleurs
« employer les deniers dudit devoir de Billot » (98). L'édit de septembre 1532 n'est pas moins affirmatif. Le roi promet « que les deniers provenant des billots soient féalablement employés aux fortifications et réparations nécessaires de villes et places fortes dudit pays, d'autant que ledit billot fut mis principalement à cause des dites réparations qui revient à grands charge et foule du pauvre peuple » (99). Malgré ces textes le produit du billot fut affecté à d'autres dépenses. Les Etats en firent des doléances en 1572, 1578, 1579. Ils continuèrent en 1581 et années sui-

(95) A. I. V. C 2763, 2 mai 1626.

(96) A. I. V. C 2653, 26 décembre 1636.

(97) A. I. V. C 2657, 22 sept. 1665.

(98) D. Morice, T. III, col. 728.

(99) Ibid., col. 1010.

vantes, ajoutant que les forteresses de Nantes, Brest, Saint-Malo, Conq, tombaient en ruines et qu'il était urgent que la somme destinée à les réparer ne fût plus distraite de cet objet (100). On leur répondit en 1596 que le roi entendait disposer du billot « suivant la nécessité de ses affaires et celles de la province » (101). Après la mort de Louis XIV, lorsque les Etats recouvrèrent quelque indépendance, ils reparlèrent de l'affectation spéciale du billot. Ils refusèrent à la tenue de 1715 de contribuer à l'entretien, réparation, construction des places fortes en Bretagne, en vertu du traité de 1532, disant qu'ils n'avaient jamais consenti ces dépenses et que le billot devait les financer.

ARTICLE 3. — LE DON GRATUIT

L'origine et la nécessité du don gratuit ont déjà été expliqués (102). Ce n'était pas un impôt, mais une subvention que les Etats accordaient en principe librement. Mais le roi usa fréquemment de procédés brutaux qui viciaient le consentement (103). En 1621 les Etats offraient 450.000 l. Les commissaires trouvèrent cette somme insuffisante et menacèrent de s'emparer des octrois des villes et de les faire lever pour le roi. L'accord se fit sur 475.000 l. (104). Cette menace se renouvela en 1622. En 1657 et 1659 on alla jusqu'à parler aux Etats de séparation s'ils ne votaient pas les dons gratuits désirés; ils durent s'exécuter. Avec Colbert ces pressions se firent plus vives. Le contrôleur général écrit à son frère en 1663 à propos du don gratuit voté trop lentement à son gré : « S'ils n'y prennent garde, S. M. pourrait bien prendre la résolution de les remercier de leur don gratuit... mais je ne sais si

(100) A. I. V. C 2642.

(101) A. I. V. C 2644, 24 déc. 1696.

(102) Cf. supra, p. 27.

(103) Ces procédés d'intimidation ont été étudiés d'une façon générale cf. supra, p. 64 et suiv.

(104) A. I. V. C 2650.

ce serait une bonne affaire pour la province » (105). Le duc de la Meilleraye voulut faire emprisonner ceux qui tentaient de s'opposer (106). En 1665 les Etats refusant d'augmenter leurs offres, le duc de Mazarin, gouverneur, déclara qu'il connaîtrait « les noms des turbulents » et fit entendre à un grand nombre de gentilshommes qui allèrent chez lui qu'il saurait « qui sont ceux qui engagent la province à manquer à ce qu'elle doit au roi et que S. M. pourrait bien traiter selon leurs mérites... Toutes ces menaces ont produit l'effet que j'en avais espéré » (107). En 1673, le duc de Chaulnes trouva que les Etats « ne faisaient rien depuis quatre jours » et entra dans leur assemblée « pour ordonner que toute délibération cessant, on délibérât sur le don au roi, sans y mêler aucune autre affaire » (108). « J'ai parlé assez ferme à quelques-uns que j'ai voulu prévenir crainte qu'ils ne s'émancipassent à parler librement » dit Lavardin (109). Deux gentilshommes furent exilés et l'assemblée s'inclina. La tenue suivante eut lieu après la révolte du papier timbré. Comme on le sait, le don gratuit, dont le montant était fixe (110) se vota désormais à la première séance sans examen de quoi que ce fût. Le roi l'exigeait et les Etats savaient qu'il leur fallait obéir. Le consentement au don gratuit n'était plus qu'une fiction.

ARTICLE 4. — LES OCTROIS DES VILLES

Comme de nos jours, on appelait ainsi la permission pour les villes de percevoir des droits à l'entrée de certaines denrées de consommation. Avec les deniers patrimoniaux les deniers d'octroi formaient leurs ressources.

(105) Depping, *Corresp. adm. sous Louis XIV*, T. I, p. 477.

(106) *Ibid.*, p. 483.

(107) Depping, *op. cit.*, p. 489.

(108) Chaulnes à Colbert, Depping, I, p. 531.

(109) *Ibid.*, p. 526.

(110) En temps de guerre un million et demi, en temps de paix un million.

Au temps des Ducs, c'étaient les Etats qui accordaient périodiquement (111) aux villes la permission de lever des octrois (112). Depuis la réunion cependant les villes furent parfois autorisées directement par le roi. « L'octroi accordé aux villes est un impôt et aucun impôt n'est légitime suivant la constitution, sans l'aveu des Etats... Ces vérités sont inscrites dans les âmes bretonnes » (113). Ainsi s'exprime la commission des octrois et devoirs à la fin de l'ancien régime. Les Etats soutenaient cette opinion depuis longtemps (114). Et ils ne manquaient pas d'élever des protestations lorsque des villes, autorisées par le roi, voulaient lever des taxes sans qu'ils y eussent consenti. Par exemple, il en fut ainsi pour Ploërmel qui, en avril 1572, avait reçu du roi seulement permission de lever pendant dix ans 20 sols par pipe de vin détaillée, 5 par pipe vendue en gros (115), pour Nantes et Saint-Malo, qui en 1599 imposèrent des taxes de 5 écus par tonneau de vin (116), pour Nantes qui en 1600 avait obtenu le droit de faire une levée (117), etc. Le 22 septembre 1609 les Etats arrêtaient qu'aucune communauté ne pourrait obtenir de concession d'octroi sans leur consentement et chargèrent leur P.G.S. de s'opposer à toute levée d'octrois faite par les villes en vertu de lettres patentes qu'ils n'auraient pas consenties (118). Un arrêt du conseil vint trancher la question favorablement pour les Etats le 10 mars 1613. Désormais toute demande de concession ou de prorogation d'octroi dut être munie de leur assentiment préalable avant de recevoir la définitive sanction du roi (119).

Ce système fonctionna normalement jusque sous Louis XIV qui, sans plus avoir recours au consentement des Etats, fit accorder directement par arrêt du conseil

(111) De dix en dix ans souvent.

(112) Kerhuel, Les privilèges financiers de la B au XVIII^e siècle, p. 16.

(113) A. I. V. C 3182.

(114) A. I. V. C 3249, par exemple.

(115) A. I. V. C 2640.

(116) A. I. V. C 3249.

(117) Caron, L'administration des E. de B., p. 256.

(118) Ibid.

(119) Rebillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 31.

les concessions et prorogations d'octrois aux communautés (120). Les Etats inscrivirent leurs remontrances à ce sujet dans l'article 9 de chaque cahier, sans autre résultat que cette réponse : le roi était le maître d'accorder les octrois aux villes et aux communautés quand il le jugeait à propos et ne le faisait qu'avec une grande connaissance de cause » (121).

Louis XIV doubla à son profit les octrois et péages et obligea les villes à faire enregistrer leurs titres de possession d'octroi en payant 100 l. (122).

Même lorsqu'il était requis, le consentement des Etats pour les octrois n'était guère qu'une formalité, et son absence était sans conséquence pratique directe sur la province. Il en était de même pour les infractions aux clauses de l'union survenues à propos des fouages et des impôts et billots puisque leur taux était devenu fixe, et pour le don gratuit après 1675. Mais si les Etats protestaient, c'était pour maintenir le principe de la nécessité de leur consentement et surtout parce que ces deniers périodiquement accordés au roi pouvaient être, on l'a déjà vu, un moyen très efficace de pression sur le roi.

(120) De Carré, Les E. de B., T. I, p. 271.

(121) Caron, p. 254.

(122) Voici quelques lignes extraites d'un mémoire adressée par les commission intermédiaire aux ministres en 1781 : « On a fait, Sire, une distinction entre les impôts qui se lèvent au profit de V. M. et ceux qui se lèvent sur les villes pour leurs charges particulières; distinction irréfléchie et aussi frivole en elle-même que peu respectueuse pour V. M. Les corps municipaux de la province jouiraient donc d'une prérogative que V. M. elle-même reconnaît ne pas lui appartenir. Quoi, Sire les besoins de l'Etat, les circonstances de la guerre, la splendeur de votre couronne, rien ne peut dispenser du consentement des Etats pour aucune levée au profit de V. M. et ce même consentement ne serait pas requis pour une levée donc le produit est destiné à des objets moins importants... ? » (Caron, p. 258).

§ II. — Deniers non soumis au consentement périodique des Etats

ARTICLE 1. — LEVÉES EXTRAORDINAIRES

Avant le vote régulier du don gratuit, l'insuffisance de ce que payait la Bretagne par rapport aux autres provinces et surtout aux besoins de l'Etat obligeait le roi à lui demander de fréquents subsides supplémentaires. Ces levées étaient dites extraordinaires, parce qu'en principe elles ne devaient pas devenir régulières ni perpétuelles. Souvent le roi les perçut sans le consentement des Etats (1).

Afin de rendre navigable la Vilaine depuis Rennes jusqu'au Gué Notre-Dame, sous Messac, le roi avait ordonné par l'édit de Chantilly (août 1539) que 6.000 l. fussent imposées sur la ville de Rennes et lieux circonvoisins et 18.000 l. additionnellement aux fouages. Mais les Etats différèrent d'accorder les 18.000 l. « en proposant plusieurs frivoles excuses » et François I^{er} commanda de faire lever cette somme malgré leur refus (2).

En même temps que la taxe sur les clochers et presbytères pour la solde de 50.000 hommes de pied, le duc d'Etampes ordonna la perception au profit du roi de plusieurs deniers communs et d'octroi (3). Malgré les remontrances des Etats, le roi voulut en 1562 qu'on suivît les ordres du duc d'Etampes (4).

(1) On ne parlera pas des levées extraordinaires non consenties qui, ayant été faites spécialement dans le but de solder des dépenses militaires, seront étudiées à part. Cf. infra, p. 189.

(2) De Calan, Doc. inédits, T. I.

(3) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 87.

(4) Le roi ayant aliéné son domaine voulut le faire racheter par les Etats qui, naturellement, rechignaient. Il alla jusqu'à écrire en 1573 qu'il ferait percevoir d'autorité les sommes nécessaires s'ils ne les votaient pas, mais n'exécuta pas sa menace. (A. I. V. C 2641, tenue extr. de 1573.)

Vinrent ensuite un certain nombre de subventions que le roi mit en recouvrement sans en parler aux Etats et à propos desquelles, après une certaine résistance, des arrangements intervinrent (5). Toutefois, pour une levée ordonnée en mars 1577 « sur le peuple » les Etats intervinrent inutilement et ne purent faire restituer ce qui avait été perçu (6).

L'édit de 1579 promit que les droits bretons seraient observés à l'avenir, spécialement en ce qui concernait le consentement à l'impôt. Or, l'année d'après l'édit, on verra plus loin que toute une série de subventions furent irrégulièrement perçues à des fins militaires. Puis les Etats rachetèrent en 1581 et 1582 en même temps que d'autres innovations, deux levées qui commençaient d'être perçues sans leur assentiment. L'une consistait en un supplément de 112.600 l. sur les fouages (7), l'autre en une taxe de 45.000 écus, réduits à 30.000, sur les villes closes et faubourgs. Ils continuèrent de s'en prendre à « ceux qui inventent les levées de deniers extraordinaires » et voulurent ouvrir une information contre eux (8).

Ce deuxième rachat se fit moyennant une subvention de 70.000 écus votée pendant cinq ans. Pendant cette période, le roi promettait de ne répartir aucun denier extraordinaire en Bretagne. Pourtant la quatrième année, il manqua à sa parole pour la levée de 9.000 écus pour la solde des francs archers et élus. Les conditions de la subvention n'étant pas observées, elle aurait dû cesser. Mais les commissaires du roi signifièrent aux députés de l'assemblée que selon les lettres patentes du 13 février 1586, ils

(5) Ainsi en 1577 pour une somme de 30.000 l. et une autre de 100.000.

(6) Cette levée se fit en vertu d'une commission accordée au sieur de la Roche pour équiper une flotte afin d'aller à Terre-Neuve. (D. Morice, T. III Preuves, coll. 1439). Il s'en servit pour soutirer de l'argent « sous prétexte d'embarquement feint, simulé et imaginaire, duquel il menaçait et menace encore les habitants d'aucuns ports, villes et villages » (A. I. V. C 2641, p. 522).

(7) A. I. V. C 2642.

(8) Ibid., p. 209.

(9) Ibid., tenue extr. de 1586.

allaient passer outre à leur proposition. Le roi avait prévu le cas et ordonné d'agir ainsi (9). Cette même année, les généraux des finances taxèrent chaque feu de fouage à plus que ne l'avaient permis les Etats. 8.000 écus furent ainsi perçus indûment. Le roi alléguait que les Etats avaient omis d'en délibérer, quoiqu'il les leur eût demandés, et qu'il avait dû se procurer cette somme cependant car elle lui était indispensable (10).

Puis de notables sommes de deniers furent « arbitrairement levées par capitation » en plusieurs endroits de la province, pour réparer les maisons, châteaux, auditoires, prisons, ponts et passages du domaine royal, le roi percevait cependant des péages pour les réparer (11). Il y fut sursis en 1588 seulement (12).

Le roi eut encore besoin de 40.000 écus en 1587. Il expédia des lettres patentes pour les faire lever puis décida d'attendre la session des Etats. Ceux-ci finirent par les accorder, à condition que l'on révoquât les anciennes commissions et que les nouvelles mentionnassent leur consentement (13).

Enumérons encore, avant l'institution d'un don gratuit régulier : — une levée de 30.000 écus, faisant partie de celle des 369.166 écus deux tiers ordonnée le 28 mars sur tout le royaume et que les généraux des finances perçurent arbitrairement (1588) (14).

— Une levée de 3 écus sur chaque feu en sus des fouages, ordonnée par le duc de Montpensier sans le consentement des Etats (1593) (15).

— Une levée de 12.000 écus sur le plat pays, ordonnée

(10) D. Morice, Preuves, T. III, p. XXVI.

(11) A. I. V. C 2642, p. 552.

(12) Le roi n'en continuait pas moins à dire clairement de temps en temps qu'il n'entendait pas détruire le principe des privilèges bretons, mais était parfois obligé d'y déroger par nécessité pressante. Ses réponses aux remontrances de 1587 et de 1588 portent : « Entend S. M. qu'il ne se fasse ci-après aucune levées de deniers extraordinaires sans l'avis et le consentement des Etats dudit pays ».

(13) A. I. V. C 2642, p. 610.

(14) H. Sée, Les Etats de B. au xvr^e siècle. A. I. V. C 2643, p. 22.

(15) A. I. V. C 2643, p. 153-205.

semblablement par le maréchal d'Aumont (1594) (16). Les Etats s'y étant opposés, le maréchal leur écrivit qu'il était « ébahi », alors que pour leur « faire plaisir », il s'était « rendu contraires et ennemis tous les financiers de la Cour », en défendant les droits de la Bretagne (17). Et il maintint sa levée (18).

— Une levée sur Morlaix (1597).

— Une levée pour payer les dettes contractées par le duc de Montpensier au service du roi (1599).

— Plusieurs levées, toujours non consenties en 1600, 1605 (celle-ci de 22.000 écus) (1609) (20).

— Pour contribuer à la démolition du château de Craon, en Anjou, le roi voulut taxer la Bretagne à 30.000 l. Dès 1604, le P.G.S. fut chargé de s'y opposer (21). Mais le roi ayant fait saisir les gages du Parlement, celui-ci dut enregistrer plusieurs édits et commissions qu'il voulait repousser, et parmi eux celle qui commandait la levée. Le général des finances voulait même l'exécuter avant l'enregistrement.

Et c'est alors, avec l'année 1614, l'apparition du don gratuit. En contre-partie le roi accorda cette année-là la suppression de toute levée non consentie en cours de recouvrement (22). Il n'eut plus guère à y recourir, disposant désormais d'un subside régulier. Pourtant, sous prétexte d'une assemblée de notables qui se tint à Rouen, Louis XIII voulut en 1618 faire payer à chaque feu de fouage même affranchi, 5 sols, 5 deniers, obole et pite, soit 10.000 l., en sus de ce qui lui avait été voté. Selon sa

(16) Ibid., p. 578.

(17) D. M., Preuves, T. III, col. 1617.

(18) Pendant ce temps-là, les Etats de la Ligue se plaignaient de leur côté de tout ce que Mercœur levait sans leur assentiment (A. I. V. Etats de la Ligue, remontrances de 1591). Toutes sortes de gens percevaient d'ailleurs des taxes sans aucun droit au cours de ces troubles : Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 459.

(19) A. I. V. C 2645, p. 55.

(20) Ibid., p. 775. A. I. V. C 2646, p. 83, p. 554. C 2647, j. 360. Le roi répondait sur les cahiers qu'il voulait qu'il ne fut fait de levées qu'en vertu de ses commissions.

(21) A. I. V. C 2646, p. 421, 424.

(22) A. I. V. C 2648, 22 août 1614.

tactique coutumière, le Parlement repoussa l'enregistrement jusqu'à ce que la commission eût été présentée aux Etats. Ceux-ci refusèrent d'y consentir à leur tenue suivante, quoique le recouvrement en fut déjà avancé. Un arrêt du conseil, deux ans plus tard, ordonna la restitution de ces 10.000 l. Quelques receveurs continuaient cependant la levée en 1621 encore (23).

Le contrat de 1640 promit la révocation d'une levée de 7 s. 30 d. faite sur la recette des fouages et du taillon en vertu d'un arrêt du conseil obtenu par les receveurs de fouages, sans vote des Etats. Cette même année, on s'opposa à la perception d'une taxe pour la réfection de la chaussée de l'Etang au Duc à Ploërmel (24).

Une levée de 600 l. fut révoquée par le contrat de 1649.

Il faut alors sauter jusqu'au début du xviii^e pour rencontrer de nouvelles levées extraordinaires non consenties. Un arrêt du 4 mars 1704 en ordonna une de 200.000 l. pour supprimer les essayeurs et visiteurs d'eau-de-vie. Les Etats s'élevèrent en vain contre elle en 1706 (25). Un supplément de fouages fut encore perçu en vertu d'un édit de septembre 1714, afin de rembourser les offices créés sur les hôtels de ville et non encore vendus (26).

Ainsi c'est au cours des guerres de religion et jusqu'en 1614 que l'on rencontre le plus fréquemment cette sorte d'impôt direct intermittent et irrégulier que sont les levées extraordinaires. Elles répondaient alors à une nécessité aussi urgente qu'indéniable. C'est là leur excuse. Les Etats reconnurent que la Bretagne supportait une part trop inférieure à celle des autres provinces et accordèrent désormais régulièrement un don gratuit, ce qui supprima presque les levées non consenties.

(23) A. I. V. C 3249.

(24) A. I. V. C 2643, p. 524.

(25) Quessette, L'Administration des E. de B. de 1689 à 1719, p. 208.

(26) A. I. V. C 2667, 5 février 1716.

ARTICLE 2. — DROITS DOMANIAUX, IMPÔTS INDIRECTS
ET EXPÉDIENTS DIVERS

Le roi, héritier des Ducs, percevait à ce titre les revenus du domaine ducal, dont une partie consistait en la levée de certains droits. Les Etats ne pouvaient s'y opposer. Quant aux impôts indirects, taxes et autres procédés fiscaux destinés à remplir le trésor, l'assemblée bretonne, en vertu de sa prérogative générale en matière financière, avait à y consentir non pas à chaque session, mais lors de leur création. Enfin même s'agissant de droits domaniaux les Etats devaient approuver toute augmentation et pouvaient se plaindre si des abus se produisaient à la perception.

C'est souvent vers ces expédients que dut se retourner la monarchie, toujours à court d'argent par suite de son mauvais système fiscal. Ces taxes disparates, sans ordre, ne heurtaient point l'esprit d'une époque où l'on ne rencontrait dans les coutumes juridiques et les institutions politiques, nul souci d'uniformité ni de construction selon un plan préconçu paraissant a priori logique.

Sans chercher à classer cette prolifération de taxes et de droits, nous les étudierons chronologiquement selon la date de la création, de l'extension ou de l'augmentation que les Etats refusèrent d'entériner.

Les registres des Etats sont perdus jusqu'en 1567. Ici comme ailleurs, on sait mal à quoi durent s'opposer les Etats avant cette date.

Pourtant dans le cahier de remontrances de 1564 qui nous est parvenu, se trouve un article contre « certains subsides mis et imposés sur les procès » et le roi répond qu'il ne peut révoquer l'imposition sur les plaids, la nécessité des affaires l'ayant contraint de faire état des deniers de la ferme (27). En 1567, ce devoir de consignation et de subvention des procès existait encore.

(27) A. I. V. C 3145.

Il est question en 1567 de commissions par lesquelles on a, pour augmenter le domaine royal, arrenté plusieurs « gastes et communs, boulevards, portes, murailles, jardins, pourpris et endroits étant de toute ancienneté « des appartenances et dépendances des villes ».

De cette même époque date une autre de ces « inventions lucratives que des aventuriers suggèrent et vendent ordinairement aux gens des finances ». Il s'agit du devoir de 6 d. par L. sur les taverniers, hôteliers, cabaretiers (28). Le roi consentit plus tard (1582) à exonérer de cette taxe et de l'obligation de prendre des lettres les cabaretiers et hôteliers des campagnes. Seuls devaient payer ceux des villes et des gros bourgs (29). Puis cette mesure fut complètement révoquée moyennant 14.449 écus 50 sols (1587) (30).

Une taxe de 20 l. par clocher fut levée en 1570 (31) et cinq ans plus tard on perçut encore de force 40.000 l. sur ces mêmes clochers (32). Ils furent de nouveau taxés à 15 écus chacun en 1588 (33). Les Etats ratifièrent cette dernière levée, tout en protestant parce qu'on l'avait commencée sans leur accord.

La première augmentation des droits de sceau date de 1571. Autrefois les arrêts et jugements rendus au Parlement n'étaient scellés que d'un simple cachet, non du sceau de la Chancellerie de Bretagne. En juin 1554, Henri II avait déjà prescrit l'usage de ce sceau et le paiement du droit domanial afférent (34). Il faut croire que cet édit n'eut guère d'effet puisque Charles IX dut interdire de nouveau au Parlement d'utiliser les anciens cachets au lieu du sceau royal. Il fit même briser ces anciens cachets (35).

(28) D. Morice, Preuves, T. III, p. XXVI.

(29) A. I. V. C 3300.

(30) A. I. V. C 2642, tenue extr. de 1588.

(31) A. I. V. C 2640.

(32) A. I. V. C 2641, p. 280 et 307.

(33) A. I. V. C 2642, p. 646.

(34) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1116.

(35) Carré, Le P. de B. après la Ligue, p. 138.

En 1571, il augmenta une première fois les droits de sceau, et une deuxième fois en 1583. Les Etats s'élevèrent vainement contre chaque crue (36). Deux nouvelles crues se produisirent en 1632 et en 1636, sans avoir été consenties aux Etats, ni même vérifiées aux Cours Souveraines (37). Les droits de sceau des présidiaux furent aussi augmentés en 1633 (38). Puis deux déclarations en 1670 et 1672 accrurent au Parlement et aux présidiaux le champ d'application du sceau. Etats et Parlement firent d'inutiles remontrances (39) et finirent par faire révoquer cette décision moyennant un accroissement de droits sur les lettres de la grande et petite chancellerie (40). Enfin en 1691 les droits de sceau furent augmentés d'un quart encore. Le roi refusa d'y rien changer (41).

Le cahier de remontrances pour 1572 mentionne une imposition nouvelle et extraordinaire que l'on « prétend mettre » sur les terres vagues. Deux ans plus tard le roi ordonna, par lettres patentes de 1577 (42) la vente des terres vaines et vagues, marais, friches, etc. de Bretagne jusqu'à concurrence de 40.000 écus pour payer les dettes du duc d'Alençon. Naturellement, l'assemblée se mit en travers de cette mesure, arguant que ces terres étaient un des principaux moyens pour « nourrir le bestial du peuple » et réclamant le rétablissement en leur ancien état des parcelles encloses. Le roi, par l'édit de juin 1579, consentit à surseoir à l'aliénation et envoya des « personnages de qualité » pour décider ce qui serait laissé aux communs et aux particuliers (43). Le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, mourut en 1584 et les plaintes des Etats cessèrent, car la surséance n'avait pas empêché bien des empiètements. Toutefois les commissions pour la vente et

(36) A. I. V. C 2640, p. 405. C. 2642.

(37) A. I. V. C 2655, 18 oct. 1651.

(38) A. I. V. C 2652, 11 déc. 1634.

(39) A. I. V. C 2658, etc.

(40) A. I. V. C 2659, 4 oct. 1679.

(41) A. I. V. C 2660, 30 sept. 1691.

(42) A. I. V. C 3243.

(43) D. Morice, Preuves, T. III, coll. 1445.

l'arrentement des terres vagues ne furent définitivement révoquées qu'en 1610 (44).

A chaque changement de règne (45), le nouveau roi de France avait l'habitude de lever un droit de confirmation, c'est-à-dire que certaines personnes, groupements ou corps constitués, villes, communautés religieuses, etc., doués de privilèges, devaient payer une taxe pour continuer d'en jouir. Les ducs n'avaient jamais perçu de droit de confirmation lors de leur avènement au duché (cahier de remontrances de 1748). Cependant Henri III refusa d'en exempter la Bretagne, nulle autre province ne l'ayant été. (46). Henri IV fit de même (47). Louis XIII aussi (48) et aux remontrances de 1611 il répondit : « le droit de confirmation est un droit royal et ancien, qui a toujours été levé par les rois prédécesseurs de S. M. ». Louis XIV promit, par le contrat de 1645, de révoquer ce droit. Pourtant jamais il n'en fut tant question que sous son règne. Toutes les villes qui avaient été forcées d'acheter des offices municipaux durent l'acquitter pour faire confirmer leur possession (49). Beaucoup de possesseurs de privilèges furent taxés pour cause de confirmation. Par exemple les bourgeois des villes possédant des faire valoir à la campagne pouvaient en faire venir les produits sans payer l'octroi. Le roi les obligea à prendre, en payant, des lettres de bourgeoisie pour être confirmés dans ce droit (50). Les communautés rachetèrent d'ailleurs cet édit. En 1698 un édit confirma, moyennant finances « tous les particuliers qui jouissent de foires et marchés et droits en dépendant dans leur possession et jouissance » (51). Dans un édit d'octobre 1654,

(44) A. I. V. C 3300.

(45) Ou du moins en principe, en fait on le percevait à une date quelconque du règne (Carré, *Le P. de B. après la Ligue*, p. 479).

(46) A. I. V. C 2641, 26 octobre 1574.

(47) A. I. V. C 3351.

(48) A. I. V. C 3275.

(49) Dupuy, *Etudes sur l'Adm. Municip. en B. au xviii^e siècle*, p. 274. Cf. *infra*, p. 178.

(50) A. I. V. A 20.

(51) A. I. V. A 9.

le roi se plaignit que des particuliers eussent détourné ou saigné le cours de certains fleuves ou rivières navigables. Il dit qu'il pourrait leur infliger une amende, mais préférerait leur en donner confirmation pour un droit modique (52). Les Etats rachetèrent l'édit pour 50.000 l. et les deux sous par l. (53).

Le cahier de 1578 donne quelques précisions sur une levée de 100.000 l. sur les aisés, faite en 1575 sans consentement préalable (54). Il s'agit d'« emprunts forcés qu'ils appellent sur les aisés, ou plutôt misérables, dont ceux de l'Eglise ou nobles n'ont pas été épargnés ni exemptés ». Ces emprunts forcés sont donc en réalité une taxe. On voulut encore recourir à cet expédient en 1586. On envoya à la tenue de cette année-là, une députation pour dire au duc de Mercœur qu'on refusait de délibérer sur les demandes du roi tant que les généraux des finances n'auraient pas retiré les commissions par lesquelles ils prétendaient lever avec contrainte sur certains particuliers 24.000 écus sous forme d'emprunts. Mais le duc et les généraux des finances répondirent qu'ils pouvaient modérer les taxes, mais non faire cesser l'emprunt (55). Il eut lieu avec tant d'abus que les Etats firent une enquête (56). Le contrat de 1641 stipula qu'il ne serait plus jamais fait d'emprunts forcés. Pourtant deux édits en 1665 et 1667 en créèrent encore (57), qui furent supprimés par le contrat de 1667. Cet expédient renaquit encore en 1710. 300.000 l. de rentes furent créées pour être acquises par toutes les personnes aisées du royaume. La part de la Bretagne fut

(52) Isambert, Recueil des anciennes lois françaises, T. 20, p. 229.

(53) A. I. V. C 2660, 30 oct. 1695.

(54) A. I. V. C 2641.

(55) A. I. V. C 2642.

(56) Ibid., p. 573. Plusieurs personnes, et de toutes qualités, « ont été contraintes de quitter leur maison, femmes et enfants et de s'absenter pour éviter les rigoureuses contraintes et emprisonnements desquels l'on a usé ordinairement, voire contre aucuns si misérables, malaisés et pauvres qu'ils ont été contraints partir de leurs maisons de divers endroits de cette province pour aller à Nantes, devant les commissaires exécuteurs des dites commissions pour honteusement faire cession de biens » (session extraordinaire de 1537).

(57) A. I. V. C 2657, 13 oct. 1667.

de 400.000 l. de capital (58). Après avoir essayé d'en obtenir décharge en 1713, les Etats nommèrent après la mort de Louis XIV une commission pour enquêter des exactions commises par les traitants (59).

Par l'article 30 du cahier de 1576, les Etats exposèrent qu'un nouvel édit venait d'ordonner que tout homme qui sera passé maître en son art et métier paierait certaine somme de deniers au roi (60) ce qui n'avait jamais été consenti et était contraire aux privilèges de la province.

Un droit de petit sceau fut introduit en 1578 sur les draps qui se fabriquaient en Bretagne (61). Par l'édit de juin 1579, le roi assura que ce droit prendrait fin quand serait rachetée la vente de l'hôtel de ville de Paris au paiement de quoi le produit en était affecté (62).

Quand le trésor était trop à sec, le roi vendait son domaine. Les Etats protestèrent rarement et faiblement contre les aliénations. En 1582, on vendit aux notaires secrétaires de France le revenu du sceau de la chancellerie de Bretagne. L'assemblée fit remarquer que c'était là « l'ancien domaine de Bretagne inaliénable » (63). Les droits de sceau furent encore aliénés en 1628. Après une réclamation encore plus timide, les Etats comprirent vite qu'ils ne pourraient jamais faire révoquer cette aliénation sans un remboursement et s'y résignèrent (64).

Les Etats ratifièrent en 1601 l'opposition formée par le P.G.S. contre un droit d'ancrage nouvellement établi (65).

Henri IV recourut assez souvent à un expédient fiscal qui consistait à vendre aux particuliers des exemptions.

(58) A. I. V. A 25.

(59) Les traitants ne se contentèrent pas de taxer les particuliers aisés capables de payer, mais aussi « tous ceux dont le commerce et la moindre industrie semblaient leur avoir acquis quelques facultés » et ils touchèrent beaucoup plus que les 400.000 l. exigées en principe.

(60) A. I. V. C 2641.

(61) A. I. V. C 2641, session ordinaire de 1578.

(62) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445.

(63) A. I. V. C 2642, 4 décembre 1582.

(64) A. I. V. C 2651, 24 janvier 1628. C 2652, 13 août et 5 septembre 1632.

(65) A. I. V. 2646, 24 nov. 1601.

Ainsi en 1604 moyennant le versement d'une certaine somme, il exempta deux personnes par paroisse de la charge des tutelles et curatelles, de celle du guet, de la garde des villes, du logement des soldats et de « toutes corvées ou fournitures de chevaux et harnais pour tirer l'artillerie et munitions de guerre » (66). Les Etats protestèrent en prouvant que les charges dont on exemptait les riches retomberaient sur les pauvres (67). Le roi exigea que son édit eût lieu pour tous ceux qui voudraient en profiter.

En s'appuyant sur des lettres patentes du 28 décembre 1577 qui n'avaient cependant pas même été enregistrées au Parlement, on prétendit lever en 1623 un droit de bouette depuis Ingrandes jusqu'au Croisic, pour faire baliser la Loire (68). Les Etats essayèrent d'entraver la perception de ce droit, allant même jusqu'à déclarer qu'ils ne délibéreraient pas sur le don gratuit tant que la révocation n'en serait pas promise (69). Différents contrats l'accordèrent mais demeurèrent purement théoriques (70).

La fin du xvi^e s. fut une belle époque pour la création et l'augmentation des droits domaniaux, taxes indirectes et expédients divers. Puis le mouvement se ralentit et languit pendant depuis plusieurs décades. Colbert vint leur donner une virulence nouvelle. Il évalua en 1673 à 100 millions les besoins du roi, dont les revenus n'étaient que de 75 millions. Il fallait donc trouver 25 millions d'affaires extraordinaires. La Bretagne en eut sa part (71). Une nuée d'édits s'abattit sur elle, sans aucun consentement des Etats, puisque beaucoup n'étaient créés qu'en vue d'un rachat avantageux au trésor. Mieux : l'assemblée s'étant effectivement mise d'accord avec le roi pour la suppres-

(66) A. I. V. B reg. secrets, 8 et 16 juillet 1604.

(67) A. I. V. C 2646, p. 436 et 482.

(68) A. I. V. C 2650, 11 décembre 1623.

(69) A. I. V. C 2652, 12 juin 1632.

(70) Le marque du fer doux et aigre avec un droit de 10 sols par quintal fut rendue obligatoire en 1626. Mais cette mesure fut rapidement révoquée sur l'intervention des Etats (A. I. V. C 3294).

(71) Colbert au roi. Clément, Corresp. de Colbert, T. II, pièces annexes.

sion de bon nombre de ces édits moyennant deux millions, presque tous furent rétablis quelques mois après la fin de la session avec l'enregistrement du Parlement seulement, et déclenchèrent la révolte des Bonnets Rouges.

C'est d'abord le droit de contrôle des exploits, établi par édit de 1669. Une déclaration du 24 mars 1671 l'étendit aux actes authentiques (72). Ce droit, de cinq sols à sa création, atteignit onze sols en 1713.

Dès la tenue de 1671, les députés en cour furent chargés de faire révoquer une taxe que l'on prétendait lever sur les chevaux de louage (73).

Par le contrat de 1655, les Etats avaient obtenu décharge de la taxe des francs fiefs, nouveaux acquêts et amortissements jusqu'en 1696, moyennant 220.000 l. (74). Sans attendre l'expiration du délai, un édit de novembre 1672 ordonna de lever cette taxe, mais fut racheté en 1673. Les francs fiefs, nouveaux acquêts et amortissements ne repaurent plus qu'en 1695. Ils furent pourtant étendus par arrêt du conseil du 23 septembre 1693 aux édifices et droits réparatoires des domaines congéables (75). Toutefois les sommes ainsi perçues furent restituées deux ans plus tard. Des villes comme Rennes et Nantes, exemptées de francs fiefs par les ducs de Bretagne, y furent cependant soumises. Nantes paya 200.000 l. (76) et Rennes aussi (77) plus 20.000 l. un peu plus tard (78). Enfin un arrangement vint décider que les francs fiefs ne seraient plus perçus que tous les vingt ans, ce que le roi n'observa guère, notamment en 1708 et 1709.

Six mois avant la tenue, en mars 1673, le gouvernement, qui en espérait le rachat moyennant un bon prix (79), créa

(72) A. I. V. C 2658, 11 août et 5 septembre 1671.

(83) Ibid., 7 août 1671.

(74) A. I. V. C 2656, 1^{er} juillet 1659.

(75) A. I. V. C 2660, 28 oct. 1695.

(76) Arch. de Nantes, BB 59, f^o 19 V^o.

(77) Arch. municipales de Rennes, 1693, f^o 34 V^o.

(78) Rennes avait déjà payé les francs fiefs malgré son exemption, par exemple en 1609 (Carré : Recherches sur l'Administration municipale de Rennes au temps d'Henri IV, p. 15).

(79) Clément, Correspondance de Colbert, T. II, p. 288.

un certain nombre de corporations d'arts et métiers soumises à taxes spéciales (80).

L'établissement du papier timbré à un sol la feuille pour les actes authentiques et judiciaires (19 mars 1673, racheté puis rétabli le 4 août) donna son nom à la révolte qui suivit toutes ces créations. Et l'usage du papier timbré fut étendu en 1679 aux livres des négociants et banquiers (81).

L'édit pour la marque de l'étain est postérieur au rachat des autres édits, et date du 9 février 1674. Chaque pièce de vaisselle fabriquée avec ce métal dut payer un sol.

D'autres édits concernèrent les droits d'affirmation, d'insinuation (82), l'enregistrement des hypothèques (83), et établirent des droits sur les marchandises transportées par la Vilaine (36 sols par tonneau de froment, 24 s. par tonneau de seigle) (84), sur les vaisseaux allant pêcher la morue (60 sous par tonneau), sur les pêcheries, les moulins, les possesseurs d'îles et îlots de la Loire. Cette dernière taxe, après bien des négociations difficiles, fut rachetée à perpétuité en 1695, rétablie par édits de février 1710 et avril 1713 (en même temps qu'une taxe similaire sur les possesseurs de places sur les fossés et remparts des villes) et supprimée en juillet et octobre 1715 (85).

Après la révolte du papier timbré, le flot des droits, taxes et autres expédients déferla librement sur la Bretagne. Les Etats protestèrent en 1677 contre la soumission des échanges de terres au droit de lods et ventes et essayèrent d'empêcher au moins que cette mesure n'eût un effet rétroactif. Tout fut vain. Finalement le rachat fut autorisé en 1699 et les seigneurs de fiefs en payèrent les deux tiers (86).

(80) Histoire de B., T. V, par Pocquet, p. 464.

(81) On a fait remarquer que nous payons actuellement sans révolte deux des trois taxes qui motivèrent principalement l'insurrection : l'impôt sur le tabac et le papier timbré (Hist. de B., T. V, par Pocquet, p. 486).

(82) A. I. V. C 2658, p. 79 r°.

(83) Ibid., 9, 19, 20 février 1673.

(84) Ibid., p. 79, n°

(85) A. I. V. C 2667, 6 février 1716.

(86) A. I. V. C 2660, 11 nov. 1699.

Des taxes furent imposées sur les maisons bâties depuis 1680 dans la nouvelle enceinte de Brest.

On racheta pour 900.000 l. et les deux sous par l. deux édits de mars et septembre 1693 qui affranchissaient des cens, rentes, lods et ventes moyennant un paiement global, les maisons mouvantes de S. M. et des seigneurs particuliers dans les villes et bourgs fermés (87). Mais malgré ce rachat, la taxe globale était encore recouvrée en 1713 (88).

En mars 1693 fut établi le contrôle des actes avec paiement d'un droit. Le prix des actes s'en trouvait augmenté d'autant et les secrets de famille étaient rendus publics, les actes sous-seing privé y ayant été soumis. Mais le roi refusa de changer quoi que ce fût (89). Le rachat se fit en 1713 (90).

L'édit des armoiries, qui date de 1696 obligea les gentilshommes, les notables bourgeois et les corps constitués qui avaient des armoiries de les faire enregistrer en payant un droit. On en imposa même à ceux qui n'en avaient pas (91).

L'année 1697 vit paraître un expédient assez habile connu sous le nom d'édit des lanternes. Théoriquement le but en était d'éclairer comme Paris les grandes villes de la province : Rennes, Nantes, Brest, Saint-Malo. Ces villes,

(87) A. I. V. C 2247 et C 2660, p. 221, r^o.

(88) A. I. V. C 2666, 15 oct. 1713. On inventa en 1689 d'imposer aux villes des « dons gratuits ». Rennes paya 500.000 l. et obtint en outre le retour du Parlement en exil. Nantes 150.000 l., Vannes 100.000 l. (Dupuy, Etudes sur l'adm. municipale en B. au xviii^e siècle, p. 273). Ce procédé parut commode et on le renouvela en 1710. Les villes eurent à verser 700.000 l. pour éviter le doublement de leurs deniers patrimoniaux et d'octroi pendant 6 ans (A. I. V. C 3318). Les Etats ne firent aucune opposition.

(89) A. I. V. C 2660, 22 oct. 1693.

(90) Le roi réunit ce droit à son domaine en 1715 et indemnisa les Etats.

(91) Dupuy, Etudes sur l'Adm. munic. en B. au xviii^e siècle, p. 276. Le prix de l'enregistrement variait suivant le rang des personnes, l'importance des corporations et des corps constitués. Toute ville où siégeait un évêque ou une cour souveraine payait 100 l. Le général de Saint-Senoux paya 20 l. pour la bannière de la fabrique (Archives de Saint-Senoux, 1698).

(92) Dupuy, p. 274.

après s'être elles-mêmes payé le matériel nécessaire, devaient verser 385.000 l. au trésor. Les intérêts de cette somme leur seraient versés chaque année au denier 20 pour subvenir aux frais d'illumination. Bien entendu les villes ne touchèrent pas souvent la rente du capital qu'elles avaient été forcées de payer, malgré les Etats (92).

En même temps que les édits sur les lods et ventes des échanges dont il a déjà été question, on racheta « conformément à la volonté du roi », les édits et arrêts des 4 et 7 septembre 1698 et 26 mai 1699, « et tous autres » organisant la vente en Bretagne des droits honorifiques et prééminences dans les églises (93). Le roi n'attendit pas même quatre ans (avril 1702) pour ordonner, malgré le rachat perpétuel et définitif, l'aliénation du droit de patronage et des droits honorifiques d'églises et de paroisses (94).

Les cartes à jouer furent, par édit de 1701, frappées d'un droit de 18 deniers par jeu de cartes et tarots (95). Les particuliers qui avaient chez eux d'anciens jeux étaient tenus de les envoyer au bureau de la ferme et de les faire cacheter en acquittant ce droit (96).

Les Etats en 1703 essayèrent d'obtenir décharge de deux emprunts émis sur les procurations de leurs députés en cour seulement avec l'autorisation de plusieurs arrêts du conseil pour subvenir aux dépenses d'un régiment de dragons et d'un régiment d'infanterie. Or, ces députés en cour n'avaient aucun pouvoir en ce sens, et les articles 1 et 5 du chapitre X de leur règlement de 1687 leur interdisaient de semblables engagements (97). Ils recommencèrent cependant en 1715. A chaque fois les Etats, malgré leurs protestations, furent finalement obligés de ratifier ces engagements (98).

(93) A. I. V. C 2660, cahier de 1699.

(94) A. I. V. C 2661, p. 437, r^o.

(95) A. I. V. C 2051.

(96) Un droit sur les cartes avait déjà été perçu en France de 1581 à 1609, mais non en Bretagne, où l'on n'en fabriquait pas alors. (A. I. V. B 77).

(97) Caron, op cit., p. 244.

(98) A. I. V. C 2661, 30 et 31 oct. 1703; C 2667, 16 et 17 déc. 1715.

Une taxe sur les juges seigneuriaux fut instituée par édit de juillet 1704. Les Etats se contentèrent de se plaindre de son taux élevé (99).

En 1704 encore (décembre) et en juin 1705 parurent des édits établissant des droits d'ensaisinement de tous contrats translatifs de propriété des terres et biens relevant du domaine royal. Ils ne prirent fin qu'en juillet 1715 (100).

On racheta en 1705 un édit qui avait établi un droit de contrôle des voitures (101).

Un édit, paru en janvier 1710, ordonna la levée d'une taxe de 40.000 l. sur les marchands de vin en gros de la province. Les Etats essayèrent de faire diminuer le montant de cette taxe, qui fut perçue avec tant d'exactions qu'une commission d'enquête fut nommée en 1715 (102).

Encore en 1710, à l'occasion d'une vente générale de droits domaniaux, les villes bretonnes qui devaient des rentes au roi furent forcées de s'en racheter en payant le capital calculé au denier 14 (103).

Les transmissions successorales en ligne directe étaient exemptes du droit de centième denier dû par tous les nouveaux acquéreurs d'immeubles. Un arrêt du conseil vint cependant assujettir ces successions à un droit dit de mi-centième denier. Le P.G.S. se pourvut en 1711 contre cette innovation.

En 1711 les Etats intervinrent contre la perception d'un droit de petit scel sur les sentences et autres expéditions des requêtes du Palais.

L'année suivante, des droits furent établis sur les actes judiciaires et les procédures (104).

Le roi doubla à son profit les péages et octrois des villes

(99) A. I. V. C 2662, 26 février 1706.

(100) A. I. V. C 2667.

(101) A. I. V. C 2662, 15 déc. 1705.

(102) A. I. V. C 2667, p. 77, V°.

(103) Dupuy, *op cit.*, p. 277.

(104) A. Le Moy, *Le Parlement de B. et le Pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 88.

le 29 décembre 1708 (105) et les Etats en obtinrent le rachat en 1712 (106).

Parmi les taxes ou impôts que consentirent les Etats, il en est qu'ils n'accordèrent que pour faire face à des dépenses bien définies. Certaines de ces destinations ne furent pas toujours observées. Nous avons déjà vu le cas du billot. Semblablement, l'imposition des 6 sols par tonneau de vin exporté par terre des villes frontières de la Bretagne et appelé denier de pavage n'était plus depuis quelques années en 1578 employée à la réparation des pavés, ponts, portes et chaussées de ces villes comme il se devait (107). A la même époque les deniers pour la réfection des pavés de Vannes, Auray, Hennebont, Quimperlé, Morlaix, Quimper-Corentin, Lannion, Lantreguyer, etc., avaient été distraits de leur emploi régulier et compris dans les fermes du roi. D'une façon analogue 200.000 l. qui avaient été accordées au roi en 1622 pour le racquit de son domaine furent détournées de cet usage (108).

On imagina parfois encore de forcer les Etats à payer certaines catégories de dépenses sur leur propre fonds. Il en fut ainsi pour l'entretien d'un régiment de dragons et d'un régiment d'infanterie qui coûtèrent 3.949.000 l. à la province de 1689 à 1715, — pour les 6.000 l. annuellement versées aux deux députés du commerce nommés par Nantes et Saint-Malo, — pour les fortifications et les grands chemins (7.500.000 l. de 1689 à 1715), etc. (110). Les Etats durent toujours s'y plier (111).

(105) A. I. V. C 2667, p. 249. V°. C 2666, p. 112, V°

(106) Parmi tant d'expédients divers, il en est une catégorie pour laquelle nul ne semble s'être jamais soucié de la nécessité du consentement des Etats. Ce sont les changements de monnaie, appelés dévaluations de nos jours. Ils aboutissaient cependant à une augmentation des impôts car les fermiers rejetaient sur les contribuables la perte qu'ils auraient subie autrement. Les changements dans la valeur de la monnaie furent fréquents sous Louis XIV surtout (Dupuy, op. cit., p. 100).

(107) A. I. V. C 2641, article 25 de remontrances de 1578.

(108) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 31.

(110) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789.

(111) En 1700, le conseil ordonna même qu'il serait payé par le trésorier des Etats 24.000 l. aux entrepreneurs des digues de Dol. Le P. G. S. s'opposa à cet arrêt, car le trésorier ne pouvait employer

ARTICLE 3. — MONOPOLES

Le sieur Berthelot acheta en 1666 le privilège exclusif de fabrication et de vente de la poudre à canon. Les Etats réclamèrent en 1667, 1669, 179, 1695, mais le roi répondit ne rien pouvoir changer à cet égard.

Le monopole du tabac fut institué par Colbert le 27 septembre 1674. Cette plante pouvait jusque là être cultivée librement. Désormais on ne put le faire qu'en certains endroits, et les fermiers en obtinrent le monopole de vente moyennant 500.000 l. Aussitôt les prix montèrent. Or, déjà l'usage du tabac s'était considérablement répandu dans le peuple. En plus de l'argent indûment soutiré ainsi à la province, qui n'avait pas même été consultée, les fermiers se livrèrent aussitôt à des abus tels que d'exiger le droit d'entrée chez les commerçants, y porter du tabac et supposer ensuite des fraudes (112).

Ce monopole, qui ne nous choque plus, fut une des causes principales de la révolte des Bonnets Rouges.

La vente de l'eau-de-vie fut d'abord libre. Puis sous Louis XIV, le détail en fut astreint au paiement de devoirs. Enfin il fallut prendre l'assentiment du fermier qui obtint le détail exclusif. Les Etats agirent en vain contre cette innovation (113).

de fonds qu'en vertu d'un ordre des Etats. Un nouvel arrêt lui donna raison et décida que les Etats connaîtraient des fonds employés ainsi, que les adjudications et les redditions de comptes auraient lieu devant trois de leurs députés (Du Bouetiez de Kerorguer, Recherches sur les E. de B., T. I, p. 43).

(112) A. I. V. C 2659, 10 sept. 1681.

(113) Caron, op. cit., p. 365. En 1616, le roi avait révoqué les lettres accordant le commerce exclusif avec le Canada, découvert par J. Cartier à des particuliers de Rouen (A. I. V. C 2649, 5 nov. 1616). Les Etats réclamèrent encore en 1669 pour qu'en Bretagne chacun eût la liberté de raffiner les sucres (A. I. V. C 2657, 10 oct. 1669). Enfin, ils luttèrent contre un sieur Villemabon qui prétendait avoir le monopole du ramassage et du commerce des huîtres à Cancale. (A. I. V. C2656, 25 oct. 1657, 23 juin 1659).

ARTICLE 4. — DROITS DE TRAITE

Les plus anciens droit de traite remontent à l'époque ducale.

Les droits de la Prévôté de Nantes se percevaient sur les marchandises qui entraient ou sortaient par mer pour gagner les ports de France ou de l'étranger. A la fin du xvii^e s., ces droits étaient affermés pour 100 à 180.000 l. Il arriva à ce bail ce qui s'était produit pour celui des impôts et billots. Il fut en 1623 fait au conseil au lieu d'être passé en l'Assemblée selon la coutume. Les Etats qui perdaient ainsi tout contrôle sur l'adjudication et la perception de ces droits, ne purent pas obtenir justice. En 1628 le bail en fut joint à celui de la traite d'Anjou, puis des cinq grosses fermes.

Les droits de ports et hâvres correspondaient, pour le reste de la Bretagne, à ceux de la prévôté de Nantes, et s'affermaient sous Louis XIV pour 70.000 l. par an. A leur sujet, l'on retrouve toujours la question du bail que l'on ne passait pas en l'Assemblée des Etats comme on l'aurait dû (114). A différentes reprises aussi, ceux-ci luttaient pour qu'on ne levât pas plus que le montant de ces droits, ou qu'on ne les perçût pas sur des marchandises exemptées. Ainsi ils assistèrent en 1588 les habitants de Quimper qui s'opposaient à une augmentation de 6 sols par tonneau de vin entrant en Bretagne. Cette même année, on voulut aussi percevoir ces droits en sols monnoie au lieu de sols tournois, « exaction inaccoutumée ». En 1647 on taxa les fers qui sortaient de Bretagne alors que seuls ceux qui entraient devaient payer (115). Aux tenues de 1649, 1657, 1661, 1663, 1683, des tentatives analogues pour percevoir plus qu'il n'était dû soulevèrent les protes-

(114) A. I. V. C 2640, p. 228. C 2641, p. 369.

(115) A. I. V. C 2654, 18 mai 1647.

(116) Ibid., 16 juillet 1649. C 2656, 12 nov. 1657. 7 sept. 1661. 27 août 1663. C 2659, 31 août 1683.

tations des Etats (116). En 1694, les droits perçus à Ingrandes furent illicitement accrus (117).

On appelait brieux certaines permissions pour la navigation obtenues à prix d'argent. Ces taxes étaient volontaires. Or, en 1567 et 1568 les Etats se plaignirent qu'on obligeât tous les navires de les payer, surtout ceux qui allaient pêcher à Terre-Neuve, alors que de tout temps ils en étaient dispensés (118).

Postérieurement à tous ces droits de traite qui datent des Ducs, d'autres droits firent leur apparition. Ainsi un édit du 18 juillet 1581 ordonna de lever 30 sous par pipe de vin entrant dans les villes et faubourgs (119). Cette levée, contre laquelle les Etats s'élevèrent, fut réduite à 10 sous puis rachetée en 1583 avec tout un lot d'innovations (120). — En 1583 aussi, l'assemblée appuya les réclamations des habitants d'Hennebont contre un certain Morice Thuault qui s'efforçait de lever une taxe sur les céréales exportées de leur ville (120). — En 1598 les Etats firent opposition à un droit de trois écus par tonneau de blé et de deux par tonneau d'autres céréales exportées par mer. Le Parlement en interdit la perception, mais le conseil cassa son arrêt en 1599. Les Etats durent céder eux aussi. Plus tard ce droit fut réduit de moitié (121). — Un droit fut établi sur les boissons d'origine bretonne. On en obtint la suppression en 1609 (122). — Un édit de juillet 1625 vint établir une taxe de 32 sols par 100 aulnes de toile sortant du Léon, Trécorrois, Cornouailles, Saint-Brieuc. Malgré les Etats, le Parlement vérifia l'édit (123). Il fut abrogé par le contrat de 1630. — Les Etats durent encore combattre des lettres patentes de 1642 qui organisèrent pendant dix ans une levée de cinq sous par pipe de vin passant sous les ponts de Nantes (124).

(117) Canal, Origines de l'Intendance en B., p. 17.

(118) A. I. V. C 2640.

(119) A. I. V. C 2642, p. 187.

(120) Ibid., p. 293.

(121) Canal, Origines de l'intendance de B., p. 58.

(122) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 31.

(123) A. I. V. C 2651, p. 614.

(124) A. I. V. C 2737.

Colbert fut un grand créateur de droits de traite. Il institua en 1661 un droit de fret qui était de 50 sous par tonneau de navire étranger. Les Etats ne cessèrent de s'y opposer, mais en vain. La taxe perçue sur les savons entrant en Bretagne par St-Malo fut élevée de 30 sols à 7 l. Protestations des Etats (1669). Le roi répondit ne rien pouvoir changer (1669). — En 1675, un arrêt du conseil éleva de 12 % les droits sur les sucres raffinés passant par Ingrandes (115). — L'Assemblée demanda en 1673 la révocation d'une levée d'un trentième sur les denrées entrant et sortant des villes de Bretagne (126). — De même que cet édit du trentième, un arrêt du conseil augmentant les péages et droits d'entrée des villes fit partie de la série de mesures extraordinaires rachetés en 1673 et dont le rétablissement peu de temps après provoqua la révolte (127). Les droits de péages, bacs, pontages, barrages, pontonnages, etc., furent doublés en décembre 1708 et jusqu'en 1714, malgré qu'en eussent les Etats (128).

La traite domaniale frappait les marchandises qui sortaient de Bretagne par voie de terre. Elle fut créée en 1369 par représailles sans doute contre la traite foraine (129) que la France institua alors sur les marchandises passant de France en Bretagne (130). Plus d'une fois, depuis l'union, il fallut combattre des augmentations non consenties à ces droits ou leur extension à d'autres marchandises. En 1634 on exigea à St-Brieuc un droit de trois sols par sac de graines de lin de Dantzic, denrée non soumise à la traite domaniale (131). En 1637 il s'agit de certains beur-

(125) A. I. V. C 2658, 21 nov. 1675.

(126) A. I. V. C 2658, 3, 19, 20, 30 décembre 1673.

(127) Les péages sur la Loire avaient déjà été augmentés. En 1661, les Etats tentèrent de les faire revenir à la pancarte dressée en 1632 (A. I. V. C 2656, 20 août, 9 sept. 1661).

(128) A. I. V. C 2664, 12 déc. 1709. C 2665, 15 janvier 1712, etc.

(129) Les Etats essayèrent presque à chaque tenue à partir de la deuxième moitié du xvr^e siècle, d'obtenir la disparition de cette traite foraine. Elle ne devait frapper que les étrangers disaient-ils. Or les Bretons n'en étaient pas, l'« heureuse union de la Bretagne à la France les ayant rendus régnicoles ».

(130) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 518.

(131) A. I. V. C 2652, 11 déc. 1634.

res (132). En 1683 les plaintes portèrent sur l'établissement de nouveaux bureaux et sur la perception d'un droit d'acquit à caution en des lieux inaccoutumés (133). De plus, depuis six ans, on faisait payer les marchandises transportées de Dinard à St-Malo. En 1701, on répétait encore les plaintes.

Un des privilèges les plus anciens en Bretagne était l'exemption de tout impôt sur le sel et son libre trafic. Tel était en effet l'état de la province lors de sa réunion, tandis que le monopole du sel existait en France. Avant que l'union personnelle provisoire ne fût devenue définitive en 1519, on tenta déjà d'établir dans le duché un impôt sur le sel (134). Depuis l'union, le roi fit saisir en 1540 les sels de Bretagne et leur vente fut interdite. Les Etats démontrèrent que la suppression de ce commerce ruinait le pauvre peuple et demandèrent que l'on pût « marchander du sel délibérément lors et ainsi qu'ils faisaient auparavant la dite commission des saulx et que la gabelle « fut et soit tollue » (135). Le roi déclara ne pas vouloir préjudicier aux privilèges bretons, mais seulement se défendre contre les faux saulniers. L'article 7 du cahier de 1550 demanda « qu'il soit défendu... d'obliger ceux qui « prennent du sel en la ville de Nantes de se munir de « brevets », ce qui « constitue une entrave au commerce « du sel contraire à la promesse du roi que les habitants « dudit pays pourront continuer à prendre et conduire « librement le sel pour leur usage en payant 6.000 muids « de sel au roi » (136). Les tentatives pour entraver la libre circulation du sel subirent une éclipse en 1553, année où la « nouvelle gabelle » fut rachetée avec l'imposition foraine pour 140.000 l. (137). Mais en 1586, on eut de nouveau des craintes, lors de la constitution d'un « grand parti » qui obtint le monopole d'achat du sel pour tous les

(132) A. I. V. C 2653, 27 janvier 1637.

(133) A. I. V. C 2659, 31 août 1683.

(134) Travers, Histoire de Nantes, T. II, p. 279.

(135) De Calan, Doc. inédits, T. I, p. 109.

(136) A. I. V. C 3144.

(137) De Calan, Doc. inédits, T. I, p. 187.

greniers à sel. Mais le roi, à différentes reprises, répéta qu'il entendait ne pas nuire à la Bretagne et lui laisser la liberté d'en commercer comme autrefois (138). Dorénavant la gabelle du sel n'occasionna plus de difficultés que sur les frontières de la Bretagne. On s'y livrait évidemment à un intense faux-saunage. Pour le réprimer, les archers de la gabelle des provinces voisines n'hésitaient pas à pénétrer profondément en Bretagne (139), poursuivant les habitants à coups d'arquebuse jusque dans les églises où ils entraient à cheval en saccageant tout (140) et causant autant de ruines que les gens de guerre pendant les troubles de la ligue (141). Les Etats intervinrent à de nombreuses reprises en faveur des victimes de ces violences et des marchands de sel arrêtés et emmenés hors de Bretagne (142).

Les deniers non soumis au consentement périodique des Etats donnèrent donc lieu à plus d'entorses aux franchises bretonnes que ceux qui devaient être votés à intervalles réguliers. C'est qu'ils étaient plus divers, plus nombreux surtout, et que le gouvernement central tenant pour inutile le consentement exprès de l'assemblée, ne le sollicita pas souvent et se contenta de son approbation tacite. Les problèmes soulevés par l'autre catégorie de deniers revenaient automatiquement sur le tapis à chaque tenue, tandis que la taxe ou l'expédient fiscal étant établi une fois pour toutes, les plaintes des Etats finissaient par s'éteindre avec le temps. Et pourtant ces manquements-ci aux clauses de l'Union furent plus sensibles que les premiers aux contribuables bretons.

(138) A. I. V. C 2642, p. 558. Edit du 10 juin 1587. D. Morice, Preuves, T. III, col. 1483. A. I. V. C 2643, p. 46. Lorsque les Etats accordèrent en 1598 un droit de huit écus par muid de sel remontant la Loire, ils spécifièrent qu'ils n'entendaient pas par là « déroger à l'exemption » (A. I. V. C 2645, p. 566).

(139) Et même au delà des cinq lieues qui leur furent permises en 1612.

(140) Paroisse du Pertre, A. I. V. C 2767.

(141) A. I. V. C 3148.

(142) Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 436.

§ III. — La Capitation et le Dixième

La capitation. — Au milieu de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le roi, manquant d'argent, établit par une déclaration du 18 janvier 1695 un nouvel impôt dans tout le royaume. C'était la capitation, impôt personnel proportionnel à la fortune et au rang de chaque contribuable. On leva cet impôt en Bretagne pour 1695 sans même en avoir parlé aux Etats (1). Lorsqu'ils se réunirent en novembre 1695, on ne leur en demanda pas l'abonnement. On aurait paru ainsi rechercher un consentement indirect (2). Bien au contraire, le roi voulut que ce fût l'assemblée qui sollicitât l'abonnement « comme une grâce » (2). Mais elle posa ses conditions. Le roi les accepta en janvier 1696, et la capitation, forcée dans le reste de la France, prit en Bretagne un caractère de subside accordé librement par contrat.

La capitation disparut après le traité de Ryswick en 1698. Mais la guerre de Succession d'Espagne en nécessita le rétablissement en 1701. Le consentement des Etats ne fut pas toujours demandé. Mais ils ne s'en plaignirent pas. On avait attendu leur session pour faire la levée et ils l'abonnèrent pour 2 millions.

En 1703, tout en essayant aussi de recouvrer la liberté pour le vote du don gratuit, ils remontrèrent (3) que la capitation avait été ordonnée sans leur consentement. Ce double rappel de leurs droits causa une vive stupéfaction au contrôleur général et aux commissaires royaux (4). Mais sans plus insister sur le consentement déficient en ce qui concernait la capitation, on donna l'ordre aux députés en cour d'en solliciter l'abonnement. Cet abon-

(1) A. I. V. C 3406.

(2) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 241.

(3) A. I. V. C 2661, 8 nov. 1703.

(4) Letaconnoux, Les relations du pouvoir central avec la province de B., p. 102, 103.

ment eut lieu à partir de 1709 par acclamations, sans délibération aux chambres, mais conserva son caractère de libre contrat. Les Etats étaient maîtres de lever et de répartir l'impôt.

Un édit de septembre 1708 accorda à tous les contribuables le droit de se racheter de la capitation en versant d'un seul coup six fois ce qu'ils avaient payé en 1708. En principe volontaire, ce rachat fut en fait trop souvent rendu obligatoire; car l'intendant cherchait à forcer le plus grand nombre possible de contribuables à l'effectuer. (Le Parlement reçut même du contrôleur général une lettre pressante (5) mais se proclama libre de racheter ou non.) Les Etats tentèrent en vain de s'opposer à l'opération au nom des privilèges bretons. Ceux qui rachetèrent ne furent pas longtemps affranchis. En 1715, la capitation devint permanente. On leur supprima leur exemption.

Le dixième. — Les besoins d'argent du gouvernement central l'amènèrent à créer, par déclaration de 1710 (14 octobre) un impôt provisoire mais qui devait peser sur le revenu de tous les Français : le dixième. Le Parlement de Bretagne enregistra la déclaration d'établissement. Mais on ne sollicita naturellement pas le consentement des Etats. On n'osa pas non plus leur en proposer l'abonnement. Ils auraient certainement refusé de sembler accepter cet impôt même indirectement (6). Ils parurent tout ignorer du dixième et il n'en est question dans leurs registres qu'en 1713. Mais après la mort de Louis XIV ils en parlèrent en ces termes : « Quoique la taxe du dixième soit en droit extraordinaire, contraire aux privilèges de la Bretagne qui accorde à toutes les tenues d'Etat un don gratuit à V. M. pour être exempte de toutes les taxes imposées sur les autres provinces du royaume, la manière dont on lève

(5) Boislisle, Corresp. adm. sous Louis XIV, T III, n° 459.

(6) Rébillon, Les E. de B. et les progrès de l'autonomie provinciale au XVIII^e siècle.

(7) A. I. V. C 2667, p. 112 V°.

ce recouvrement est encore ce qu'il y a de plus accablant » (7). Le dixième disparut en 1717.

La perception en Bretagne de la capitation et du dixième illustre la théorie des contrôleurs généraux de Louis XIV, selon laquelle le traité d'Union ne requerrait le consentement des Etats que pour les anciens impôts, interprétation nettement erronée et préjudiciable à la province.

§ IV. — Les Créations d'offices

Elles constituèrent l'expédient préféré de l'ancienne monarchie, et on y recourut sous tous les règnes.

Louis XII passe pour avoir employé le premier la vénalité des charges pour les offices de finance. François I^{er} l'étendit à tous les offices.

Ce système reposait sur la distinction entre la « finance » et le corps de l'office. La finance était la somme qu'il fallait verser au trésor, fictivement à titre de prêt, pour être pourvu d'un office. C'était cette finance, cette créance sur le roi représentative des deniers versés qui seule se trouvait dans le commerce. Quant au corps de l'office ou droit d'exercer les fonctions publiques, il n'était accordé que par le roi. Pouvait y prétendre celui qui avait régulièrement acquis la finance, et remplissait en outre certaines conditions de capacité et d'honorabilité. Chaque office donnait droit à des gages, ou à la levée de certaines taxations, ou aux deux à la fois.

La vénalité des offices ne fut introduite en Bretagne que par Henri II (1) et n'y jouit pas d'une forte popularité (2). Les Etats n'en admirent pas sans résistance le principe : « Depuis que l'argent a occupé le siège de la vertu, science » et expérience et que le magistrat a été vénal, le mérite « est demeuré sans reconnaissance et la vertu mise sous

(1) De Fourmont, *Hist. de la Ch. des Comptes*, p. 65.

(2) *Ibid.*, p. 85.

« le pied de cette corruption il s'est créé un million d'offices
« pernicieux et insupportables tant de judicature, de
« finances que autres, qui n'aspirent et n'entrent aux pla-
« ces que pour l'avarice et l'ambition, et ne servent que de
« ronger la substance du peuple, qu'il plaise à S. M. re-
« trancher telle effrénée multitude d'officiers inutiles et
« pernicieux, casser tous les officiers créés depuis Louis
« XII. » Le roi est supplié « de faire inviolablement obser-
« ver à l'avenir les anciennes ordonnances qui prohibent
« comme simonie exécration, toute vente d'office, de judi-
« cature et de rétablir l'élection et nomination pour les
« autres charges publiques » (3).

Catherine de Médicis avait supprimé la vénalité des offices, mais Charles IX la rétablit et avec lui elle donna lieu à un véritable trafic qui gagna rapidement toutes les fonctions administratives et judiciaires.

Il est évident que les Etats avaient à consentir ces créations, puisqu'aucune modification ne devait être apportée sans leur assentiment à l'ordre administratif et judiciaire, selon les textes de Louis XII et de François I^{er} déjà cités (4). En outre, ce droit leur était confirmé à chaque contrat par une phrase telle que : « Accordent nos sei-
« gneurs qu'il ne sera rien changé au nombre, qualités et
« fonctions des officiers de la province, ce faisant qu'il ne
« sera fait aucune création d'officiers ni de nouvelles juri-
« dictions » (5).

Mais les offices créés et vendus malgré la volonté des Etats trouvent leur place en un chapitre consacré aux dérogations d'ordre financier. C'est qu'en effet une grande partie des nouveaux offices n'était érigée qu'en vue du prix rapporté au roi par leur vente. Ils aboutissaient à un véritable impôt sur la province, d'autant plus que les officiers nouveaux voulaient, en percevant toute une floraison de droits divers, récupérer la rente du capital versé

(3) A. I. V. C 2641, remontrances de 1578.

(4) Cf. supra, p. 53 et suiv.

(5) Du Bouetiez de Kerorguen, Recherches sur les E. de B., p. 234 et A. I. V. C 3477.

pour acquérir leur charge. Aussi les Etats, lorsqu'ils ne consentaient pas à l'apparition d'un nouvel office, étaient-ils fondés à en demander la révocation pure et simple sans aucun remboursement. Cependant rarement satisfaits de cette façon, ils se contentaient de réclamer la disparition de ceux qui n'avaient pas encore reçu de titulaires, et l'abrogation des autres par mort ou forfaiture. Même cette réclamation modérée ne fut pas bien souvent écoutée, quoique basée sur deux privilèges dont l'un, celui de consentir l'impôt, était reconnu d'une façon particulièrement précise. On finit, à la fin du xviii^e siècle, par affirmer catégoriquement : « Les Etats n'ont point de privilège qui « puisse empêcher d'user du droit qu'elle (S. M.) a de « créer des offices dans son royaume et d'y attribuer tels « droits qu'elle juge convenable » (6).

Ne pouvant enrayer les abus, les Etats étaient acculés à racheter les offices jugés inutiles, ou à rembourser les titulaires de ceux qui étaient vendus. Le trésor était alimenté, ce qui satisfaisait le roi. Pour les Etats, cette opération n'était qu'un pis-aller. Ils obtenaient une réduction s'ils rachetaient en gros toute une catégorie d'offices, et percevaient parfois eux-mêmes les droits y joints pour amortir le capital versé (7).

*
**

Naturellement on sait mal comment furent appréciées par les Etats les créations d'offices antérieures à 1567. Cependant leur droit reçut dès alors de nombreuses atteintes (8). Henri II donna deux titulaires à chaque fonction des cours de justice et de l'administration financière. Ils exerçaient la charge alternativement chacun pendant

(6) À. I. V. B 79.

(7) Et encore le roi ne se considère jamais comme lié par un rachat. « Le rachat fait par les Etats... ne leur donne d'autre droit que celui de réclamer la finance qu'ils ont payée ». Ils ne la récupéraient pas souvent, cette finance !

(8) H. Sée, Les Etats de Bretagne au xvr^e siècle.

un semestre (9). Les Etats ne purent empêcher la création : d'un office d'avocat du roi au conseil et chancellerie de Bretagne (1549) (10); — d'un contrôleur des ports et havres (1550) (11); — de commis pour perception des droits d'amirauté et de contrôleurs des ports et havres (révoqués en 1552); — de visiteurs des mesures, aulnes et poids (12); — d'un conservateur des droits du roi sur le sel (1550) (13); — d'élus (1555) (14); d'offices de présidents, conseillers, garde-sceaux, etc., dans les présidiaux (avril et juin 1557) (15).

A ce moment les Etats accordèrent 40.000 l. au roi. En retour celui-ci s'engagea à respecter dorénavant le droit des Etats, à ne plus se passer de leur consentement pour créer de nouveaux offices, et à abolir ceux des présidents, conseillers, gardes des sceaux, etc., créés dans les présidiaux (16).

Ce contrat ne fut guère suivi.

Les Etats, en 1560, furent réduits à rembourser à son titulaire pour 10.000 l., l'office de superintendant des deniers communs en Bretagne (17). Et l'édit de Moulins rétablit les offices supprimés dans les présidiaux, alors qu'ils avaient été remboursés. Des offices et juges criminels furent créés en 1563 et les Etats demandèrent en vain leur disparition pendant des années (18). Le roi promit de supprimer celui de Nantes, mais cinq ans plus tard il existait toujours. Des offices de gauleurs et arpenteurs virent le jour en 1567 (19).

L'édit qui révoqua l'union des petites juridictions aux principaux sièges royaux (1564) entraîna une « nouvelle

(9) De Carné, *Les E. de B.*, T. I, p. 138.

(10) La Martinière, *Le Parl. de B. sous les Rois de F.*, *Annales de B.*, T. 37, 1925-26).

(11) A. I. V. C 3144.

(12) Ibid. Cet office fut supprimé quelque temps après.

(13) Office déjà créé et supprimé antérieurement.

(14) A. I. V. C 3144.

(15) A. I. V. C 2877.

(16) Ibid.

(17) A. I. V. C 2874.

(18) A. I. V. C 2640.

(19) Ibid.

création d'offices » (20). Dans toutes les juridictions royales, un édit de 1568 rétablit des enquêteurs et examinateurs (21). Aucun office nouveau ne peut être créé sans les Etats, protestèrent ceux-ci (22). Après une réponse dilatoire en 1569, le roi consentit à révoquer ces offices (mars 1571). Mais ils furent rétablis en 1578 (23), sous prétexte que le remboursement n'avait pas eu lieu, alors qu'en fait c'était la deuxième fois qu'on y procédait.

Enfin dans les dernières années du règne de Charles IX, les charges suivantes furent érigées en titre d'office : un contrôleur (24) des ports et havres (supprimé par remboursement); — greffiers des insinuations; — quatre nouveaux notaires à Nantes (25); un receveur précial des deniers destinés aux réparations des places fortes (26); — juges conseils, maires et échevins à Nantes (27); — offices de procureurs postulants (28) (révoqués en 1580).

*
**

Le règne d'Henri III fut spécialement fécond en offices nouveaux à but fiscal, avec de périodiques promesses d'hécatombes, sans aucun résultat. La tâche des Etats, qui luttèrent, s'opposèrent, remontraient, rachetaient, remboursaient, prit quelque similitude avec celle de Sisyphe. C'est alors qu'apparut une catégorie d'intrigants qui se spécialisèrent dans l'invention d'offices proposant ensuite leurs idées au roi. Les Etats ne cessèrent de s'en plaindre (29).

(20) A. I. V. C 2642, tenue de 1580.

(21) A. I. V. C 3297. Ces offices avaient déjà été érigés, puis remboursés. A. I. V. C 2642, article 2 des remontrances de 1580.

(22) A. I. V. C 2640, p. 134 et 184.

(23) A. I. V. C 3297.

(24) A. I. V. C 2640, tenue de 1571.

(25) A. I. V. C 2641.

(26) A. I. V. C 2640, article 12 des remontrances de 1572.

(27) A. I. V. C 2641, p. 186.

(28) A. I. V. C 3302.

(29) Il est « notoire que l'invention desdits offices procède de certains hommes qui en font magasins, lesquels ayant intelligence avec quelques sangsues de cour qui avancent telles inventions et par l'importunité obtiennent lettres et édits et les poursuivent avec tant

Henri III commença par créer des offices à ce Parlement, à la Chambre des Comptes, à la Chancellerie et dans les juridictions ordinaires : ainsi deux présidents et dix conseillers en la Cour du Parlement (30) ; — un maître

d'animosités et de violences qu'ils forcent toute raison et justice et souvent travaillent les gens de bien par une cabale nouvelle de jussions réitérées aussitôt faites que l'édit et par tels sinistres moyens tirent tout l'argent et le sang du peuple à leur profit sans qu'il en entre que peu aux finances ni en l'acquit des dettes de S. M. et encore se manie ouvertement en la face de la justice un infâme trafic par une autre espèce d'hommes qui achètent au cent et à la douzaine des dits états avant que l'érection soit vérifiée, auxquels on délivre les lettres expédiées, laissant du blanc pour employer le nom du plus téméraire et hardi enchérisseur, et par tel moyen regrattent et revendent lesdits états aux plus donnants, et ce qui est plus étrange, la meilleure part des dits officiers ont été par divers arrêts de votre conseil privé supprimés et remboursés de la finance qu'ils avaient payée ». (A. I. V. C 2641, remontrances de 1578). — « Il se poursuit et obtient chaque jour de V. M. par l'importunité et surprise de quelques particuliers plusieurs édits et lettres patentes contre les droits, franchise et liberté des dits des Etats, bien de votre service, et repos de votre peuple et néanmoins lorsque les dits des Etats les opposent et les gens de votre Cour de Parlement et Chambre des Comptes de votre dit pays diffèrent la vérification de tels édits et lettres jusque vous avoir fait leurs très humbles remontrances, les dits particuliers poursuivent aussitôt les recharges et pressent de jussions rigoureuses, et leur tranchent tout moyen de vous faire entendre l'incommodité et mauvaise conséquence d'une infinité d'innovations (A. I. V. C 2662, p. 192). Les ennemis du roi et de l'Etat florissant de son royaume, partisans et maltôtiers de la France se sont servis de deux moyens pour mettre le désordre et la désolation dans la monarchie française. L'un de ces moyens est la multiplication des taxes, gabelles et levées extraordinaires, l'autre la création « monstrueuse » d'une infinité d'offices. Ces partisans et maltôtiers dont le pouvoir c'est agrandi « du sang et sueur du peuple » ont « par leurs industrieuses menées, fait glisser nombre et effréné d'officiers en vos cours de Parlement, Chambre des Comptes, sièges présidiaux et qui pis est, le plus souvent sans considération de leur capacité, dignité et intégrité que la justice souveraine et ordinaire de votre dit pays est en perpétuel dérèglement, vos finances épuisées et votre pauvre peuple si ruiné par ces nouvelles sangsues qu'en ces années dernières il en sera mort grand nombre de cruelle faim ». (A. I. V. C 2642, p. 549). « Pour faire un véritable titulaire, il faut que l'acquéreur le puisse être. Les traités se sont faits sous les noms empruntés de gens qui n'ont jamais existé ; un titre peut-il exister sur un être d'imagination ? C'est ainsi que dans les derniers temps les traitants altérés du sang des peuples lui ont exposé des fantômes pour objets de leur haine, croyant le détourner de dessus leur tête » (A. I. V. B 71, remontrances du Parlement le 18 déc. 1716). « Mais à supposer qu'il ait existé quelqu'homme du nom de ceux qui paraissent dans les traités, cet homme, tel qu'il soit, a-t-il pu exercer la même charge dans cent juridictions à la fois ? Impossibilité physique dans l'acquisition de ce titre qui ne lui a jamais été vendu que pour le revendre (ibid.). »

(30) A. I. V. C 2641, remontrances de 1576.

semestriel, un avocat général, et quatre correcteurs à la Chambre des Comptes (31); — des conseillers gardes-sceaux dans les présidiaux (32).

Furent aussi créés alors, sans consentement des Etats : quatre couratiers de vins à Ancenis (33).

L'année 1577 fut fertile; les Etats se plaignirent : d'un greffier des tailles et fouages en chaque paroisse, ce qui équivalait « à une imposition de 25.000 l. par an » (34); — d'un juge criminel en la sénéchaussée de Ploërmel (35); — de différents offices à la chancellerie et à la Cour des Comptes et au Parlement (36), dont quatre huissiers surnuméraires (37) et un greffier des présentations (38).

Les Etats détaillèrent l'année suivante les offices qu'ils refusaient d'admettre, au cours d'un long réquisitoire, déjà cité en partie, contre les inventeurs de nouveaux offices et la vénalité des charges. « La chambre des requêtes
« du Palais; — les présidents présidiaux; — officiers alternatifs et supernuméraires de la Chambre des Comptes
« et Chambre des Trésoriers généraux des finances nouvellement érigés; — garde sceaux aux sièges présidiaux;
« — et particulièrement enquêteurs; — lieutenants aux sièges présidiaux; — ordinaires des prévôtés nouvellement
« inventés; — garde notes; — arpenteurs et priseurs; —
« procureurs postulants; — greffiers des présentations; —
« greffiers des paroisses; — secrétaires; — notaires; —
« huissiers et sergents extraordinaires; — desquels la multitude est si grande que le peuple ne la peut plus supporter et en sont les finances de sa dite Majesté épuisées » (39).

A la tenue de 1579, le P.G.S. fut encore chargé d'agir

(31) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 311, 313, 316.

(32) A. I. V. C 2642, p. 66.

(33) A. I. V. C 2641, remontrances de 1576, article 39. On avait essayé de les instituer en 1572.

(34) A. I. V. C 2641, p. 455. Le Parlement fit une inutile résistance. A. I. V. B registres secrets, n° 40, p. 29, et 47, p. 6.

(35) A. I. V. C 2641, p. 457.

(36) Ibid., p. 425.

(37) Ibid., p. 457.

(38) Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 133.

(39) A. I. V. C 2641, remontrances de 1578.

contre les couratiers et gourmets d'Ancenis, les greffiers des paroisses, etc. 40). Il y avait en plus trois nouveaux offices de trésorier des finances (41).

L'Edit de juin 1579, cédant aux instances de la province, lui accorda la suppression de tous ces nouveaux offices par mort, forfaiture ou remboursement aux titulaires de ce qu'ils avaient versé (42). Effet nul. La plupart des offices continuèrent d'exister (par exemple les quatre gourmets d'Ancenis, les cabaretiers, hôteliers, etc.). D'autres, créés avant l'édit et qui n'avaient pas encore été pourvus, le furent, malgré la défense royale, notamment au Parlement, à la Chambre des Comptes et aux sièges présidiaux (43). Et bientôt furent rendus des édits érigeant : un office de conseiller au Parlement; — un de garde-scel alternatif en la Chancellerie (44); des receveurs et contrôleurs des épices (45) (supprimés en 1626) (46); — un contrôleur des titres et contrats en chaque juridiction; — un receveur général des décimes; — des présidents aux quatre sièges présidiaux (déjà créés jadis et supprimés par contrat à titre onéreux) (47); — dix-huit nouveaux offices de conseillers au Parlement (48), dix maîtres et conseillers de robe longue avec le titre de Cour des Aides pour connaître des questions domaniales (49). Des offices vacants par mort reçurent de nouveaux titulaires (50).

La liste des nouvelles créations dont se plaignaient les Etats s'allongeait toujours. Avec celles déjà énumérées elle comprenait en 1582 : — des receveurs de deniers communs des villes; — des clerks des greffes; — un second

(40) A. I. V. C 2642, p. 17.

(41) A. I. V. C 2642, p. 17 et 60. Ils furent supprimés en 1580 par remboursement.

(42) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445, article 8.

(43) A. I. V. C 2641, article 1 des remontrances de 1580.

(44) A. I. V. C 2641, p. 133.

(45) Caron, L'administration des Etats de Bretagne, p. 283.

(46) Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 167.

(47) A. I. V. C 2642, p. 251.

(48) Le Parlement et les Etats résistèrent sept ans à cette nouvelle création et pratiquement elle fut annihilée. F. Saunier, Le Parlement de B., p. XX.

(49) A. I. V. C 2642, 4 octobre 1581.

(50) A. I. V. C 2642, p. 185.

lieutenant d'un prévôt des maréchaux; — des gardes des sceaux et conseillers unis aux avocats du roi dans les présidiaux; — « un monde » de greffiers, de sergents, de collecteurs, de contrôleurs, de receveurs des fouages en chaque paroisse (51); — un bureau des généraux des finances, avec notamment un président et six trésoriers généraux, dont deux seuls existaient déjà, et alors qu'on venait d'en rembourser trois; — et un certain nombre d'huissiers et de greffiers (52); — des secrétaires, audien-
ciers et contrôleurs en la chancellerie.

A ce moment-là, un accord intervint avec le roi. Les Etats s'engagèrent à verser 23.000 écus pour la suppression des offices de robe longue en la Chambre des Comptes, plus 70.000 écus chaque année pendant 5 ans. En contrepartie, le roi révoqua, en sus de l'imposition foraine et des fouages d'ancienne et nouvelle provision, et moyennant remboursement des titulaires, les offices suivants : le bureau des finances (seuls demeurèrent les deux anciens trésoriers généraux) (53); — les greffiers, sergents, collecteurs et receveurs des fouages aux paroisses; — les receveurs des deniers communs des villes; — les secrétaires, audien-
ciers et contrôleurs en la Chancellerie; — les conseillers unis aux avocats du roi aux présidiaux (mais non les gardes des sceaux). — Tous les autres offices étaient maintenus. Le roi s'engageait en outre, mais pendant ces cinq ans seulement, à ne faire aucune création d'office, sinon les Etats seraient en droit de cesser leurs versements (54). Les lettres patentes ordonnant les suppressions parurent en 1583 (55).

Obstinés, les Etats continuèrent leurs oppositions aux offices maintenus (56). Est-il besoin de le dire, l'engage-

(51) A. I. V. C 2642, p. 278.

(52) A. I. V. C 2642.

(53) A. I. V. C 2893.

(54) A. I. V. C 2642, p. 295.

(55) A. I. V. C 3300.

(56) Notamment à ceux de cabaretiers et hôteliers aux conseillers du Parlement, aux garde-sceaux dans les présidiaux : A. I. V. C 2642, p. 338, 419, 468. Ils ne disparurent qu'en 1610, A. I. V. C 2648, p. 47. Lettres patentes du 22 juillet 1610.

ment royal ne fut pas observé. Ne tardèrent pas à paraître les offices suivants : — deux rapporteurs des criées et saisies en chaque siège royal (57) — un vendeur de poisson frais et salé en gros en chaque ville (57); — deux marchands de vin en gros; — un assesseur et grand enquêteur au siège de St-Brieuc; — deux conseillers gardesceaux, l'un au siège de Vannes, l'autre à celui de Kemper-Corentin; — deux contrôleurs en la chancellerie; — un couratier et gourmet au siège de Vannes; — deux collecteurs des finances du roi; — deux huissiers à la Chambre des comptes (58); — nombre d'officiers de l'amirauté; — des receveurs des deniers communs des villes (rétablis alors qu'on venait de les révoquer); — un second lieutenant du prévôt des maréchaux, six archers et un greffier (déjà créés et révoqués précédemment); — un contrôleur général du domaine (59); — une semblable éclosion d'offices se produisait aussi dans le reste de la France, d'ailleurs. Et comme les droits attribués à ces charges étouffaient toute activité économique, le roi dut, par un édit de novembre 1584, supprimer pour toute la France soixante-trois édits de création (60). Mais au bout de quatre ans, il reconnut lui-même n'avoir pas tenu son engagement. L'édit n'avait pour ainsi dire pas été suivi d'effet. Les offices révoqués existaient toujours et même la guerre et les troubles l'avaient obligé d'en ériger d'autres (61) par « monstrueuse création et pernicieuse invention » tels que : contrôleurs des ports et havres (62); — lieutenants particuliers assesseurs criminels en chaque présidial, bailliage, sénéchaussée et autres juridictions royales en Bretagne; — commissaires examinateurs en ces juridictions; — un second prévôt des maréchaux, ses lieutenants et officiers; — priseurs nobles (63); — un commissaire pour

(57) Offices supprimés le 22 juillet 1610.

(58) A. I. V. C 2642, p. 369 et 370.

(59) A. I. V. C 2642, p. 418, 419, 420, 423.

(60) Archives municipales de Rennes, liasse 84.

(61) A. I. V. C 2642, réponse aux remontrances de 1586, article 1.

(62) A. I. V. C 2896.

(63) A. I. V. C 2642, p. 614.

les montres du nouveau prévôt (64); — receveurs et contrôleurs des épices et vacations (65); deux sergents par sénéchaussée et bailliage ayant pouvoir d'exploiter partout; — quatre conseillers et deux huissiers en chaque siège présidial (66); — deux présidents, douze maîtres, douze auditeurs, quatre correcteurs (en plus de deux déjà créés en 1576), un huissier du premier degré et quatre d'un rang secondaire, et un garde-livre à la Chambre des Comptes (67); — un pilote et lesteur sur la Loire depuis la Pierre-Percée jusqu'à la Fosse, avec monopole de lestage et pilotage (remboursé ultérieurement) (68).

C'est alors que, le 23 mai 1588, le roi se décida de nouveau à élaguer cette prolifération d'offices (69) et énuméra en trente-quatre articles tous ceux qu'il révoquait; les inventeurs d'offices furent déclarés coupables de lèse-majesté. On devait leur confisquer les bénéfices de ces opérations. Ces dernières clauses restèrent théoriques.

*
**

Et même, il y eut de nouveaux offices bursaux non approuvés. Toutefois, sous Henri IV, ils ne furent pas si envahissants. Citons : un office de maître (70) en la Chambre des Comptes; — des offices dans les présidiaux (71); — des receveurs et contrôleurs des impôts et billots (72); — des marqueurs de vin, courtiers et gourmets des villes, havres et gros bourgs de Bretagne (73); — des jaugeurs; (supprimés par remboursement en 1606) (74); — un se-

(64) A. I. V. C 3298.

(65) Caron, L'adm. des E. de B., p. 283.

(66) A. I. V. C 2642, p. 614.

(67) De Fourmont, Hist de la Ch. des Comptes, p. 99.

(68) A. I. V. C 2642, remontrances de 1588, article 2.

(69) Arch. municipales de Rennes, liasse 84.

(70) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 318.

(71) A. I. V. C 2643, p. 430.

(72) A. I. V. C 2644, p. 324 et C 3300.

(73) A. I. V. C 3301. Les marqueurs de vin en détail furent supprimés en 1599. A. I. V. C 2645, p. 565.

(74) A. I. V. C 2647, p. 15.

cond prévôt des maréchaux, un greffier, douze archers, soit une dépense annuelle de 6.468 l. de gages (déjà créés et supprimés plusieurs fois, ils furent encore révoqués et remboursés en 1602) (75); — des lieutenants particuliers assesseurs criminels et commissaires examinateurs en chaque présidial, bailliage, sénéchaussée et autres juridictions de Bretagne (déjà créés et abolis en 1586, les Etats durent encore les rembourser pour les faire disparaître, en 1608) (76); — deux offices de conseillers en chaque siège présidial (77); — quatre conseillers au Parlement (78) et deux autres un an après; — quatre trésoriers de France généraux des finances en Bretagne (déjà supprimés deux fois) (79); — deux autres offices de maîtres en la Chambre des Comptes (80); — des juges consuls à Quimper (81); — deux trésoriers provinciaux des guerres (le roi en accorda la suppression par mort ou remboursement) (82); — les Etats tentèrent en 1598 de faire révoquer les édits qui leur déplaisaient et notamment ceux qui érigeaient des offices nouveaux et votèrent 800.000 écus au roi (83). Peu après, le roi abolit des trésoriers, receveurs et autres officiers triennaux nouvellement créés et qui n'étaient pas encore établis en Bretagne (84).

Parurent ensuite à cette époque, malgré les Etats : des courtiers-auneurs-jaugeurs-marqueurs-visiteurs de toiles (85) (supprimés en juillet 1610); — un grand voyer (86); — un receveur des consignations en chaque bailliage (87);

(75) A. I. V. C 2646, p. 135 et 210. C 2644, p. 596. C 3299. Pour l'action du Parlement en cette affaire, cf. Carré, *Le Parlement de B. après la Ligue*, p. 471.

(76) A. I. V. C 3297.

(77) A. I. V. B registres secret, 24 avril 1598.

(78) Ibid.

(79) A. I. V. C 3294.

(80) De Fourmont, *Hist. de la Ch. des Comptes*, p. 319.

(81) A. I. V. C 2755, 30 oct. 1598.

(82) A. I. V. C 2645, p. 271, 296, 555.

(83) A. I. V. C 2645, p. 208.

(84) Ibid., p. 569.

(85) A. I. V. registres secrets B, 27 octobre 1599. C. 2645, p. 470 et 597. C. 2648, 24 déc. 1611.

(86) A. I. V. C 3299.

(87) A. I. V. B registres secrets, 1605, 24 octobre.

— des jaugeurs-visiteurs-mesureurs de tonneaux (88) (supprimés en 1606); — un deuxième greffier du bureau des trésoriers de France (89) (le roi en accorda la disparition par remboursement); — des visiteurs et marqueurs des cuirs (90) (supprimés par remboursement); — un chauffe-cire (91); — deux conseillers au Parlement (les deux premières charges vacantes devant être supprimées, cette création fut compensée) (92); — un greffier de la généralité de Bretagne (93) (remboursé ultérieurement); — deux offices d'huissiers audienciers aux requêtes du Palais, dans les sièges présidiaux et autres juridictions ordinaires (94); — des lieutenants particuliers et assesseurs criminels dans les juridictions royales ordinaires (remboursés en 1608) (95); — des commissaires examinateurs pour le fait des inventaires partages et appréciations d'héritages (96); — des sergents conducteurs de prisonniers et des sergents collecteurs de décimes (97) (supprimés le 22 juillet 1610); — des enquêteurs examinateurs et assesseurs dans tous les présidiaux et sièges royaux (98) (les juges royaux remboursèrent le traitant et payèrent 12.000 l. au roi pour en obtenir la succession); — deux contrôleurs des guerres (99); — un deuxième office de prévôt des marchands (établi cette fois dans l'évêché de Nantes avec un greffier et dix archers. Ils avaient déjà été créés et rachetés à plusieurs reprises, la dernière n'étant espacée que d'un an. Les Etats durent, pour en obtenir la suppression, verser 9.000 l. au duc de Montbazou, gouverneur de Nantes (100). On avait en effet créé ces offices uniquement pour

(88) A. I. V. C 2705, p. 399. C 2647, p. 15.

(89) A. I. V. C 2646, p. 486.

(90) Ibid., p. 436 et 482. A. I. V. C 2647, p. 15.

(91) A. I. V. C 3298.

(92) A. I. V. B reg. secrets, 3 juin 1605.

(93) A. I. V. C 3227. C 3294.

(94) A. I. V. B reg. secrets, 11 et 16 mars 1606.

(95) A. I. V. B registres secrets, 8 juin 1606. 30 sept. 1608. C 2647, p 495.

(96) A. I. V. B registres secrets, 8 juin 1606. C 2705, p. 280.

(97) A. I. V. C 3300.

(98) A. I. V. C 2647, p. 25 et 84.

(99) A. I. V. C 2647, 15 novembre 1606.

(100) A. I. V. C 2647, p. 196 et p. 374. B reg. secrets, 9 juillet 1607.

lui procurer cette somme); des greffiers et clerks des greffes (supprimés le 22 juillet 1610) (101); — deux lieutenants aux prévôtés de Rennes et de Nantes (102), supprimés en 1617); — des chirurgiens visiteurs de malades et de blessés (103); — des certificateurs de saisies en chaque barre royale (104) (déjà supprimés antérieurement sous le nom de commissaires examinateurs); — des procureurs du roi aux eaux et forêts, prévôtés, sièges particuliers et cours ecclésiastiques (supprimés le 22 juillet 1610) (105).

La forêt de ces nouveaux offices recommençait donc à devenir dense, malgré les éclaircissements auxquels les Etats procédaient presque chaque année. Peu après la mort d'Henri IV, un abatage général fut décrété par lettres patentes du 22 juillet 1610. Elles se rapportaient à cinquante-neuf chefs. Quinze édits de créations furent sursis, et une quantité révoqués (106).

Henri IV recourut aussi à un procédé fiscal un peu différent de la création d'offices. Il réunit à son domaine des offices déjà existants, puis les revendit. Déjà Henri III lui en avait fourni l'exemple à propos des offices de greffiers et de leurs clerks (107). Henri IV procéda semblablement pour les greffes, sceaux et tabellionnages (108). Le Parlement n'omit aucun moyen de faire traîner les choses en longueur : attentes avant de prendre une décision, refus de vérifier, communication aux Etats, remontrances (109). De leur côté, les Etats n'étaient pas inactifs, s'opposant, envoyant des doléances, etc. Ils finirent par consentir, en 1609, à une « bannie » pour l'adjudication du « racquit des greffes royaux », et empruntèrent l'argent nécessaire au rachat (110).

(101) A. I. V. C 2648, p. 47.

(102) A. I. V. C 2647, p. 497. C 3299.

(103) A. I. V. B registres secrets, 8 mars 1608.

(104) A. I. V. C 2647, p. 376 et 498.

(105) A. I. V. C 2648, p. 47.

(106) A. I. V. C 3300.

(107) A. I. V. C 2705, p. 235.

(108) A. I. V. B registres secrets, 18 janvier 1595.

(109) Carré, Le Parlement de B. après la Ligue, p. 475.

(110) A. I. V. C 2705, p. 365.

Le roi tenta un essai analogue en ce qui concerne les notaires royaux (1597). Mais à son édit qui les réunissait au domaine, les Etats, le Parlement et les cinquante-quatre notaires et tabellions de Rennes firent une telle opposition que le roi se contenta d'essayer de vendre aux notaires l'hérédité de leurs offices (111).

*
**

Après avoir opéré en 1610 cette coupe onéreuse pour les seuls Etats, Louis XIII n'eut garde de négliger les revenus que procuraient la création d'offices. L'assemblée bretonne utilisa les dons gratuits pour obtenir des révocations sans payer, et continua ainsi sa lutte monotone contre : — un receveur des aides des villes (11) ; — quatre trésoriers provinciaux des guerres avec 800 écus de gage chacun pour faire recette des garnisons, ce que les trésoriers des mortepayes s'offraient à faire gratis (113) (Ils furent supprimés par le contrat de 1617) ; — des receveurs et contrôleurs triennaux (déjà remboursés pour 120.000 l. Et ils l'avaient encore été en 1599 (114). Le roi les créa de nouveau par l'édit de novembre 1615 et la déclaration du 17 avril 1616. Il les supprima ensuite par remboursement, puis en mars 1617 révoqua cette suppression, pour l'autoriser de nouveau en septembre 1617. Les Etats versèrent 210.200 l. au traitant et eurent pendant dix-neuf ans la jouissance des gages de ces officiers) (115) ; — un trésorier receveur général des finances, aux gages de 3.000 l. (remboursé en 1617) (116) ; — des procureurs postulants au Parlement, à la Chambre des Comptes, dans les Présidiaux et autres juridictions et barres royales (117) (de nombreux contrats

(111) Saulnier de la Pinelais, *Le Parlement de Bretagne avant Louis XIII*, *Revue de B. et de Vendée*, 1888, 2^e semestre. Carré, *Le P. de B. après la Ligue*, p. 476.

(112) A. I. V. C 2648, 29 décembre 1611.

(113) A. I. V. C 2648, 23 août 1614.

(114) A. I. V. C 2648, 2 novembre 1611.

(115) A. I. V. C 3294.

(116) *Ibid.*

(117) A. I. V. C 3298.

en stipulèrent la suppression : en 1621, en 1632, etc., mais sans résultat).

Les contrats portaient souvent des clauses fort catégoriques, mais dont l'effet n'en était pas plus décisif. Par celui de 1618, Louis XIII promet qu'il ne serait pas créé de nouveaux offices et qu'on défendrait au Parlement d'avoir égard aux édits d'érection qui pourraient être surpris (118). Tous les contrats rappelaient le privilège de la province selon lequel rien ne pouvait être changé au nombre et à l'ordre des offices sans le consentement des Etats et la vérification des cours souveraines. Mais à peine l'assemblée était-elle séparée que ces contrats étaient violés. Les Etats ne se faisaient guère s'illusions, d'ailleurs. En 1621, ils demandèrent aux commissaires du roi s'il n'y avait pas en préparation plusieurs édits créant des charges nouvelles « dont le ministère prétendait poursuivre l'enregistrement sitôt qu'elle (l'assemblée) serait désemparée » (110). Les commissaires répondirent qu'ils n'avaient de comptes à rendre à personne. Les édits parurent comme prévu, créant notamment dans la province un bureau des trésoriers de France, comprenant dix nouveaux trésoriers, outre les deux anciens, deux greffiers, des clerks et deux huissiers. Une députation extraordinaire fut envoyée au roi par la tenue suivante, et obtint moyennant 450.000 l. la suppression de ce bureau (120) (qui avait déjà été créé et révoqué plusieurs fois).

Ces offices de trésoriers ne furent pas seuls à paraître. Une fournée d'offices nouveaux à but fiscal les suivit : — un lieutenant à la juridiction de Quimperlé (121); — un receveur des aides de Bretagne (supprimé en 1624 par remboursement) (122); — deux conseillers en chaque présidial (supprimés en 1626); — un avocat du roi en chaque siège royal (123); des receveurs et miseurs des villes (ré-

(118) A. I. V. C 2649, 4 novembre 1618.

(119) De Carné, *Les E. de B.*, T. I, p. 272.

(120) A. I. V. C 3294.

(121) A. I. V. C 2650, 17 décembre 1622.

(122) A. I. V. C 2650, 19 et 28 octobre 1624.

(123) A. I. V. C 3294.

voqués en 1627, mais qui cependant existaient toujours en 1638) (124); — deux receveurs et contrôleurs généraux en la prévôté de Nantes (125) (supprimés par remboursement en 1632); — quatre correcteurs en la Chambre des Comptes, offices qui furent convertis en quatre charges d'auditeurs (126); — un greffier des insinuations laïques en chaque juridiction royale (127); — de commissaire aux saisies réelles; — de greffiers receveurs et payeurs des offices; — enfin de dix trésoriers en la généralité des finances de Bretagne, qui faisaient ainsi leur troisième apparition (sans compter l'année 1579 où l'on en créa trois remboursés au bout d'un an). Celle-ci fut particulièrement éphémère, puisqu'ils disparurent par édit du 31 août 1626, un mois après, avec plusieurs offices mentionnés ci-dessus (128).

Le roi avait voulu aussi, en juillet 1626, aliéner les greffes du Parlement, et ceux de la traite foraine et de l'amirauté, deux sortes de greffes dont on n'avait jamais entendu parler en Bretagne, dirent les Etats (129).

En 1630, ce sont de nouveaux offices de trésoriers provinciaux, dont l'abolition est accordée par contrat, mais le roi, deux ans après, prétend à 168.000 l. pour prix de cette abrogation. Les Etats refusent car l'édit de création n'a même pas été présenté aux cours souveraines (130).

Puis le défilé continue avec : — six offices de conseillers au Parlement (mais la Cour obtient leur réduction à quatre) (131); — deux maîtres, deux correcteurs, deux auditeurs en la Chambre des Comptes (132); — des chevaliers du guet dans toutes les villes de Bretagne (révo-

(124) A. I. V. C 3299. C 3320. C 2653, 19 décembre 1638.

(125) A. I. V. C 2651, 8 janvier 1627.

(126) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 163.

(127) A. I. V. C 3298.

(128) Les greffiers receveurs et payeurs d'offices. — Les commissaires aux saisies réelles. — Les deux conseillers aux présidiaux. — Les avocats du roi dans tous les sièges royaux, etc. A. I. V. C 3294.

(129) A. I. V. C 2651, 11 janvier 1628.

(130) A. I. V. C 2652, 9 juin 1632.

(131) F. Saunier, Le Parlement de Bretagne.

(132) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 163

(133) A. I. V. C 2653, 23 décembre 1636.

qués par le contrat de 1634) (133); — un prévôt de la marine en Bretagne (134); — trois offices de « conseillers de S. M., intendants et contrôleurs généraux des Messageries, Voituriers et Roulliers de France » et d' « intendants, commissaires et contrôleurs généraux des coches et carosses publics » (ces offices furent supprimés par le contrat de 1634) (135); — de quatre présidents présidiaux pour Rennes, Vannes, Nantes, Quimper (136). Ces quatre présidents présidiaux furent révoqués, moyennant un don gratuit de deux millions, par le contrat de 1636-37, ainsi que les offices d'un lieutenant général civil et criminel, d'un lieutenant particulier, de deux conseillers clercs, de deux conseillers laïques, d'un procureur du roi en chaque présidial, déjà énumérés, et en outre d'un receveur des épices et d'un président en chaque justice royale (137).

Le contrat de 1641 fit lui aussi disparaître quelques offices : — deux greffiers alternatifs et triennaux, créés en 1639; — trois gardes petits scels en chaque juridiction, créés en 1639; — des receveurs et contrôleurs alternatifs et triennaux des consignations; — deux huissiers héréditaires des décimes en chaque diocèse de Bretagne créés en 1639 (138).

Enfin furent érigés contre le bon gré des Etats, dans les dernières années de Louis XIII : — des gardes notes et contrôleurs des expéditions des notaires (créés en 1642) (139); — un assesseur et un archer en chaque juridiction (créés en 1640 et révoqués par contrat de 1643).

En 1643, disparurent aussi ces offices nouveaux : un procureur du roi et greffier de la Monnaie de Nantes; — enquêteurs et vice-enquêteurs au Présidial et Prévôté de Nantes.

*
**

(134) A. I. V. C 2769, 6 décembre 1634.

(135) A. I. V. C 3299.

(136) A. I. V. C 3295.

(137) Le roi promettait pour la n^e fois de ne faire désormais aucune opposition ni érection d'offices sans le consentement des Etats. A. I. V. C 3150).

(138) A. I. V. C 3793.

(139) A. I. V. C 2653, 21 février 1643.

La mort de Louis XIII n'interrompt pas les créations nouvelles. Elles se poursuivirent sous Louis XIV avec : — un avocat général en la Chambre des Comptes (140); — des conseillers présidiaux et des huissiers audienciers (révoqués par édit de 1647); — des arpenteurs et priseurs (qui avaient déjà fait une apparition de 1574 à 1584) (141); — un receveur des deniers communs (142); — un ouvrier et monnayeur du serment de France en chaque monnaie de la province (supprimés par le contrat de 1659); — un concierge de la Maison de ville à Morlaix percevant un sol par pièce de toile (143); — des officiers aux bureaux des Postes et Messageries avec levée d'un quart en sus des ports des lettres, paquets et du prix des voitures (septembre 1654). Leur suppression avait été promise en 1634, 1640, 1641. En mai 1655 vinrent s'y ajouter dans tous les bureaux de poste, les commis des quatre nouveaux intendants et commissaires généraux créés pour tout le royaume (144). De nombreux contrats promirent l'abolition de cet édit qui ne disparut qu'à la fin du xvii^e s. (154). Le rachat d'offices nouvellement créés à la Prévôté de Nantes nécessita en 1653 une crue sur le petit devoir (146). Des offices de courtiers gourmets et commissionnaires établis en 1653 furent supprimés, moyennant une augmentation du don gratuit, par le contrat de 1653 (147).

Suivirent d'autres offices nouveaux, toujours dans les mêmes conditions : vérificateurs des bannies, décrets et appropriements (148); — de très nombreux greffiers de toutes sortes (149) (en particulier deux greffiers de chaque présidial) (159); — des greffiers des arbitrages et

(140) A. I. V. Hist. de la Ch. des Comptes, De Fourmont, p. 352.

(141) A. I. V. C 2655, 11 nov. 1651. C 2656, 16 nov. 1657. C 2657.

(142) Dupuy, Etudes sur l'Adm. municipale en B. au xviii^e siècle, p. 34.

(143) A. I. V. C 2657.

(144) A. I. V. C 2655, 15 et 16 juin 1655.

(145) A. I. V. C 2656, 10 juillet 1659. C 2657, 8 octobre 1659. C 2658, 24 septembre 1677.

(146) A. I. V. C 2655, 14 novembre 1653.

(147) Caron, L'Adm. des E. de B., p. 334.

(148) A. I. V. C 2657, 23 nov. 1669.

(150) A. I. V. C 3306.

des banquiers expéditionnaires en Cour de Rome (151); — greffiers pour l'établissement du papier terrier; — greffiers des affirmations (152); — contrôleurs et trésoriers des finances (153); — receveurs et contrôleurs des domaines pour faire un papier terrier (154).

Un édit de novembre 1672 créa de nombreux offices, dont : des arpenteurs (troisième apparition; supprimés par le contrat de 1673); — quatre substituts du procureur général au Parlement; — un substitut du procureur général à la Table de Marbre; — deux substituts des procureurs du roi dans les quatre présidiaux; — un substitut au procureur du roi en chaque juridiction royale (supprimés par édit de mai 1679) (155).

En 1674, des courtiers gourmets commissionnaires créés une nouvelle fois furent derechef supprimés par une crue du don gratuit comme ne 1656 (156).

Beaucoup de ces édits créateurs d'offices figuraient au nombre de ceux que les Etats crurent supprimés en 1673, et dont le maintien entraîna la révolte de 1673.

*
* *

L'insurrection une fois réprimée, et la province mise hors d'état de se défendre, la création d'offices nouveaux connut un essor inouï. Il ne pourra être donné qu'une faible idée de leur foisonnement. L'expédient fiscal qui les motivait se révéla encore plus cyniquement. Par l'absurdité même de ces offices, les Etats se trouvaient acculés au rachat.

I. — Une première partie en fut prétextée par les fouages, tant ordinaires qu'extraordinaires. C'étaient de vieilles charges, disparues depuis longtemps. Parsonne, pas

(151) A. I. V. C 2658, 9 décembre 1673. Histoire de B., T. V, par Pocquet, p. 464.

(152) A. I. V. C 2658, charges aux députés en cour en 1673.

(153) A. I. V. C 2658, 8 août 1671.

(154) A. I. V. C 2658, charges aux députés en cour en 1673.

(155) A. I. V. C 2659, 18 septembre 1679.

(156) Caron, L'Adm. des E. de B., p. 334.

même au Conseil, ne savait exactement en quoi elles consistaient (157). Ceux qui les achetèrent n'intervinrent aucunement dans l'administration des fouages, mais touchèrent des taxes si nombreuses que l'état exact ne put en être dressé par l'assemblée bretonne qu'au bout de dix-sept ans, en 1709. Souvent aussi les fonctionnaires normaux des fouages acquéraient ces offices, régularisant la situation (158). Ainsi deux receveurs généraux des finances, l'un ancien, l'autre alternatif, dirigeaient l'administration des fouages ordinaires. Leurs deux charges furent achetées par le même titulaire qui s'incorpora successivement six autres charges : deux offices de conseiller receveur des fouages et des deniers extraordinaires de Bretagne (édit de janvier 1693) (159) valant en tout 80.000 l. et donnant droit à la perception d'une taxe de 3 d. pour l.; — deux offices de contrôleur général, l'un ancien, l'autre alternatif (édit de juin 1703) achetés ensemble pour 120.000 livres et donnant droit à une taxation de deux d. pour l. et à 10.000 l. de gages (payés par la province évidemment); — un office de receveur général triennal valant 132.000 l., avec taxation d'un d. et demi pour l. (édit de 1707) (160). Ce même édit de 1707 créa encore un contrôleur général triennal avec taxation d'un d. pour l., 5.000 l. de gages, et acheté pour 132.000 l. Ces phénomènes de multiplication extraordinaire des charges et des taxes attribuées à chacune d'elles ainsi que leur réunion entre les mains de quelques individus se rencontre à tous les échelons de l'administration des fouages. Les receveurs ancien et alternatif de chaque tablier chargés du recouvrement s'adjoignirent des receveurs triennaux. Des offices de contrôleurs triennaux furent ajoutés aux contrôleurs ancien et alternatif qui répartissaient les fouages en chaque évêché. Enfin au dernier échelon de la hiérarchie ce fut un pullulement insensé d'offices : vérificateurs des rôles des fouages

(157) F. Quessette, *L'Administration des Etats de B. de 1685 à 1715*, p. 185.

(158) *Ibid.*, p. 183 et suivantes. Manuscrit Pontbriand, chap. V.

(159) A. I. V. C 3369.

(160) A. I. V. C 3375.

(3 janvier 1694); — vérificateurs des rôles des fouages (janvier 1694); — syndics perpétuels des rôles des paroisses (août 1701), offices détriplés en 1706, en syndics anciens, alternatifs et triennaux; — greffiers des rôles des paroisses (janvier 1704) (greffiers et syndics des rôles avaient déjà été créés, puis supprimés en 1583); — commissaires à la levée des fouages et deniers extraordinaires (1705 et 1707). Leur nombre s'accrut sans cesse et devint incroyable. Tous jouissaient de droits, taxes, exemptions, gages, etc. En 1709 seulement les Etats chargèrent une commission de calculer le montant exact de ces taxations. On découvrit qu'elles étaient supérieures à la part du roi, et s'élevaient à 58 d. pour l. des fouages et impositions extraordinaires (161). Aux plaintes des Etats, le gouvernement répondit en portant de deux à trois millions leur montant global. Enfin après plusieurs tentatives infructueuses, on finit par s'entendre avec le roi pour un rachat. Il eut lieu en novembre 1711, porta sur tous les offices créés sur les fouages depuis 1692 (162) et coûta plus de trois millions à la province (163). Les Etats furent subrogés à ces offices et percurent pour leur propre compte ces taxations dont ils s'étaient tant plaints.

De nouvelles têtes repoussèrent bientôt à cet hydre de Lerne à peine décapité : trésoriers, receveurs, payeurs et contrôleurs triennaux et quadriennaux des fouages (juin 1712). Mais les Etats protestèrent si énergiquement que l'édit fut retiré (164).

II. — Les droits attribués à une deuxième catégorie d'offices ressemblent aux impôts des devoirs, par leur nature et leur recouvrement. Avec ces offices, l'expédient fiscal ne se dissimula même plus sous un prétexte. Aucun particulier ne les acquit. Le gouvernement les créait, puis exer-

(161) F. Quessette, op. cit., p. 190. Les contribuables payaient les taxations des taxations, car celles-ci se levaient non seulement sur le principal, mais sur le quart en sus qui, pourtant, leur était spécialement affecté.

(162) A. I. V. C 2665.

(163) A. I. V. C 3374 à 3385.

(164) A. I. V. C 2666.

çait une pression pour que les Etats rachetassent. Après une courte résistance, ceux-ci cédaient et payaient. En supprimant ces offices on s'engageait formellement à ne jamais les rétablir, ce qui ne manquait pas d'avoir lieu peu après, et le cycle recommençait. Il s'agit donc en réalité d'impôts.

Quant aux droits attachés aux offices, les Etats les affermaient à leur propre compte aux mêmes traitants que les devoirs (165).

1° Un édit de juin 1651 vint d'abord créer dans chaque ville et bourg des courtiers, gourmets et commissionnaires (déjà rencontrés à plusieurs reprises). Aucun marché de boisson ne pouvait être conclu sans leur entreprise. Ces offices ne reçurent jamais de titulaires. Un traitant les acquit en bloc et en perçu les droits fort élevés (166) sur le vin, les liqueurs et le cidre. Les Etats les rachetèrent pour 325.000 l., en 1693, y furent subrogés et levèrent ces taxes à leur profit. En 1704 parut une nouvelle génération de courtiers, gourmets et commissionnaires. On les racheta en 1705 pour 44.000 l.

2° Les offices de jaugeurs de muids, pipes, barriques et autres vaisseaux datent d'avril 1696 (167) et donnèrent lieu à la perception de taxes qui allèrent en croissant (168). Les Etats y furent subrogés en 1697 pour 220.000 l. (169).

3° Des édits de 1705 et 1707 établirent des offices d'inspecteurs, contrôleurs et visiteurs des entrées des eaux-de-vie, vin, bière, poiré, etc., avec des droits très élevés. Leur rachat fut conclu entre le roi et les députés en cour, qui allèrent même, ce qui dépassait nettement leurs pouvoirs, jusqu'à donner leur procuration pour un emprunt destiné

(165) F. Quessette, *op. cit.*, p. 197 et suiv.

(166) Tarif de ces droits : cf. Caron, *L'Adm. des E. de B.*, p. 349.

(167) Ils devaient en principe empêcher que les boissons ne fussent livrées aux acheteurs dans des vaisseaux moindres que ceux qui sont en usage dans les pays d'où proviennent les boissons ,

(168) Tarif de ces taxes : cf. Caron, *op. cit.* p. 367.

(169) A. I. V. C 2660. La ferme des droits de ces offices et de ceux des courtiers gourmets commissionnaires atteignit 450.000 l. Quessette, *op. cit.*, p. 204.

à couvrir les frais de l'opération. Les Etats ratifièrent cet agissement illicite (170).

Puis des trésoriers, des inspecteurs des boissons furent érigés en 1709.

A ce moment, les traitants refusèrent le remboursement et le roi déclara insuffisante la somme convenue entre lui-même et les députés en cour. Les Etats firent un essai de résistance contre cette augmentation (171) et contre le rachat des trésoriers qu'on voulait leur imposer. Après différentes vicissitudes, ils durent verser 542.000 l. pour les inspecteurs (deux fois plus environ que ce qui avait été primitivement convenu) et 55.000 l. pour les trésoriers (172).

4° Les visiteurs et essayeurs d'eau-de-vie datent de mars 1703, et on chercha aussitôt à les faire racheter par les Etats. Comme ils s'y refusaient, on recourut à une mesure absolument illicite : une levée de 200.000 l. fut ordonnée par arrêt du 4 mars 1704 pour financer la suppression (173). Les Etats n'eurent que la consolation platonique de rappeler leurs privilèges à la tenue suivante (174) et de s'entendre répondre : le roi y aura égard.

5° C'est en février 1705 que les offices d'inspecteurs aux boucheries firent leur apparition, suivis en mai de vendeurs jurés et visiteurs de porcs « dans tous les villes, bourgs et autres lieux du royaume où il y a foire et marché ». Les marchands de porcs devaient déclarer leur bétail aux bureaux des jurés vendeurs; il fut défendu de vendre et d'acheter des porcs ailleurs qu'aux foires et marchés (arrêts de juin et octobre 1704). Ces offices furent acquis en

(17) Manuscrit Pontbriand, chapitre des Devoirs, A. I. V. C 2664, 1^{er} déc. 1709.

(171) A. I. V. C 2664, décembre 1709.

(172) A. I. V. C 2665, 16 et 22 novembre 1711.

(173) Ces officiers devaient en principe percevoir 6 l. « par barrique d'eau de vie qu'en déclarerait devoir être consommée sur les lieux ». Pour « celles qu'on déclarait entreposées ou destinées à être vendues en gros, elles seraient enfermées sous deux clés, l'une pour rester aux mains du propriétaire, l'autre pour être donnée au visiteur », chose complètement absurde, comme le prouvèrent les Etats (A. I. V. C 2661).

(174) A. I. V. C 2662, 26 février 1706.

Bretagne par un seul traitant qui se mit à en lever la taxe, ou « droit de pied fourché » (175) perçu sur tous les animaux de boucherie, ce qui causa des émeutes en Basse-Bretagne (176). Le rachat de ces offices se produisit en 1709 moyennant 250.000 l. pour les inspecteurs aux boucheries et 100.000 l. pour les jurés visiteurs de porcs. Les Etats payèrent même 50.000 l. pour des langayeurs de porcs (officiers chargés d'examiner la langue des porcs) qui n'avaient même pas été créés en Bretagne (177). Le pied fourché fut réuni au domaine des Etats.

Sous prétexte qu'ils n'étaient pas tout à fait identiques à ces offices rachetés, des inspecteurs et contrôleurs de porcs furent érigés en 1709 et coûtèrent en janvier 1710 44.000 l. à la province (178).

Avant cette résurrection, des trésoriers des inspecteurs aux boucheries avaient apparus, ainsi que des visiteurs et contrôleurs des suifs, qui furent peu après transformés en un redoublement au profit du roi des droits attribués aux inspecteurs aux boucheries (179) (édits de janvier et décembre 1708).

III. — Une troisième catégorie d'offices comprend ceux qui furent créés aux cours souveraines. Pendant l'exil, furent érigés au Parlement quatre substituts au procureur général (rachetés en 1679) (180). Après le retour à Rennes, il y eut un président à mortier et six conseillers (181) (1689). Les greffiers du Parlement eurent leurs charges créées en titre d'offices (décembre 1699) (182). Les fonctions de conseiller et garde scel furent divisées en conseiller au Parlement d'une part et garde scel de l'autre (octobre 1704) (183). Parurent encore : huit conseillers nouveaux; — six présidents des enquêtes; — un président

(175) Tarif du pied Fourché : cf. Caron, op. cit., p. 370.

(176) A. I. V. C 2662, 1^{er}, 2 et 15 décembre 1705.

(177) A. I. V. C 2662, 22 février 1706.

(178) A. I. V. C 2664, 19 décembre 1709.

(179) Ibid., 11 décembre 1709.

(180) A. I. V. C 2659, 17 sept. 1679.

(181) Saunier, Le P. de B., p. XXI.

(182) Le Moy, Le P. de B. au XVIII^e siècle, p. 136.

(183) Saunier, Le P. de B., p. XLV.

à mortier; des gardes conservateurs des registres et minutes (août 1713); — deux présidents des requêtes; — deux conseillers et commissaires (184).

Quant à la Chambre des Comptes, elle racheta au roi des receveurs d'épices dont elle était seulement menacée (185). En 1693, elle s'augmenta d'un président, de trois maîtres, de deux correcteurs et de quatre auditeurs. En 1704 : deux présidents, quatre maîtres, quatre correcteurs, deux auditeurs, deux substituts au parquet, un garde livre, quatre commis et un receveur général s'y ajoutèrent, puis six maîtres des comptes (186). Un président et deux autres maîtres (187). Un office d'abienneur commissaire aux saisies féodales pour enquêter sur les empiètements commis par la noblesse et les réprimer parut en 1709, et fut racheté en 1713 (188).

IV. — Mais c'est surtout dans la création des offices municipaux que régna la licence la plus effrénée (189). Certains furent érigés et révoqués jusqu'à quatorze fois de suite (190). Gages, taxations, droits, exemptions étaient attribués avec profusion aux acquéreurs. Si malgré ce système de primes la vente ne s'accélérait pas, on forçait les communautés à racheter ces offices qu'on s'empressait de rétablir peu après.

En décembre 1689, on vit paraître deux offices de receveurs des deniers communs patrimoniaux et d'octroi, l'un ancien, l'autre alternatif. Remboursés en 1694, ils furent aussitôt recréés à un prix plus élevé (191). Vinrent ensuite : un procureur du roi syndic, et un greffier secrétaire (juillet 1690) en chaque communauté (elles les rachetèrent); — des substituts à chacun de ces procureurs

(184) Ibid., p. XXI. A. I. V. B 71.

(185) Boislisle, Correspondance adm. sous Louis XIV, T. I, n° 832.

(186) A. I. V. B 71.

(187) De Fourmont, Hist. de Ch. des Comptes, p. 190, 192, 193.

(188) A. I. V. B 71, C 3518

(189) Dupuy, Etudes sur l'Adm. municipale en B. au XVIII^e siècle, p. 277 et suiv. Quessette, op. cit., p. 227 et suiv.

(190) Caron, op. cit., p. 162.

(191) A. I. V. C 734.

(mars 1694) (192); — un maire et un nombre variable d'assesseurs en chaque communauté (1692); — un conseiller du roi commissaire aux revues et au logement des gens de guerre en chaque communauté (1692); — un premier huissier audiencier en chaque hôtel de ville (1693, réunis d'autorité aux communautés moyennant finances); — des receveurs de deniers patrimoniaux (1694; les autres receveurs de deniers communs n'eurent plus que les octrois) (193); — des contrôleurs de deniers communs (rachetés par les communautés); — des greffiers présentateurs des maisons de ville (1695); — des conseillers garde scel (1697; réunis aux communautés) (194); — un colonel, un major, huit capitaines, neuf lieutenants de la milice bourgeoise dans chaque ville où siégeait un archevêque, un évêque, un bureau de finances ou un présidial; dans les autres villes, le nombre d'officiers fut fixé par le Conseil (mars 1694; réunis aux communautés pour 350.000 l.); — des gouverneurs municipaux (août 1696) (195); — des commissaires de police (196).

Quand fut finie la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le gouvernement voulut tirer les villes du mauvais pas où les avait mises ce fourmillement d'offices et leur taxes. Mais la guerre de Succession d'Espagne en suscita une nouvelle génération : lieutenants des maires; — échevins; — concierges des hôtels de ville (1702) (197); — un contrôleur adjoint au greffier des hôtels de ville (198); — un avocat du roi dans les corps de ville; — un garde des archives (199); — un office d'un deuxième huissier audiencier (200). Les offices de milice bourgeoise furent rétablis en 1708; les receveurs des deniers d'octroi furent supprimés cette année-là, et rétablis incontinent à un prix plus

(192) A. I. V. A 9.

(193) A. I. V. B 30 p. 123 r°.

(194) A. I. V. C 2660, 16 novembre 1697.

(195) A. I. V. A 10.

(196) A. I. V. C 574

(197) Arch. de Nantes, BB 66, p. 38, V°. A. I. V. A 18 et A 22.

(198) A. I. V. A 18.

(199) A. I. V. C 240.

(200) Arch. municipales de Rennes, 1710, p. 41, V°.

élevé (201). Tout en créant de nouveaux offices, on imagina de dédoubler les anciens. Subirent cette opération : les maires et leurs lieutenants (202); — les contrôleurs de deniers communs (dont les uns devinrent patrimoniaux, les autres d'octroi) (203); — les assesseurs et les échevins; — les greffiers (205).

Quant aux paroisses, elles eurent aussi leur part dans cette germination (206) : milice bourgeoise (dans les bourgs fermés seulement); — jurés crieurs des enterrements (207); — contrôleurs des bans de mariage (208) (1697); — greffiers gardes conservateurs des registres de baptêmes, mariages et sépultures, 1691; supprimés par édit d'août 1716 (209); — contrôleurs de ces greffiers gardes (210); — trésoriers des fabriques (211) (1704); tous avec leur cortège de taxes, et que les paroisses durent souvent racheter elles aussi (212).

Enfin en 1714 furent irrévocablement (213) abolis tous les offices créés sur les municipalités, moyennant le remboursement de ceux qui avaient trouvé preneurs.

V. — Enumérons encore pêle-mêle, parmi les offices nouveaux de cette époque, indésirables aux Etats, et qui formaient une « foule immense que personne ne pouvait compter », tout un grouillement de : — huissiers de la Connétablie (214) (supprimés en 1679); — enquêteurs,

(201) A. I. V. C 784.

(202) A. I. V. A 21 et A 22.

(203) A. I. V. C 784.

(204) A. I. V. B 30 p. 129 r°. C 2661.

(205) A. I. V. A 24.

(206) On a déjà traité des offices paroissiaux dont les taxations se levaient avec les louages.

(207) A. I. V. A 4.

(208) A. I. V. A 16.

(209) A. I. V. C 2667, p. 249, V°.

(210) A. I. V. C 2662, juin 1705.

(211) A. I. V. A 26.

(212) Dupuy, L'administration municipale en B. au xviii^e siècle, p. 299 et suivantes, à propos du lamentable état où furent plongées les finances municipales par suite de tous ces rachats forcés.

(213) Ils firent cependant une réapparition de 1722 à 1724.

(214) A. I. V. 2658, 9 oct. 1677.

rétablis en 1680 et rachetés aussitôt (215); — aulneur et mesureur des toiles à Morlaix (racheté en 1679); — receveur des consignations (déjà créé et supprimé en 1641) (216); — plusieurs charges dans les juridictions inférieures (rachetées en 1679) (217); — commissaires aux saisies réelles (juillet 1689; racheté en 1700) — experts jurés, priseurs, greffiers de l'écritoire, arpenteurs, priseurs nobles et voyers (mai, juillet et décembre 1690; mars 1696; novembre 1697; rachetés en 1699 pour 500.000 l. (218); — syndics des arts et métiers (rachetés en 1694) (219); — contrôleurs et receveurs des épices et vacations (édits de février 1691, mars 1703; déclaration de mars 1709); — greffiers des expéditions (220); — enquêteurs et commissaires examinateurs des dépens (édit de 1693; rachetés en 1705); — jurés priseurs et vendeurs de meubles (édit de 1696); — bureau des finances surgissant une nouvelle fois avec : deux présidents, huit trésoriers de France, grands voyers, un avocat, un procureur, un greffier, un receveur de gages, un receveur et payeur des épices, et amendes, un premier huissier, deux huissiers collecteurs et six procureurs postulants (rachetés en 1701) (221); — contrôleurs des dépens (édit de mars 1694); — un contrôleur des contrats et actes de notaires et tabellions (édit d'octobre 1694); — jurés mouleurs visiteurs, compteurs mesureurs et peseurs de tous bois à brûler et charbon amenés tant par eau que par terre dans toutes les villes et faubourgs du royaume (222) (rachetés peu après); — certificateurs, vérificateurs et contrôleurs des commissaires et inspecteurs aux saisies réelles (rachetés en 1700 avec les commissaires aux saisies réelles) (223); — contrôleurs et rece-

(215) A. I. V. C 3297.

(216) A. I. V. C 2659, 4 nov. 1687.

(217) A. I. V. C 2659, 17 septembre 1679.

(218) A. I. V. C 2661, p. 437, n°. A toute ces sommes, il faut naturellement ajouter toujours les deux sols pour l. en sus.

(219) A. I. V. C 2661, 4 décembre 1709.

(220) A. I. V. C 2660, 22 octobre 1693.

(221) De Fourmont, Hist. de la Ch. des Comptes, p. 193. A. I. V. C 2661, 25 août 1701

(222) A. I. V. C 2660, 16 novembre 1697.

(223) Ibid.

veurs des amendes; — contrôleurs de la marque et visite d'or et d'argent (224); — jurés mesureurs royaux (édit de janvier 1697; supprimée par les contrats de 1697 et 1699); — offices d'amirauté (225).

Un instant arrêté par la paix, le flot se déchaîna de nouveau avec la reprise de la guerre. On rétablit une bonne partie des offices qui venaient à peine de disparaître, on trouva le moyen d'en inventer d'autres. On eut : des arpenteurs et mesureurs de terre (nouvelle apparition en 1702; rachetés en 1718) (226); — des trésoriers receveurs et payeurs de deniers des communautés d'arts et métiers (édits de février et juillet 1702) (227); — des commissaires aux inventaires et liefs de scellés (édit de mars 1702); rachetés en 1714 (228); — des contrôleurs des épices et vacations (édit de mars 1703); — des greffiers des experts et de l'écritoire (édit de novembre 1704); — des contrôleurs des greffiers des experts (édits de 1704 et 1706); — des commissaires contrôleurs et inspecteurs des messageries, carrosses, coches, litières et autres voitures, rouliers, muletiers, courtiers, facteurs et commissionnaires (édits de nov. 1704 et février 1705; rachetés en 1705); — des contrôleurs visiteurs des poids et mesures ou autrement des droits sur les moulins (édit de janvier 1704) (229); — des inspecteurs généraux des manufactures, commissaires contrôleurs de draps, toiles ou autres étoffes, gardes, concierges des bureaux ou halles aux draps et aux toiles (octobre 1704; réuni aux communautés en 1705); — des inspecteurs des matériaux (édit de 1705; rachetés en 1707); — deux généraux des finances (décembre 1705) (230); — des syndics des notaires (mars 1706) (231); — des contrôleurs pour parapher les registres des commu-

(224) Ibid.

(225) Bourde de la Rogerie, *Origine et organisation des sièges d'Amirauté établis en B.*, p. 20.

(226) A. I. V. C 2661, p. 437, r^o.

(227) Ibid.

(228) A. I. V. C 2667, 5 février 1716.

(229) A. I. V. V 2667, p. 249, V^o.

(230) Caron, *op. cit.*, p. 28.

(231) A. I. V. C 2667, p. 249 V^o.

nautés d'officiers à bourse commune et de celles des corps des marchands et d'arts et métiers (édit de nov. 1706) (232); — des inspecteurs des bâtiments (janvier 1707; rachetés en 1707); — un juge gruyer, un procureur du roi et un greffier en chaque justice des seigneurs ecclésiastiques et laïques du royaume (1707; réunis aux justices des seigneurs le 1^{er} mai 1708) (233); — des gardes et dépositaires des archives des cours et juridictions (janvier 1708); — des commissaires des décrets volontaires (janvier 1708); — des avocats du roi dans toutes les juridictions de Bretagne (octobre 1708) (234); — des procureurs syndics dans toutes les juridictions royales; — des syndics, des huissiers et sergents; — des receveurs des bourses communes, tant des procureurs, notaires, huissiers, que de tous les corps et communautés généralement; — des garde minutes dans toutes les juridictions royales; — des vérificateurs des bannies de contrats à fin d'appropriement (235); — de nombreux officiers de maréchaussée pour trois compagnies nouvelles : guidons, exempts, commis généraux, etc. (236) (édits de juillet 1708 et d'octobre 1713) (237); — des inspecteurs conservateurs du domaine (juillet 1708; rachetés en 1710) (238); — deux autres généraux des finances (mars 1709); — des inspecteurs et visiteurs des huiles (mars 1709) (239); — deux maîtres jurés pards des archives en chaque corps de métier (240); — des gardes des vaisseaux dépositaires et receveurs des parts des prises et autres intérêts et effets des gens de mer (édit d décembre 1712) (241); — des inspecteurs et con-

(232) Ibid.

(233) A. I. V. C 3679 et C 3479.

(234) A. I. V. C 3307.

(235) A. I. V. C 2667.

(236) A. I. V. C 2664, 11 et 19 décembre 1709. C 2667, 5 février 1716.

(237) Certains étaient d'une étonnante absurdité, comme celui de trompette, par exemple : « la fonction de la maréchaussée étant de poursuivre les voleurs et les bandits et de marcher à la sourdine pour les découvrir ».

(238) A. I. V. C 2664, 9 juillet 1710.

(239) A. I. V. C 2667, p. 249 V^o.

(240) Letaconnoux, Les relations du pouvoir central avec la province de B, p. 205.

(241) A. I. V. C 2667, p. 249 V^o.

trôleurs aux saisies réelles (édit de décembre 1712) (242); — des commissaires aux prises et ventes des meubles (août 1712) (243); — de nouveaux et nombreux offices d'Amirauté (244).

Les déclarations du 19 octobre et du 9 juillet 1715, ainsi que l'édit du 16 août 1716 intervinrent après la mort de Louis XIV. Furent abolis tous les offices qui n'avaient pas encore été vendus. Quant aux autres, les Etats purent en obtenir la cessation en remboursant leurs titulaires. Et pour se procurer l'argent nécessaire, l'assemblée fut autorisée à lever à son profit les droits attachés à ces offices (245).

*
**

La finance augmentée des deux sols pour l. n'était pas le seul bénéfice procuré au trésor par la création d'un office. L'acquéreur devait payer encore les droits d'enregistrement et de sceau. Un droit de Marc d'Or ou de Nouveau Serment s'y ajouta en 1579. Les Etats s'en plaignirent, disant qu'il était levé, quoique l'édit d'établissement n'en eût pas été vérifié à la Chambre des Comptes ou au Parlement (246). Les offices donnaient encore lieu au paiement des droits de mutation, et d'un droit annuel ou Paulette, établi en 1604, moyennant quoi on pouvait les transmettre à ses héritiers.

Avant la création de la Paulette, le roi, en 1597, avait voulu vendre aux notaires l'hérédité de leurs offices. Etats et Parlement s'unirent pour résister. L'enregistrement eut lieu après cinq lettres de jussion successives. Et l'édit ne fut guère appliqué (247). Des déclarations de 1627 à 1630 levèrent une taxe sur les procureurs postulants, pour héré-

(242) Ibid.

(243) A. I. V. C 2798, 25 octobre 1713.

(244) Bourde de la Rogerie, Origine et organisation des sièges d'amirauté établis en B., p. 22 et 27.

(245) A. I. V. B 71.

(246) A. I. V. C 2642, remontrances de 1579, article 22.

(247) Carré, Le P. de B. après la Ligue, p. 476.

dité de leurs offices. Cette taxe fut supprimée par contrat de 1632. Une semblable taxe fut instituée en avril 1639 et décembre 1640 sur les procureurs au Parlement, aux Présidiaux et autres offices non héréditaires. Le contrat de 1641 en stipula la cessation.

L'argent continuait-il à manquer ? On pouvait encore attribuer de nouveaux droits aux offices, en exigeant évidemment un supplément de finance. En 1583 on rencontre dans les registres des tenues des réclamations contre un édit du Parisis, ou cinquième denier des épices (248) « qui est une recharge à tous les Etats dudit pays du cinquième denier sur les épices des procès, gabelles représentant et excédant celles des consignations » éteintes par l'édit général de Blois (249). Même chose en 1585 (250). Deux édits de 1595 et 1600 vinrent attribuer un paris, ou droit de surcharger les taxes d'un cinquième, aux greffiers des barres royales (251). Le roi l'abolit moyennant 24.000 écus dont il était « très pressé » (1603) (252). En 1707, tous les officiers comptables durent payer pour acquérir de nouveaux droits de quittance (253).

On pouvait aussi remplir le trésor en augmentant les gages des officiers, chose paradoxale à première vue, mais compréhensible quand l'on sait que ces officiers devaient verser le capital de l'augmentation. Cette opération, véritable emprunt, eut lieu en 1626 (254). Par le contrat de 1645, les Etats purent faire révoquer les taxes pour augmentation de gages sur de nombreux offices de la prévôté de Nantes, des greffiers, des receveurs et contrôleurs des fouages, etc. C'est surtout Louis XIV qui recourut aux augmentations de gages. Ainsi en 1702, 1702 et 1706, sur le Parlement et la Chambre des Comptes (255). A celle de 1706 s'ajoutait l'octroi d'une dispense du deuxième de-

(248) A. I. V. C 2642, p. 338, 370.

(249) A. I. V. C 2642, p. 422.

(250) Ibid., p. 469.

(251) A. I. V. C 3298.

(252) A. I. V. C 2646, p. 348-350.

(253) Dupuy, *op. cit.*, p. 292.

(254) De Fourmont, *op. cit.*, p. 167.

(255) Quessette, *op. cit.*, p. 217, 218, 219, 220.

gré nécessaire pour établir la noblesse dans les familles de robe dont l'origine était roturière. A peu près tous les offices furent d'ailleurs soumis à ces augmentations de gages, en 1701, 1702, 1703, 1704, 1709, 1712 (256) et pourtant les gages des offices étaient très irrégulièrement payés.

Il y avait encore bien des motifs (ou prétendus tels) pour lever sur les officiers taxes et suppléments de finances. Le contrat de 1638 révoqua des taxes établies sur les greffiers de la province pour surhaussement de monnaies. Mais les confirmations de privilèges et d'hérédité surtout constituaient les prétextes favoris (257). C'est ainsi que les officiers des eaux, bois et forêts furent, par édit du 5 août 1637, obligés de verser au trésor le montant d'une taxe pour confirmation de leurs droits et attribution de quelques autres, notamment celui de committimus (258). Les contrats de 1645 et 1647, en même temps que les taxes pour augmentation de gages, révoqua celles qu'on voulait percevoir pour confirmation d'hérédité sur les receveurs et contrôleurs des fouages, prévôt de Nantes, greffiers, trésoriers et contrôleurs des guerres, contrôleur du tailleur, payeurs de gages du Parlement, Chambre des Comptes et Chancellerie et sur les deux trésoriers généraux de Bretagne. Au nombre des édits dont les Etats voulaient obtenir révocation en 1673, il s'en trouvait qui créaient des taxes sur les notaires, procureurs, huissiers, sergents et arpenteurs, « pour diverses grâces que le roi leur accorde ». Cet édit fut racheté (259). Les Etats rachetèrent encore en 1693 une taxe sur tous les officiers subalternes de la province (260). Bientôt ce système fut employé sur une si grande échelle que tous les possesseurs d'offices héréditaires ou privilégiés furent atteints et durent faire confirmer leurs privilèges (261).

C'est donc à juste titre, on le voit, que chaque office a

(256) A. I. V. A 15 à A 26. Dupuy, *op. cit.*, p. 292 et suiv.

(257) Cf. ce qui a été dit sur le droit de confirmation, p. 127.

(258) A. I. V. C 3477.

(259) Clément, *Correspondance de Colbert*, T. II, p. 307.

(260) A. I. V. C 2660, 14 octobre 1693.

(261) Dupuy, *op. cit.*, p. 293.

été qualifié de « mine d'or » (262). Comme toutes ces sommes sortaient de la province contre le gré des Etats, c'étaient autant de violations des franchises bretonnes. Et si elles furent particulièrement fréquentes sous certains rois, les autres ne s'en abstinrent pas, loin de là. Voilà pourquoi non seulement par la durée, mais par le montant des sommes ainsi extorquées à peu près chaque année, par le trouble et la désorganisation semés dans ses institutions et sa vie économique, les créations d'offices formèrent la plus grave catégorie d'atteintes à son traité d'Union que la Bretagne ait eu à subir.

*
**

Ainsi se trouva fréquemment méconnu le droit que nulle somme d'argent ne fût exigée de la province qu'elle n'eût été librement accordée par ses Etats. En dénouant les cordons de leur bourse, les contribuables bretons devaient penser que « nonobstant notre bon mariage avec Charles VIII et Louis XII » (263), le roi faisait trop facilement fi de leur franchise essentielle, si particulièrement garantie par ses prédécesseurs, et payée de leur indépendance. Qu'en restait-il sous Louis XIV ? La Bretagne avait cru, en s'intégrant volontairement à l'unité française, s'assurer un traitement de faveur. Elle se voyait assimilée alors aux autres provinces, perdant même sa plus précieuse caractéristique.

(262) Ibidem, p. 280.

(263) Lettres de Mme de Sévigné.

CHAPITRE IV

INFRACTIONS D'ORDRE MILITAIRE

« Le dit seigneur ne tirera les nobles dudit pays de
« Bretagne hors d'icelui pays pour aller en ses guerres et
« armées si ce n'est de leur bon gré, vouloir et consente-
« ment pendant la vuidange dudit différent, et demeure-
« ront en leurs privilèges et libertés » (Traité entre le roi
Charles VIII et Anne, duchesse de Bretagne; 15 nov.
1491) (1).

« Les dits gens de guerre, soit d'ordonnance petite ou
« grande, garnisons et autres, allant, venant ou séjournant
« par notre dit de Bretagne paieront dorénavant leurs
« écot et dépenses partout où ils passeront et se conten-
« teront des vivres qu'ils trouveront sans contraindre nos
« sujets à leur en quérir ou bailler d'autres, lesquels paie-
« ront comme dit est » (Edit de novembre 1493) (2).

« Item et en tant que touche que en nos guerres que
« pourrions ci-après faire hors du dit pays de Bretagne
« que les nobles d'icelui pays ne soient sujets à nous ser-
« vir hors dudit pays fors en cas d'extrême nécessité, ou
« qu'il y ait sur ce consentement de notre dite cousine et
« des Etats dudit pays, nous sur ce voulons et entendons
« ne tirer les dits nobles hors dudit pays sans grande et
« extrême nécessité. » (Traité de mariage entre Louis XII
et Anne, Duchesse de Bretagne) (3).

(1) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 707.

(2) *Ibid.*, coll. 743.

(3) *Ibid.*, coll. 819.

Ajoutons à ces textes les passages déjà connus et d'une portée générale que contiennent le traité de mariage entre Louis XII et Anne (1498), les deux édits de Vannes et la charte du Plessis-Macé (août et septembre 1532) rendus au moment de l'union définitive.

A une date postérieure, l'édit de 1576 précisa que « la Province demeurera exempte de tous emprunts, subsistance et levée de gens de guerre, quartier d'hiver, garnison et logement et ne sera ladite province chargée d'aucuns prisonniers de guerre. »

Ainsi définies, les franchises militaires bretonnes, comme les autres droits de la province, furent confirmées à différentes reprises, spécialement par un article de chaque contrat, semblablement conçu :

« Accordent Nosseigneurs les commissaires que la province demeurera exempte de tous emprunts, subsistance et levée de gens de guerre, quartier d'hiver, garnison et logement et ne sera ladite province chargée d'aucuns prisonniers de guerre et que les gens de guerre passant dans ladite province seront obligés de prendre l'attache de ceux qui commanderont pour le roi, et tenus de payer conformément aux règlements et ordonnances de Sa Majesté » (4).

En résumé, au point de vue militaire, la Bretagne n'est tenue de fournir au roi, ses hommes et ses deniers, que sous certaines conditions; en outre, le passage des soldats est strictement réglementé et aucune troupe ne peut y séjourner. A ces trois points, comme ailleurs, toute dérogation doit être consentie par l'Assemblée des Etats.

§ I. — Recrutement militaire

C'est au noble qu'incombe le service militaire. Il en tire son origine, sa raison d'être et celle de ses privilèges fiscaux. Aussi ce service, ou ban et arrière-ban constitue-

(4) Du Bouetiez de Kerorguen, *Recherches sur les Etats de Bretagne*, tenue de 1736, p. 231.

t-il la principale obligation due au suzerain par le vassal. Le suzerain a le droit d'exiger la présence à son armée de tous ses vassaux possesseurs de fiefs. La coutume règle l'équipage avec lequel le vassal se présentera et le temps maximum qu'il sera tenu de passer à l'armée. Nous savons que c'est à la coutume en vigueur qu'il faut se rapporter pour tout ce qui n'a pas été expressément stipulé par le traité de 1532, ou les actes antérieurs. Elle régira donc ce que les nobles bretons devront au roi pour le service du ban et arrière-ban.

Mais il se pouvait que les nécessités de la guerre obligeassent le roi à conserver ses gentilshommes au delà des limites. Certainement le cas se produisit pour les Bretons et leur service dura parfois plus que les trois mois réglementaires. Toutefois les Etats ne s'en plainquirent guère que le 26 juillet 1574 (5). Lorsque pareil fait se produisait, les Etats y consentaient donc tacitement, en général (6). Et bientôt cette infraction n'eut plus lieu de se reproduire. A partir du ^{xvii}^e s., le service de ban et d'arrière-ban ne consista presque qu'en revues de courte durée (7).

Quant au privilège selon lequel le roi ne pouvait contraindre les nobles bretons à servir hors de leur pays, de Carné prétend que « l'honneur breton leur interdit à ja-
« mais d'invoquer ces articles » (8). Pourtant les Etats firent remarquer, à la tenue de 1577, qu'en 1572 les Bretons avaient servi hors de leur pays (9). Il faut aussi noter qu'en janvier 1637 on voit les Etats demander non seulement que la noblesse bretonne ne combatte pas hors de Bretagne, mais solliciter aussi l'exemption pure et simple du ban et arrière-ban (10). Le roi répond qu'étant fondé à la convoquer en cas de nécessité urgente, il se promet que la Bretagne lui rendra toujours les mêmes

(5) A. I. V. C 2641.

(6) De Carné, Les Etats de Bretagne, T. I, p. 112.

(7) De Calan, La Défense des Côtes de Bretagne aux ^{xvi}^e siècle et ^{xvii}^e siècle.

(8) Ibid., T. I, p. 99.

(9) A. I. V. C 2641.

(10) A. I. V. C 2653. Cf. aussi Canaël : Origines de l'Intendance de Bretagne, p. 80.

devoirs. Les Etats font une requête semblable en 1695 (11).

Par contre, lors de l'invasion de 1674, le ban et arrière-ban fut convoqué pour défendre l'Alsace. Aucune protestation de la part des Bretons. Du reste Turenne battit l'ennemi avant d'avoir à les utiliser.

*
**

C'était parmi les gentilshommes que le roi choisissait ses commandants de places fortes. Sous les Ducs, ils ne pouvaient naturellement être que Bretons. Le traité d'Union avait cristallisé cet état de choses. Aussi la province se considéra-t-elle toujours en droit d'exiger que seuls les nobles du pays pussent commander ses forteresses. Mais ce droit ne fut guère observé vers le dernier quart du xvi^e s. Les Etats, en 1576, réclamèrent pour les originaires le gouvernement des villes et châteaux (12). Même chose en 1579 (13). Réponse du roi : « Cela semble bien raisonnable ». Aucun effet ne suivit cette phrase évasive, aussi les Etats réitérèrent leur réclamation en 1593 (14) et en 1594 : « Par les lois et droits du dit pays jurées
« et maintenues par les rois ses prédécesseurs, le commandement et gouvernement des villes, hâvres et places fortes dudit pays ne doivent être commis à aucuns étrangers non sujets naturels de l'Etat et Couronne de France.
« Voire même portant les dits droits de ne pourvoir aux dites places autres que les naturels dudit pays » (15). Après la fin des guerres de religion, comme il resta de moins en moins de forteresses, le privilège n'eut plus lieu d'être enfreint.

■
**

Le service militaire incombe essentiellement au noble, avons-nous dit. L'impôt direct remplace cette charge pour

(11) A. I. V. C 2660, 28 octobre 1695.

(12) A. I. V. C 2641, p. 374.

(13) A. I. V. C 2642, p. 93.

(14) A. I. V. C 2644, p. 226.

(15) D. M., Pr., T. III, col. 1615.

les roturiers. Cependant, dans les mêmes conditions qu'une levée de deniers, et tenant lieu d'une augmentation fiscale, le Duc, au xv^e s., comme plus tard Charles VII, procéda à des réquisitions d'hommes. Le duc Jean V rendit, le 20 mars 1424, une ordonnance sur ces réquisitions qui eurent lieu selon le principe de la levée des fouages. A la réunion, cette organisation fut conservée telle quelle par la monarchie. Les francs archers ne devaient être requis qu'en temps de guerre, avec le consentement des Etats, pour servir trois mois au plus, et seulement dans la province. A part ces francs archers, la Bretagne était exempte de toute levée d'hommes.

A la fin du xvi^e s., les francs archers furent appelés comme chaque année. Mais le roi préférait parfois commuer en argent ces levées d'hommes (16). Aux remontrances des Etats, l'édit de juin 1579 répondit : « Quant à ce qui « touche la levée de francs archers et élus, avons pareil-
« lement statué, dit et ordonné les dits francs archers et
« élus ne se pourront lever que par grande et urgente
« nécessité et pour la défense dudit pays et feront le ser-
« vice en personne » (17). Toutefois le roi continua de lever les francs archers en deniers, non en hommes et les Etats s'en plaignirent plus d'une fois (18).

En 1621, la commission des contraventions fit observer, dans son rapport, que les commissions royales ordonnant la levée des francs archers et élus n'avaient pas été communiquées au P.G.S. (19), le contrat de cette session révoqua ces commissions. Le roi alla jusqu'à promettre, par le contrat de 1634, qu'il ne serait plus levé de francs archers et élus en Bretagne. Cet article fut répété dans tous les contrats suivants.

(16) Par exemple en 1562 : A. I. V. C 2860, en 1565 : de Fourmont, Histoire de la Chambre des Comptes de Bretagne, p. 86, etc., en 1570, etc. Les francs archers jouissaient de nombreux privilèges inutiles si on les levait en argent.

(17) D. M., T. III, Pr., col. 1445.

(18) A. I. V. C 2642, remontrances de 1580, etc.

(19) De Carné, Hist. des Etats de B., T. I, p. 272.

(20) Bibl. du Ministère de la Guerre, coll. Sangeon XIV, cité par A. de Goué « des charges et obligations militaires imposées à la Bre-

Cependant la Bretagne eut encore à subir le recrutement forcé : en 1636, à l'occasion de la prise de Corbie par les Impériaux (20). Mais une nouvelle demande de 8.000 fantassins fut repoussée quelques mois après. En 1643, les Etats réclamèrent contre une levée de 4.000 hommes. En 1645 (21), le roi commanda à la Bretagne de lui fournir 2.000 hommes, mais cette commission fut révoquée sur les instances des Etats (22).

En 1688, Louvois créa les milices provinciales. Jusqu'en 1726, elles ne furent levées qu'en temps de guerre. La Bretagne devait fournir 4.000 hommes (Ordonnance du 29 novembre 1698). Le contingent oscilla par la suite entre 2.400 et 1.600 hommes. Ces troupes ne restèrent pas toujours dans la province. En 1693, quatre bataillons de milices bretonnes se distinguèrent à l'armée de Catinat. En 1704, 1705, 1706, ils allèrent à l'armée d'Espagne et d'Italie. Il est vraisemblable que la règle des trois mois de service ne fut pas respectée non plus. Mais les Etats n'osèrent pas réclamer.

C'est après 1726 surtout (23) qu'on les vit s'opposer à ces levées en hommes dont la province devait être exempte, et qu'ils ne consentaient jamais. Elles produisaient, disaient-ils, de lamentables effets sur l'agriculture (24).

Il arriva parfois que des roturiers fussent astreints à des obligations militaires non plus pour le compte du roi, mais pour le compte de seigneurs commissionnés par lui. Ces seigneurs, comme le sieur d'Avangour, par exemple, prétendirent obliger indûment les vassaux à faire des guets

tagne depuis la fin du xvi^e siècle jusqu'en 1789 ».

(21) A. I. V. C 2654.

(22) Lorsque les demandes royales étaient accordées, on enrôlait d'abord le gens sans domicile, puis les volontaires, puis à défaut des recrues désignées par les officiers municipaux.

(23) Ainsi les remontrances de 1758 s'expriment ainsi à propos d'une nouvelle levée de 1.800 hommes. « Nous sommes tentés de croire qu'on cherche à purger la province des naturels du pays » ! Celui-ci se croyait l'hyperbole permise.

(24) « Les bras manquent à la terre, et les habitants des campagnes de retour des garnisons, des habitués du travail de la terre, ne s'y mettent qu'avec peine et ne font plus qu'avec lâcheté leur travail ordinaire dont l'oisiveté les a dégoûtés » (remontrance de 1744).

de jour et de nuit en leurs châteaux. Les Etats en firent un article dans les remontrances de 1587, sollicitant du roi la suppression de ces commissions (25).

*
**

Le roi était naturellement libre de recruter en Bretagne les effectifs de son armée et de sa flotte par voie d'enrôlements volontaires.

En ce qui concerne les équipages de la flotte, le roi recourait à une pratique abusive. Quand il lui fallait des matelots, il faisait fermer les ports et y râflait tous les marins de commerce. C'était à la fois entraver complètement le commerce maritime breton, et rendre l'enrôlement forcé, ce qui lésait les franchises de la province. A chaque fois les Etats protestaient (26). Le roi, en 1647, répliqua qu'il ne ferait fermer les portes que par grande nécessité et pour si peu de temps que la province n'en souffrirait pas.

En 1655, les Etats dirent que les matelots avaient été levés irrégulièrement, sans l'attache du gouverneur (27).

*
**

L'enrôlement forcé de marins de commerce, quelques centaines de Bretons servant à de rares occasions hors de leur province et au delà des trois mois d'obligation, certains commandements confiés à des non originaires, voilà à quoi se résolvent au point de vue du recrutement en hommes, les infractions à ce secteur des droits de la Bretagne. Leur peu d'importance est dû au fait que l'ancien régime n'avait qu'une armée de métier recrutée par engagements volontaires.

(25) A. I. V. C 2642.

(26) A. I. V. C 2654, C 2657, C 2658 par exemple.

(27) A. I. V. C 2655, 22 juin 1655 et C 3152.

§ II. — Impositions militaires

Rassembler des hommes ne suffit pas à constituer une solide armée. Il faut nourrir, habiller ces hommes et surtout les doter en matériel. Les sommes d'argent indûment tirées de la Bretagne pour entretenir l'armée royale rentrent en principe dans la catégorie d'infractions d'ordre fiscal. Mais elles trouvent plus particulièrement leur place ici. On assimila toujours aux levées en hommes les levées de deniers pour la guerre. Sous le nom de milices, par exemple, on entend tantôt le contingent de miliciens annuellement recruté, tantôt l'impôt nécessaire à leur subsistance. La Bretagne, exemptée spécialement de toute levée de gens de guerre, se considéra toujours comme exemptée aussi de toute charge fiscale à but militaire. Donc les dérogations commises sur ce point atteignaient doublement ses privilèges, puisqu'elle ne pouvait être contrainte à payer un nouvel impôt ni à supporter une charge militaire nouvelle.

Augmentations du taillon

Les fouages étaient à l'origine une imposition levée pour subvenir aux dépenses de la guerre. Conjointement à cet impôt, le roi, vers le milieu du xvi^e s., commença de lever l'imposition du taillon, ou crue pour l'augmentation des gages et solde de la gendarmerie. Les Etats l'accordaient chaque année avec les fouages. Il arriva en 1580 qu'une commission fut envoyée pour faire lever 37.533 écus un tiers sur les feux de fouage, en augmentation du taillon, afin de payer quatre compagnies de gendarmes en Bretagne. Cette commission, quoique antérieure à la tenue de 1580, fut cachée à l'assemblée. Aussi en 1581, par huisier et devant deux secrétaires du roi, défense fut faite aux receveurs généraux et receveurs des fouages et se dessaisir

des deniers ainsi perçus (1). Les remontrances prouvèrent l'inutilité en Bretagne de ces quatre compagnies, et demandèrent qu'on imputât la somme sur les fouages de 1582. Loin de rendre justice, le roi voulut encore lever ce nouveau taillon pendant une année (2). Les Etats durent promettre 70.000 écus pendant 5 ans pour obtenir, entre autres révocations, celle de cette infraction (3).

Une nouvelle « augmentation au taillon » fut ordonnée par lettres patentes du 8 mai 1627, à l'occasion du siège de La Rochelle. Elle serait de 100.000 l. chaque année, pour subvenir au paiement des gens de guerre. Le Parlement et la Chambre des Comptes refusèrent d'enregistrer ces lettres. Un arrêt du conseil, le 15 juillet, ordonna de passer outre, ce qui eut lieu. Mais à la tenue des Etats, en janvier 1628, on députa vers les commissaires du roi pour s'en plaindre. On refusa de délibérer sur le don gratuit avant la révocation des lettres patentes (4). Le 3 février 1628, le roi céda et annula la levée. Le P.G.S. fit déduire des fouages de l'année ce qui avait été indûment touché et l'infraction prit fin.

Privilèges du papegaut

L'ordonnance de 1424 qui avait établi en Bretagne les francs archers et élus, avait institué, pour les entraîner, un concours de tir à l'arc et à l'arbalète (5). Les tireurs, moyennant un droit peu élevé, se réunissaient dans chaque ville, en confréries des « Chevaliers du Papegaut ». Chaque année avait lieu un concours de tir (6). Il s'agis-

(1) A. I. V. C 2642, 4 oct. 1581 et C 2892.

(2) A. I. V. C 2642, remontrances des Etats extraordinaires de 1582.

(3) A. I. V. C 2642, p. 291.

(4) A. I. V. C 2651.

(5) Cf. Trévédy, Les Papegauts de Bretagne, Bulletin de l'Assoc. bret., 1891, p. 18.

(6) En 1603, il y avait à Rennes 233 Chevaliers du Papegaut. Le droit d'entrée était d'une livre, la cotisation annuelle de 2 sols. (H. Carré, Recherches sur l'Administration municipale de Rennes au temps d'Henri IV, p. 80).

sait d'abattre un oiseau en carton appelé papegaut ou papegai, vieux mot signifiant perroquet, d'où la confrérie tirait son nom. Celui qui abattait l'oiseau était roi du papegaut. Outre ce titre, il jouissait de certaines exemptions : le droit de faire entrer dans la ville et de vendre 50 tonneaux de vin, sans payer les impôts et billots. Le papegaut était donc une institution militaire, dont le privilège fiscal avait pour but d'encourager l'entraînement des tireurs. Mais Henri IV, par édit de février 1605, vint supprimer ce privilège, dont se plaignaient fort les fermiers des impôts et billots. Etats et communautés bretonnes s'opposèrent sur-le-champ à cet édit (7). Deux lettres de jussion furent envoyées au Parlement. Finalement le roi prit un moyen terme. Il supprima le papegaut pour le tir à l'arc, devenu inutile, et le maintint pour le tir à l'arbalète. Puis, en fondant le collège de la Flèche, en 1607, il lui attribua 20.000 l., dont la moitié serait payée par la suppression des exemptions de papegauts, pour entretenir 25 gentilshommes bretons (8). Or, jamais les Jésuites n'entretinrent gratuitement les 25 gentilshommes. Aussi les Chevaliers du Papegaut réclamèrent-ils souvent les droits dont ils avaient été injustement frustrés. Bien souvent les Etats intervinrent pour les soutenir et les protéger contre les fermiers des impôts et billots qui voulaient leur ôter leurs derniers avantages (9). Un arrêt du conseil, le 27 juillet 1671, fut favorable aux abatteurs.

Levées extraordinaires

Les impositions régulières ne suffirent plus à la fin du xvi^e s. Un grand nombre de ces levées extraordinaires, dont il a déjà été parlé et qui précédèrent l'apparition d'un don gratuit régulier, furent nécessitées par les besoins de l'armée royale pendant les guerres de religion.

(7) A. I. V. B reg. secrets, 25 juin et 19 juillet 1605.

(8) A. I. V. C 2705, p. 510.

(9) A. I. V. C 2650.

On procéda à plusieurs de ces levées sans consentement préalable des Etats.

Ainsi en 1562, Charles IX ratifia une levée de 20 l. par clocher et de 10 sols par prêtre aisé (10) pour solder 50.000 hommes de pied. Le duc d'Etampes l'avait ordonnée en remplacement de la fonte de l'argenterie prescrite en 1552. Les Etats protestèrent, mais Charles IX passa outre (11).

Ils apprirent en 1571 que le roi voulait taxer les villes closes de 40.000 l. pour la solde de 50.000 hommes de pied sans le leur demander et ordonnèrent au P.G.S. et aux procureurs des villes de s'y opposer et de prendre à partie juges et commissaires du roi s'ils y procédaient.

Le Maréchal d'Aumont, lieutenant général du roi en Bretagne, commanda au sénéchal de Rennes et de Dol 1.000 écus pour aider à payer 50.000 hommes de pied qui faisaient campagne avec les Anglais (2 sept. 1574) (12). Opposition des Etats. Le Parlement refusa d'enregistrer. L'année suivante, c'est 60.000 l. que le roi voulut lever sur les villes closes de Bretagne pour ces hommes de pied, toujours sans consentement préalable (13). Les Etats crièrent d'autant plus qu'on venait de lever semblablement 30.000 l. pour partie de la dépense faite par le duc de Montpensier au siège de Lusignan (14). En 1577 ils consentirent à la levée sur les villes closes, pour les 50.000 hommes, et firent une récapitulation de tout ce qu'ils avaient consenti au roi (15). Trois ans plus tard, on avait levé tant de sommes en Bretagne sans leur consentement qu'ils durent en faire une liste (16). Outre ce qui était destiné aux garnisons

(10) A. I. V. C 2860.

(11) De Fourmont, Hist. de la 1^{re} Ch. des Comptes de B., p. 91.

(12) A. I. V. C 3246.

(13) A. I. V. C 2641, p. 280.

(14) Ils considéraient « cela être à eux du tout insupportables » et rappelèrent qu'ils avaient en outre versé extraordinairement sans avoir rien consenti 60.000 l. pour la garnison de trois mois de deux compagnies de gendarmes, 40.000 l. sur les clochers (cf. supra, p. 155). 100.000 l. sur les aisés. 100 à 120.000 l. pour un mois et demi de solde des francs archers (A. I. V. C 2647, remontrances du 7 juillet 1575).

(15) A. I. V. C 2647.

(16) A. I. V. C 2642, remontrances de 1580, article 4).

aux francs archers et aux étapes, on y voyait mention de 20.000 écus pour les 50.000 hommes et en sus « le vollement, emport et ravissement de leurs autres biens, revendus à somme inestimable », « sans compter taxes et cotisations faites par force sur les paroisses autour de Montaigu : 20.000 écus ».

Avec la paix et l'institution d'un don gratuit à chaque tenue, cessèrent celles des levées extraordinaires à objet militaire qui ne se transformèrent pas en impôt réguliers. Mais on les revit sous Louis XIV, à une époque où les Etats, trop faibles, ne pouvaient que consentir à tout. En particulier, à la suite de la révolte du papier timbré, le duc de Chaulnes entra à Rennes avec ses troupes en octobre 1685 et sans aucun droit imposa une série de taxes à la ville. Toutes les paroisses environnantes à six lieues à la ronde durent contribuer en nature à l'entretien des troupes jusqu'à 500 l. Puis le 24 octobre on taxa les Rennais, divisés en trois classes. Ceux de la première payèrent 24 l., 12 ceux de la seconde, 6 ceux de la troisième. Il fallut s'acquitter en deux jours. Une nouvelle taxe fut encore imposée. Il y avait six classes cette fois, payant 24, 18, 12, 6, 3 l. et 30 sols. Le montant de ces deux taxes fut de 100.000 l. Deux autres taxes arbitraires, plus élevées que les précédentes, furent encore imposées en décembre 1675 et le 20 janvier 1676 (17).

Les Etats eurent cependant la force, les 30 et 31 octobre 1703, de solliciter décharge de deux emprunts. Ces emprunts avaient été contractés sur les procurations des députés en cour autorisés par différents arrêts du Conseil, et pour la levée et l'entretien d'un régiment de dragons et d'un régiment d'infanterie. Outre que la Bretagne était formellement exemptée de « tous emprunts, subsistance et levée de gens de guerre », les articles 1 et 5 de leur règlement interdisaient semblables procurations aux députés en cour. Mais les Etats durent les ratifier en fin de compte.

(17) La Borderie, *La Révolte du Papier timbré*, p. 172. Le procureur Morel paya 122 l. pour les deux dernières taxes.

Impôt des garnisons

Quelques levées extraordinaires qui avaient fini par se reproduire chaque année à la fin du xvi^e s. devinrent des impôts réguliers, au lieu de disparaître. Tel fut le cas de la levée pour les garnisons, de l'étape, des milices et du casernement.

Aux xvii^e s. et xviii^e s. l'impôt des garnisons avait pour but de payer les appointements et l'entretien du gouverneur, de l'état-major et des troupes occupant les places fortes de Bretagne (18). Il s'établit à l'occasion des guerres de religion, mais ne prit que plus tard sa destination définitive et précise.

Les Etats en parlèrent dans leurs remontrances à partir de 1570 et refusèrent de voter le moindre denier destiné aux garnisons. Cela n'empêcha pas qu'en 1576 elles nécessitèrent plus de 90.000 l. par quartier (19) « outre ladite « gendarmerie vivre à discrétion ». En 1577 elles coûtèrent 60.000 l. par quartier à la province, toujours sans son consentement (20). Chaque année, on refusait toute demande nouvelle pour les garnisons (21).

Cependant le roi en 1580 avait fait lever 15.000 écus pour la garnison de Clisson (22). La crue du taillon de 1581 fut aussi destinée aux garnisons (23).

D'un autre côté, certains seigneurs, en vertu de commissions royales, forçaient leurs vassaux déjà injustement astreints à monter la garde, à payer pour entretenir des garnisons en leurs châteaux; ainsi le sieur d'Avangour leva 1.025 écus pour ses vingt soldats de Clisson (24). M. de Belle-Isle taxait les maisons et métairies nobles du duché de Retz, sous prétexte de garnisons (25).

(18) Caron, L'Administration des Et. de B., p. 210.

(19) A. I. V. C 2641, p. 460.

(20) A. I. V. C 2641, p. 460.

(21) A. I. V. C 2641, p. 509, C 2642, p. 307, 477, 548, etc.

(22) A. I. V. C 2642, p. 141.

(23) A. I. V. 6 2892.

(24) A. I. V. C 2642, p. 613.

On mit aussi la Bretagne à contribution pour la garnison de Pontorson, pourtant située en Normandie (26).

Voyant que l'infraction durait toujours et comprenant que la guerre la rendait inévitable, les Etats proposèrent un arrangement au roi en 1592 (27). Ils entretiendraient une liste de douze garnisons. Les autres, jugées inutiles, seraient supprimées. Ils rajoutèrent une garnison un an après, et réclamèrent toujours à propos de Pontorson (28). Mais le roi ne tint aucun compte de la liste. Les Etats, qui en janvier 1595 avaient accordé 780.000 l. pour les garnisons royalistes (29), s'aperçurent à l'automne qu'on en avait levé 958.000 l. En plus les garnisons taxaient à volonté le plat pays (30). Dans les années suivantes la liste ne fut pas plus observée, malgré les affirmations réitérées des commissaires (31).

Enfin la paix se rétablit. 100.000 écus furent accordés au roi qui promit en échange de décharger entièrement la province des garnisons et de leur entretien à son retour de Savoie (32). Promesse sans lendemain. Dès novembre 1601, les Etats durent combattre « avec fondement mais » en vain », une levée de 50.000 écus pour les garnisons (33). Et à partir de cette année, au lieu de lever seulement un supplément à ce qu'ils accordaient pour la liste, on cessa complètement de demander quoi que ce fût aux Etats. Comme s'ils n'existaient pas, on perçut chaque année l'impôt des garnisons devenu régulier en dehors d'eux. L'infraction prenait un tout autre caractère.

75.000 l. furent semblablement perçues en 1602. A tout ce que disaient les Etats, le roi répliquait ne rien pouvoir changer pour l'instant (34). Il fit encore percevoir les

(25) A. I. V. C 2643, p. 82 et 83.

(26) Ibid.

(27) A. I. V. C 2643, p. 158.

(28) A. I. V. C 2643, p. 231.

(29) A. I. V. C 2644, p. 141.

(30) Et encore le Maréchal d'Aumont se faisait attribuer par les Etats 140.000 l. par mois pour son armée (A. I. V. C 2643, p. 224 et 225).

(31) A. I. V. C 2644, p. 576

(32) A. I. V. C 2645, p. 567 et 673.

(33) A. I. V. C 2646, p. 89. Elle fut cependant diminuée de moitié.

(34) A. I. V. C 2646, p. 202.

75.000 l. en 1603, bien que les Etats n'eussent accordé ses autres demandes que s'il cessait la levée des garnisons (35). Il se contenta d'y répondre qu'il se réservait à y pourvoir plus particulièrement. Le résultat fut une élévation de l'impôt de 114.300 l. en 1604 (36) et les commissaires se déclarèrent impuissants à l'empêcher (37). Le roi expliqua que cette augmentation n'était que momentanée, et remplaçait la perte causée au comte de Soissons par la suppression de l'édit du sol par livre sur les toiles (38). Ce motif n'aurait pu justifier qu'une part de l'infraction, et n'avait aucune valeur devant les droits bien nets de la province. L'impôt resta fixé à 114.300 l. pendant huit ans au cours desquels les Etats mirent tout en œuvre pour l'arrêter. En vain (39).

De son côté, le Parlement s'efforçait aussi de défendre les droits de la province. Sa tactique était toujours la même : communiquer les lettres de commission au P.G.S. et arrêter que les Etats devaient en prendre connaissance avant l'enregistrement. Jusqu'en 1604, il cédait au bout de quelques lettres de jussion (40). A la crue de 1604, le Parlement fut plus énergique. Refusant d'enregistrer les lettres royaux (41), il fit traîner les choses et arrêta que « les gens des trois Etats seraient reçus opposants à la « vérification ». Toute autre délibération sur ce point fut sursise jusqu'à ce que le roi eût entendu les députés des Etats (42). Mais le gouvernement riposta en faisant saisir les deniers du racquit du domaine et les gages de la Compagnie, qui eut la main forcée, et ne fit plus que quelques

(35) A. I. V. C 2646, p. 348.

(36) A. I. V. C 2647, p. 11. B reg. secrets, 18 nov. 1603.

(37) A. I. V. C 2646, p. 417.

(38) A. I. V. C 2705, p. 339.

(39) A. I. V. C 2646, p. 607. C 2647, p. 75, 309, 484, etc. En 1612, les Etats ajoutèrent que la levée avait lieu en distinguant une Haute et une Basse Bretagne. Le roi rétorqua que la distinction était ancienne et servait à régler les départements des trésoriers généraux (A. I. V. C 2648, 2 janvier 1612).

(40) A. I. V. B reg. secrets, 6 juin 1601. C 3669.

(41) A. I. V. B reg. secrets, 17 déc. 1604.

(42) A. I. V. B reg. secrets, 5 déc. 1605.,

tentatives dirigées seulement contre la crue de l'impôt. Encore furent-elles inutiles (43).

Retombé à 75.000 l. en 1613, l'impôt des garnisons atteignit 93.422 l. en 1615. Entre temps, l'année 1616, le duc de Retz « les Etats non ouïs ni appelés » obtint « par surprise » une commission lui permettant d'extorquer de l'argent à soixante-treize paroisses du comté nantais (44) pour les garnisons.

L'impôt s'éleva petit à petit : 100.000 l. en 1628; 108.000 en 1645; 121.000 en 1682.

Puis jusqu'à la Révolution, il resta fixé à 100.923 l., 6 sols, 8 deniers. Le Parlement avait pratiquement cessé toute résistance (45). A cause de lui on put donner une apparence de légalité à la levée pour les garnisons. Les choses se passaient ainsi : chaque année, les lettres patentes étaient adressées directement au receveur général du roi. Elles renfermaient cette disposition : « Si vous mandons que les gens des Trois Etats de notre province appelés, ou leur P.G.S., soit qu'ils comparent, consentent ou non vous ayez à répartir... », etc. (46) Et en effet le P.G.S. faisait régulièrement opposition. On lui en donnait acte, mais les lettres étaient enregistrées, et l'impôt levé avec les fouages (47).

Tenaces ou routiniers, les Etats en réitéraient leurs remontrances à chaque session. Le roi répondait que l'imposition était ancienne, qu'elle se faisait pour la sûreté de la province (48), qu'il voulait voir suivis les états qu'il avait dressés (49). Une fois même, il prétendit qu'il aurait dû augmenter la levée (50). Impossible d'être plus catégorique dans la volonté de passer outre aux droits de la

(43) En 1612 par exemple.

(44) A. I. V. C 3247.

(45) Rares essais pour obtenir un rabais : 1619, 1682 (A. I. V. C 2659, 31 août 1683).

(46) Caron, L'Administration des E. de B., p. 210.

(47) Un article de chaque contrat spécifiait cependant la nullité de ces enregistrements.

(48) A. I. V. C 2659, 26 janvier 1623.

(49) A. I. V. C 2648, 13 nov. 1616.

(50) A. I. V. C 2648, 22 oct. 1620.

province. La doléance fut si souvent inscrite au cahier qu'elle s'y figea, car l'impôt des garnisons dura jusqu'à la Révolution.

Evidemment, il ne s'agissait chaque année que d'une somme très minime.

Une lettre du contrôleur général Lefebvre d'Ormesson à Amelot montre que le gouvernement y tenait comme affirmation d'un principe, ce qui est beaucoup plus grave. « Vous jugerez sûrement, Monsieur, qu'il pourrait être « dangereux de s'écarter des anciens usages, surtout dans « une province où il peut être précieux de conserver « l'exemple d'une contribution levée en vertu d'une com- « mission du roi enregistrée, et sans le consentement des « Etats » (1783). Outre son caractère de régularité persistante, c'est par cet aspect systématiquement voulu que la levée des garnisons constitue une sérieuse entorse aux clauses de 1532.

L'Etape

L'étape avait pour but de payer les fournitures en vivres et fourrages nécessaires aux troupes en déplacement aux endroits où elles faisaient halte. De cette imposition, la Bretagne était tout spécialement exonérée comme on l'a vu au début de ce chapitre.

Cependant, à l'occasion des troubles existant en Bretagne, le roi demanda à lever cette contribution pour la première fois en 1568. Il continua de la demander au xvi^e s. et pendant les trois premiers quarts du xvii^e s., mais sans fixité dans le taux. Les Etats essayaient parfois de s'y opposer, ou bien, tout en rappelant leur exemption de principe, discutaient pour obtenir des rabais (51). Cependant il arriva que l'étape fut levée sans leur consentement. Les Etats, qui la confondent parfois avec l'impôt pour les garnisons (52), s'en plaignirent en 1588. Ils avaient ac-

(51) A. I. V. C 2640, p. 158, 311, etc.

(52) La différence n'était pas alors bien nette.

cordé une forte subvention au roi, à condition qu'il ne recourût à aucune contribution extraordinaire pendant les cinq années que devait durer la subvention. Or, au cours de ces cinq ans, le roi faillit à sa promesse, en levant notamment 180.000 l. sous prétexte d'étapes (53).

Puis plus rien avant 1621; année où l'on fit de nouveau vivre des gens de guerre par étapes (54). Les habitants du Croisic et du Bourg-de-Batz, quoique particulièrement exempts de toute imposition, furent taxés à 500 écus (55). Par le contrat, les commissaires s'engagèrent à faire cesser toute contribution pour les étapes. Mais pendant le siège de La Rochelle, les troupes obligèrent les villes par violence de se plier à une levée des étapes ordonnées malgré les Etats par le duc de Brissac et un arrêt du Parlement du 15 octobre 1627 (56).

A partir de 1675, l'étape change de nature. Elle n'est plus une imposition. C'est seulement une dépense rentrant dans l'état de fonds et faisant l'objet d'une demande spéciale et d'un vote de l'assemblée à chaque session. Tout en acquiesçant, les Etats ne manquent pas de proclamer le principe de leur exemption, et essaient d'obtenir une réduction. Le roi affirme généralement qu'il le fera dès que les nécessités de la guerre auront disparu.

Même consentie, la contribution des étapes donnait lieu à des pratiques qui lui faisaient excéder ce qui avait été accordé. Circulant sans prendre les voies les plus courtes, les troupes multipliaient inutilement les étapes (57). Ou bien les officiers contraignaient les maires à payer l'étape pour plus de soldats qu'ils n'en conduisaient (58). Enfin les crédits ouverts pour l'étape devaient servir à acheter les rations des troupes et ne pas être distribuées en espèces. L'étape était due en nature. Les Etats rappelèrent à diffé-

(53) A. I. V. C 2642, session extraordinaire de 1588.

(54) De Carné, *Les E. de B.*, T. I, p. 272.

(55) A. I. V. C 2649, 20 juillet 1621.

(56) A. I. V. C 2651, 1^{er} février 1628.

(57) A. I. V. C 2658, 11 mars 1671, etc.

(58) A. I. V. C 2664, 2 janvier 1710.

rentes reprises cet usage (59) que prescrivirent les ordonnances royales du 25 février 1674 et du 13 juillet 1727 (articles 55 et 56). Il n'était pas toujours observé, ainsi en 1576 (60). En 1580, il se produisit des incidents. On emprisonna plusieurs marguilliers et fabricqueurs de paroisse, sous prétexte qu'ils ne voulaient pas payer les sommes auxquelles ils avaient été taxés pour nourrir la compagnie de Mgr de Montpensier. Or, ils avaient offert les étapes en nature, mais on voulait les contraindre à s'acquitter en argent, et moitié plus cher. Les Etats furent très énergiques. En attendant de se plaindre, ce qui fit le sujet de leur article 15 du cahier, le P.G.S. et les procureurs des villes furent envoyés partout où il y avait eu des emprisonnements pour faire relâcher les prisonniers et prendre à partie les juges en cas de refus. Ces étapes exigées en argent furent l'un des motifs pour lesquels l'assemblée refusa une somme de 300.000 l. demandée extraordinairement par le roi. A cette époque, elle pouvait parler haut et faire respecter ses droits : on avait besoin d'elle.

Solde des francs-archers et élus

En même temps qu'il recrutait en Bretagne les francs archers et élus et plus tard la milice, le roi levait de quoi entretenir ces troupes. Ce fut la solde des francs-archers et élus, qui devint l'impôt des milices.

Le plus souvent les Etats consentaient aux demandes royales concernant cette taxe, tout en faisant remarquer qu'ils auraient dû en être déchargés.

Pourtant, aux Etats de 1575, on se plaignit que la levée pour solde des francs-archers se montât à 100 ou 120.000 l. (61) l'année suivante. La contribution « pour la paye et « prétendue solde des francs-archers et élus » atteignit encore 120.000 l. « sans compter le sol par livre aux commis

(59) A. I. V. C 2642, 22 oct. 1580, par exemple.

(60) A. I. V. C 2641, p. 372.

(61) C 2641, p. 263 et 280.

« à faire recette, perte de finance sur le chargement des
« paiements, courses de sergents et autres grands frais »
(62). En 1578, la solde a été recouvrée « à tout tremble-
« ment de feuilles et le plus souvent sans autre occasion
« que pour en avoir l'argent » (63). En 1580 elle a été
cause que 34.000 écus ont été pris à la province sans la
permission des Etats (64). Quelques années plus tard
(1586) un édit fit lever deux mois de cette solde, soit
90.000 écus, sans consentement préalable (65). Une sub-
vention extraordinaire accordée sous condition que le
roi renoncât à toute levée irrégulière n'empêcha pas que
deux ans après 110.000 l. eussent été tirées de la province
pour les francs-archers (66). Enfin, une levée fut faite
en 1621 pour leur solde sans que le P.G.S. en fût même
averti (67).

En même temps que l'institution des francs-archers et
élus, les demandes d'argent qui leur étaient destinées tom-
bèrent en désuétude au cours du xvii^e s. Mais de même
que les uns renaquirent sous le nom de milices, les levées
pour solder ces troupes reparurent et s'appelèrent l'impôt
des milices. Elles recommencèrent en 1688. Les Etats
étaient pratiquement obligés de les consentir. Toutefois
ils ne manquaient jamais de maintenir le principe de leur
exemption et de rappeler leurs droits (68).

Casernement

Le casernement servait à payer tout ce que nécessi-
taient le logement et l'entretien des troupes en station (69).
« Les dits gens de guerre... allant, venant et séjournant

(62) A. I. V. C 2641, remontrances de 1576, article 28. Les francs
archers ne firent pas cependant « la faction de la guerre ».

(63) A. I. V. C 2641, remontrances de 1578.

(64) A. I. V. C 2641, remontrances de 1580.

(65) A. I. V. C 2642.

(66) A. I. V. C 2643, session ext. de 1588.

(67) De Carné, Les E. de B., T. I, p. 272.

(68) C'est « une des plus flagrantes contraventions » dirent-ils au
cours du xviii^e siècle (1746).

(69) Caron, op. cit., p. 22, 54.

« par notre dit pays et duché de Bretagne paieront dorénavant leur écot et dépens par où ils passeront » avait promis Charles VIII. Il en résultait que la Bretagne ne devait rien pour le casernement des troupes en station, dont au surplus elle aurait dû être déchargée. Longtemps le roi régla ces dépenses avec ce que rendait l'impôt des garnisons ou les levées extraordinaires (70).

En 1693 on commença de lever régulièrement une imposition nommée « ration de fourrages » ou casernement. N'étant jamais consentie par les Etats, ni même enregistrée aux cours souveraines, puisqu'une simple lettre du ministre de la guerre ou un ordre du gouverneur la mettait en recouvrement, elle constitua aussitôt une atteinte aux droits de la province. Cependant les Etats n'en soufflèrent mot. C'était l'époque où ils devaient tout supporter en silence. En 1711 pourtant, ils réclamèrent contre son extension aux terres nobles possédées par les roturiers (71). Plus tard, quand ils se mirent à l'inscrire dans leurs remontrances, le roi répondait que la Bretagne devait y contribuer comme les autres provinces, qu'il était persuadé qu'intérieurement elle serait fâchée de faire l'objet d'une distinction à cet égard, et que d'ailleurs ces fonds étaient dépensés en Bretagne (1750). Et l'infraction se répétait régulièrement (72).

Pour faire face à ses dépenses militaires, le roi fut donc amené à tirer des subsides de Bretagne, et à plus enfreindre le traité d'Union qu'il ne l'avait fait pour recruter des hommes. Ces subsides ne furent jamais bien lourds. Une bonne partie se leva à une époque où les troubles et les nécessités urgentes excusaient bien des irrégularités. Mais à l'occasion des autres sommes, on viola délibérément les titres de la province.

(70) Cependant en 1689, on avait perçu une taxe analogue au casernement, sous le nom de ration de fourrage. Mais les Etats n'en parlent qu'après 1693 (Caron, *op. cit.*, p. 26).

(71) A. I. V. C 2665, p. articles 8 des remontrances.

(72) Le casernement était levé sur les contribuables au fouages, au marc la livre de leur taxe.

§ III. — Présence des troupes en Bretagne et charges en découlant

Ces deniers dont on vient de parler étaient levés conjointement à d'autres impôts. Aussi passaient-ils inaperçus des contribuables qui payaient plus pour les fouages sans trop savoir pourquoi. Les habitants de la province étaient beaucoup plus sensibles au passage ou au séjour des troupes, dans leur pays, avec le cortège de charges variées que signifiaient ces mots, et les vexations que toute troupe ne manque pas de commettre dans les contrées qu'elle traverse ou occupe. Or, en Bretagne, les textes déjà cités et les réclamations perpétuelles des Etats prouvent que sans leur assentiment les troupes royales ne devaient tenir ni garnison ni quartier d'hiver, ni même passer. C'est ce qui fut maintes fois confirmé : par l'édit de 1579 et par de nombreux contrats (1). En 1781 la Commission Intermédiaire fut chargée de faire un mémoire prouvant que la Bretagne devait être exempte de toute charge et dépense pour la subsistance des gens de guerre (2).

Or, dès 1538, nous lisons que « pour ce qu'il est bruit notoire qu'il vient en ce pays grand nombre de gens d'armes pour tenir garnison », les Etats chargent certains de leurs membres de se transporter vers le roi pour empêcher et retarder ce projet (3).

Ils réclament en 1568, les troupes se rendant en Ecosse ayant traversé la province (4).

A l'occasion des guerres de religion, et des troubles qui

(1) L'édit de juin 1579 dit que les troupes ne passeront pas en Bretagne que « par grande et urgente nécessité » et moyennant une indemnité. Le contrat de 1622 répète que la Bretagne ne sera chargée d'aucuns gens de guerre « soit pour hiverner, soit pour se rafraîchir » sans le consentement des Etats. Cette clause fut insérée dans chaque contrat.

(2) Caron, L'Adm. des E. de B., p. 100.

(3) A. I. V. C 2857.

(4) A. I. V. C 2640.

survinrent en Bretagne, le roi dut naturellement y envoyer des troupes. C'était un des cas de nécessité prévus.

Tout en le reconnaissant, les Etats essayèrent d'empêcher qu'il n'y eut trop de soldats. La Bretagne s'est toujours défendue à ses frais, et il y a actuellement beaucoup de garnisons qui n'y font aucun service, assurèrent-ils en 1571 (5). A la tenue de 1573, ils remboursèrent 80 écus aux Dinanais qui avaient envoyé un exprès en cour pour empêcher l'arrivée de garnisons prêtes à entrer en Bretagne (6).

Cette même année 1573, le 22 octobre, le roi écrivit de Villers-Cotterets aux capitaines de la compagnie du duc de Montpensier et aux sieurs de Bouillé et de Cucé pour leur dire de retirer leurs troupes de Bretagne. Mais des troubles sérieux ayant éclaté, quatre compagnies de gendarmes durent y revenir l'année suivante (7) suivies d'autres unités.

Sur les plaintes réitérées des Etats, demandant à être déchargés de toute gendarmerie sauf de celle que le roi enverrait à leur requête, le roi reconnut en 1580 qu'aux termes des privilèges bretons la compagnie de M. de Montpensier ne pouvait tenir garnison en Bretagne (8). La discussion continua entre le roi et l'assemblée, celle-ci voulant toujours le retrait des troupes, qu'elle jugeait inutiles, tandis que celui-là mettait en avant la nécessité de défendre la province et promettait de retirer ses soldats dès qu'elle serait hors de danger (9).

Pendant tous les troubles, Etats royalistes et Etats de la Ligue essayèrent d'obtenir la démolition des forteresses sans utilité, et la réduction des garnisons. On sait qu'en 1592, les Etats royalistes dressèrent une liste de douze, puis

(5) Ibid.

(6) A. I. V. C 2641, p. 160.

(7) A. I. V. C 2641.

(8) A. I. V. C 3126.

(9) A. I. V. C 2642, réponses aux remontrances de 1586 : « quant aux garnisons qui ont été établies, il a été pour le bien et la conservation d'icelui et non pour autres considération, et aura grand plaisir de voir le temps tel qu'il se puisse maintenir hors de danger des entreprises de ceux de la nouvelle opinion sans qu'il soit besoin d'y mettre aucunes forces que les ordinaires » p. 548.

treize garnisons reconnues nécessaires, sollicitant la suppression des autres, et que cette suppression ne leur fut pas accordée. L'autre assemblée d'ailleurs ne reçut pas plus satisfaction (10).

En 1594 les troupes royales en Bretagne s'élevaient à 7.313 hommes (11), plus les francs-archers et élus, les gardes-côtes, les auxiliaires anglais, 100 cheveau-légers, 30 arquebusiers à cheval (12). L'armée ennemie comptait 8.000 hommes dans la province.

Après la paix, il n'y avait plus en 1605 que 500 hommes en Bretagne. A cette époque les Etats reconnaissaient que le roi pouvait toujours y entretenir 4 compagnies de mortepayes. Mais ils réclamaient le départ des autres troupes (1607) (13). En 1614 les garnisons royales n'avaient plus qu'un effectif de 300 hommes (14).

De nouvelles troupes entrèrent cependant dans la province et le contrat de 1620 spécifia qu'elles devaient avoir quitté le pays avant la fin de la tenue (15). Le don gratuit avait été augmenté à cette condition. Dans le contrat suivant les commissaires royaux assurèrent que le roi n'avait pas l'intention de charger la Bretagne d'aucuns gens de guerre, soit pour hiverner, soit pour s'y rafraîchir (16).

Les doléances recommencèrent en 1628. On fit dire au roi qu'il ne serait délibéré sur le don gratuit qu'après l'évacuation des troupes (17). Le régiment d'Etissac quitta la province mais il restait encore trop de soldats, estimait-on en 1629 (18).

Les commissaires du roi en 1636 furent suppliés de dé-

(10) A. I. V. C 2643, p. 157, 31 janvier 1592, p. 162, C 2644, p. 97, C 2646, p. 89, etc. Etats de la Ligue, 1^{er} avril 1592.

(11) En 1562, une armée avait déjà été rassemblée en Bretagne sous le commandement du duc d'Etampes; une autre le fut aussi sous celui de M. de Martigues.

(12) A. de Calan, Doc. inédits sur l'histoire de la Ligue en Bretagne, p. 149.

(13) A. I. V. C 3147.

(14) Histoire de B., T. V, par Pocquet, p. 366.

(15) A. I. V. C 2650, 26 juillet 1621.

(16) Caron, L'adm. des E. de B., p. 26.

(17) A. I. V. C 2651, 8 janvier 1628.

(18) A. I. V. C 2652.

charger au plus tôt la Bretagne des gens de guerre qui s'y trouvaient (19) et en 1640, le P.G.S. demanda le départ de la Compagnie de gendarmes en garnison à Dol (20).

Puis à la tenue de 1645 (21) l'assemblée s'opposa à l'installation de nouvelles troupes à Guérande, au Croizic et à la Tour-Solidor (St-Servan), le contrat stipula leur rappel.

Pendant vingt ans les Etats ne se plaignirent pas d'avoir à supporter des troupes inutiles. Le 30 janvier 1665 le roi donna l'ordre d'envoyer 6.000 hommes en Bretagne. Mais sur les représentations des députés en cour et du duc de Mazarin, cet ordre fut révoqué (22).

Dans le cahier de 1671, on lit qu'il y avait alors en Bretagne des troupes y vivant à discrétion et y multipliant les journées de marche (23).

La révolte de 1675, connue sous le nom de Révolte des Bonnets rouges ou du papier timbré, nécessita l'envoi de troupes. Dès le mois de juin, un bataillon du régiment de la Couronne et 600 archers furent envoyés à Nantes (24). Les soldats y vécurent aux frais de la ville. Mais lorsque l'insurrection eut gagné la Basse-Bretagne, il fallut diriger des gens de guerre vers cette contrée. 6.000 hommes débarquèrent à la fin d'août en Cornouailles. La révolte se terminait juste. Ces troupes servirent alors au désarmement des paroisses et à la répression. Dans les régions qui s'étaient soulevées, elles vivaient sur le pays. Même si l'on donne tort au gouvernement dans l'affaire des édits qui déclencha le mouvement, on ne peut nier au roi le droit d'envoyer les forces nécessaires à ramener le calme dans la province. Rien à dire donc pour ces 6.000 hommes dont une part s'en alla en novembre.

(19) A. I. V. C 2653.

(20) A. I. V. C 2653, 4 déc. 1640.

(21) A. I. V. C 2654, février 1645.

(22) A. I. V. C 2657.

(23) A. I. V. C 2658, cahier de 1671

(24) Lemoine, La Révolte dite du Papier timbré ou des bonnets

Mais la Bretagne apaisée, alors que les députés en cour s'employaient à obtenir le rappel des derniers soldats, le retour du Parlement à Rennes et une amnistie générale, Louvois, en décembre 1675, y fit envoyer pour y hiverner 10.000 hommes de l'armée du Rhin (25). On ne distingua pas les régions soulevées de celles qui étaient restées fidèles. Tout le monde eut à souffrir de ces troupes qui se considéraient comme en pays conquis. Le duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, protesta lui-même. Cette mesure absolument inexplicable si ce n'est pas un désir de vengeance constitue une grave violation des droits bretons (26).

Un autre privilège de la province fut méconnu, à l'occasion de cette révolte. La ville de Rennes avait toujours joui du droit de se garder elle-même par ses compagnies bourgeoises ou cinquantaines (27), sans recevoir de garnison. Or, le duc de Chaulnes, après les premières émeutes de Haute-Bretagne, au printemps de 1675, appela de Nantes 3 compagnies du régiment de la Couronne. Elles entrèrent à Rennes le 8 juin, tambour battant, mèches allumées, ce qui exaspéra les bourgeois et déclencha de nouvelles émeutes, les 9, 10 et 11 juin, si bien que les trois compagnies durent repartir (28). Plus tard, lorsque les 6.000 hommes débarqués en Cornouailles eurent terminé leur besogne, au moment où une partie de ces hommes allait quitter la Bretagne, des ordres nouveaux les rassemblèrent tous à Rennes (17 septembre) (29), le 12 octobre, Chaulnes entra dans la ville à la tête de 6.000 hommes « l'infanterie mèche allumée des deux bouts, et balle en « bouche, la cavalerie ayant le mousquet haut et l'épée

(25) La Borderie, *La Révolte du Papier timbré en 1675*, p. 172.

(26) Aux Etats de Dinan; il est vrai que le 10 décembre 1675 furent lues deux lettres, l'une du roi, l'autre de M. de Pomponne, disant que les troupes n'avaient pris les quartiers d'hivers en Bretagne que par nécessité, qu'elle conserverait ses privilèges à l'avenir et qu'on n'y enverrait plus de troupes (Caron, *op. cit.*, p. 26).

(27) De Carné, *Les E. de B.*, T. I, p. 362.

(28) Lemoine, *op. cit.*, chap. III.

(29) *Ibid.*, chap. VI.

« nue en main » (30). Or, Rennes était de nouveau parfaitement calme (31) et le duc de Chaulnes ne suivait que son ressentiment personnel contre une ville qui l'avait outragé (32). La garnison de Rennes fut de 5.000 hommes (33). Elle ne s'éloigna que le 1^{er} mars 1676 avec les autres troupes envoyées en Bretagne pour les troubles. Un petit détachement resta dans la ville jusqu'au 13 avril.

Des gens de guerre stationnèrent en Bretagne en quantité variable pendant tout le règne de Louis XIV. Les Etats n'osaient pas trop se plaindre. C'était plutôt sur la façon dont se comportaient ces soldats que portaient les doléances (34). Au cours du xviii^e s., le roi disait que la province était dédommagée par les dépenses qu'y faisaient les troupes (35). Et l'assemblée se demandait mélancoliquement : « Pouvons-nous croire... qu'il nous sera toujours inutile de réclamer les paroles, les contrats, les édits de nos rois, les droits d'une province qui s'est librement soumise à ses maîtres ? » (36).

De la présence abusive de troupes en Bretagne, rapprochons le stationnement à Nantes de six galères, dont il est question à la tenue de 1574. Il y a dix ou douze ans qu'elles sont au quai de la Fosse, dit-on alors. Pendant une dizaine d'années encore, elles firent l'objet d'un article aux cahiers de remontrances. Leur présence, affirma-t-on, est contraire aux droits du pays (37). Elles empêchent le commerce, infectent la contrée de maladies contagieuses,

(30) Journal manuscrit de M. de la Courneuve, cité par La Borderie, *La Révolte du Pap.* timbré en B., 1675.

(31) Cheminant vers la ville et craignant encore une résistance, il écrivit à la communauté deux lettres bienveillantes, l'assurant que la marche des troupes ne la concernait pas (De Carné, *Les E. de B.*, T. I, p. 392).

(32) Madame de Sévigné le note : « Tout cela prouve la nécessité de respecter les gouverneurs et les gouvernantes, de ne point leur dire d'injures, de ne pas jeter de pierres dans leur jardin... » « M. de Chaulnes n'oublie pas toutes les injures qu'on lui a dites et c'est cela qu'on va punir ».

(33) La Borderie, *La Révolte du papier timbré en 1675.*

(34) A. I. V. C 2660, états de 1689 par exemple.

(35) 1754.

(36) 1756.

(37) A. I. V. C 2642, session extra. de 1579, etc.

font tort et violence aux marchands. Le roi répond en général qu'il « en ordonnera ce qu'il avisera être bon pour son service ».

Enfin la Bretagne ne devait être chargée d'aucun prisonnier de guerre. Or, à la tenue de 1645, les Etats remontrèrent que des communautés bretonnes avaient supporté l'entretien de prisonniers espagnols faits à Recroi. On demanda à la session suivante que ces villes fussent déchargées de la garde et nourriture des prisonniers et le roi assura qu'il y pourvoirait, conformément au contrat. Ayant supporté cette infraction à ses droits, la province obtint, par le contrat de 1649, que les prisonniers bretons fussent les premiers échangés.

Ce n'était pas par anti-militarisme avant le mot que les populations bretonnes étaient réfractaires à l'installation ou au passage des troupes en leur province.

Mais d'abord il fallait loger ces troupes. Le logement avait rarement lieu dans des casernes ou des casernements (maisons louées pour les troupes). Le plus souvent les soldats étaient cantonnés dans des écuries, des granges ou placés chez l'habitant. Dans ce dernier cas, le civil devait fournir au soldat un lit, un certain nombre d'ustensiles, une place au feu et à la chandelle. On pouvait réquisitionner chez lui des chevaux de selle, de voitures et attelages pour le transport de bagages. A toutes ces obligations pesant lourdement il faut ajouter les frictions inévitables résultant du contact entre des troupes, si disciplinées soient-elles, et l'habitant chez lequel elles se trouvent. Or, les armées royales de métier sont composées de mercenaires français ou même étrangers dont la guerre est le seul moyen de vivre. Ils lèvent toutes sortes de taxes dans les villages où ils passent (38). Ces soudards ignorent toute distinction entre amis et ennemis. Quelle que soit sa nationalité, l'habitant est pillable à merci. Les

(38) Par exemple, le trompettes et tambours des régiments prétendaient avoir le droit de recevoir 5 sols du propriétaire de chaque moulin qui se trouvait sur leur route si le meunier résistait on brûlait son moulin, ou le rouait de coups (A. I. V. C 2641).

cahiers des Etats sont remplis de doléances motivées par les exactions des soldats. Ils « foulent et oppriment le pauvre peuple » sur lequel ils vivent à discrétion, en sorte qu'il ne peut « pis recevoir de l'ennemi ». A la deuxième session extraordinaire de 1574, par exemple, on écrit que les habitants de la province ont été pillés « de plus de » 500.000 l. tellement qu'il ne leur en est demeuré que « la parole et une bonne volonté de continuer leur fidèle » service et obéissance à sa dite Majesté ». Les corps anglais, pendant les guerres de religion, profanent les églises (39). A la fin de ces guerres, beaucoup d'anciens soldats deviennent brigands (40). Les populations civiles se vengent parfois elles-mêmes. Les paroissiens de Lauvelon tuent un capitaine et quelques soldats du régiment de Cosquen qui pillaient l'évêché de Saint-Brieuc et exigeaient de l'argent. Le P.G.S. obtient des lettres d'abolition pour ces paroissiens.

C'est surtout sur les excès auxquels s'adonnèrent les troupes envoyées par Louvois pour hiverner en Bretagne après l'insurrection de 1675 que nous possédons des détails par les lettres de Mme de Sévigné. « Ils vivent ma foi » comme dans un pays de conquête, nonobstant notre bon » mariage avec Charles VIII et Louis XII ». « Il y a 10 » à 12.000 hommes de guerre qui vivent comme s'ils » étaient encore de l'autre côté du Rhin » (41). La duchesse de Chaulnes elle-même n'osait venir à Vitré « crai- » gnant d'être volée par les troupes qui sont par les che- » mins » (42). « Ils s'amuse à voler, ils mirent l'autre » jour un petit enfant à la broche » (43). On lit dans le journal de Duchemin, le 13 décembre 1675 : « Plusieurs » habitants de cette ville et faubourgs de Rennes ont été » battus par des soldats qui étaient logés chez eux et tous

(39) D. M., T. III, Pr., col. 1557.

(40) A. I. V. C 2645.

(41) Lettre du 20 décembre à Bussy Rabutin.

(42) Lettre du 22 déc.

(43) Lettre du 5 janvier 1676. On peut se demander si ces lettres ne se font pas l'écho de rumeurs, de « bobards » circulant de bouche en bouche et peut-être fort éloignés parfois de la vérité.

« les soldats ont tellement vexé les habitants qu'ils ont
« jeté de leurs hôtes et hôteses par les fenêtres après les
« avoir battus et excédés, ont violé des femmes, lié des
« enfants tout nus sur des broches pour les vouloir faire
« rôtir, rompu et brûlé des meubles, démoli les fenêtres
« et vitres des maisons, exigé grandes sommes de leurs
« hôtes et commis tant de crimes qu'ils égalent Rennes à
« la destruction de Hiérusalem » (44).

Le duc de Chaulnes lui-même écrit à Louvois, le 16 février 1676 : « Je ne puis vous exprimer, Monsieur. quels
« ravages font les troupes en leurs routes... »

Les sommes tirées de Bretagne pour les besoins militaires du roi, sans être très importantes, pesèrent plus que les levées en hommes contraires aux privilèges bretons. Mais la présence de troupes constitue un manquement au traité de 1532 beaucoup plus pénible aux habitants par des contacts ainsi occasionnés avec des soldats sans foi ni loi.

Dans toutes ces questions d'ordre militaire, les Etats étaient mal placés pour obtenir justice. Le cas de nécessité était réservé par le traité de 1532. La monarchie laissait régner en France une large décentralisation, ne gardant qu'un rôle d'arbitre pour les domaines où particuliers et groupements étaient reconnus compétents. Mais elle se réservait les problèmes essentiels, comme la défense de tout le pays, c'est-à-dire la politique extérieure. Or, la Bretagne, par sa situation géographique, était vulnérable aux attaques d'ennemis venus par mer, et l'assemblée ignorait les intentions du roi, ou les renseignements qu'il possédait. Comment dès lors aurait-elle pu faire valoir énergiquement ses droits quand le roi agissait pour la sécurité de la province et l'intérêt général du royaume ?

(44) Cité par La Borderie, *La Révolte du Pap.* timbré en 1675. La comparaison finale fait ressortir l'exagération du morceau.

CHAPITRE V.

INFRACTIONS D'ORDRE ECCLESIASTIQUE

Il faut encore se reporter à la confirmation des privilèges bretons par Charles VIII, Louis XII, et François I^{er} pour rencontrer les textes qui concernent l'Eglise bretonne. Ce sont ceux qui ont déjà été cités (1) et qui reçoivent ici une nouvelle application.

Jointes à ces dispositions générales, il en existe ici comme ailleurs de plus particulières visant notamment la collation des bénéfices et l'indult. Sur ces points, en effet, ainsi que sur la régale et les levées de décimes, le clergé breton possédait des droits spéciaux dus au fait que la province avait constitué autrefois un Etat indépendant dont les particularités s'étaient maintenues lors de son union à la Couronne de France.

§ I. — Levées de décimes sur le Clergé breton

Au Moyen-Age, la noblesse guerroyait et défendait le groupe social. Au clergé incombaient l'instruction publique et les œuvres charitables. Le tiers qui monopolisait le commerce et l'industrie et n'avait pas à combattre payait les sommes nécessaires à la vie de l'Etat.

En principe le clergé était donc exempt de tout impôt. Cependant le roi réussit à en tirer, à partir du contrat de

(1) Cf. *supra*, p. 53 et suiv.

Poissy (1561) des décimes levés régulièrement chaque année et tous les dix ans, des dons gratuits, à chaque assemblée générale du clergé.

Ces impôts, dont le clergé breton avait sa part, devaient-ils être consentis par les Etats de Bretagne ? Théoriquement oui : les sommes payées au roi de France par le clergé breton rentraient dans les cas prévus dans les dispositions générales du Traité d'Union qui rendaient obligatoire le consentement de l'assemblée. En fait celle-ci n'intervint guère dans cette question. Elle se plaignit parfois du poids des décimes (1574, première et deuxième sessions extraordinaires). En 1579, le temps de lever les décimes accordés au roi à Poissy étant écoulé, elle défendit de continuer à les percevoir, et ordonna de faire opposition au Parlement, réclamant la suppression « des décimes et autres subventions suivant les immunités, libertés et privilèges de l'église gallicane et les droits du pays » (23). Il fut répondu : « Le roi se remet à l'Assemblée générale du clergé par lui ordonnée, où il s'assure qu'il ne se résoudra aucune chose contre l'honneur de Dieu et la dignité de S. M. ».

A part ces articles de remontrances, les Etats, par une sorte de consentement tacite, laissèrent décimes et dons gratuits sortir de la province.

Ce consentement tacite devint, en 1645, exprès sous certaines conditions. Le 6 février de cette année un député aux contraventions parla de quantité d'édits qui n'avaient pas été présentés aux Etats, ni vérifiés aux Cours Souveraines, sous prétexte que l'Assemblée du Clergé de France à Nantes les avait consentis. Les Etats ne crièrent pas à la violation de leurs privilèges. Ils arrêtèrent seulement que dorénavant ceux qui seraient nommés pour assister aux assemblées provinciales du clergé à Tours et y élire les députés à l'Assemblée générale, seraient tenus d'y choisir deux bénéficiaires de Bretagne dont l'un au moins en serait originaire.

(2) A. I. V. C 2642, cahiers de remontrances des deux tenues de 1579.

Dans chaque diocèse de la province, le clergé serait averti de cette décision dont l'inexécution entraînerait la nullité, pour la Bretagne, de ce qu'aurait consenti l'Assemblée générale du Clergé (3).

Postérieurement, les Etats eurent à intervenir en 1677, à propos d'une extension de la perception du huitième denier aux aliénations de biens d'Eglise (4). Ils demandèrent qu'au moins l'on suivit le consentement du clergé et les usances de la province (5). Toute recherche pour le droit de huitième denier fut finalement rachetée par les Etats en 1679, moyennant 180.000 l. (6).

Satisfaits par la représentation du clergé breton qu'ils avaient organisée à l'intérieur de l'Assemblée générale, les Etats pensaient à juste titre qu'on pouvait s'en remettre à lui du soin de réduire autant que possible les levées de décimes et autres taxes, et de protéger de ce côté les intérêts provinciaux.

§ II. — L'attribution des Bénéfices

L'article 7 du traité de mariage entre Louis XII et Anne de Bretagne (janvier 1498) est ainsi conçu : « Item que
« en tant que touche que les bénéfices de quelque état
« qu'ils soient en ensuivant les droits du pays soient bail-
« lés aux gens d'icelui pays de Bretagne et que autres n'y
« soient reçus à les avoir par lettres de naturalité ni autre-
« ment... » (7).

La Charte du Plessis-Macé répète et confirme « que nul
« non-originaire ne pourra avoir ni obtenir bénéfice audit
« pays sans avoir sur ce lettres du prince et qu'icelles let-

(3) A. I. V. C 2654.

(4) Une semblable mesure avait déjà été prise, puis révoquée par le contrat de 1645.

(5) A. I. V. C 2658, 24 septembre et 9 octobre 1677.

(6) A. I. V. C 2659, 23 août 1681.

(7) D. Morice, Preuves, T. III, col. 815.

« tres ne soient baillées à gens étrangers ni autres sinon à ceux qui sont à l'entour de notre personne » (8).

Or, ce privilège ne fut jamais observé. Le roi nomma aux bénéfices de la province des non-originares, en complète opposition avec la charte de 1532 (9). Les infractions ne cessant pas, les plaintes à leur sujet devinrent l'un des articles traditionnels du cahier de remontrances. Les Etats le répétaient inlassablement à chaque tenue. Au rappel de leur droit, ils ajoutaient parfois d'autres arguments. Leur réserver les bénéfices bretons, c'était donner une impulsion au « désir de s'appliquer aux bonnes lettres (1568) (10); « exciter l'émulation » des originares de la province et leur donner le « désir de mériter l'estime et le choix de V. M. », ce qui les obligera de faire tous les efforts imaginables pour s'en rendre dignes et pour acquérir les qualités qui puissent les rendre utiles au service de l'Eglise et de l'Etat » (1703) (11); « faire ressortir aux originares les biens et honneurs provenant du Duché, comme ils en supportent les charges » (12) (1572) (13).

Le roi répondait d'une façon vague, avec la ferme intention de ne pas tenir la parole cependant donnée : « le roi gratifiera en tout ce qu'il pourra les originares de Bretagne comme ses fidèles et affectionnés serviteurs ». écrit-il par exemple en 1572, en marge de la remontrance (14).

(8) D. Morice, *Preuves*, T. III, col. 1010.

(9) Dès le xvi^e siècle, on relève : à Rennes, Claude Dodien de Velly, et Bernardin Bochetel (1558, 1565); à Nantes, Jean Cardinal de Lorraine (1543-1550) et Charles de Bourbon, Cardinal de Vendôme (1552-1554); à Saint-Brieuc, le Cardinal du Bellay (1553-1564), Nicolas Laugelier (1565-1595). Cf. *Histoire de Bretagne*, Tome V, par Pocquet, p. 32.

(10) A. I. V. C 2640.

(11) A. I. V. C 2640, p. 437 r^o.

(12) A. I. V. C 2661.

(13) Les Etats ajoutaient par politesse à l'égard des membres du clergé présents et qui n'étaient pas originares s'il suffisait pour être nommé aux bénéfices de Bretagne « d'avoir de la vertu et de la science, les Etats n'auraient qu'à applaudir du choix éclairé qui leur a donné des sujets de première distinction ». Mais il faut être originaire de la province, et le mérite le plus éminent ne couvre pas la contravention au droit national » A. I. V. C 3182.

(14) A. I. V. C 2640.

(15) *Hist. de Bretagne*, T. V, par Pocquet.

Souvent il ajoute qu'il leur accordera une attention particulière et les placera tant en Bretagne que dans les autres provinces du royaume. Enfin son suprême argument ne manque pas d'habileté : il y a plus de bretons pourvus hors de leur province qu'il n'y a d'évêchés en Bretagne. Donc les bretons gagnent à ne pas voir leur privilège observé. Ce raisonnement ne vaut guère, comme le fait remarquer Pocquet (15). Le but du privilège reconnu en 1532 avait été de maintenir les traditions et l'esprit de l'Eglise bretonne, en n'y faisant nommer que des Bretons. Il importait peu que ceux-ci trouvassent ailleurs des compensations !

Et l'infraction se perpétue jusqu'à la Révolution (16), avec la même obstination de chaque côté; les Etats réclamant au nom de leur droit, le roi leur prouvant que cette violation était en réalité une faveur.

§ III. — La Régale

La Régale était un droit qui consistait à jouir des revenus des évêchés vacants, et à pourvoir aux bénéfices qui venaient eux-mêmes à vaquer pendant ce temps. Elle durait tant que le nouvel évêque n'avait pas prêté le serment de fidélité, fait enregistrer ce serment à la Chambre des Comptes, ni obtenu main-levée de la régale. On distinguait la règle temporelle, ou droit de percevoir les fruits du bénéfice vacant, et la régale spirituelle ou droit de conférer les bénéfices vacants.

Or, Charles VII avait donné la régale temporelle de France à la Sainte-Chapelle de Paris. Naturellement, la Bretagne n'étant pas encore réunie à la Couronne, ne fut pas comprise dans ce don. Et l'état de choses existant en Bretagne fut confirmé en 1532.

(16) Cependant le roi voulut toujours que les cures à charge d'âmes ne fussent données qu'à ceux qui savaient la langue bretonne, A. I. V. C 2648.

Ce n'est qu'en 1576 seulement que l'on trouve une protestation des Etats contre une entorse à ces droits. On se plaignit alors d'une double infraction (17). Les neuf évêques de Bretagne étaient « travaillés » pour saisie de leur temporel pour le droit de régale prétendu par ceux de la Chambre des Comptes à Paris, joints avec eux les trésorier, chanoines et chapitre de la Sainte-Chapelle, quoique de tout temps la province ait été quitte de ce droit. L'assemblée bretonne demanda l'annulation des saisies opérées sous prétexte de régale par la Chambre des Comptes de Paris. Par ailleurs, elle prouva que les évêques n'étaient tenus, suivant les privilèges bretons, qu'à présenter et faire enregistrer leur serment de fidélité à la Chambre des Comptes de Nantes, et non à celle de Paris, comme on les y voulait obliger.

En 1578, mêmes plaintes (18).

Le Parlement ne soutenait pas les Etats. Le 9 juillet 1596 (19), le Procureur général annonça que l'évêque de Rennes étant mort, le roi allait recueillir les produits de la ferme de l'évêché, soit 2.200 l., et personne ne protesta. C'est qu'il n'y avait pas d'ecclésiastiques au Parlement, de plus, les non-originaux s'y souciaient peu de la constitution bretonne (20).

Les Etats restèrent muets jusqu'en 1602. Au cahier de cette année, le roi répondit (21) en nommant un commissaire chargé d'entendre les raisons des chanoines de la Sainte-Chapelle et celles des Etats au sujet de la régale. Les députés en cour reçurent l'ordre de faire valoir près du roi les droits de la Bretagne (22). L'action du commissaire fut sans effets. Mais il faut aller jusqu'en 1610 pour entendre de nouveau parler de notre infraction. Cette année-là, l'évêque et comte de Dol, Mgr de Révol, sollicita en sa faveur l'intervention des Etats pour être déchargé de la

(17) A. I. V. C 2705, p. 573.

(18) A. I. V. C 2641.

(19) A. I. V. B registres secrets, 9 juillet 1596.

(20) H. Carré, Le Parlement de Bretagne après la Ligue, p. 446.

(21) A. I. V. C 2646, p. 210.

(22) A. I. V. C 2646, p. 351

régale. Les Etats ordonnèrent à leurs députés en cour d'assister l'évêque, et de lutter contre ce droit prétendu sur tous les évêchés de Bretagne (23). La Chambre des Comptes de Paris, d'un autre côté, continuait à vouloir recevoir le serment de fidélité des évêques bretons. Aussi le procès entre Mgr de Revol et le trésorier chanoine de la Sainte-Chapelle à Paris commença-t-il par un conflit de juridiction entre les deux Chambres des Comptes. Celle de Bretagne produisit les copies d'une lettre de Philippe le Hardi en 1278, et de la tenue d'Etats de 1315. à Rennes (24). Ces textes prouvaient son bon droit.

Pendant les périodes où l'on n'en parla pas aux séances de l'Assemblée bretonne, il ne faut pas croire qu'il n'y eut aucune infraction relative à la régale. La cause en est plutôt le manque d'informations : les Etats ne protestaient pas parce que les évêques ne réclamaient pas leur assistance. Les chanoines de Paris, nous dit-on en effet, « essaient de gagner autant de possession pour s'acquérir « ce droit qu'ils prétendent, en ayant déjà depuis quelques-uns qui ont fait brèche en cet endroit aux franchises dudit pays, comme ils disent qu'en fit Mgr de Vannes, se vantant qu'ils ont un acte fait avec lui en « pareil cas » (25).

Mais l'attention des Etats s'éveilla. A la tenue de 1613, les députés en cour reçurent de nouvelles charges pour empêcher l'introduction de la régale en Bretagne à l'occasion d'un canonicat de Saint-Malo (26). Un article fut inséré aux remontrances de cette année et de la suivante. Le roi répondit d'une façon imprécise, sans trancher la question au fond. « Il ne veut jouir de la régale que comme ses prédécesseurs. sans préjudice des Eglises qui en sont exemptes. » De plus, il posa une règle pratique : le pourvu par l'ordinaire qui aura trois ans de possession ne pourra

(23) A. I. V. C 2648, 4 octobre 1610.

(24) A. I. V. C 3793.

(25) Ibid.

(26) A. I. V. C 2648, 14 nov. 1613.

être troublé sous prétexte de régale. Les discussions s'en trouvaient limitées.

Il s'agissait donc de prouver comment avaient agi les rois précédents. Aussi, tout en décidant d'intervenir pour tous ceux qui s'en plaindraient (27), les Etats de 1616 représentèrent qu'un tel droit s'était établi en France antérieurement à la réunion et ne devait pas par conséquent être introduit en Bretagne (28). Cette année-là et la suivante le roi fit toujours sa prudente réponse : il ne voulait « aucune innovation et... il en sera usé comme par le passé » (29). Pas plus que la régale elle-même, la question subsidiaire de la compétence en matière de serment de fidélité n'était définitivement résolue. Le 28 avril 1624, le Parlement de Paris arrêta que la régale ne serait estimée close en Bretagne que du jour où les évêques auraient fait enregistrer leur serment de fidélité à la Chambre des Comptes de Paris. Les Etats firent remarquer que cette décision était directement contraire aux privilèges et à « l'usage » qui porte que le dit serment sera enregistré en « ladite Chambre des Comptes de Bretagne et non ailleurs » (30). Ils obtinrent un arrêt du Conseil du 7 septembre 1627 surséant à l'arrêt du Parlement de Paris et ordonnant que les deux Chambres des Comptes aurent six mois pour justifier leurs droits et usages respectivement prétendus. Rien n'était encore jugé en 1629 et les députés en cour furent chargés de s'en occuper (31). L'année suivante, le P.G.S. reçut l'ordre de rechercher dans les archives du château de Nantes des actes susceptibles de prouver — à supposer que la régale dût exister en Bretagne et sans en convenir — qu'elle devait être close du jour de l'enregistrement du serment à la Chambre des Comptes de Nantes. Les députés en cour se munirent des pièces pour tenter d'obtenir le jugement définitif de l'af-

(27) A. I. V. C 2649, 24 oct. 1616.

(28) Ibid., 5 novembre 1616.

(29) Ibid., 15 janvier 1617.

(30) A. I. V. C 3793.

(31) A. I. V. C 2652, 6 avril 1629.

faire. En attendant, ils furent chargés de faire renouveler la surséance de l'arrêt du Parlement de Paris (32).

Il faut être patient : car en 1632, il n'y a toujours rien de définitif. Un nouvel arrêt du Conseil, le 31 mars 1632, ordonne aux procureurs généraux des deux Chambres des Comptes de produire leurs titres dans les trois mois (33).

Pendant ce temps, l'évêque de Dol, successeur de Mgr de Revol, probablement, conclut un traité avec les chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris, au sujet des fruits de la régale. Mais il s'aperçoit qu'il a fait fausse route, décide de récupérer ce qu'il a abandonné, et prend contre son propre traité des lettres de restitutions que le P.G.S. est chargé d'entériner, le 16 juin 1632.

On continue toujours de travailler pour obtenir un règlement général de la régale. A cette fin, M. Dupont, président en la Chambre des Comptes de Bretagne, fait un second voyage en cour, à la requête du P.G.S. Les Etats l'en dédommagent en 1634 (34).

Grâce à tous ces efforts, un arrêt favorable est rendu au conseil le 7 juin 1636. Les requêtes des Etats sont jointes à l'instance pendante au Conseil pour la régale. On y déclare qu'un traité, qui avait été fait entre l'évêque de Léon et les chanoines de la Sainte-Chapelle prétendant à la régale sur les évêchés de Tréguier et de Léon, ne pourra préjudicier au droit des parties. Mais les Etats veulent encore plus et essaient d'annihiler totalement ce traité en empêchant l'exécution d'une commission décernée par la Chambre des Comptes de Paris pour saisir le temporel de l'évêché de Léon (35).

Puis les événements prennent une tournure moins favorable. Un arrêt du Conseil adjuge aux chanoines de la Sainte-Chapelle la somme convenue par leur traité avec l'évêque de Dol (36). Une « multitude » de procès s'engage, à cause de la régale. On se met à tracasser ceux qui ont

(32) A. I. V. C 2652, 12 août 1630.

(33) A. I. V. C 2652, 16 juin 1632.

(34) A. I. V. C 2652, p. 702.

(35) A. I. V. C 2653, 29 décembre 1636.

(36) A. I. V. C 2653, 6 décembre 1638.

fait enregistrer leur serment à la Chambre des Comptes de Nantes (37).

Il faut en finir. Les Etats joignent les titres qu'ils ont trouvé au château de Nantes à ceux que possède la Chambre des Comptes (ce qui avait été ordonné depuis longtemps). Le roi, une fois de plus, ordonne que les procureurs généraux des deux Chambres des Comptes feront valoir leurs droits dans les six mois, et enfin un édit de 1641 retire le droit de régale aux chanoines de la Sainte-Chapelle pour en faire remise au futur évêque du siège vacant (38). Les droits de la Bretagne triomphent.

Mais la question principale ainsi tranchée en faveur de la province, restait à supprimer l'infraction subsidiaire qui consistait à clore la régale au jour de l'enregistrement du serment du nouvel évêque à la Chambre des Comptes de Paris. Un arrêt du Conseil de 1642 reconnaît les prétentions de la Chambre de Nantes (39). Mais voilà qu'en 1669 la difficulté renaît de ses cendres, et les Etats doivent demander l'observation de leurs privilèges sur ce point. Ils sollicitent et obtiennent les bons offices des commissaires du roi pour faire juger cette affaire par le roi lui-même (40). En 1675 (41), on en est encore à examiner les papiers et titres des Chambres. Justice dut enfin être rendue à celle de Bretagne. car c'est la dernière fois qu'il est fait mention de cette infraction dans les procès-verbaux des Etats.

Dans toute cette affaire, le roi est intervenu dans son rôle d'arbitre, entre les intérêts particuliers. Grâce à la ténacité des Etats, cramponnés à leur droit, il finit par leur rendre justice. Après avoir toléré de bien trop longs empiètements, il est vrai !

(37) A. I. V. C 2653, 8 janvier 1641.

(38) A. I. V. C 3793.

(39) A. I. V. C 2654.

(40) A. I. V. C 2657, 7 et 15 novembre 1669

(41) A. I. V. C 2658, 28 nov. et 12 déc. 1675.

§ IV. — L'Indult (42)

Il fallut attendre encore beaucoup plus pour voir tirée au clair l'interminable question de l'Indult en Bretagne.

On appelait indult un mandat ou une grâce par laquelle le pape permettait au roi de nommer à tel ou tel collateur un conseiller ou un autre officier du Parlement, à qui le collateur était obligé de conférer un bénéfice. C'était donc en la personne du roi que résidait ce droit d'indult, les officiers n'en avaient que l'usage et l'utilité. Chaque officier ne pouvait bénéficier de cette grâce qu'une fois en sa vie, et chaque collateur ne pouvait en être chargé qu'une fois. Si l'officier était clerc, il pouvait être nommé lui-même, sinon il nommait une autre personne pour être présentée en sa place par le roi. Celui qui avait droit d'indult obtenait des lettres de la chancellerie adressées à un patron ou collateur. Il lui notifiait ces lettres afin que le premier bénéfice vacant lui fût conféré. Ces lettres devaient être enregistrées au Parlement (43).

Pendant le Moyen-Age, la disposition des bénéfices appartenait aux évêques. Les papes ne se mirent à y pourvoir que « *pro supplenda negligentia praelatorum* » et ce fut l'origine des préventions expectatives, mandats et autres grâces. Le pape les obtenait par prières au début, mais elles devinrent bientôt des commandements ou Mandats de Providendo; cependant le droit ancien des évêques était toujours reconnu. Les rois de France se plaignirent de ce nouvel usage qui retirait pratiquement aux Ordinaires la collation des bénéfices et faisait sortir de l'argent hors de France. L'ordonnance de l'alternative en 1422 donna huit mois aux papes pour la collation et aux ordinaires, quatre mois libres de toute réserve. Le concile de Bâle supprima réserves et grâces expectatives. Leur droit fut rendu aux ordinaires. En France, la Pragmatique

(42) A. I. V. C. 3792.

(43) Dictionnaire de Trévoux.

Sanction de Bourges leur donna la collation en tous mois, sauf pendant ceux affectés aux gradués (44).

Mais pendant ce temps-là, la Bretagne était indépendante. Au lieu du Concile de Bâle, elle suivit ceux de Ferrare et de Florence, et conserva le partage des mois qu'elle avait adopté depuis le Concile de Constance. Le 21 mars 1418, le pape Martin V avait traité avec toutes les nations. Or, comme le duc Jean VI avait envoyé ses ambassadeurs au Concile, lui aussi passa un « compact » avec le pape. Ce compact est le décret de Martin V qu'on trouve à l'appendice de ce concile et qui fit la loi en Bretagne pour la collation des bénéfices. Il fut confirmé en 1441 par le duc et les nonces d'Eugène IV. La Bretagne était devenue pays d'obédience. Elle ne reçut naturellement jamais la Pragmatique sanction de Bourges, étant alors indépendante. Cette Pragmatique fut abolie en France par le Concordat de 1516 qui ne fut pas non plus introduit en Bretagne, toujours pour le même motif, malgré l'union personnelle. Mais, en 1539, après la réunion cette fois, François I^{er} s'apercevant que son concordat n'était pas observé en Bretagne, créa un avocat du roi et l'envoya en la province pour y faire suivre ce concordat, ce qui eut lieu pendant dix ans, jusqu'en 1549. A cette date, Paul III fit remarquer à Henri II qu'il nommait abusivement aux bénéfices de la Bretagne, celle-ci ne devant pas être pays de concordat. Comme Henri II désirait contenter le pape et obtenir un droit semblable sur les évêchés de Savoie et de Piémont qu'il possédait, il reconnut par édit du 14 juin 1549 que la Bretagne ne devait pas être soumise au Concordat, et la remit dans son état antérieur. Il confirma cet édit en 1550 (45) et en 1553) (46). Voilà donc définie la situation de l'Eglise bretonne.

(44) Gradués : quiconque a des degrés en quelque faculté (cf. gradué en Angleterre). Leurs privilèges consistaient en grâces expectatives. Ils disposaient de quatre mois par an au cours desquels tous les bénéfices vacants leur étaient attribués par le Concile de Bâle, la Pragmatique Sanction et le Concordat. Ils se plaignaient auparavant d'être oubliés dans la collation des bénéfices.

(45) Dom Morice, *Preuves*, T. III, col. 1080.

(46) *Ibid.*, col. 1089.

Revenons à l'indult. En 1434, le pape Eugène IV, par une bulle, vint établir dans le royaume l'indult du Parlement de Paris. Cette bulle resta sans effet et, sur les plaintes de François I^{er}, Paul III, en 1538, dut la confirmer. C'est à ce moment que le Parlement de Paris voyant le concordat étendu à la Bretagne, voulut y introduire son indult. Le pis est qu'accidentellement il y parvint, malgré les droits de la province. Et ces dix années furent le précédent qui allait créer l'interminable affaire.

En 1538 ou 39, un certain Spifame (qui avait été chargé par le Parlement de solliciter la confirmation de l'indult), le plaça sur l'Abbaye de Saint-Gildas-au-Bois. On ignore les réactions des Etats, leurs registres ayant été perdus. Depuis cette première nomination, la chancellerie expédia toujours des brevets sur la Bretagne comme sur les autres provinces.

Dix ans plus tard, sur la plainte du pape, Henri II rétablissait l'Eglise bretonne en son état primitif, comme on l'a vu. A cette époque, un problème de compétence fut soulevé. Sans qu'on puisse découvrir les lettres patentes le commettant à l'exécution des bulles sur le fait des indults, le Grand Conseil s'attribua cette matière. Toutefois, dès ce moment-là, différents procès lui échappèrent. Quand les cardinaux prouvèrent que leur indult les exemptait de celui du Parlement, et les gradués que leur nomination lui est préférable, ces litiges ne furent pas déferés au Grand Conseil, comme le montrent les déclarations du 18 janvier 1541 et 13 mars 1543. De plus, la déclaration d'Henri II en 1556 attribua au Parlement de Bretagne la connaissance du possessoire des bénéfices bretons, sauf pour l'indult des cardinaux réservé à la compétence du Grand Conseil (47). Bien avant cette déclaration, l'article 11 du traité de mariage entre Louis XII et Anne portait « en tant que touché que les matières de Finances, décimes, de Bénéfices finissent au Parlement de Bretagne

(47) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1179. Ayant créé un Parlement semblable à celui de Paris, le roi lui renvoie toutes les cours pendantes en cette cour « de Paris, Grand Conseil, Cour des Aides », etc.

« (48) sans qu'il en soit fait ailleurs ressort, ainsi qu'il
« en a toujours été accoutumé, nous sur ce voulons, ac-
« cordons et promettons de ainsi le faire et entretenir en
« la forme et manière accoutumée d'ancienneté » (49).

On pourrait croire les deux affaires de l'indult et de la compétence en matière de bénéfices complètement terminées après des décisions aussi nettes que l'édit de 1549, et la déclaration de 1556. Ce serait méconnaître l'importance que pouvaient alors revêtir les précédents. Car les indultaires se souvenaient de ces dix années pendant lesquelles la Bretagne leur avait été soumise, et toutes les décisions en sens inverse se heurtaient à leur obstination de rocher. A cette époque même, une contestation s'éleva entre Jacques Gohorry indultaire et Pierre Demoüaire à propos d'un bénéfice situé en Bretagne, mais dépendant d'une abbaye placée hors de Bretagne (50). Où fut jugé le litige ? Au Grand Conseil (51) qui, sur le défaut de Demoüaire, rendit le 27 juillet 1557 un arrêt en faveur de l'indultaire ! Gohorry sollicita alors du Parlement de Bretagne un paréatis ou permission d'exécuter son arrêt. Demoüaire fit opposition et la Cour, pensant qu'il s'agissait d'interprétation de lettres patentes, renvoya, le 14 octobre 1557 les parties devant le Conseil du roi, ajoutant que la Bretagne était exclue de la Bulle d'Eugène IV. On ignore la fin de la contestation.

En tout cas, de 1557 à 1582, le Grand Conseil ne prit connaissance d'aucune contestation. Pourtant les indultaires, après avoir commencé d'agir sur des bénéfices dépendant d'abbayes non bretonnes comme à Vertou, étendirent bientôt leurs prétentions à tous les bénéfices de la province. A la requête des Etats, Henri II ordonna par

(48) Il s'agit de l'Ancien Parlement des Grands Jours.

(49) D. Morice, Preuves, T. III, col. 814.

(50) Il s'agissait de la Prévôté de Verton, dépendant de l'abbaye de Saint-Iouin de Marne, en Poitou.

(51) Les indultaires faisaient intimier au Grand Conseil les bénéfices nommés par ordinaire pour les amener à reculer devant les prix excessifs du procès, et les contraindre à renoncer à leurs droits (A. I. V. C 2664, p. 340).

un édit de 1557 qu'il en serait usé comme par le passé en Bretagne (enquête de 1634, déposition de Jean Michel) (52). Des lettres patentes en 1558 et février 1559 répétèrent cet ordre (enquête de 1634 sur l'indult. Déposition de Mathieu Missent) (52) et cette année même Henri II interdit au Grand Conseil la connaissance du possessoire des bénéfices bretons. Charles IX ne s'exprima pas autrement dans ses lettres du 16 août 1567.

Et nous parvenons à une époque où les registres des Etats ont été conservés. Il sera plus facile de suivre la lutte inlassable qu'ils menèrent contre l'indult au nom des droits reconnus en 1532 à la province. Le Parlement fut aussi énergique que l'Assemblée bretonne. Il pensait peut-être jouir un jour lui-même de l'indult (53). Dans un de leurs mémoires sur l'indult, les Etats écrivent : « Chaque fois que le Parlement a eu connaissance de cette entreprise (des indultaires) il l'a toujours arrêtée, et a fait de très humbles remontrances au roi à ce sujet ». De leur côté et suivant leur tactique, car il s'agissait avant tout de ne pas laisser prescrire le droit en paraissant consentir tacitement à l'infraction, les Etats se lancèrent dans une série de plaintes et de remontrances. Nous en verrons plus loin les arguments. Continuons pour l'instant cet exposé des faits.

Les Etats ne dirent rien avant 1575 (54) et affirmèrent en 1576 que l'indult était directement contraire à l'union de la Bretagne à la France (55). La série était commencée et se continua presque à chaque tenue. Sur les cahiers de doléances, le roi persévérait toujours dans ses réponses vagues, déclarant qu'il en serait usé comme pour le passé. Il ne se compromettait guère ! Les deux parties prétendaient chacune avoir le passé pour soi. Les Etats demandèrent des explications plus claires aux commissaires royaux. Il a été vérifié que l'indult ne devait pas avoir lieu

(52) A. I. V. C 3792.

(53) Carré, *Le Parlement de Bretagne sous la Ligue*, p. 444.

(54) A. I. V. C 2641, p. 363.

(55) Instructions aux députés des Etats aux Etats Généraux de Blois. A. I. V. C 3792.

en Bretagne, leur fut-il répondu le 12 mars 1579. Mais l'édit de juin 1579 reprit la formule imprécise, dans son article 6 : le roi ordonne qu' « il en sera usé comme pour le passé » (56). On réclama des éclaircissements à cet article par les remontrances du 30 septembre 1579.

Les indultaires continuaient d'agir, sans paraître troublés le moins du monde par les protestations soulevées, et le Grand Conseil statuait toujours. Le 17 août 1582, il rendit un arrêt en faveur de Baillon, indultaire, contre Le Bas, pourvu par l'ordinaire. Les Etats n'eurent pas connaissance de cet arrêt. Soit par collusion, ou par faiblesse, Le Bas reconnut la juridiction du Grand Conseil, et ne fit pas valoir les droits de la Bretagne. On ignore si cet arrêt fut exécuté. Deux autres arrêts suivent, toujours en faveur d'indultaires. En 1591, Hector de Cherremont, indultaire, fut autorisé à signifier sa nomination à l'évêque et au chapelain de Dol, et en 1593, le doyen de St-Martin-de-Tours fut commis pour donner au frère François Chavanet, indultaire, les provisions du prieuré d'Ambon (diocèse de Vannes). A la suite de ces arrêts, quand le roi se cantonna dans la réponse « il en sera usé comme par le passé » (57) les indultaires triomphaient .

Mais à ce moment survinrent coup sur coup une série de décisions opposées à leurs prétentions. D'abord un arrêt du Grand Conseil du 29 décembre 1600 « qui paraît contraire à l'arrêt du 27 juillet 1557 » (58). Puis en janvier 1601 Valet, pourvu par l'ordinaire de la Prévôté de Saint-Martin-de-Vertou et appelé au Grand-Conseil par Simon, tenant l'indult du sieur d'Orsay, obtint un arrêt en sa faveur, quoiqu'ayant négligé de décliner la juridiction de ce tribunal et d'appeler les Etats à son aide. En 1606, le Grand Conseil jugea dans le même sens un litige entre les sieurs le Clerc de Courcelles, indultaire, et Boüère, pourvu par le pape d'une prébende en la cathédrale de Nantes. D'un autre côté le sieur Larchouer, pourvu par le pape

(56) D. Morice, Preuves, T. III, col. 1445.

(57) A. I. V. C 2645, p. 564.

(58) A. I. V. C 3792.

des prieurés de Massérac et de Pillemil, fut inquiété par deux indultaires, Meneust et Simon. Le roi envoya les deux instances au Parlement de Rouen qui, par deux arrêts du 18 mars 1605, débouta les indultaires. Voyant la jurisprudence bien fixée, par tous ces arrêts, les indultaires se découragèrent un moment.

En 1617, ils repartirent en guerre, et obtinrent un avantage. François Patin, indultaire, fut maintenu en la possession du Prieuré de St-Malo de Dinan, le 30 mars 1617 par le Grand Conseil. Enhardis, eux qui jusque-là n'avaient réclamé que les bénéfices simples ou les prébendes, ils menacèrent les cures. Les Etats protestèrent avec une force accrue, et le roi déclara que les cures devaient être exemptées de l'indult. Pour les autres bénéfices, c'était toujours la même réponse : il en sera usé comme par le passé (59). Le 30 septembre 1620, autre arrêt en faveur de Jacques Bouté, indultaire pour le prieuré de Villamée (diocèse de Vannes). Même s'agissant des cures, pour lesquelles le roi s'était nettement exprimé cependant, les indultaires ne changèrent pas un iota à leurs prétentions. Un litige s'éleva entre Radigues, indultaire, et Chapellier, pourvu par le pape de la cure d'Iroudouër (évêché de St-Malo). Les Etats prirent fait et cause pour Chapellier et insérèrent un article dans leur cahier le 4 juillet 1632. Ils firent remarquer que cette extension aux cures intéressait non seulement les privilèges de la province mais « le salut des fidèles par la différence de langage des brebis et du pasteur ». Le roi enfin prit une décision : il ordonna, le 13 août 1633, une information sur les franchises de la Bretagne (60). Les commissaires furent nommés le 4 septembre. Mais le Grand Conseil feignait de tout ignorer. Il rendit le 17 septembre un arrêt en faveur de Bréon, indultaire, contre du Ponceau, pourvu du Prieuré de Massérac et, le 16 mars 1634, un arrêt en faveur de Pinon, indultaire, contre Pignay et Sausray, au sujet de la Trésorerie de St-Brieuc.

Par ailleurs, s'agissant du cas particulier des cures bre-

(59) A. I. V. C 2649, 13 mars 1618.

(60) Déjà en 1618 une semblable enquête avait été ordonnée, mais

tonnes, un arrêt du Conseil d'Etat ordonna, le 4 février 1634, l'envoi au Grand Conseil des lettres patentes confirmant la décision de 1617 et exemptant formellement les cures de l'indult. En complète contradiction avec cet arrêt, les indultaires en obtinrent un du « Conseil d'Etat privé », le 14 août 1634, renvoyant au Grand Conseil l'instance entre Radigues et Chapelier pour la cure d'Irodouër. Mais aussitôt, autre décision inverse : un arrêt du Conseil d'Etat du 25 octobre 1634, le roi y étant, rendu à la requête des Etats, vint surseoir à toutes les instances pendantes au Grand Conseil ou au conseil privé.

Fait stupéfiant : malgré cet arrêt, le Grand Conseil se prononça pour Radigues, l'indultaire, le 14 décembre 1634. Et il s'agissait d'une cure ! Heureusement cette décision resta sans effet. Car le Conseil privé, lui, avait, le 25 octobre 1634, donné raison à Chapelier, et il mourut possesseur de sa cure.

L'enquête commença le 18 mars et fut terminée le 16 avril 1634. Le roi devait trancher définitivement la question après en avoir été informé par l'enquête. Or, il ne prit aucune décision. Les pièces du procès, communiquées en 1639 au Procureur Général du Parlement de Paris (lequel s'était fait recevoir partie intervenante), furent perdues, ce qui rendit les Etats incapables de faire instruire au fond. Ils ne purent qu'obtenir des arrêts du Conseil d'Etat pour lesquels les instances particulières portées au Grand Conseil déclaré incompetent étaient évoqués par le roi et jointes à l'instance générale ! De temps à autre, le roi leur disait de lui fournir leurs titres (61). Tous les contrats depuis 1632 accordaient, en attendant le jugement définitif, la surséance des affaires portées au Grand Conseil et la provision en faveur des pourvus par l'ordinaire. Et malgré tout indultaires et Grand Conseil continuaient imperturbablement les uns de placer leur indult sur les bénéfices bretons, n'abandonnant que les cures (62), l'au-

(61) A. I. V. C 2653, 31 janvier 1637.

(62) Et encore le 12 janvier 1649, les Etats intervinrent pour le recteur de Sarzeau, troublé pour le possessoire de sa cure par un indultaire. A. I. V. C.

tre à se considérer comme compétent dans tous les litiges qu'on lui soumettait. Ainsi un nommé Tartain, indultaire, obtint en sa faveur un arrêt de ce tribunal, contre le sieur de Cornulier, pourvu du prieuré de Betton. Cet arrêt était nul puisqu'il était défendu de plaider ailleurs qu'au Conseil et qu'il existait une surséance générale. Il ne fut jamais exécuté. Les Etats se pourvurent contre, et le Conseil d'Etat, le 12 avril 1639, évoqua l'instance et la joignit à l'instance générale, surséant à toute procédure et rappelant la défense de plaider ailleurs.

Le Grand Conseil et les indultaires n'en furent nullement émus. Pignay, indultaire, assigna au Grand Conseil Carlier, pourvu par l'ordinaire en 1639. A la requête des Etats, le Conseil évoqua cette nouvelle instance, cassa l'assignation et défendit une fois de plus de procéder ailleurs. Même chose en 1653, à l'occasion du conflit causé par le sieur Feydeau, indultaire, qui troublait le pourvu par l'ordinaire. Ce qui n'empêcha pas un arrêt du Grand Conseil du 17 janvier 1656 en faveur du sieur de Savonnières, indultaire, pour le prieuré de St-Christophe-des-Bois. Deux autres fois encore, à la requête de l'assemblée bretonne, le Conseil d'Etat évoqua des instances portées au Grand Conseil, les joignit à l'instance générale et défendit de continuer la procédure et de troubler le pourvu par l'ordinaire jusqu'à ce que le roi en eût autrement ordonné. (4 décembre 1657 et 17 février 1660; procès Garnier, indultaire, contre Abraham, abbé de St-Jacut, pourvu du prieuré de Bodien, et 13 novembre 1661, procès intenté par Blanchard, indultaire).

Avec une incroyable obstination, le Grand Conseil rendit encore deux décisions en faveur d'indultaires, l'une le 17 juin 1670 attribuant au sieur Aunette, indultaire, un canonicat de la cathédrale de Léon, l'autre le 29 juillet 1675.

Pendant ce temps, les Etats ne restaient pas inertes; leurs plaintes se renouvelèrent à chaque terme; ils firent chercher leurs papiers au château de Nantes pour obtenir le jugement de l'instance générale, et chargèrent leurs dé-

putés en cour d'écrits, de mémoires prouvant leurs droits (63). Ils firent même imprimer des livres (64).

L'entêtement du Grand Conseil fut sur le point d'être fructueux. Si le Conseil d'Etat rendit, le 3 octobre 1670, un arrêt évoquant l'instance portée au Grand Conseil par Sarrazin, indultaire, contre le sieur de Francheville, adjudgeant à ce dernier la provision, le 21 mars 1681, le litige entre l'abbé d'Estrées pourvu par le pape et un indultaire, fut renvoyée devant le Grand Conseil. Et ce tribunal sur le défaut de l'abbé d'Estrées, rendit le 9 juillet 1681 une décision favorable à l'indultaire ! Cette nouvelle jurisprudence parut s'établir fermement. Un nouvel arrêt du Conseil d'Etat renvoya, le 30 juillet 1694, le sieur Pépin, indultaire, plaider au Grand Conseil contre Charles de Taillefer, abbé de la Barrière, pour le prieuré de Baulx. Ce même Grand Conseil rendit une sentence favorable au sieur Cinile, indultaire, le 2 mars 1701.

Annihilés depuis 1675, les Etats ne réagissaient guère. Ils se contentaient de répéter dans les contrats l'article qu'on y insérait depuis 1632. Ils n'intervinrent pas dans les procès. Ils firent entendre en 1695, 1701 et 1703 de timides réclamations qui aboutirent à faire renouveler par le Conseil d'Etat, sans résultat pratique, l'évocation et la surséance générales.

Ainsi s'étaient déroulés les faits. Quels arguments en tirait chaque adversaire, sur le moment même, et lors du règlement final qui finit par se produire ? C'est la bulle de Paul III, non celle d'Eugène IV, qui a établi l'indult, soutiennent les indultaires; or, en 1538, la Bretagne était réunie à la France. Mais les Etats se refusent à voir dans la bulle pauline autre chose qu'une confirmation de celle d'Eugène IV. Peu importe d'ailleurs, continuent leurs adversaires : l'indult est un droit royal qui doit s'étendre à tous les pays soumis à la domination française. Fausse assertion, répond l'assemblée bretonne; l'indult n'est pas

(63) A. I. V. C 2653, 3 déc. 1636.

(64) A. I. V. C 2654, 4 février 1645 et C 2656, 1^{er} juillet 1659.

un droit royal inséparable de la couronne, mais un droit concédé par le pape et il ne peut s'étendre qu'autant que le permet le Souverain Pontife. Toute prélature française doit reconnaître l'indult, ajoutent ses partisans. On leur rétorque que les prélatures bretonnes ne doivent pas « être comptées parmi les françaises ni comprises sous ce nom » (65). L'enquête de Louis XIII ne concerne que les cures et rectorats, disent encore les indultaires, car on n'y peut mettre que des personnes sachant la langue bretonne; quant aux arrêts de surséance, ils ne préjugent rien au fond en faveur de la Bretagne. Mais l'argument fondamental des indultaires consiste en ceci : tout au long du xvi^e s., l'indult a eu lieu en Bretagne. Et depuis, ils ont en leur faveur les nombreux arrêts du Grand Conseil qui ont été cités.

Quant aux Etats, après avoir critiqué les raisons de leurs adversaires, ils prouvent que c'est bien la bulle d'Eugène IV qui a établi l'indult en France. Or, elle n'a pu être faite pour la Bretagne qui était alors indépendante. Les ducs ne l'auraient jamais admis : c'eût été donner les bénéfices bretons à des étrangers. Postérieurement, Louis XII, en 1498 s'engagea à donner les bénéfices aux gens dudit pays. En 1504 le pape confirma les privilèges accordés par le Saint-Siège aux ducs et déclara que les seuls originaires du duché accéderaient aux bénéfices. Enfin le traité de 1532 vint confirmer les privilèges et franchises de la Bretagne, alors exempte d'indult. Basées sur ces textes, les prétentions des Etats sont inattaquables et c'est pourquoi la nomination de nombreux indultaires constitue une infraction au traité de 1532.

On pourrait croire que l'argumentation précédente suffit seule à détruire les dires des indultaires. Mais sous l'Ancien Régime d'avant 1789, tout était dans une perpétuelle évolution. Personne ne considérerait qu'un ancien texte pût suffire si les adversaires prouvaient que l'usage inverse avait existé sans provoquer de réactions. Aussi

(65) A. I. V. C 3792.

étudiant la période qui suivit la réunion, les Etats démontrent d'abord que la bulle de Paul III (qui n'est qu'une interprétation, répètent-ils, et non une extension), ne pouvait pas être reçue en Bretagne, quoique datant d'après la réunion. En effet, elle aurait dû alors être consentie par eux-mêmes, ce qui ne se produisit jamais. De plus les papes, source du droit d'indult, étaient opposés à son extension : ils s'en plaignirent avec succès avant 1545 et, comme on l'a vu, ils continuèrent toujours à pourvoir aux bénéfices vacants pendant leurs mois. Les indultaires prétendent avoir eu au long du xvi^e s. la paisible possession de leur droit ? en tout cas, pas avant 1538, car la bulle de Paul III restaurant l'indult dit qu'en France même il était tombé en désuétude. Depuis 1538 ? Leur possession se heurta au contraire toujours à la résistance acharnée de la province entière. Tous les jurisconsultes bretons étaient opposés à l'indult : (Frain (6), du Faÿl, d'Argentré), et même quelques jurisconsultes français : Dumoulin, Thévenot, Louët. Les Etats protestèrent à d'innombrables reprises, se plaignant au roi, prenant fait et cause pour les pourvus par l'ordinaire. L'existence même des arrêts rendus par le Grand Conseil (et dont quelques-uns furent en faveur des pourvus par l'ordinaire comme on sait) prouve que les indultaires rencontrèrent toujours des résistances, car autrement aucune contestation ne serait née. Donc leur possession ne fut jamais tranquille. Y eut-il même une véritable possession ? Les nombreux arrêts sur lesquels ils la basent ne signifient rien en réalité. Ainsi, il y a toute apparence que si l'indult de Spifame fut placé en 1538 ou 39 sur l'abbaye de St-Gildas, sa nomination n'eut pas lieu. L'arrêt rendu en 1557 ne fut pas contradictoire; le pourvu par l'ordinaire fit défaut sans alléguer d'exceptions déclinatoires de la forme, ni les raisons tirées du droit de la Bretagne. D'ailleurs Gohorry son adversaire n'obtint pas de paréatis du Parlement de Bretagne. Or, cet arrêt rendu par défaut et que vient contredire un autre arrêt du Par-

(66) Sébastien Frain, Arrêts du Parlement de Bretagne pris des Mémoires et Plaidoyers : p. 645 et 646.

lement de Bretagne, est le seul sur lequel puissent se fonder les indultaires ! Car après cette date, le Grand Conseil n'étant plus compétent, tous les arrêts qu'il rendit sont nuls (67).

S'ils sont presque tous en faveur des indultaires, c'est que les membres de ce tribunal prenaient parti pour le Parlement de Paris où ils avaient des parents et amis. Et les Etats, principaux intéressés, ne participèrent même pas à ces décisions, rendues le plus souvent par défaut. Enfin le fait que depuis Louis XIII et sauf quelques exceptions sous Louis XIV la provision des bénéfices fut toujours accordée au pourvu par l'ordinaire est à tout le moins une forte présomption en faveur de la province.

Voilà ce qu'exposaient les Etats, surtout après la mort de Louis XIV, quand ils eurent repris toute leur combativité paralysée depuis 1675. Le 13 janvier 1716, l'évêque de Tréguier lut un rapport contre l'indult. En 1718, ils accordèrent leur appui au sieur de la Fruglaye, troublé par l'indultaire Cillart pour la cure de Crozon, et le 30 mai 1718, ils réussirent à obtenir un arrêt rétablissant l'ancienne jurisprudence : l'instance était évoquée, jointe à la générale. Défense était faite de plaider ailleurs qu'au Conseil et la provision était accordée au pourvu par l'ordinaire. Le P.G.S. et les députés en Cour furent chargés à différentes reprises d'agir pour faire juger cette affaire. On leur remit en 1724 trois imprimés et deux mémoires (68) où était contenue l'argumentation qui vient d'être exposée. Le pape intervint lui-même par un bref du 3 octobre 1725. Benoît XIII demandait au roi qu'on ne sollicitât qu'à lui-même, qui en était l'origine, l'extension de l'indult. Le nonce et le cardinal de Rohan appuyèrent les Etats. Tant d'efforts aboutirent enfin à une décision. Le Conseil, le 20 octobre 1726, arrêta qu'il ne serait expédié, en vertu de l'indult, aucune lettre de nomination sur les

(67) En réalité, cet arrêt de 1557 est nul lui aussi pour incompétence, étant donné l'article du traité entre Louis XII et Anne, et la déclaration de Henri II qui lui est antérieure (1556).

(68) A. I. V. reg. des Etats, 17 et 28 novembre 1774.

collateurs ordinaires de la province. Les Etats avaient gagné la partie. Cependant cet arrêt n'interdisait que par provision l'expédition des lettres. Les Etats voulurent obtenir un jugement définitif et les députés en cour furent chargés plusieurs fois d'agir en ce sens (69). Ce fut en vain. Pourtant la décision de 1726 fut suffisante en fait. Jamais les indultaires ne recommencèrent leurs tentatives, et cette infraction qui s'était renouvelée pendant si longtemps ne se reproduisit plus.

A cette époque, l'affaire de la régale était déjà terminée. La constitution de l'église bretonne, longtemps menacée sur ces deux points, demeurait donc presque intacte en fin de compte. Pour qu'elle fût exactement semblable à ce qu'elle était avant la réunion, il eût fallu que le roi ne nommât que des originaires aux sièges épiscopaux de la province comme il s'y était engagé.

Mais là-dessus il ne céda jamais.

(69) A. I. V. Registres des E., 3 octobre 1728; 16 novembre 1730; 13 octobre 1732.

CONCLUSION

Chaque clause violée du Traité d'Union déclenche donc, au moins jusqu'à Colbert, une procédure qui se déroule presque invariablement. L'exposition n'a pas manqué d'être quelque peu fastidieuse. A lire les procès-verbaux des Etats, ce sont toujours des « charges au P.G.S. » d'intervenir, de former opposition ici ou là, des ordres aux députés en cour de faire valoir tels droits, etc. Parfois le Parlement entre dans la lutte et alors commence l'interminable série alternée des arrêts et des lettres de jussion. Mais plus monotones encore sont les inlassables plaintes, réclamations, protestations des Etats. Remontrances, doléances, représentations aux commissaires et au roi se succèdent de tenue en tenue, pendant des décades et des siècles (1). De son côté, le roi montre autant de constance et ne varie guère ses réponses ni ses actes, qui peuvent parfaitement être contradictoires. Les deux parties se criblent d'arguments toujours semblables, sans aucune fatigue, si ce n'est pour le lecteur des procès-verbaux, épuisé de voir la même violation, dont la fin semblait certaine, renaître sous une autre forme, ou les mêmes lamentations fidèlement transcrites à chaque session (2). On est tenté de souhaiter des positions plus nettes, mieux tranchées. Puisque le roi est

(1) Au début d'une affaire, les Etats feignent généralement de croire à une erreur de la part du roi, une mauvaise connaissance des faits, une surprise à sa justice, et en rendent responsables certains personnages qui l'entourent et l'importunent sans cesse. Les Etats sont ainsi plus à leur aise pour critiquer la décision royale.

(2) Cependant il ne faudrait pas voir les Etats uniquement sous cet aspect larmoyant et plaintif. La conservation des libertés bretonnes n'est qu'un côté de leur activité.

décidé à ne pas respecter intégralement sa parole, et que les Etats lui sont un embarras perpétuel, qu'il les anéantisse carrément, eux et les libertés bretonnes. Les Etats voient leurs franchises sans cesse violées. Ils savent qu'il en sera toujours ainsi. Puisqu'ils ne veulent pas en faire le sacrifice total, ils devraient entrer en rébellion ouverte contre le gouvernement. Le problème ainsi posé, on cherche une solution logique (3) : ou le retour à l'indépendance, ou la centralisation à outrance. La Révolution choisit cette dernière voie, au nom de ses immortels principes.

Dans ses livres et articles sur l'Angleterre, André Maurois a fait remarquer à quels compromis ingénieux, satisfaisant tout le monde, a souvent su aboutir la politique anglaise. De tels compromis, dit-ils, sont absolument contraires à notre besoin de logique. Le Français ne se contente que de solutions pures, parfaites, en accord avec des normes posées a priori. Il se peut qu'il en soit ainsi chez nous depuis 150 ans. Mais nous avons connu auparavant un régime dont le seul but était la grandeur française et qui ne prétendait suivre aucune règle générale théorique pour y parvenir. Le roi ne s'inspirait que des circonstances pour découvrir la solution capable de contenter non un principe, mais le plus grand nombre possible de Français. Aussi ne se gêna-t-il pas pour résoudre bien des problèmes par des compromis analogues à ceux qu'admire Maurois chez nos voisins (4). Les circonstances variaient-elles ? Le roi pouvait aussitôt faire volte-face. C'est pourquoi l'ancienne monarchie fut infiniment plus souple que la plus souple de nos nombreuses constitutions écrites. Aucun règne n'y ressemble au précédent. Il s'y produit perpétuellement une adaptation naturelle du régime aux néces-

(3) « Ni les Etats ni le gouvernement ne semblaient donc avoir vu la contradiction fondamentale de leurs prétentions respectives. Entre les droits reconnus aux uns et la notion de l'absolutisme monarchique, pas de conciliation logique » (Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 200). Aveuglement et contradiction n'ont pas empêché cependant les Etats et la Monarchie de coexister pendant 250 ans et d'assurer la prospérité de la province et du royaume.

(4) Cf. supra, p. 56. Comment fut tranchée l'affaire de l'amirauté en Bretagne.

sités de l'heure, variables suivant les époques. Elle reste toujours jeune.

C'est dans cet esprit qu'il faut envisager les rapports de la Bretagne avec le gouvernement français avant la Révolution.

L'histoire de ces rapports n'est pas unique d'ailleurs. Il faut la replacer dans celle de tous les groupements territoriaux, locaux, corps de métiers, etc., organisés et modifiés empiriquement et qui fourmillaient dans l'ancienne France où rien n'était figé. Tout intérêt collectif trouvait aussitôt organes et moyens d'action, mais cessait d'être représenté si la vie s'en retirait. Or, c'est dans sa propre défense que se manifeste la vitalité d'un corps. Tout corps qui cessait de réagir contre les développements de ses voisins ou de manifester son existence au roi, préoccupé d'entraîner en avant toute la nation, devait inéluctablement être étouffé. Il ne correspondait plus à une réalité assez vivante. Ainsi moururent les Etats de bien des provinces parce que ces provinces n'eurent pas, en tant que telles, la vitalité nécessaire à les faire subsister. Cependant le roi ne cherchait pas forcément à détruire ces corps. S'ils étaient moribonds, ils ne les reconnaissait plus, et sa politique pouvait peut-être s'en trouver facilitée; mais s'ils vivaient toujours, il n'avait aucunement l'idée de les supprimer. Il comprenait qu'ils représentaient un élément dans la vie nationale, et qu'à ce titre il leur fallait compter avec eux.

Mais si tous ces intérêts sont dès leur existence doués d'une vie légale aussi parallèle que possible à celle-ci parce que la loi doit suivre la vie, si leurs organes sont beaucoup plus compétents pour les gérer que le pouvoir royal, cette compétence elle-même les enferme dans le cercle étroit de leurs petites affaires, limite à eux-mêmes leur horizon. L'un cherche à tout tirer à hue, l'autre à dia. Prennent-ils la première place : c'est l'anarchie. Voilà pourquoi chaque intérêt particulier trouvant sa représentation, l'intérêt général possède la sienne, qui lui est propre, puisqu'il n'est pas la somme des premiers. Seul le roi est qualifié pour

parler au nom de l'intérêt général. Tout autre individu ou communauté ressent les résultats de l'intérêt général bien ou mal compris mais en ignore les éléments, absorbé qu'il est dans sa petite sphère. Le rôle du roi sera d'agir sans cesse avec l'énergie propre à entraîner même de force dans l'évolution nécessaire les divers groupements d'intérêts particuliers ne possédant pas sa vue d'ensemble qui résisteront, chercheront à rester immobiles ou à diriger toute la nation dans leurs vues étroites respectives.

En résumé : par la résistance qu'opposeront les corps à l'effort du roi, il mesurera leur vitalité, la force des réalités qu'ils représentent.

Mais au roi seul doit rester le dernier mot, car seul il agit pour l'ensemble de la Nation.

Le cas de la Bretagne était celui de l'un de ces groupements. Seule particularité : la façon toute spéciale dont ses droits lui avaient été garantis. Cantonnée elle aussi dans son propre domaine, il était naturel qu'elle recherchât le statu quo. Ce statu quo c'était le traité de 1532, les clauses achetées au prix de son indépendance, quelque chose de sûr, de défini, l'évolution, c'était l'incertitude sur tout ce qu'elle avait voulu sauvegarder en s'unissant à la France. Aussi les Etats considéraient-ils avec méfiance toute « innovation », introduisant un sens péjoratif jusque dans ce terme. Dans la terreur perpétuelle d'un précédent que le roi pourrait opposer à leurs libertés, ils ne laissaient rien passer, sans protester, au moins par principe. Mais ils n'étaient pas des anarchistes. Comme on l'a dit, ils ne croyaient nullement désobéir en résistant. Ils ne niaient pas la souveraineté royale, mais opposaient au roi sa propre obligation de tenir ses engagements. L'autorité royale était à leurs yeux la source et la garantie des privilèges bretons (5).

En face des Etats : le roi, qui pourrait évidemment les détruire s'il le voulait, et qui, beaucoup plus fort qu'eux, est à la fois juge et partie dans ce qui les sépare de son

(5) Rébillon, Les E. de B. de 1661 à 1789, p. 200.

point de vue. Mais il n'est pas un dictateur. Même ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la monarchie « absolue » ne peut se comparer au régime du Premier Empire, par exemple (6). Cependant son dynamisme va rencontrer la tendance statique des Etats. Que va-t-il en résulter ? Nous avons, tout au long de cette étude, employé les termes de « conflit », « lutte », etc. Les différends qui divisaient le roi et les Etats s'en trouvaient grossis comme à la loupe, et aussi déformés. Car il ne faudrait pas prendre ces expressions dans leur sens propre, et s'imaginer quelque chose de semblable à la bataille des partis ou à la lutte des classes que la III^e République nous a rendues familières. Ni pour le roi, ni pour les Etats, il ne s'agit de vaincre ou de mourir. Il n'est pas même question de rivalité entre eux. Chacun reste à sa place. Mais les intérêts respectables qu'ils représentent — l'un général, national, l'autre particulier, provincial — se rencontrent pour produire une composante, nullement pour s'entre-détruire. La défaite totale de l'un serait une catastrophe, du second un malheur.

Il n'y a donc pas de combats, mais, après discussions, une série d'ententes.

Malgré leurs échecs on comprend que les Etats protestent toujours, sans aucune idée de révolte. On comprend que le roi ne cherche pas à les anéantir.

Mais si l'entente ne peut se réaliser ? Alors l'intérêt général doit évidemment l'emporter. Le roi aura le dernier mot lorsqu'il estime indispensable sa mesure et se heurte à l'intransigeance du corps constitué. Aucun groupement ne crut pouvoir nier au roi ce droit de trancher définitivement une contestation ni ne se jugea dégagé de son devoir d'obéissance si la sentence dernière lui était défavorable. Pas même la Bretagne (7). Seulement à cause des chartes qui la plaçaient dans une situation spéciale, il y avait une violation de droits bretons.

(6) « Jouissant tranquillement de leur puissance, les rois n'étaient pas forcés de l'augmenter pour ne pas la perdre » (A. Bonnard).

(7) Jamais les Etats ne crurent être le Parlement d'une monarchie constitutionnelle particulière à la Bretagne.



Ces violations, nous les avons énumérées et passées en revue. Le critère qui nous permettait de les discerner étant de pure forme, nous en avons accordé bonne mesure à la Bretagne, plutôt trop que pas assez. Plusieurs cas douteux lui ont été comptés. Or, le fond de ces violations aurait pu donner lieu à de sérieuses réserves. On n'a pour ainsi dire jamais recherché ici les raisons et circonstances capables d'expliquer la décision royale, ou les motifs qui poussèrent les Etats à la résistance.

Le roi se passe de consentement, mais il se peut que sa réforme nous paraisse bienfaisante. Pourquoi les Etats se buttent-ils dans un entêtement injustifié et ne ratifient-ils rien ? A moins que nous ne distinguions derrière les grands mots de libertés et franchises bretonnes des causes beaucoup moins avouables mais particulièrement chères à quelques-uns seulement. Parfois même on regrette de voir l'action des Etats aboutir au retrait d'une réforme heureuse : il en fut ainsi pour la Chambre des Eaux et Forêts et pour celle du Domaine dont ils obtinrent la suppression en 1673 (8) alors qu'elles devaient lutter contre différents empiètements commis par certains gentilshommes. Plusieurs rachats en particulier furent parfaitement iniques. Ils aboutissaient à faire payer par les contribuables roturiers la suppression d'une mesure qui ne frappait que les ordres privilégiés.

On comprend parfaitement que le roi ait voulu uniformiser son royaume, lui imprimer selon son rôle une impulsion évolutive bienfaisante et ait recherché une entente avec la Bretagne comme avec les autres corps sociaux. Mais dès qu'il formulait une réforme, les Etats se répandaient en gémissements et brandissaient les clauses, jurées à la réunion. Etaient-elles seulement viables ? Ils ne se le demandaient pas. Que fût-il advenu si la Bretagne avait conservé son indépendance ? Il est évident qu'elle ne serait

(8) Cf. supra, p. 73.

pas demeurée éternellement telle qu'en 1532. De profondes modifications seraient intervenues dans son aspect, ses usages, ses lois, ses institutions. Le duché comme le royaume eût dû subir les mêmes transformations générales sous la pression de nécessités analogues. Par exemple le duc se serait constitué une armée moderne qui n'aurait plus été basée sur les principes féodaux, et aurait pris ses cantonnements en Bretagne, naturellement. Les Etats auraient probablement subi plutôt le sort des Etats Généraux de France que celui du Parlement anglais. Impôts et taxes se seraient obligatoirement multipliés, plus qu'ils ne le firent en réalité, à cause des frais de défense militaire. Ce que le duc aurait accompli, pourquoi vouloir l'interdire au roi ? La Bretagne eut à supporter toutes les innovations et expédients fiscaux de Louis XIV. C'est entendu. Mais eussent-ils été libres, les Etats en auraient refusé une bonne part, et accordé le reste en jetant les hauts cris. Cet argent était pourtant nécessaire au roi, dont les prétentions nous paraissent aujourd'hui bien modestes, ainsi que son budget (9). Les Bretons du ^{xx}^e siècle paient beaucoup

(9) Une refonte générale de l'impôt aurait permis d'alimenter plus abondamment le trésor, et de soulager les contribuables par une meilleure répartition des charges. Si les Etats l'avaient acceptée, il s'en serait suivi une diminution, voire une disparition des infractions aux franchises financières bretonnes, phénomène analogue à ce qui se produisit un moment, lorsque le don gratuit vint satisfaire le roi. Mais les privilégiés s'opposèrent à toute réforme profonde. Leur exemption remontait au temps où l'impôt était une institution exceptionnelle, n'existant que pendant les guerres, et payé par le Tiers, qui ne combattait pas et ne supportait nulle charge sociale. Cet état de choses avait perdu sa raison d'être, surtout pour la noblesse, et était devenu ce privilège inique qui faisait retomber sur les plus pauvres le fardeau de l'impôt. Le système fiscal, point faible de l'ancien régime, ne rapportait rien. Toutes les tentatives de réformes que fit le gouvernement se heurtèrent à l'aveugle entêtement des privilégiés cramponnés à ce qu'ils appelaient leurs droits. Comme il a été expliqué, ils se trouvaient en Bretagne constituer les Etats presque à eux seuls. En abonnant les impôts nouveaux (le vingtième en 1734), ils s'arrangèrent pour les défigurer. La capitation, par exemple, pesa surtout sur les compagnes (Quessette op. cit., p. 82 et sq). Le tort de la monarchie fut donc de ne pas aller assez loin, de ne pas détruire radicalement les vieilles notions fiscales en imposant ses réformes. Le cas de la Bretagne n'est d'ailleurs qu'un épisode local de la résistance des privilégiés aux réformes bienfaisantes de la monarchie, résistance qui aboutit à la révolution.

plus sans protester. C'est pourquoi il en imposa la perception. Pouvait-il agir autrement en face de gens qui ne comprenaient guère la nécessité d'une saine évolution et cherchaient à interpréter strictement des textes qui, de plus en plus ne servaient qu'à recouvrir leurs intérêts personnels ?

Toutes ces considérations à peine esquissées viennent donc nuancer les conclusions de chaque chapitre de notre étude, justifiant et expliquant mainte atteinte au traité de 1532.



Quoi qu'il en soit, justes ou injustes, est-ce à dire que ces atteintes furent si nombreuses que depuis Louis XIV la Bretagne puisse légitimement se plaindre d'avoir été traitée en pays conquis, colonisé et assimilé de force ? A-t-elle subi un sort analogue à celui de l'Irlande, par exemple ? Personne ne peut sérieusement tenter de l'affirmer. Au moment même où les décisions gouvernementales devenaient irrésistibles, s'amorçait un mouvement tendant à en laisser de plus en plus les modalités d'application entre les mains des Bretons.

Alors qu'ils paraissaient destinés à mourir lentement en 1675, les Etats ont repris à la mort de Louis XIV un rôle primordial, mais essentiellement administratif. Chose paradoxale, cette évolution qui devait leur être si profitable se fit contre leur gré. Le gouvernement dut l'imposer. L'autonomie administrative ne lui parut jamais une menace et il trouvait plus commode de s'adresser directement aux Etats lorsqu'il voulait tirer quelque argent de la Bretagne. L'essentiel était de remplir le trésor, et ils constituaient un excellent intermédiaire. On ne leur demandait plus de consentir l'impôt, mais de le lever. L'abonnement de la capitation fut le premier pas dans ce sens (10). Il obligea les Etats à se créer une fiscalité particu-

(10) Quessette, *op. cit.*, p. 240.

lière qui peu à peu remplaça celle du roi. L'administration entière fut gagnée par ce mouvement et les fonctionnaires royaux se trouvèrent au long du XVIII^e s. éliminés les uns après les autres (11).

M. Rébillon a dressé un tableau frappant de l'autonomie administrative de la Bretagne avant la Révolution, les Etats étaient maîtres de presque tous les impôts. Ils étaient sur le point d'acquérir l'administration des fouages et de récupérer celle des contrôles et domaines qu'ils avaient possédée un instant. Seuls le monopole des tabacs et quelques droits de douane et de fabrication leur auraient alors échappé. Ils contrôlaient totalement les travaux publics, les haras, les casernements et fournitures aux étapes des troupes, tous les services publics sauf les postes, la maréchaussée, et les dépôts de mendicité dont ils ne fournissaient d'ailleurs qu'une partie des fonds. L'administration de la justice et certaines dépenses militaires demeuraient au roi. Les Etats exerçaient leur autorité par une administration qui leur était propre, où les officiers royaux n'avaient rien à voir : commission intermédiaire librement élue, dépendant d'eux seuls; hiérarchie d'agents et de correspondants (12).

Les Bretons pouvaient-ils s'estimer lésés ? Qu'eussent pensé les contractants de 1532 s'ils étaient revenus sur terre ? Certes le roi n'observait plus guère la lettre de ses promesses. Mais dans leur idée, elles n'étaient pas une fin. Puisque l'union s'avérait inévitable, ils avaient voulu rester le plus possible maîtres chez eux et conserver aux Bretons la gestion de leurs affaires intérieures. Le moyen qui leur avait paru le meilleur avait été de cristalliser le

(11) Voir Rébillon, Les E. de B. et les progrès de l'autonomie administrative au XVIII^e siècle.

(12) De la survivance des Etats et des pouvoirs qu'ils avaient conservé ou acquis, il n'est pas contestable que les contribuables bretons de toute classe aient profité. La Bretagne a toujours été moins chargée d'impôts qu'aucune autre province. Necker a calculé que par tête, la moyenne des charges publiques y était de 11 l. 9 d. et par lieu carrée de 13.828 l. 7 d. contre 19 l. 15 s. 2 . et 17.674 l. 8 s. pour l'ensemble du royaume (Rébillon, Les E. de B. et les progrès de l'autonomie administrative au XVIII^e siècle).

duché aux derniers jours de son indépendance, de ne pas permettre qu'on touchât à ses institutions ni à ses usages, produits de sa propre histoire, sans l'approbation de la Bretagne elle-même. Ils auraient compris au XVIII^e s. les vices de ce moyen. Ils auraient aussi vu avec contentement comment le roi (quoique violant de plus en plus ce traité) intervenait de moins en moins dans les affaires intérieures de la province, satisfaisant ainsi leur désir essentiel. Grâce à la décentralisation administrative, la Bretagne agissait et se dirigeait à sa guise dans le cadre général des décisions gouvernementales obligatoires.

*
**

La valeur de si intéressants résultats ne s'apprécie vraiment qu'à la lumière de l'œuvre de centralisation révolutionnaire.

Le nouveau système administratif faisant table rase de tout particularisme provincial supprima radicalement toutes les précieuses libertés bretonnes respectées jusque-là par le pouvoir royal. Une impitoyable centralisation leur succéda. Les provinces disparurent sous un découpage artificiel en petits compartiments dont les noms même furent choisis avec une incroyable pauvreté d'imagination. Le sort infligé à notre pays ressemble à celui d'un corps dont chaque organe serait traité rigoureusement de la même façon, l'œil était déclaré l'égal du nez, ou l'oreille de la bouche. Ainsi satisfait l'immortel principe de la France une et indivisible faillit étouffer toute vie locale ou provinciale.

Au lendemain d'une défaite sans précédent dans notre histoire, l'une des premières promesses du Maréchal Pétain concerna le retour à une saine décentralisation. Les Provinces revivront demain, et la France se reconstruira sur leur base.

Vu : *Le Doyen,*
C. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
PETOT.

Vu et Permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (A.I.V.) séries A, B, C.
- Archives municipales de Rennes.
- Bibliothèque de Rennes (manuscrits).
- ARGENTRÉ (D'). — *Histoire de Bretagne.*
- BOISLISLE (DE). — *Correspondance des contrôleurs généraux.*
- BOISLISLE (DE). — *Correspondance administrative sous Louis XIV.*
- BORDERIE (DE LA). — *La Révolte du papier timbré.*
- BOURDE DE LA ROGERIE. — *Origine et organisation des Sièges d'Amirauté établis en Bretagne.*
- BOUETIEZ DE KERORGUEN (DU). — *Recherches sur les Etats de Bretagne.*
- CALAN (DE). — *Documents inédits sur l'Histoire de Bretagne.*
- CALAN (DE). — *La défense des côtes de Bretagne aux XVI^e et XVIII^e siècles.*
- CANAL. — *Origine de l'Intendance de Bretagne.*
- CARNÉ (DE). — *Les Etats de Bretagne.*
- CARON. — *L'administration des Etats de Bretagne.*
- CARRÉ. — *Le Parlement de Bretagne après la Ligue.*
- CARRÉ. — *Recherches sur l'administration municipale de Rennes au temps d'Henri IV.*
- CLÉMENT. — *Correspondances de Colbert.*
- CREST DE VILLENEUVE (DU). — *Essai historique sur la défense des privilèges de Bretagne, etc.*
- DEPPING. — *Correspondance administrative sous Louis XIV.*
- DUPUY. — *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle.*
- FOURMONT (DE). — *Histoire de la Chambre des Comptes de Bretagne.*

- FRAIN. — *Arrêts du Parlement de Bretagne.*
- GOUÉ (A. DE). — *Des charges et obligations militaires imposées à la Bretagne de la fin du XVI^e siècle à 1789.*
- ISAMBERT. — *Recueil des anciennes lois françaises.*
- KERHUEL. — *Les Privilèges financiers de la Bretagne au XVIII^e siècle.*
- LEMOINE. — *La Révolte dite du papier timbré ou des Bonnets Rouges.*
- LETACONNOUX. — *Les Relations du pouvoir central avec la province de Bretagne.*
- MARTINIÈRE (DE LA). — *Le Parlement de Bretagne sous les rois de France. Annales de Bretagne, 1924-25, t. XXXVI.*
- MARTINIÈRE (DE LA). — *Les Etats de 1532 et l'union de la Bretagne à la France. Bulletin de la Soc. polymathique du Morbihan, 1911.*
- MONTIGNY (DE). — *François I et la Bretagne. Revue de Bretagne et de Vendée, 1861.*
- MORICE (DOM.). — *Preuves.*
- MOY (LE). — *Les remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle.*
- MOY. — *Le Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle.*
- PELLERIN. — *Droit public de la province de Bretagne.*
- PONTBRIAND (DE). — *Manuscrit sur l'Administration des Etats de Bretagne. A. I. V.*
- POCQUET. — *Histoire de Bretagne. T. V.*
- QUESSETTE. — *L'administration des Etats de Bretagne de 1689 à 1715.*
- RÉBILLON. — *Les Etats de Bretagne de 1661 à 1789.*
- RÉBILLON. — *Les Etats de Bretagne et les progrès de l'autonomie administrative au XVIII^e siècle.*
- SAULNIER DE LA PINELAIS. — *Le Parlement de Bretagne avant Louis XIII. Revue de Bretagne et de Vendée, 1882, 2^e semestre.*
- SAUNIER. — *Le Parlement de Bretagne.*
- SEÉ. — *Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle.*
- TRAVERS. — *Histoire de Nantes.*
- TRÉVÉDY. — *Les Papegauts de Bretagne. Bulletin de l'Assoc. bretonne, 1891, p. 18.*

TABLE DES MATIÈRES

Pages

1

INTRODUCTION

CHAPITRE I. — ORGANISMES UTILISÉS POUR DÉFENDRE
LES DROITS DE LA BRETAGNE

15

§ I. L'Assemblée des Gens des Trois Etats du Pays et Duché de Bretagne, p. 15. — Historique, p. 15. — Composition, p. 17. — Rôle, p. 20. — Comment les Etats exercent ce rôle au cours de leurs sessions, p. 23. — 1°) D'une façon générale, p. 23. — 2°) A l'avènement d'un nouveau roi, p. 24. — 3°) En refusant ou accordant les demandes royales, p. 24. — 4°) En profitant des demandes d'impôts pour obtenir en contre-partie la suppression des contraventions, p. 25. — a) Impôts, billots et fouages, p. 25. — b) Subsidés extraordinaires, p. 26. — c) Don gratuit, p. 27. — d) Capitation, p. 30. — e) Le contrat, p. 31. — f) La commission des contraventions, p. 33. — g) Le Grand Bureau, p. 33. — Le P. G. S. et l'opposition, p. 35. — Les Députés en Cour, p. 41.

§ II. Le Parlement de Bretagne, p. 45.

§ III. La Chambre des Comptes, p. 51.

CHAPITRE II. — INFRACTIONS RELATIVES AUX INSTITU-
TIONS BRETONNES.

55

§ I. Institutions politiques, p. 55. — I. Le gouverneur, p. 56. — II. Les Etats, p. 61. — Infractions aux privilèges des membres des Etats, p. 63. — Mesures destinées à gêner l'action des Etats, p. 64. — Mesure restreignant le libre arbitre des Etats, p. 64.

§ II. Institutions administratives, p. 67. — Grand-Maitre des Eaux et Forêts, p. 68. — Précurseurs des Intendants, p. 68. — Chambre des Comptes, p. 72. — Chambre des Eaux et Forêts et Chambre du Domaine, p. 73. — Municipalités, p. 75.

§ III. Institutions judiciaires, p. 78. — I. Juridictions, p. 78. — Le Parlement, p. 79. — Chancellerie, p. 81. — Présidiaux, p. 82. — Petites juridictions royales, p. 82. — Juridictions seigneuriales, p. 83. — Action des précurseurs des Intendants en ce qui concerne la justice, p. 84. — II. Evocations et Committimus, p. 85. — III. Coutume de Bretagne, p. 95.

CHAPITRE III. — INFRACTIONS D'ORDRE FINANCIER 98

§ I. Deniers accordés périodiquement par les Etats, p. 99. — Article 1. Les Fouages, p. 99. — A) Fouages ordinaires, p. 101. — Consentement aux fouages, p. 101. — Perception, p. 102. — Feux d'ancienne et de nouvelle provision, p. 102. — Ventes de feux de fouages, p. 104. — Confirmation des exemptions, p. 106. — Constitution de rentes sur les fouages, p. 107. — B) Impositions accessoires, p. 108. — Article 2. Impôts et Billots, p. 110. — Article 3. Le Don gratuit, p. 115. — Article 4. Octrois des villes, p. 116.

§ II. Deniers non soumis au consentement périodique des Etats, p. 119. — Article 1. Levées extraordinaires, p. 119. — Article 2. Droits domaniaux, impôts indirects et expédients divers, p. 124. — Article 3. Monopoles, p. 137. — Article 4. Droits de traité, p. 138.

§ III. La Capitation et le Dixième, p. 143.

§ IV. Les créations d'offices, p. 145.

CHAPITRE IV. — INFRACTIONS D'ORDRE MILITAIRE 180

§ I. Recrutement militaire, p. 181.

§ II. Impositions militaires, p. 187. — Augmentation du taillon, p. 187. — Privilège du papegaut, p. 188. — Levées extraordinaires, p. 189. — Impôts des garnisons, p. 192. — L'étape, p. 196. — Soldes des francs-archers et élus, p. 198. — Casernement, p. 199.

§ III. Présence des troupes en Bretagne et charges en découlant, p. 201.

CHAPITRE V. — INFRACTIONS D'ORDRE ECCLÉSIASTIQUE. 210

§ I. Levées de décimes sur le clergé breton, p. 210.

§ II. L'attribution des bénéfices, p. 212.

§ III. La régale, p. 214.

§ IV. L'Indult, p. 220.

CONCLUSION 234

